

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ALCOOL

EN BELGIQUE

Au point de vue fiscal et au point de vue hygiénique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera présenté et soutenu le mardi 22 janvier 1901, à 10 heures

PAR

LÉON ANTHEAUME

Président : M. SAUZET, Professeur.

Suffragants : { MM. JAY, Professeur.
 DESCHAMPS, Professeur.

PARIS

VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS

23, PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 23

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



L'ALCOOL

EN BELGIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

sera présenté et soutenu le mardi 22 janvier 1901, à 10 heures

LÉON ANTHEMAUME



Suffragants : { MM. JAY, *Professeur.*
 { DESCHAMPS, *Professeur.*

PARIS
VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS

23, PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 23

1901

A MONSIEUR RENÉ STOURM

Membre de l'Institut
Professeur à l'École des Sciences politiques

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR MARC SAUZET

Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

A l'aurore du XX^e siècle, après soixanté-dix ans, environ, d'une existence indépendante, le royaume de Belgique se présente à nous dans une situation d'apparence singulièrement brillante. Depuis ces dernières années surtout, il traverse une ère de prospérité matérielle sans précédent. Partout « la Belgique se trouve dans une situation bien différente de celle de la plupart des autres pays. Elle n'a qu'une importance fort modeste : à peine sa population dépasse-t-elle celle de la plus grande ville d'Europe, Londres ! Sa nationalité est de date récente ; moins de trois quarts de siècle. Des races diverses la composent : les Flamands au nord, les Wallons et quelques Allemands au sud. Néanmoins les Belges présentent certains caractères qui leur sont propres : moins raisonnables que les Anglais, ils le sont plus que les Français ; moins disciplinés que les Allemands, ils apprécient davantage la liberté ; enfin ils sont moins

flegmatiques que les Hollandais. Ils se distinguent par un vif sentiment d'indépendance individuelle, sentiment peut-être un peu irraisonné, un peu négatif, ainsi que par un grand attachement aux libertés locales, qui parfois peut dégénérer en un particularisme excessif. Les étrangers leur reprochent généralement de manquer d'idéal, d'avoir de l'existence une conception trop matérialiste. » (1)

Quoiqu'il y ait d'exagéré dans cette conception, il faut bien reconnaître que c'est un sentiment analogue qui fait la fortune des Anglo-Saxons.

C'est sans doute ce dernier élément du caractère national qui est le ressort caché de cette activité remarquable à laquelle le peuple belge doit ses rapides progrès dans les carrières ouvertes aux efforts de l'humanité.

L'état de dépendance dans lequel, jusqu'à ce siècle, le peuple belge s'est trouvé vis-à-vis des nations les plus puissantes de l'Europe, explique que sentant ses aspirations refoulées, il se soit habitué à ne pas considérer des horizons plus étendus, à ne plus connaître les longs espoirs et les vastes pensées, et que par une pente naturelle, il ait été amené à limiter ses désirs et ses actions à la satisfaction de ses besoins particuliers et des nécessités immédiates de son existence.

(1) Laurent DECHESNE. L'expansion économique de la Belgique.

Mais la pratique de la liberté et l'habitude de l'indépendance, en lui rendant toujours vif et présent le sentiment de sa force et de son énergie, réveilleront sans doute dans la conscience nationale le germe qui y est déposé et que de longs siècles de domination étrangère ont empêché d'éclore.

Pour l'heure présente, les laborieux efforts du peuple belge lui ont assuré une industrie florissante et très en progrès, un commerce développé, une situation financière régulière. La hausse des salaires, le développement des voies de communication et du trafic qui s'y fait, ainsi que la progression constante des ressources que les péages et transports sur chemins de fer procurent à l'Etat, tous ces phénomènes sont des indices de la prospérité du pays. La mise en valeur des vastes territoires du Congo vient tous les ans augmenter la production nationale de richesse, et ouvre en même temps des débouchés toujours plus étendus aux produits belges.

Mais il est une ombre à un tableau si brillant et si rassurant. C'est qu'en Belgique, comme ailleurs, plus qu'ailleurs, l'alcool exerce ses ravages. « Belga bibax » disait-on. Aujourd'hui le belge boit autant de bière qu'autrefois, et en plus, d'énormes quantités de genièvre. Le genièvre plus que la bière est devenu la boisson nationale. Sans doute l'impôt sur l'alcool produit davantage, mais les salaires gaspillés, les ruines amoncelées, les existences brisées, les prisons,

les hôpitaux, les asiles d'aliénés encombrés font une lourde contre-partie. Voilà pourquoi à tant de richesse et de prospérité, s'opposent tant de misères et tant de désastres. En sorte que malgré une expansion et une activité économique intenses, malgré le taux très bas des charges que l'impôt fait peser sur le contribuable belge, le bien-être dans le peuple a été loin de suivre la marche progressive des salaires. De cette situation souffrent toutes les classes de la population, le pays tout entier en est affecté. Les travaux de la Commission instituée en 1895 pour étudier la question de l'alcoolisme ont fait connaître toute l'étendue du mal et son origine.

En exposant à la Société des Prisons, à Paris, les résultats des travaux de cette Commission, M. Jules Le Jeune, ministre d'Etat, décrivait en ces termes ce qu'il appelait l'état du malade, objet de cette consultation : « Vitalité très forte et croissance rapide, son commerce général était de 202 millions en 1831 ; il atteint actuellement, le chiffre de 6 milliards ; la production de richesse par tête d'habitant est en Belgique triple de ce qu'elle est en Allemagne et en France, doublé de ce qu'elle est en Angleterre ; en soixante ans la Belgique a couvert son territoire de plus de chemins de fer, de routes, de canaux, d'usines, que nul autre pays au monde ; tout semble attester chez cette nation un développement inouï de prospérité matérielle. — Malaise intense dans

l'agriculture, dans l'industrie, dans le commerce ; plaintes qui accusent des désordres profonds ; tantième d'inscription de la population aux livres de bienfaisance publique : 16 %. Absorption annuelle d'alcool : 13 litres à 40° par habitant, en eaux-de-vie et liqueurs, soit d'après un multiplicateur généralement adopté, une moyenne de 52 litres par tête de buveur ; la dépense annuelle, en vins, bières, eaux-de-vie et liqueurs, au prix moyen de 1 fr. 70 par litre, atteint le chiffre de 136 millions de francs, pour une population de 6 millions d'habitants. Pendant les années 1873 à 1876, les salaires se sont élevés, en Belgique, à des taux exceptionnels, et exceptionnelle aussi a été l'absorption d'alcool. Elle a dépassé de 16 % le chiffre que lui assignaient les prévisions fondées sur une progression continue et rapide qui n'a fléchi que pendant les années de disette de 1846 à 1849. »

Et M. Le Jeune ajoutait : « On vante à l'heure où nous sommes, les leçons de choses ; voilà une leçon de chiffres à méditer, comme leçon de choses, pour les nations qui boivent de l'alcool. »

Qu'il y ait donc en Belgique un développement économique remarquable, et que ses heureux résultats en soient contrecarrés et presque anéantis par les ravages de l'alcool, cela n'est pas douteux. De là se pose, importante et poignante, la question du régime de l'alcool, question qui intéresse au plus haut point la science financière pour laquelle l'alcool est la source

de revenus considérables, l'économie politique qui voit dans l'alcool l'objet d'une industrie et d'un commerce auxquels sont intéressés nombre d'individus, et l'économie sociale qui, d'accord avec la médecine, considère l'alcool comme un fléau à combattre. C'est cette question que nous allons tenter d'étudier, sans oser prétendre à la résoudre complètement, heureux encore si nous avons pu donner l'impression de l'ampleur du problème posé et de l'anxiété qu'il est de nature à susciter, à défaut de sa solution.

I

1° *Nécessité des impôts indirects. Légitimité de l'impôt sur l'alcool.*

L'alcool constitue une matière imposable que l'on s'est généralement habitué à considérer comme la grande réserve budgétaire des Etats modernes.

L'importance en est d'autant plus grande que les dépenses suivent une marche progressive, qui, si considérable que soit, à certaines époques et dans certains pays, l'augmentation d'une année sur l'autre, semble, cependant, être la marche normale, ou celle qui tend, tout au moins, à devenir habituelle et constante. « C'est une loi générale que les êtres qui sont en santé, qui sont dans la période de vitalité, de développement, voient s'accroître leurs besoins et par suite leurs dépenses (1). » Cette progression des charges qui

(1) Discours de M. J. Caillaux, ministre des Finances à la Chambre des députés, le 21 novembre 1899.

pèsent sur les contribuables suit une marche singulièrement rapide.

En France, pour subvenir aux dépenses de l'Etat, il était prélevé sur le produit net du travail national,

En 1874.....	2.486 millions (1)
En 1900.....	3.538 —
Augmentation...	<u>1.052</u> . —

Soit une moyenne annuelle de 40 millions.

Cette progression pour les dernières années va même beaucoup plus vite que cela. Voici, en effet, les derniers chiffres :

En 1898.....	3.427 millions
En 1899.....	3.477 —
En 1900.....	3.538 —

Par conséquent : augmentation en 1899 par rapport à 1898 : 50 millions; et augmentation pour 1900 par rapport à 1899 : 61 millions.

C'est-à-dire que la progression moyenne annuelle fut de 39 millions de 1874 à 1898 inclusivement, tandis que depuis deux ans elle a passé à 50 millions, puis à 61 millions.

C'est un phénomène analogue d'accroissement des charges publiques que permet de constater l'examen des finances des autres Etats.

(1) Budget de 1900. Exposé des motifs, p. 78.

Si florissante que soit la situation industrielle et commerciale de la Grande-Bretagne, si forte que soit sa position géographique, qui lui permet de ne pas exagérer les dépenses militaires défensives, si sain que soit le principe admis par ses gouvernants d'amortir à bref délai ses dépenses de guerre, on aurait tort pourtant de croire que ce pays fait exception à la règle générale.

Il y a vingt-cinq ans (1873-74) les dépenses de l'administration anglaise étaient de 1.780 millions de francs. Pour l'année financière 1897-98, les mêmes éléments de dépense comparés entre eux donnent 2.827 millions soit une augmentation totale de 55 %. Pour l'exercice 1898-99 le chiffre des dépenses atteint 2.932 millions; pour l'année financière 1899-1900 il s'élève à 3.082 millions.

« L'accroissement des dépenses pour 1899-1900, disait le Chancelier de l'Echiquier, sir Michael Hicks Beach, sera de 150 millions sur l'année 1898-99 et cette augmentation en suit une de 125 millions sur l'année précédente. Pour les quatre dernières années l'accroissement total, en y comprenant les contributions du gouvernement impérial aux charges locales, n'est pas moindre de 475 millions (1). Si ce taux d'augmentation doit continuer, ajoutait-il, le Parle-

(1) Exposé du Chancelier de l'Echiquier, aux communes, avril 1900.

ment et le pays devront s'accoutumer à l'idée, non seulement d'élever considérablement le taux des taxes actuelles, mais encore d'avoir recours à des sources nouvelles de revenus. »

Ce sont les services militaires qui entrent pour la plus large part dans cette augmentation, particulièrement pour les quatre dernières années. L'impérialisme ne va donc pas sans imposer aux pays de lourdes charges annuelles.

Malgré que sa neutralité lui épargne une partie des dépenses qui pèsent sur ses voisins, la Belgique, cependant, voit la progression des charges créer à son gouvernement la nécessité de se procurer des ressources corrélatives. Deux branches principales de revenus alimentent le budget belge : les impôts, d'une part, les péages ou produits des chemins de fer, de l'autre.

Pour l'année 1900, aux dépenses prévues pour 450 millions les péages doivent subvenir jusqu'à concurrence de 221 millions et les impôts pour 211 millions.

Les impôts fournissaient :

en 1835 :	76 millions
en 1860 :	109 —
en 1870 :	129 —
en 1880 :	153 —
en 1890 :	166 —
en 1895 :	178 —

L'augmentation de 1870 à 1900 est de 82 millions.

Les différents états ont donc à supporter des charges toujours plus lourdes.

De là vient la place considérable qu'occupent, dans les régimes fiscaux, les impôts indirects. « Par eux-mêmes, en dehors de leur productivité absolument nécessaire à l'équilibre budgétaire, ils ne possèdent que des mérites contestables. L'exagération croissante des dépenses, seule, les justifie et les a rendus indispensables. Les impôts directs, en effet, trouvent trop vite leur limite d'extension pour suffire longtemps aux gros budgets. Le contribuable qui en échange de son argent ne reçoit qu'un simple papier en forme de quittance, ne se laisse pas mener loin...

Les impôts indirects, au contraire, dissimulent leur poids, se confondent avec le prix des marchandises, chloroforment le contribuable, comme dit un auteur allemand, progressent avec la richesse publique, grandissent et se développent en proportion des dépenses et deviennent dès lors, les pourvoyeurs indispensables du budget. (1) »

C'est ainsi que dans le budget français le produit des impôts indirects atteint pour 1900 : 2.080.721.550 fr., celui des monopoles fiscaux : 448.851.000 fr., des recettes non fiscales (postes et télégraphes, produits de diverses exploitations, domaines, forêts, etc.

(1) R. STOURM. — *Le système français d'impôts.*

435.570.000 francs ; et les impôts directs fournissent 525.000.000 francs.

Sur cette somme énorme (plus de deux milliards) qu'ont à faire rentrer les impôts indirects dans la caisse du trésor, un quart environ est produit par les droits sur les boissons : 508.128.000 francs. Parmi ces droits, l'alcool à lui seul rapporte plus de 300 millions.

En Angleterre, l'impôt sur l'alcool rapporte 538 millions.

En Belgique, sur les 211 millions qu'on demande à l'impôt pour l'exercice 1900, 100 proviennent des impôts indirects, l'alcool seul en fournissant 51 à 52.

Ces chiffres montrent la place importante qu'occupe dans un régime fiscal l'impôt sur l'alcool.

De quelques attaques que soient parfois l'objet les impôts indirects, qu'on accuse de frapper le contribuable, au hasard, en aveugles et sans proportionnalité, l'impôt sur l'alcool a le rare bonheur de n'y être point en but. D'ailleurs si l'on reproche, avec raison, à certains impôts de frapper des choses d'absolue nécessité ou de grever lourdement des objets utiles, semblable critique n'est plus fondée quand il s'agit de l'impôt sur l'alcool. Dans son rapport du 4 juin 1851, M. Bocher écrivait :

« La nécessité des impôts indirects une fois reconnue, il faut que les objets imposés ne soient pas de nécessité absolue, que la consommation en soit

générale, et qu'ils ne servent pas de matière première à la main-d'œuvre industrielle. » C'est là l'expression d'un principe de fiscalité trop souvent transgressé, mais dont on doit autant que possible ne pas s'écarter, encore qu'il soit parfois difficile de trouver une matière à taxation répondant absolument aux trois conditions posées. Quel objet imposable, cependant, y répond mieux que l'alcool ?

L'alcool est un produit sur lequel on doit imposer, comme le disait un chancelier de l'Echiquier, « le droit le plus élevé qu'on puisse percevoir sans craindre les distillations illicites. »

2° Différents systèmes de taxation de l'alcool.

Quels sont les moyens entre lesquels le fisc a le choix pour tirer de l'alcool les ressources importantes qu'il lui demande et dont la nécessité s'affirme chaque jour davantage ?

Il y a diverses bases d'imposition.

En premier lieu, l'impôt peut être assis sur les éléments primitifs de la production. C'est l'impôt sur les matières premières. En second lieu, l'impôt peut être assis sur l'alcool fabriqué, sur le produit achevé. C'est l'impôt au rendement effectif. Enfin en troisième lieu, l'Etat peut se procurer sur l'alcool les produits fis-

caux nécessaires aux besoins des dépenses publiques, au moyen du monopole.

L'impôt sur les matières premières, d'abord généralement adopté, a été à peu près abandonné. Il a existé dans les différents pays sous trois formes différentes, soit qu'il ait frappé la contenance des alambics, soit qu'il eût pour base le volume des moûts, c'est-à-dire la capacité des cuves de fermentation, soit qu'il atteignît les matières premières à l'état brut.

L'expérience générale l'a aujourd'hui condamné, quel que soit celui de ces trois procédés qu'il emploie, à cause tout à la fois des inconvénients économiques qu'il présente et de son improductivité budgétaire. A n'envisager que les considérations financières, « les divers pays peuvent se diviser en deux catégories :

D'un côté, les pays à rendement budgétaire élevé, où l'impôt est assis sur le produit terminé. Ceux-là savent à la fois tirer parti de la consommation et l'enrayer.

De l'autre côté, les pays à rendement budgétaire inférieur, ne taxant que les premiers éléments de la fabrication et laissant la consommation se développer impunément sans en recueillir de profit.

Dans la première classe figurent notamment l'Angleterre, la France, la Hollande, les États-Unis. Dans la seconde l'Allemagne (avant 1887), l'Autriche (avant 1888), la Belgique (avant 1896).

La statistique d'après ces données condamne donc l'impôt établi sur les éléments primitifs de la production, et son jugement, déjà mérite respect, car la statistique n'est autre chose que l'expérience écrite et chiffrée. (1) »

L'impôt sur le produit achevé est, au contraire, propre à conquérir tous les suffrages. Par l'égalité de tous devant l'impôt, qui est son principe même, par les ressources considérables et constamment progressives qu'il est de nature à donner, par les entraves, que par là-même, il peut apporter à la consommation, il a rallié à lui presque tous les Etats.

La Suisse et la Russie, cependant, poussées, plus par le désir de lutter contre l'alcoolisme, que par des considérations budgétaires, sont allées au monopole.

Le monopole peut se présenter sous des aspects divers, selon qu'il est partiel ou intégral.

Sous le premier aspect on peut distinguer trois espèces de monopole :

Monopole de fabrication.

Monopole de rectification.

Monopole de vente.

Si l'Etat assure la charge de toutes ces opérations, c'est alors le monopole intégral.

Evidemment, ce sont là des distinctions théori-

(1) R. STOURM. *L'impôt sur l'alcool dans les principaux pays*
p. 180.

ques, que, dans la pratique, l'on ne retrouve pas si nettes et si tranchées.

Le monopole partiel jusqu'ici, est le seul qui ait encore reçu une application, et le monopole qui a été établi en Suisse ou en Russie n'est point le type d'une des espèces de monopole partiel que nous citions ; il en est une combinaison.

Le monopole suisse, en effet, est un monopole de rectification et de vente en gros, pour les alcools industriels seulement.

Le monopole russe est un monopole de rectification et de vente, y compris la vente au détail qui se fait par des débitants à traitement fixe. La mesure est donc poussée plus loin qu'en Suisse, elle s'applique, aussi aux alcools de toute nature. Elle paraît donner de meilleurs résultats qu'en Suisse au point de vue du but poursuivi.

La logique du système semble devoir conduire à donner la préférence au monopole intégral, cette forme est celle qui paraît devoir être la plus efficace contre l'alcoolisme, là où l'on peut l'employer, et une fois admis le principe même du monopole.

3° De quelles substances on extrait l'alcool

L'alcool est obtenu par la distillation de diverses substances fermentées. Il est le produit principal de

la fermentation de liquides ou mouûts sucrés. C'est selon l'expression de Duclaux, « le terme essentiel de la transformation du sucre (1) ».

L'acide carbonique et l'alcool ne sont pas, comme on l'a cru, les seuls produits de la transformation du sucre ; 100 grammes de sucre, pensait-on, donnent 50 grammes d'alcool et 50 grammes de gaz, par un véritable dédoublement accompagné d'une dislocation des éléments simples du sucre (carbone, hydrogène, oxygène), se disposant différemment. Car si l'alcool contient les mêmes éléments que le sucre, il les contient fatalement en d'autres proportions, le second terme de la transformation du sucre, l'acide carbonique ne renfermant que du carbone et de l'oxygène et pas d'hydrogène : un tiers du carbone, deux tiers de l'oxygène se groupent pour former l'acide carbonique ; deux tiers du carbone, tout l'hydrogène, un tiers de l'oxygène donnent de l'alcool.

Mais la transformation du sucre n'est pas seulement un phénomène chimique, elle est avant tout un phénomène physiologique. Elle est impossible sans un ferment, la levure, organisme vivant.

La fermentation du sucre est la conséquence de la nutrition et de la vie des cellules de la levure. « Il ne peut plus être question d'une simple dislocation chimique de la molécule du sucre. Aux dépens de cette

(1) DUCLAUX. — *Le microbe et la maladie*.

molécule, nous voyons la levure former des tissus variés, de la matière azotée, de la cellulose, de la matière grasse. En même temps, le sucre subit les transformations les plus variées, devient de l'acide carbonique, de l'alcool, de la glycérine, de l'acide succinique, donne en proportions plus faibles d'autres corps que je pourrais citer, et d'autres encore que la science n'a pas encore appris à isoler, parce qu'il n'y a pas de chimie plus difficile que celle des êtres vivants (1) .» « 100 grammes de sucre donnent à peu près 1 gramme de levure, et le reste se dédouble en acide carbonique et alcool avec formation concomitante des produits divers que nous avons énumérés (2) .» Et si on prend soin d'assurer la présence de l'oxygène pendant toute la période de contact de la levure et du sucre, la multiplication du ferment est encore plus abondante : avec 100 grammes de sucre, il se forme alors 25 grammes de levure. La quantité d'alcool produit est alors beaucoup moindre, car pour la formation de leurs tissus, ces 25 grammes de levure ont consommé 25 grammes de sucre. Quant aux 75 grammes restant, ils ne fournissent que des traces d'alcool, au lieu d'en donner moitié de leur poids comme dans la fermentation habituelle ; « l'alcool a été brûlé par l'oxygène dont on a assuré le contact permanent avec le liquide. Grâce à cet oxygène et à

(1) DUCLAUX, *Le microbe et la maladie*, p. 10.

(2) *Op cit.* p. 46.

la levure, ce sucre s'est à peu près intégralement transformé en eau et en acide carbonique; la portion transformée en alcool est si faible qu'elle peut être négligée. De la levure aérée, introduite dans un liquide aéré, y vit en s'y multipliant, en y consommant du sucre et de l'oxygène et sans y produire beaucoup d'alcool (1). »

Quand, au contraire, après avoir mis le sucre et la levure en contact, on ne prend pas soin d'assurer de manière constante la présence de l'oxygène, l'oxygène qui était présent au début, est en partie consommé, en partie chassé, par le dégagement d'acide carbonique. La levure cependant, être vivant qui a besoin d'oxygène, n'en trouvant plus à l'état libre, doit en prendre alors à un corps oxygéné. C'est donc au sucre qu'elle empruntera la quantité d'oxygène nécessaire à sa vie, vie beaucoup plus pénible dans ces conditions, qu'au contact de l'air. Elle emploie donc 99 0/0 de sucre, à le transformer en alcool et en acide carbonique, en lui empruntant de l'oxygène. Le centième restant du sucre lui fournit les autres matériaux de ses tissus.

Ainsi deux modes d'existence de la levure : 1° La vie au contact de l'air, propre à la multiplication du ferment; celle dont doit se rapprocher l'industrie de la fabrication de la levure, qui cherche à transformer

(1) DUCLAUX *op. cit.* p. 48.

le sucre en levure ; 2^o la vie sans air, plus pénible pour la levure, mais dans laquelle les 99/100 du sucre qu'on ne retrouve pas à l'état de levure fournissent de l'alcool. C'est des conditions de cette vie que se rapproche l'industrie de la fabrication de l'alcool.

La production de l'alcool, ainsi que celle de l'acide carbonique, de la glycérine, et de l'acide succinique qui l'accompagnent toujours, sont donc, comme l'ont démontré les travaux de Pasteur, corrélatives du développement vital du ferment.

Peuvent servir à la fabrication de l'alcool toutes les substances capables de fournir un liquide sucré puisque dans les conditions favorables, tout liquide sucré est susceptible de subir la fermentation alcoolique. Longue est la liste des substances desquelles on peut extraire l'alcool. On les ramène à deux grandes classes selon qu'elles peuvent subir immédiatement ou médiatement la fermentation alcoolique.

A) Dans la première rentrent toutes les matières comme les sucres, les mélasses, les fruits à noyaux et à pépins, les racines (betterave, topinambour), les tiges de canne à sucre, de maïs, de sorgho, etc., substances sucrées que la fermentation transforme en moûts alcooliques, dont on extraira l'alcool par la distillation.

B) A la seconde classe appartiennent les substances amylacées et féculentes : les céréales (blé, orge, avoine, riz, maïs), les racines tuberculeuses (pommes

de terre, patates), les légumes et fruits féculents (pois, lentilles, châtaignes, glands). Ces substances exigent deux transformations : celle de leur amidon ou fécule en glucose, ou préparation d'une liqueur sucrée fermentescible et transformation du glucose en alcool, ou fermentation de cette liqueur. La distillation dégagera l'alcool.

Il faut ajouter à ces deux classes de matières susceptibles d'être employées à la fabrication de l'alcool, les vins, cidres, poirés, bières, liquides fermentés, contenant l'alcool tout formé et qu'il suffit de distiller pour l'en extraire.

La rectification vient achever l'œuvre de fabrication de l'alcool en éliminant les impuretés qui accompagnent l'alcool éthylique à la distillation.

Les principales de ces impuretés sont :

1° Les alcools supérieurs (ceux qui ont un point d'ébullition supérieur à celui de l'alcool éthylique : 78°4 centig.) :

Alcool propylique : point d'ébullition, 98° c.

Alcool butylique : point d'ébullition, 109° c.

Alcool amylique : point d'ébullition, 132° c.

2° Les alcools polyatomiques (glycérine, etc.).

3° Les aldéhydes (aldéhyde ordinaire, furfurol).

4° Les éthers (éther acétique, etc.).

5° Les acides (acide succinique, acide lactique, acide acétique).

Telles sont les conditions dans lesquelles agit la fermentation alcoolique.

La France, favorisée par la richesse du sol, en raison de la diversité des productions, est le pays qui emploie pour la fabrication de l'alcool, la plus grande variété de matières premières.

Les cidres, les vins, les marcs, sont dans les régions de l'Ouest et du Centre, et dans les départements de la Bourgogne et de la Franche-Comté une source abondante d'alcool, qui dans les bonnes années devient d'une importance considérable. Les bouilleurs de cru sont alors légion. Leur nombre n'est connu qu'approximativement. Pour l'année 1899, d'après les évaluations de l'administration, la production à laquelle auraient participé 338.257 bouilleurs de cru, serait de 90.975 hectolitres, supérieure de 14.555 hectolitres à celle de 1898. (Il s'agit d'alcool à 100°, comme toujours en France.) Les betteraves, les mélasses, les céréales, les pommes de terre sont les substances mises en œuvre par une industrie florissante dans le Nord et dans l'Est.

La production totale d'alcool, par les distillateurs et bouilleurs de profession, s'est élevée pour l'année 1899, et d'après le relevé des contributions indirectes à 2.508.583 hectolitres, avec une augmentation de 172.543 hectolitres sur l'année précédente, due en grande partie à l'accroissement des quantités d'alcool provenant de la distillation des jus de betteraves

(149.031 hectolitres d'excédent sur 1898). La cause en est dans l'abondance des betteraves résultant des ensemencements plus étendus et d'un rendement cultural supérieur à la moyenne. L'extension des ensemencements est due elle-même au relèvement des prix de l'alcool en 1898 (46 francs l'hectolitre, contre 42 francs en 1897 et 36 francs en 1896).

Il est vrai que la production abondante de 1898 a ramené les cours en 1899 entre 36 et 40 francs.

C'est également à l'amélioration des cours qu'il convient d'attribuer l'excédent de la production des alcools de grains (31.434 hectolitres). Les augmentations dans la production des alcools provenant des vins, cidres, marcs et lies, s'expliquent aisément par l'abondance de la dernière récolte.

Sur les 5.864 distillateurs et bouilleurs de profession, qui ont travaillé en 1899 (1.764 de plus qu'en 1898),

182	ont mis en œuvre des substances farineuses.
8	— des pommes de terre.
328	— des mélasses et betteraves
595	— des vins.
2.078	— des cidres et poirés.
2.399	— des marcs et lies.
191	— des fruits.
83	— des substances diverses

En fait, la fabrication proprement dite se trouve

Alcool provenant de la distillation des

ANNÉES	Substances intimées	MELASSES	BETTERAVES	VINS	CIDRES	MARCS Lies, etc.	FRUITS	SUBSTANCES diverses	PRODUCTION des distillateurs de profession	PRODUCTION des bouilleurs de erit	QUANTITÉS totales
1880	412.585	685.433	420.878	27.200	3.317	17.373	624	4.658	1.556.000	25.000	1.581.000
1885	567.768	728.523	485.451	23.240	20.908	43.853	7.680	7.028	1.795.000	60.000	1.864.000
1890	645.255	682.573	800.982	38.799	4.803	34.374	1.160	6.581	2.171.000	43.000	2.214.000
1895	396.604	846.403	744.325	61.202	45.717	62.592	14.698	3.907	2.037.000	129.000	2.166.000
1896	416.530	863.423	544.087	58.652	53.759	78.429	6.051	1.203	1.888.000	134.000	2.022.134
1897	484.637	734.819	798.484	83.719	26.379	72.909	6.311	682	2.101.000	107.000	2.208.140
1898	683.566	708.270	897.542	45.975	9.352	55.207	4.781	7.767	2.336.000	76.000	2.412.640
1899	715.000		1.046.576						2.417.608	90.975	2.508.583

concentrée dans 250 distilleries, dont 56 seulement ont eu pendant la campagne 1898-99, une production supérieure à 10.000 hectolitres. Les principaux départements producteurs, entre lesquels se répartissent presque toutes ces 56 distilleries sont l'Aisne, le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, la Seine-Inférieure et le département de Seine-et-Oise.

Le tableau ci-contre (p. 18) indique la production annuelle des alcools, en France, par nature de substances mises en œuvre, en hectolitres d'alcool pur.

L'Angleterre n'emploie guère à la fabrication de l'alcool que les substances amylacées. Ce sont les grains de toutes sortes, maltés ou non maltés que traitent les distillateurs du Royaume-Uni. La pomme de terre y est peu employée. Les sucres de qualité inférieure, les mélasses des fabriques de sucre étrangères ne sont employés que quelquefois et en petite quantité.

Quant aux vins, l'Angleterre n'en récolte pas; elle ne produit que peu de cidre; la bière, dont la production est très importante, y est l'objet d'une trop large consommation pour qu'on songe à l'utiliser en la distillant. Le régime fiscal enserre la production dans des prescriptions rigoureuses et a amené la diminution du nombre de distilleries; il y en a 11 en Angleterre, 27 en Irlande et 127 en Ecosse. La loi exige une contenance minimum de 18 hectolitres pour les alambics, limite exceptionnellement abaissée pour l'Ecosse et l'Irlande à

1 h. 80. La consommation de l'alcool dans le Royaume-Uni atteint environ 1.050.000 hectolitres, dont les $\frac{2}{3}$ proviennent de la production indigène et $\frac{1}{3}$ de l'importation.

En Suisse, dans les cantons les plus rapprochés de la frontière française, les distillateurs pour une part peu considérable tirent l'alcool du vin et des fruits. Les céréales et surtout les pommes de terre sont les substances les plus employées. La législation fiscale y a un caractère très protectionniste. « Elle semble n'avoir sauvé la distillerie, que pour permettre à l'agriculture de prospérer. » La production indigène d'alcool tiré des céréales et des pommes de terre n'y est cependant que peu importante. Elle est la seule qu'on ait pu évaluer, parce que l'administration du monopole ne doit acheter que de l'alcool provenant de ces matières premières. Elle ne fournit guère plus du quart de la consommation, les trois autres quarts étant achetés par l'administration du monopole à l'industrie étrangère. 35.000 hectolitres environ d'alcool pur sont achetés à l'industrie indigène sur 40.000 qu'elle produit annuellement.

En Allemagne, la législation est caractérisée par les mêmes tendances protectionnistes qu'en Suisse. Les substances mises en œuvre y sont les betteraves et les mélasses, les grains et surtout les pommes de terre. Le régime fiscal y est le chef-d'œuvre de la protection de la pomme de terre. Les terrains sablon-

neux de la Poméranie, de la Silésie, des duchés de Posen et de Brandebourg, ne peuvent guère produire autre chose. La législation a pour but de protéger les cultivateurs de cette région en favorisant les distilleries agricoles, à l'encontre des grandes distilleries, des distilleries industrielles, surtaxées progressivement en raison de l'importance de leur production quand celle-ci dépasse 300 hectolitres. Plus de 58.000 distilleries agricoles fonctionnent en Allemagne dans des exploitations qui mettent en valeur 1.551.940 hectares. Le personnel employé à la culture, à la fabrication et à la vente de l'alcool est évalué à 1.800.000 individus.

Dans un très intéressant rapport (1) aux ministres du Commerce, des Finances et de l'Agriculture, sur l'emploi industriel de l'alcool en Allemagne, MM. Paul Rouhier et G. Chalmel établissent la comparaison suivante entre la distillerie agricole en Allemagne et la distillerie agricole en France :

« En Allemagne, les 9/10 de l'alcool produit annuellement proviennent de distilleries agricoles au nombre de plus de 12.000 et qui travaillent presque exclusivement des grains et des pommes de terre. En France, les distilleries agricoles, au nombre de 223, ne fournissent qu'un dixième et demi de la pro-

(1) Voir ce rapport dans le *Journal de la Distillerie française*, année 1898.

duction totale, presque exclusivement avec de la betterave.

En Allemagne, ce sont les pays de petite culture et les terres légères qui sont dotées de distilleries agricoles, les terres riches et fortes produisant la betterave qui va entièrement en sucrerie. En France, le principal produit distillé étant la betterave, ce n'est que la grande culture qui possède des distilleries agricoles et ce ne sont que les terres riches et fortes qui alimentent les distilleries industrielles. »

Le vin, dont l'Allemagne produit fort peu sauf sur les côteaux des bords du Rhin, et la bière, y ont trop de valeur par eux-mêmes pour être distillés.

Le tableau suivant extrait de la Statistik des deutscher Reichs, indique les quantités produites, en hectolitres d'alcool pur, par nature de substances mises en œuvre :

ANNÉES d'EXPLOITATION commençant le 1 ^{er} octobre.	ALCOOLS DE POMMES DE TERRE produits dans les		ALCOOLS DE GRAINS produits dans les		AUTRES ALCOOLS industriels.	ALCOOLS PROVENANT de mélasses.	AUTRES ALCOOLS provenant de substances non farineuses.	TOTAL DES ALCOOLS provenant des distilleries.
	distilleries agricoles.	distilleries industrielles.	distilleries agricoles.	distilleries industrielles.				
1889-90	2.517.308	14.402	163.159	346.461	»	84.155	19.316	3.144.801
1890-91	2.225.093	8.043	171.686	339.541	»	201.235	23.551	2.969.149
1891-92	2.119.547	5.376	202.401	322.993	»	260.248	27.679	2.948.244
1892-93	2.368.090	8.373	176.871	341.986	»	405.955	27.645	3.028.920
1893-94	2.578.949	4.591	185.000	347.443	»	96.376	50.326	3.262.685
1894-95	2.168.553	4.195	186.850	337.113	»	218.472	36.688	2.951.679
1895-96	2.650.397	4.926	202.623	336.960	354	122.285	26.403	3.343.648
1896-97	2.393.598	4.681	224.721	320.845	272	127.794	28.594	3.100.505

Pour la Russie, la production d'alcool tiré des vins lies, marcs et fruits est peu importante. Ne dépassant guère 50.000 hectolitres, elle est confinée dans les provinces d'Astrakhan, de la Tauride, de la Chersonèse, d'Ecatérinoslaw, du Caucase. Dans les gouvernements de l'Est de l'Empire, les distilleries ont un caractère industriel. Ce qui domine dans les gouvernements de l'Ouest et du Sud ce sont les distilleries agricoles. Les gouvernements de l'Est ne distillent guère que des céréales, ceux de l'Ouest mettent en œuvre des pommes de terre, ceux du Sud des mélasses. La production globale de l'alcool dans tout l'Empire est d'environ 4 millions d'hectolitres à 100°.

En Belgique, ni la bière qui est la boisson nationale ni le vin dont le pays ne produit guère et dont il n'est fait de consommation que par les classes riches, ne servent à la fabrication de l'alcool. C'est aux substances amylacées surtout qu'a recours la production. Les mélasses, les betteraves et les pommes de terre sont ensuite les substances les plus employées. Les céréales étrangères (blé d'Egypte, maïs d'Amérique) entrent pour les trois quarts dans les quantités mises en œuvre pour la fabrication des alcools de grains. Aussi celle-ci s'est-elle concentrée dans quelques usines très importantes installées, à Anvers ou près d'Anvers, par lequel se font les importations des matières premières qu'elles emploient.

En ce qui concerne le travail des mélasses, il est limité à l'emploi des mélasses indigènes, un article de la loi du 15 avril 1896 abolissant l'entrée en franchise des mélasses étrangères destinées aux distilleries

Le contingent des alcools de mélasses ne peut guère, dépasser dans les conditions actuelles de la production sucrière, 30 à 40 % de la fabrication des eaux-de-vie. Les distilleries qui emploient les betteraves, les mélasses, les pommes de terre se trouvent naturellement réparties dans la région agricole du royaume ; particulièrement dans la Flandre Orientale, le Hainaut, le Brabant, la province de Liège.

La production totale en 1898 a atteint 593.341 hectolitres d'alcool à 50° ; pour 1899 elle a été évaluée à 678.000 hectolitres. Sur ces quantités, 427.000 hectolitres ont été produits par les distilleries industrielles et 165.806 par les distilleries agricoles en 1898 ; et 412.710 par les distilleries industrielles, 265.000 par les distilleries agricoles en 1899. Pour les alcools provenant des distilleries industrielles :

en 1898 : 257.000 h. viennent de grains.

169.000 h. — de mélasses.

en 1899 : 253.000 h. viennent de grains.

158.000 h. — de mélasse.

L'infinie variété des substances qui peuvent servir à la fabrication de l'alcool nous permet à nouveau d'affirmer ce que nous aurons l'occasion d'établir par

la suite et ce qui est particulièrement exact en ce qui concerne la taxation de l'alcool, à savoir que l'impôt pour avoir une assiette simple et rationnelle doit être perçu sur le produit achevé et non sur les éléments primitifs de la production.

II

Le régime fiscal de l'alcool en Belgique de 1833 à 1896

1° La loi du 18 juillet 1833, établissant l'impôt au rendement présumé. Exposé de ce système. Loi du 17 juillet 1887 portant codification de la législation des eaux-de-vie.

Lorsqu'après la Révolution de 1830, la Belgique fut constituée en état indépendant, en réformant sa législation, elle abandonna le système d'imposition sur l'alcool qui existait jusque là dans le Royaume des Pays-Bas. A partir de 1833, l'impôt sur les éléments primitifs de la production remplaça l'impôt sur le produit achevé que la Hollande a conservé et dont le taux est actuellement fixé à 264 fr. 60 par hectolitre d'alcool pur. A la taxe par hectolitre d'alcool fabriqué, la loi du 18 juillet 1833 substitua un droit de 0 fr. 22 centimes par jour de travail et par hectolitre de capacité des vaisseaux servant à la préparation des matières.

On espérait, par ce système, contribuer à favoriser le développement industriel et commercial du nouveau royaume, car on considérait que la nouvelle base d'imposition serait de nature à permettre à une branche de la production, importante pour l'expansion économique de l'Etat, de devenir florissante

Comme l'impôt, en effet, frappait la capacité des cuves, en forçant le rendement, le distillateur pouvait parvenir à réaliser des bénéfices considérables. C'était là, pensait-on, un appât susceptible d'amener la fabrication de l'alcool à perfectionner ses procédés. Elle produirait alors davantage, à meilleur compte, pour le plus grand profit du consommateur et du distillateur, et serait plus en mesure de supporter, à l'exportation, la concurrence étrangère.

En attendant la réalisation de ces espérances, le résultat immédiat de la réforme fut une diminution notable des produits de l'impôt.

L'accise en 1832 avait rapporté au Trésor 4.570.000 francs, en 1835, elle ne rapporte que 1.916.000 francs.

La différence était sensible ; elle atteignait 2.654.000 francs.

Une des caractéristiques de la loi de 1833, a été l'extrême mobilité des tarifs ; depuis l'établissement du nouveau régime fiscal de l'alcool, ils n'ont cessé de varier. La base de l'impôt n'était plus, avons-nous

dit, le produit achevé, le rendement effectif, mais le rendement présumé. L'intérêt des distillateurs était donc d'obtenir le plus possible d'excédents de rendement, indemnes de tous droits. Il y a donc eu une lutte incessante pour arriver à taxer tout l'alcool produit en modifiant le taux du rendement légal, en élevant le tarif afin de faire payer, pour ainsi dire, par les majorations successives des droits, les quantités d'alcool atteintes pour celles qui parvenaient à échapper. Les progrès de l'industrie, les perfectionnements de l'outillage, ont suivi une marche progressive sur laquelle se réglait le fisc. Mais ils sont parvenus cependant à procurer aux distilleries qui pouvaient profiter des découvertes scientifiques et adopter les procédés nouveaux de fabrication, les excédents indemnes d'impôt tant enviés et sources de bénéfices d'autant plus considérables que les droits allaient toujours croissant.

La lutte s'est terminée par l'écrasement de la distillerie agricole qui au début fournissait presque toute la consommation indigène. La production s'est concentrée dans quelques grandes distilleries industrielles, seules capables de lutter avec avantage contre le fisc.

En 1895, d'après le rapporteur de la loi sur l'importation et la fabrication des alcools, à la Chambre des représentants, M. Tack, il y avait en Belgique 33 distilleries industrielles, travaillant 2.893.083

hectolitres de contenance cuvée-matière et il restait 211 distilleries agricoles.

« Ainsi les grandes distilleries industrielles, disait-il, fournissent à peu près les 7/8 de la consommation, et les distilleries agricoles un modeste huitième. »

(Chambre des représentants. Séance du 20 décembre 1895).

Tarifs successifs du droit normal par hectolitre de la capacité des cuves et par jour de travail

Loi du 18 juillet 1833.	0f.22	Loi du 16 septembre	
Loi du 27 mai 1837 ..	0 40	1884	7f.75
Loi du 25 février 1841	0 60	Arrêté royal du 18 juillet 1885.....	8 50
Loi du 27 juin 1842 ..	1 »»	Arrêté royal du 10 juillet 1886.....	9 30
Loi du 10 décembre 1851.....	1 50	Arrêté royal du 5 juillet 1888... ..	9 50
Loi de 1860	2 45	Arrêté royal du 21 juillet 1891.....	10 50
Loi de 1870	4 55	Arrêté royal de juillet 1895	11 16
Loi du 28 juillet 1879	5 »»	Loi du 17 juin 1896..	17 44
Loi du 28 juillet 1881	5 50	Arrêté royal du 23 juillet 1896.....	18 »»
Loi du 31 juillet 1883	7 50	Arrêté royal du 28 juillet 1897.....	18 »»

Telles furent les variations des tarifs sous le régime de l'impôt au rendement présumé. La loi du 16 septem-

bre 1884 déléguait au Gouvernement le soin de modifier, une fois par an, les rendements légaux d'après les constatations des agents de l'administration. C'est par suite de cette délégation que les derniers changements ont été introduits par des arrêtés royaux. Ils étaient devenus nécessaires si fréquemment pour permettre à l'impôt d'atteindre autant qu'il était possible toute la production des distilleries qu'on jugea bon de ne pas imposer au gouvernement l'obligation de mettre en branle tout l'appareil législatif chaque fois qu'il serait utile d'apporter une modification.

Nous verrons par la suite, la réforme du régime fiscal de l'alcool qui fut opérée en Belgique par la loi du 15 avril 1896.

Au moment où cette loi fut votée, le droit normal de 11 fr. 16 par hectolitre de capacité des cuves fixé par l'arrêté royal de juillet 1895 représentait une perception de 64 francs par hectolitre d'alcool à 50°.

Maintenir à ce taux les produits de l'accise : tel avait été le souci constant qui dicta les modifications successives du rendement légal et les élévations progressives du tarif.

En établissant l'impôt au rendement réel la loi du 15 avril 1896 laissa aux distillateurs la faculté de rester, si bon leur semblait, sous le régime qu'elle supprimait, à titre transitoire jusqu'au 1^{er} janvier 1898,

afin de diminuer les charges que pouvaient leur imposer les changements d'outillages nécessités par son application. Lorsque la loi du 17 juin 1896 vint porter l'impôt sur l'alcool de 64 à 100 francs par hectolitre à 50°, elle dut, pour maintenir la relation nécessaire entre le régime nouveau et le régime ancien qui subsistait momentanément, élever à 17 fr. 44 le droit normal par hectolitre de contenance des cuves.

Dans le même but, l'arrêté royal du 23 juillet 1896 le porta à 18 francs, taux auquel le maintint l'arrêté du 28 juillet 1897.

Il représentait donc alors une perception de 100 francs par hectolitre à 50° ou 200 francs par hectolitre à 100°.

A côté de ce droit normal, il y avait des tarifs accessoires gradués en tenant compte :

1° De la nature des matières traitées.

2° Des préparations préalables subies par ces matières.

3° Du mode de distillation.

4° De la durée des travaux.

En voici le tableau complet tel qu'il est établi, dans le dernier état de la législation, par l'arrêté royal du 28 juillet 1897, précité.

ESPÈCES de matières premières	CATÉGORIES	DÉSIGNATION DES MATIÈRES PREMIÈRES		DROITS	
				TRAVAIL 24 heures fr. c.	TRAVAIL 48 heures fr. c.
1 ^{re} Espèce	1 ^o	Farines non blutées provenant uniquement de malt que la totalité des d'orge, de seigle, ou d'avoine n'ayant subi avant la mise en macération aucune préparation, la mouture exceptée.	Sans emploi de macérateur et lorsque la totalité des matières féculentes mises en macération ne dépasse pas 10 hectolitres pour 24 heures de travail ou 20 hectolitres par 48 heures.	18	20 30
	2 ^o		est supérieure à 10 hectolitres et ne dépasse pas 20 hectolitres par 24 heures de travail ou est supérieure à 20 hectolitres et ne dépasse pas 40 hectolitres par 48 heures de travail.		20 10 21 20
	3 ^o		avec emploi de macérateur ou lorsque la totalité des matières féculentes mises en macération dépasse 20 hectolitres par 24 heures de travail ou dépasse 40 hectolitres par 48 heures de travail.	20 50 14 20	24 30 15 15
2 ^e Espèce	4 ^o	Pommes de terres.		23 50	26 60
	5 ^o	Emploi indépendamment de malt d'orge, de grains ou graines autres que le seigle, l'orge ordinaire ou l'avoine, n'ayant subi avant la mise en macération aucune préparation, la mouture exceptée.		23 70	26 60
3 ^e Espèce	6 ^o	Farines blutées.		17 50	»
	7 ^o	Topinambours ou jus de topinambours à l'état naturel.		14 20	»
4 ^e Espèce	8 ^o	Betteraves ou jus de betteraves à l'état naturel.		21 70	»
	9 ^o	Jus de topinambours à l'état concentré.		27 10	»
5 ^e Espèce	10 ^o	Jus de betteraves à l'état concentré.			
	11 ^o	Fruits secs, sirops ou sucres, jus sucrés avec une ou plusieurs substances féculentes ou saccharines.		23 60	»
6 ^e Espèce	11 ^{o bis}	Mélasses.		22	»
	12 ^o	Fruits à pépins et à noyaux.		8	» »

*Déduction d'impôt accordée aux
distillateurs agricoles*

Les distillateurs agricoles sous certaines conditions bénéficient d'une déduction de 15 pour cent sur la quotité du droit. Cette disposition a pour but de rétablir une certaine égalité entre eux et les distillateurs industriels, seuls en état d'avoir dans leurs usines une meilleure organisation et un outillage perfectionné. Elle donne lieu à beaucoup d'abus, sans sauver de la ruine la véritable distillerie agricole.

La loi du 18 juillet 1887, portant codification de la législation sur les eaux-de-vie, établissait ainsi qu'il suit les conditions à remplir.

Art. 19. — 1° Il est accordé aux distillateurs une déduction de 15 pour cent sur la quotité du droit, quand :

a. Ils n'emploient que deux appareils, l'un servant uniquement à la bouillie, l'autre à la rectification des flegmes ;

b. Ils nourrissent dans l'enclos même de la distillerie et pendant toute la durée des travaux, soit une tête de gros bétail (les chevaux non compris), soit quatre porcs ou huit moutons, par hectolitre et demi de la capacité des vaisseaux soumis à l'impôt ;

c. Ils cultivent par eux-mêmes, dans la distance de 5 kilomètres au plus de l'usine, un hectare de terres

labourables, jardins potagers ou prairie, par chaque hectolitre et demi de la capacité des vaisseaux soumis à l'impôt.

2° Cette déduction n'est pas accordée :

1. Lorsque la totalité des matières macérées dépasse respectivement 20 ou 40 hectolitres par jour ou par période de travail, selon que les travaux s'effectuent en 24 ou 48 heures ;

2. Lorsque les travaux effectués par le distillateur seront soumis au droit intégral, dans le courant de la campagne du 1^{er} juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante ;

3. Aux distillateurs intéressés soit directement, soit indirectement dans l'exploitation ou dans la propriété de plusieurs distilleries, si ces établissements sont éloignés de moins de 5 kilomètres l'un de l'autre ;

4. Aux distillateurs de fruits à pépins et à noyaux.

Art. 22. « Le distillateur qui entend jouir de la déduction de 15 pour cent produit au receveur des accises du ressort, avant de commencer les travaux de la campagne, un état indiquant le nombre de têtes de bétail qu'il nourrit, et le nombre d'hectares de terre qu'il cultive, ainsi qu'une déclaration par laquelle il certifie n'être intéressé soit directement, soit indirectement, ni dans l'exploitation, ni dans la propriété de plusieurs distilleries éloignées de moins de 5 kilomètres l'une de l'autre. »

Exemption de l'accise en faveur des distillateurs et des liquoristes.

Sont exemptés de tout droit d'accise, les distillateurs rectificateurs, c'est-à-dire ceux qui n'opèrent pas sur des matières premières et dont les travaux consistent uniquement à rectifier soit des flegmes, soit de l'alcool.

Les liquoristes qui fabriquent des liqueurs au moyen d'alcools, de sucres ou de parfums extraits de certaines substances aromatiques et qui emploient pour cette opération des alambics ou d'autres appareils distillatoires, bénéficient aussi de l'exemption du droit d'accise.

2° Critique du système dans lequel l'impôt est perçu au rendement présumé. — Ses inconvénients.

Le système du rendement légal en raison de la capacité des vaisseaux et de la nature des matières mises en œuvre présentait des inconvénients nombreux et fort graves. Il avait de telles conséquences, qu'après l'avoir supporté pendant plus de 60 ans, on sentit la nécessité de l'abandonner. La crainte seule de l'établissement de l'exercice retarda la réforme souhaitée et fit que la Belgique attendit jusqu'en

1896 la substitution du régime fiscal de l'alcool basé sur le rendement effectif à un régime formellement condamné par la longue expérience qu'on en avait faite.

Voici quels sont les principaux griefs qu'on peut relever contre lui.

a) *Inégalité devant l'impôt.*

Dans ce système l'impôt est assis sur une simple présomption : il n'est pas réglé en raison de la quantité d'eau-de-vie produite, mais en raison de la quantité d'eau-de-vie qu'un hectolitre de cuve à fermentation est censé pouvoir fournir. Ce sont les gros industriels seulement, ceux qui peuvent travailler dans les meilleures conditions, selon les procédés perfectionnés de fabrication, avec le meilleur outillage, qui obtiennent les rendements supérieurs au rendement légal. Ils bénéficient ainsi d'excédents indemnes d'impôt tandis que les petites distilleries avec leurs appareils primitifs obtiennent à peine des rendements suffisants pour satisfaire aux exigences du fisc.

Aussi le ministre des finances pouvait-il écrire dans l'exposé de motifs du projet qui est devenu la loi du 15 avril 1896 : « L'inégale répartition qu'engendre ce mode de perception a été peu sensible aussi longtemps que le taux du droit est resté minime, mais les augmentations décrétées successivement et

les changements survenus dans les procédés du travail, principalement dans les distilleries industrielles, ont mis en relief le vice de notre régime. »

b) *Instabilité de la législation*

Ce premier défaut du système en amenait un autre.

Il fallait, en effet, remédier s'il se pouvait à ces inégalités et préserver aussi les recettes du Trésor. Pour atteindre ce double but, on devait remanier continuellement les tarifs, élever le taux du droit et le rendement légal pour permettre d'atteindre autant que possible les rendements réels. Les changements devenaient si fréquemment nécessaires que nous avons vu la loi du 16 septembre 1884 déléguer au Gouvernement le droit de réviser une fois par an les rendements légaux d'après les constatations de contrôle des employés. C'est par l'usage très large qui fut fait de cette faculté que le droit normal sur la contenance des cuves, parti de 0 fr. 22 par hectolitre en 1833, passa de 7 fr. 75 où il était fixé en 1884, par des gradations successives, au taux de 11 fr. 16 en 1895, pour s'élever, dans sa dernière période d'application, à 17 fr. 44 avec la loi du 17 juin 1896 et finalement, à 18 francs avec l'arrêté royal du 23 juillet de la même année.

Il résultait de cette instabilité que l'industriel se trouvait dans une incertitude constante au sujet des

conditions fiscales qui lui seraient faites. Il était par suite dans l'impossibilité de contracter des marchés à long terme et de profiter largement des circonstances favorables pour s'approvisionner de matières premières.

c) Impossibilité de produire de la levure.

La loi belge établissant l'impôt sur la contenance des cuves, sans interdire précisément la fabrication de la levure, la rendait pratiquement impossible. L'article 4 de la loi du 18 juillet 1887 était ainsi conçu : « L'accise sur l'eau-de-vie produite dans le pays est prélevée d'après la capacité des vaisseaux employés pour la trempe, la macération et la fermentation des matières premières propres à la distillation, y compris les cuves de réunion, les cuves à levain, les cuves de vitesse, les condensateurs et tous autres vaisseaux quelle que soit leur forme, qui contiennent des matières macérées, en fermentation ou fermentées et qui ne remplissent pas les conditions d'exemption dont parle l'art. 12 ci-après. » Avant 1896, l'accise était de 11 fr. 66 par hectolitre sur la capacité totale de ces divers vaisseaux. Pour faire de l'alcool en recueillant la levure, il faut des cuves spéciales où la levure qui s'est multipliée au cours de la fermentation se sépare des drèches. Ce sont les cuves à levain dont parle la loi. Le droit était perçu sur ces cuves. Celui qui avait 10 cuves à levain de 10 hectolitres payait 1166 francs

de plus par 24 heures que le distillateur qui n'en avait pas. Le produit de la vente de la levure était loin de compenser ce surcroît de droits à payer, aussi aucun distillateur n'avait-il de cuves à levain.

La levure produite par la distillerie était perdue, on la laissait avec la drèche.

A cette raison venait s'en ajouter une autre non moins décisive.

Ce système d'impôts avait contraint les distillateurs par suite de la base même de l'accise à traiter des moûts bien plus concentrés que dans les autres pays et à les faire fermenter en cet état. « On préparait dans le macérateur, en Belgique, des moûts qui marquaient 40° Balling, et au-delà », disent dans leur savant traité de la fabrication de l'alcool, le docteur Max Bücheler et M. Emile Légier. « Dans 100 litres de capacité de cuve, on chargeait de 40 à 60 kilogrammes de matière préalablement desséchée par le maltage ou autrement », lisons-nous dans le même ouvrage. Or, écrivent ces auteurs : « La concentration du moût joue un rôle important dans la fabrication de la levure. Le moût doit avoir une certaine concentration et une certaine constitution physique qui permette à la levure de monter complètement et facilement à la surface du liquide. Un moût trop concentré prend généralement une constitution pâteuse qui entrave la montée de la levure. La trop grande concentration serait un obstacle au libre dégagement

de l'acide carbonique; 10 à 12° Balling (D : 1.040 — 1.049) sont la règle moyenne. Plus la concentration est faible, meilleure est la montée de la levure, et moins on a de levure grise. Le rendement quantitatif est aussi meilleur. »

Nous voilà bien loin des conditions dans lesquelles les distillateurs belges préparaient leurs moûts. MM. Bücheler et Légier rapportent qu'en Allemagne, on employait autrefois 166 kilog. de grains pour 10 hectolitres de capacité, et qu'actuellement on descend à 120 kilog. pour 10 hectolitres. D'autre part, M. Ch. Lesage, inspecteur des finances, a pu observer dans une de ses tournées dans le Nord, qu'à la fabrique de Wallers, dans un établissement dirigé de façon magistrale par un industriel des plus distingués, professeur à l'Institut des fermentations, de Bruxelles, on employait 157 kilog. de grains pour 10 hectolitres de macération.

Ainsi, c'est en pratique 12 kilog., 15 kil. 7 au plus, et anciennement 16 kilog. par hectolitre qu'on emploie, tandis que par l'effet de la législation, le distillateur belge employait 40 à 60 kilog. par hectolitre.

Aussi le rapporteur de la loi du 15 avril 1896, M. Tack, disait-il à la Chambre des représentants : « Sous le régime de l'impôt basé sur la contenance, les distillateurs ne peuvent produire de la levure, non par suite d'une interdiction formelle de la loi, mais à cause du mécanisme de celle-ci. Ils ne sont pas en

état de le faire, la cuve-matière étant chargée d'un fardeau épais et pâteux qui rend cette fabrication impossible. »

Il faut faire remarquer aussi que le distillateur pouvait opter à son choix pour le travail en 24 heures ou en 48 heures. Or ce délai ne s'appliquait pas seulement à la fermentation, mais comprenait toutes les opérations, cuisson, macération, refroidissement, fermentation et distillation. MM. Bücheler et Legier disent à ce sujet : « La loi belge rendait pratiquement impossible la préparation du levain artificiel à cause du peu de temps qu'elle accordait pour l'achèvement complet du cycle des opérations qui concourent à la formation de l'alcool dans les moûts et à son extraction par l'appareil à distiller. C'est pourquoi les distilleries belges n'employaient que de la levure de bière pour la mise en fermentation du moût. »

Un tel état de choses, conséquence directe du système fiscal, n'était pas sans présenter de graves inconvénients.

D'abord, si la levure artificielle offre les meilleures garanties de force et de stabilité, lorsqu'il faut employer de la levure de bière, il est très difficile de choisir une levure appropriée.

Aussi les distillateurs belges suppléaient-ils à la qualité par la quantité, puisqu'il est établi expérimentalement « qu'une sorte de levure de qualité médiocre employée à forte dose peut produire le même effet

qu'une sorte de bonne qualité à faible dose (1) ». Mais c'était un surcroît de dépense. La levure des brasseries belges, d'abord seule employée, fut vite supplantée par la levure anglaise. Ce changement était rendu inévitable par l'augmentation croissante de l'impôt sur la contenance qui amenait les distillateurs à augmenter toujours la concentration des moûts : la conséquence dernière était un emploi de quantités plus considérables de levure pour transformer en alcool des moûts très concentrés.

« Les quantités de levure employées en Belgique étaient énormes, soit en moyenne décuples de celles employées en Allemagne. Ainsi on employait par hectolitre de moût 3 à 4 kilog. de levure pressée et souvent même cette quantité était portée à 6 kilog. En fin de compte le prix de la levure devenait un facteur d'une importance considérable ; les distillateurs belges eurent donc recours à la levure anglaise qui leur revenait moitié meilleur marché que la levure belge. La durée du transport aux grandes distilleries belges était d'environ 24 heures et le prix de cette levure anglaise revenait en Belgique à environ 20 francs les 100 kilog. » (Bücheler et Legier.)

Voici la marche suivie par l'importation de la

(1) Sur toute cette question de la levure, si importante en distillerie, voir BUCHELER et LEGIER : *Traité de la fabrication de l'alcool*, t. I, p. 438 et suivantes, t. II, p. 45 et suivantes, p. 176 et suivantes.

levure, d'après les évaluations en milliers de francs de l'Annuaire statistique de Belgique :

Années :	1835, 1840, 1850, 1860, 1870, 1880, 1890, 1895.
Milliers de francs :	7, 62, 212, 578, 1.534, 5.679, 8.759, 9.535.

Cette impossibilité de fabriquer de la levure dans les distilleries belges avait un autre inconvénient qu'exposait à la Chambre des représentants, M. de Smet de Naeyer, ministre des finances :

« La production de la levure, disait-il, eût été de nature à faire bénéficier notablement l'agriculture, en premier lieu parce qu'elle nécessite l'emploi d'une grande quantité de seigle, ensuite parce qu'elle permettrait de créer des distilleries agricoles dans les régions où leur établissement est le plus utile. C'est en effet dans les contrées les plus riches du pays que se trouvent les distilleries agricoles alors qu'elles pourraient rendre de si grands services dans la Campine et dans la province de Luxembourg. Or, si ces entreprises sont inconnues jusqu'ici dans ces parties du Royaume, c'est surtout parce qu'on ne peut pas sous le régime actuel y faire arriver, en temps utile, les levures nécessaires à la fermentation (Séance du 15 janvier 1895). »

d) *Conditions onéreuses de l'emploi des céréales indigènes.*

L'impôt sur la contenance des cuves pousse en effet aux rendements élevés, les fabricants ayant intérêt à

dépasser le rendement légal pour avoir des excédents indemnes.

Il exclut donc, par suite, les grains avariés, les pommes de terre gâtées, les betteraves impropres à la fabrication du sucre et restreint les producteurs d'alcool à l'emploi des céréales de la meilleure qualité, les plus riches en hydrocarbures, dont le prix est naturellement plus élevé que le serait celui de ces matières qui ne peuvent trouver leur utilisation ailleurs que dans l'alambic.

c) Prime à l'emploi des céréales étrangères.

L'impôt au rendement présumé met même obstacle à l'emploi des céréales indigènes. Sous ce régime, les distillateurs ont encore un grand intérêt à acheter même à un prix élevé des céréales étrangères contenant une plus forte proportion d'hydrocarbure que les céréales belges. C'est pour cela que la distillerie industrielle s'était concentrée dans les ports et qu'Anvers était devenu le grand centre d'une énorme production d'alcool. Les distillateurs achetaient des maïs d'Amérique ou des blés d'Égypte, coûtant 2 ou 3 francs de plus par 100 kilog. que ceux de pays mais qui, employés dans la fabrication, donnaient de plus forts excédents. Aussi M. de Smet de Naeyer pouvait-il dire au Sénat, le 19 mars 1896, « cette législation offre une véritable prime à l'emploi des céréales étrangères... C'est du protectionnisme à rebours. »

f) *Gaspillage des matières premières.*

Nous avons vu l'intérêt qu'a le distillateur à exagérer ses rendements. De là vient qu'il entasse trop les matières dans ses appareils, qu'il ne pratique plus que les trempes épaisses, bien que dans ces conditions la distillation soit souvent très imparfaite.

g) *Exagération des frais de fabrication.*

C'était une conséquence fatale de ce que nous venons de voir : nécessité pour le distillateur d'importer la levure qui lui est nécessaire, emploi très onéreux des céréales indigènes ou étrangères, gaspillage des matières premières. En supprimant ces inconvénients, l'impôt au rendement réel, disait le ministre des Finances, de l'avis même des distillateurs, aurait pour effet de diminuer de 8 à 10 centimes le prix de revient du litre de genièvre de grain et de 4 à 5 centimes celui du litre d'eau-de-vie de betterave ou de mélasse.

h) *Empêchement mis à l'adoption des procédés nouveaux de fabrication.*

« La durée de la fermentation est-elle courte, celle-ci est incomplète et le rendement est minime. Une fermentation d'une certaine durée donne incontestablement

blement des résultats meilleurs. Les durées de fermentation reconnues les plus avantageuses sont celles de 48 heures, 60 heures, 72 heures, la première dans les pays froids (1). » Or la loi belge exigeait que la durée des opérations ne dépassât pas 24 heures, et il fallut attendre jusqu'à la loi du 16 septembre 1884 pour qu'il fût permis de consacrer 48 heures aux opérations de distillation.

La commission des distilleries émit le vœu que de plus grandes facilités de travail fussent données quant à la contenance des vaisseaux servant à une première manipulation des matières premières et que le travail pût être effectué en 62 heures, puisque la science enseigne que les bonnes distillations doivent être conduites lentement.

A ces demandes, le ministre des Finances répondit qu'il était impossible de faire droit. « Permettre l'agrandissement des cuves de macérations et le travail en 72 heures, ce serait, dit-il, entrer dans des complications sans fin, accentuer les vices du système, stimuler la chasse aux excédents et faciliter encore davantage les fraudes que l'administration à tant de peine déjà à réprimer. »

Au lieu que ce soit la consistance du moût et le climat qui déterminent la durée de la fermentation,

(1) LARBALÉTRIER. — *L'alcool au point de vue chimique, agricole, industriel, hygiénique et fiscal.*

c'est la loi fiscale qui fait sentir là son influence prépondérante, comme elle détermine l'industriel à s'adonner exclusivement aux trempes épaisses, malgré la supériorité des trempes claires.

i) Entraves à l'exportation.

Par la situation qu'il créait aux distillateurs, par les conditions défectueuses dans lesquelles il les plaçait, l'impôt au rendement présumé causait une exagération des frais de fabrication. Une conséquence de cet état de choses a été la diminution des exportations d'alcool. La Belgique expédiait autrefois de notables quantités de genièvre à l'étranger. L'effet des tarifs protectionnistes adoptés dans presque tous les Etats fut de restreindre sur ce point comme sur les autres les débouchés ouverts à l'exportation. Les alcools belges fabriqués au moyen de matières premières coûteuses, à plus de frais, ne pouvaient lutter contre les eaux-de-vie allemandes, autrichiennes ou russes extraites à meilleur compte, de matières premières à bon marché telles que les pommes de terre et les grains de qualité inférieure.

Voici la marche suivie par les exportations des liquides alcooliques :

Exportations des liquides alcooliques

ANNÉES	QUANTITÉS (en hectolitres)	VALEUR (en milliers de francs)
1835	1.269	160
1840	1.776	91
1850	9.279	471
1860	28.159	1.697
1870	70.765	3.202
1880	88.916	3.188
1890	17.419	503
1895	4.764	218
1896	3.740	164
1897 ⁽¹⁾	2.972	121

(Annuaire statistique de la Belgique).

j) *Pertes du Trésor par suite de la restitution des droits à l'exportation.*

L'impôt étant perçu à la contenance des cuves de fermentation, quand l'alcool se présente pour être exporté, il faut que l'administration restitue sur chaque hectolitre le montant supposé de la charge fiscale que le produit a eu à supporter. Cette charge ne s'évalue qu'au moyen de calculs très approximatifs et il faut la ramener à une somme fixe, celle qui devra être restituée.

(1) La loi du 15 avril 1896, laissant la faculté aux distillateurs de rester sous le régime ancien de l'impôt au rendement présumé jusqu'au 31 décembre 1897, et la plupart ayant usé de cette faculté, nous avons cru devoir donner les chiffres de l'année 1897.

M. Stourm montre excellemment les difficultés de faire exactement cette détermination (1). De plus, les excédents de rendement, indemnes de droit, bénéficient comme ceux qui ont eu à supporter le poids de l'impôt, de la restitution des droits à l'exportation. Avec pareil système, il est théoriquement possible de concevoir que grâce au drawback, la totalité de l'impôt puisse être en définitive attribuée aux distillateurs. Si le développement de la fabrication produisait une somme d'excédents égale à la consommation belge, toute la prise en charge serait exportée, et le droit d'accise ne produirait rien au Trésor public. Ce n'est évidemment qu'une conséquence extrême du système, peu susceptible de se réaliser, mais qui en montre le vice et en fait sentir le danger.

Dans une mesure plus restreinte, la perte du Trésor n'en existe pas moins, perte d'autant plus grande qu'avec les progrès accomplis, les rendements industriels vont croissant.

k) *Improductivité de l'accise*

En se plaçant au point de vue purement fiscal, c'est là un des reproches les plus graves qu'on puisse adresser à un impôt, et auquel ne peut échapper l'impôt au rendement présumé.

(1) V. STOURM. — *L'impôt sur l'alcool*.

Quelques chiffres suffisent à l'établir.

Produit de l'impôt sur l'alcool en Belgique.

ANNÉES	PERCEPTIONS au profit de l'Etat	PERCEPTIONS (1) au profit du fonds communal	TOTAL	QUOTITÉ MOYENNE des perceptions par tête au profit du Trésor.
	fr.	fr.	fr.	fr. c.
1860	4.988.365	1.684.741	6.673.116	1.05
1865	8.189.677	4.409.826	12.599.503	1.64
1870	9.358.729	5.039.368	14.398.197	1.87
1875	16.549.161	8.911.086	25.460.247	3.06
1880	16.658.389	8.967.209	25.620.598	3.01
1885	20.400.900	11.647.725	32.048.625	3.48
1886	22.957.480	9.178.721	32.136.201	3.74
1887	23.325.383	11.095.572	34.420.955	3.97
1888	23.647.493	9.752.082	33.399.575	3.88
1889	23.582.970	8.620.254	32.203.224	3.87
1890	23.617.198	9.723.673	33.340.871	3.89
1891	24.301.548	13.014.231	37.315.779	3.98
1892	23.638.421	12.672.072	35.310.493	3.87
1893	24.144.637	13.000.959	37.145.596	3.95
1894	24.221.978	13.042.603	37.264.581	3.67
1895	25.209.434	13.574.310	38.783.744	3.82
1896	28.976.331	12.964.068	41.940.399	

(1) Les communes, depuis la suppression des octrois en 1860, ont vu s'instituer à leur profit ce qu'on a appelé le fonds communal, établi en compensation des diminutions de recettes que leur faisait éprouver la réforme due à M. Frère-Orban. Jusqu'en 1896, le fonds communal était alimenté en partie par une quotité prélevée

Ainsi jusqu'à la réforme opérée par la loi du 15 avril 1896, le Trésor n'a perçu par tête, dans la meilleure année pour lui, que 3 fr. 98. Les plus fortes recettes ont été celles des années 1887, 1891 et 1893, avec une quotité moyenne de perception par tête de 3 fr. 97, 3 fr. 98, 3 fr. 95.

Le taux moyen des perceptions par tête pour l'année 1895 était :

en Belgique, de 3 fr. 82;
tandis qu'il s'élevait cette même année,
en Angleterre, à 13 francs ;
en Hollande, à 11 fr. 20;
aux États-Unis, à 6 fr. 80;
en France, à 6 fr. 15;
en Russie (accise) à 5 fr. 67;
dans des pays où l'impôt est basé sur le rendement réel.

« L'impôt au rendement réel peut procurer des ressources considérables. L'économiste qui a si profondément étudié la question de l'alcool au point de vue

sur les recettes de l'Etat sur les eaux-de-vie, 35 0/0 en dernier lieu, avec cette restriction que l'Etat avait droit à un minimum de 25,175,000 francs. Depuis 1896 le fonds communal a subi une modification, en vertu des dispositions de la loi du 17 juin de cette année. La part du fonds communal est limitée à 13,750,000 francs, tandis qu'auparavant, lorsqu'il était prélevé 35 0/0 sur le total des recettes du Trésor, cette part était susceptible d'une extension qui croissait d'une manière en quelque sorte indéfinie avec les produits des taxes sur les eaux-de-vie.

fiscal, M. Stourm, a mis ce fait en pleine lumière. Nous voyons en effet, là où il est établi, l'impôt produire des sommes considérables : telle l'Angleterre. Si nous établissions le même taux en Belgique que dans ce pays, nous en obtiendrions 85 millions au lieu de 36 millions que nous donne le système actuel ; si nous adoptions le taux des Pays-Bas, nous recueillerions 60 millions, en supposant la consommation invariable (Hector Denis ; Chambre des représentants. Séance du 10 décembre 1895). »

Tels sont les principaux reproches que l'on pouvait faire à l'impôt basé sur la contenance des cuves. Ils sont des plus sérieux et la liste en est longue. Si nous avons cru devoir nous y arrêter comme nous l'avons fait, ce n'est pas seulement pour l'intérêt qu'ils présentaient dans le sujet que nous traitons, mais c'est aussi pour cette raison qu'ils sont d'une portée plus générale. Ils sont en effet susceptibles, *mutatis mutandis*, d'être appliqués à tout régime fiscal basé sur les éléments primitifs de la production. Ils frappent donc plus loin que l'impôt sur l'alcool.

3° *Production et consommation de l'alcool sous ce régime. — Situation respective des distilleries industrielles et des distilleries agricoles.*

C'est une chose digne de remarque que l'évolution qui s'est accomplie sous ce régime.

Elle s'est manifestée par la concentration de la fabrication dans quelques distilleries industrielles, et par une progression corrélative de la production et de la consommation de l'alcool.

Les relevés du département des finances sont démonstratifs à cet égard.

POUR LA PRODUCTION

Années	Nombre des distilleries	Production
1840	»	324.200 hectolitres.
1850	590	277.740 —
1860	502	375.140 —
1870	457	380.220 —
1880	319	560.580 —
1890	276	566.287 —
1395	215	628.340 —

Si nous envisageons maintenant la consommation, d'après les relevés spéciaux de l'importation, de la fabrication et de l'exportation des liquides alcooliques, voici quelle a été la marche suivie :

STATISTIQUE DE LA CONSOMMATION

Années	Consommation
1831-1840 moyenne	269.396 hectolitres.
1841-1850 —	263.218 —
1851-1860 —	283.083 —
1861-1870 —	396.028 —

Années	Consommation	
1871-1880 moyenne	453.010	hectolitres.
1886	521.391	—
1887	542.215	—
1888	537.430	—
1889	521.463	—
1890	563.917	—
1891	594.362	—
1892	594.333	—
1893	596.101	—
1894	598.334	—
1895	641.977	—

Il faut observer que ces chiffres sont manifestement inférieurs à la réalité, puisque pour la production comme pour la consommation, il n'y est pas tenu compte des excédents indemnes qui ne peuvent d'ailleurs être connus qu'approximativement et qu'on évalue à 8 ou 10 % des quantités produites.

Le fait que nous avons signalé de la concentration de la fabrication dans quelques établissements était sans doute en harmonie avec l'évolution générale de l'industrie dans le cours de ce siècle, surtout depuis 1850. Mais il était avant tout la conséquence de l'économie de la législation. Le mode de perception en vigueur ne donnait qu'une inégale répartition de l'impôt, tout au profit des grandes distilleries industrielles.

Il est vrai que la loi accordait, sous certaines condi-

tions que nous avons exposées, une modération de 15 % aux distillateurs agricoles, dans le but de venir en aide à l'agriculture, de favoriser l'élevage du bétail au moyen des résidus de la distillation et de rendre possible la culture de terrains arides.

Mais à la faveur de ces dispositions, il se fondait des distilleries qui n'avaient d'agricole que le nom.

Certains distillateurs louaient quelques hectares de prairies, juste ce que la loi exigeait, mais n'avaient aucune exploitation agricole. Ils se bornaient à engraisser quelques vaches maigres, se proclamaient distillateurs agricoles et revendiquaient la réduction de 15 %. On citait même le cas de distillateurs qui allaient jusqu'à louer des champs de courses ; et le ministre des finances, en 1895, citait à la tribune de la Chambre des Représentants les plaintes d'un soi-disant distillateur agricole qui, signalant les exigences de la législation, y plaçait en première ligne « la charge » de la culture !

Tous ces abus, la concurrence, contre laquelle ils ne pouvaient lutter avec avantage, amenèrent, on le conçoit, la ruine des véritables distillateurs agricoles, fournissant autrefois la presque totalité de la consommation. Leur nombre, au début de l'application du régime, s'élevait à 1.200. En 1892, d'après les chiffres officiels fournis en 1894 à la Commission des distilleries, le nombre des distilleries agricoles n'atteignait plus que 211, fournissant 1/8 de la production, tandis

que les 33 distilleries industrielles enfournissaient les 7 autres huitièmes.

Sans compter que le nombre des véritables distillateurs agricoles, sur ce chiffre de 211, devait être bien restreint puisque le ministre des finances, M. de Smet de Naeyer, disait au Sénat : « Sous le régime actuel, c'est presque plaisanterie de parler de distilleries agricoles (Séance du 20 mars 1895) . »

C'était aussi l'avis qu'exprimait à la Commission des distilleries M. Verstraete, un industriel important des Flandres, qui disait : « Pour ma part, je crois que la distillerie agricole telle qu'elle existe est une des plus grandes fumisteries qui existent dans notre pays. Je suis persuadé que si on faisait actuellement une enquête sur les distilleries agricoles, on trouverait que 50 % d'entre elles ne possèdent ni herse, ni charrue. Voilà ce qu'en Belgique on appelle la distillerie agricole ! »

III

1° *La loi du 15 avril 1896. Etablissement de l'impôt au rendement réel. Economie générale du système nouveau.*

A mesure que s'élèvent les tarifs, et que croissent sous l'influence des perfectionnements apportés aux procédés de distillation, les excédents de fabrication, plus vivement se font sentir les inconvénients du mode de taxation d'après le système du rendement légal en raison de la contenance des vaisseaux et de la nature des matières mises en œuvre.

Déjà, en 1884, la question de la réforme du régime des eaux-de-vie fut agitée en Belgique.

Invitée à se prononcer, la Commission des distilleries émit un avis défavorable à la substitution au système en vigueur, du système basé sur le rendement réel.

Cependant, l'idée de cette réforme se propageait, gagnant à elle tous les esprits éclairés.

Ce qui fit tarder sa réalisation, ce fut la crainte que l'on avait en Belgique, qu'elle ne fût suivie de l'établissement de l'exercice chez les débitants, comme en France. L'exercice ! si souvent condamné en termes véhéments, matière à éloquentes protestations, et que chez nous supportent cependant 200.000 débitants environ (50 %) malgré la faculté d'abonnement.

Du reste, pour assurer la perception de l'impôt, si on ne voulait pas exercer les débitants, il n'y aurait qu'à exercer les distilleries. C'était plus facile et plus pratique, en Belgique surtout, où il y avait alors 300 producteurs d'alcool. C'est à quoi on se résolut quand la réforme fut décidée.

La Commission des distilleries instituée en 1894 émit cette fois un avis favorable à l'impôt au rendement réel, à condition toutefois qu'il n'y aurait pas d'exercice chez les débitants.

Le 15 février 1895, le gouvernement déposait à la Chambre des représentants, le projet destiné à devenir la « loi relative à l'importation et à la fabrication des alcools ». Après de longs débats, la Chambre l'adoptait le 29 janvier 1896, le Sénat, dans sa séance du 26 mars suivant, et il prenait place parmi les lois du royaume à la date du 15 avril 1896.

Cette loi introduisait en Belgique un régime fiscal de l'alcool se rapprochant beaucoup de celui existant en Angleterre. Elle prescrit la prise en charge à l'effectif. Le nouveau régime repose essentiellement par

suite sur la fabrication en vases clos. L'impôt est assis et perçu dans les distilleries qui sont soumises à la surveillance des agents du fisc. Le nombre restreint des distilleries rend l'application du système plus facile, en Belgique, comme elle l'était dans le Royaume-Uni, où il n'y a que 11 distilleries en Angleterre, 27 en Irlande et 127 en Ecosse.

L'outillage doit être installé conformément aux prescriptions de l'administration, le tuyautage doit être apparent sur tout le parcours, sans présenter aucune solution de continuité, les bacs et collecteurs doivent être tous cadénassés.

Ces dispositions s'appliquent à toutes les distilleries, agricoles ou industrielles, même celles traitant les fruits à pépins ou à noyaux. Pendant la période de non-activité, les appareils sont scellés par la régie.

Tout appareil distillatoire doit être déclaré; toute fabrication doit être précédée d'une déclaration détaillée indiquant les heures et les phases diverses des opérations, ainsi que le rendement présumé. Ce rendement est vérifié par le service.

La loi, en faveur des distilleries agricoles, accorde des modérations de taxe, à des conditions que nous étudierons plus loin.

Les amendes que détermine la loi constituent des pénalités moins sévères qu'en Angleterre, où le but de la législation était de tenir en main sévèrement

toute la production et de diminuer le nombre des distilleries ; les amendes sont graduées de 100 à 2.000 fr. pour les contraventions ordinaires et de 5.000 à 25.000 francs pour les soustractions frauduleuses d'eau-de-vie passible du droit d'accise.

En résumé, « le but principal de la loi, au dire même de son principal auteur (1), était de rendre aux industriels la liberté des méthodes de fabrication ; d'établir l'impôt sur la base rationnelle du rendement réel ; de permettre, au plus grand profit de diverses industries, l'emploi de l'alcool dénaturé avec le bénéfice de la décharge de l'accise ; enfin d'implanter en Belgique une industrie nouvelle, la fabrication de la levure. »

En outre, par la réduction de 15 centimes par litre d'alcool, accordée aux distillateurs agricoles (alors qu'il semblait que cet avantage n'eût plus de raison d'être, la loi prescrivant la prise en charge à l'effectif), on voulait permettre à ceux-ci de se procurer les drèches dont ils ont besoin pour la nourriture du bétail suffisant à produire le fumier nécessaire pour redonner au sol les éléments de fertilité que l'exploitation lui a fait perdre.

(1) De Smet de Naeyer, Ministre des finances. Chambre des représentants, 16 décembre 1898.

2° Taux du tarif. — La loi du 17 juin 1896.

Perception des droits. — Délai pour le paiement

Il était dans les desseins du Ministre des finances, lorsqu'il présenta le projet qui devait établir sur une base rationnelle la législation des eaux-de-vie en Belgique, d'élever aussi la quotité de l'accise.

Mais comme on pouvait penser qu'il s'écoulerait un certain temps entre le dépôt et le vote de la loi, par suite des discussions parlementaires, M. de Smet de Naeyer se décida à ne pas réaliser à la fois les deux choses. Il ne voulait pas, en effet, prévenir à l'avance les distillateurs de la date et du montant du relèvement des droits, afin d'éviter dans la mesure du possible la surproduction excessive d'alcool et l'accumulation de stocks considérables de nature à peser lourdement sur le marché. Aussi la loi du 15 avril 1896 fixa-t-elle le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays à raison de 64 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrade. C'était le taux correspondant à la perception effectuée sous le régime que faisait disparaître la loi nouvelle.

La loi du 17 juin 1896 vint peu après compléter l'œuvre commencée. Déposée par le gouvernement d'une manière inopinée, discutée et votée par la Chambre des représentants et le Sénat en deux jours,

elle portait de 64 à 100 francs par hectolitre la quotité de l'accise.

Malgré les précautions prises, la mesure était prévue depuis si longtemps, qu'on n'évita qu'en partie l'inconvénient redouté de la surproduction. M. de Smet de Naeyer le reconnaissait, en disant : « Il est constant que pendant ces deux dernières années, on a fabriqué de l'alcool à tour de bras en prévision d'un relèvement de l'accise (Sénat. Session 1895-96. *Annales parlementaires*, p. 203). »

Quoiqu'il en soit, depuis la mise en vigueur de la loi, l'alcool est donc soumis en Belgique à un droit de 200 francs par hectolitre en prenant l'alcool à 100° comme en France, droit plus élevé, par conséquent, que celui qu'il a à supporter chez nous et qui représente environ cinq à six fois la valeur du produit.

La déclaration de travail donne ouverture au droit.

Les droits liquidés sont payables par le distillateur dans un délai de quatre mois obtenu par lui moyennant caution suffisante.

Le terme de ce crédit accordé pour le payement des droits résultant des déclarations de chaque mois, court du dernier jour du mois pendant lequel expire la dite déclaration de travail.

Les distillateurs industriels ou agricoles dont les produits ne sont pas livrés immédiatement à la consommation peuvent transférer leur dette aux distil-

lateurs, industriels, négociants en gros, rectificateurs, liquoristes, à qui ils adressent leurs produits bruts. Ceux-ci, ainsi que le fabricant de liqueurs fines ou d'eaux de senteur, obtiennent moyennant caution suffisante, crédit pour les droits dont ils ont accepté la transcription, à charge de remplir les obligations qui incombait au précédent débiteur.

3° Déduction pour perte à la rectification.

Exportation. Importation.

La loi du 15 avril dispose en son article 5, qu'il peut être accordé une déduction pour compenser le déchet résultant de la rectification des flegmes ou des alcools bruts.

Le Ministre des finances s'exprimait ainsi, à ce sujet, lors de la discussion à la Chambre des représentants : « Il s'agit de la déduction d'une certaine quantité, d'un tantième pour cent sur les quantités de flegmes ou d'alcool brut recueillies dans les vaisseaux mesureurs et sur lesquelles en principe, le droit est calculé. Cette déduction se justifie par la raison que les produits dans cet état et à ce moment, contiennent des impuretés que la rectification doit éliminer et que, dès lors, l'impôt ne doit pas atteindre. D'autre part, ainsi que je l'ai dit, la loi nouvelle va permettre dans une certaine mesure l'exportation des eaux-de-vie avec décharge des droits réellement payés;

c'est surtout à ce point de vue qu'il importe de n'imposer que les quantités réellement obtenues après rectification. »

« Le but de cette disposition, ajoutait le Ministre, est de permettre au Gouvernement d'assurer l'égalité devant l'impôt entre les producteurs d'alcools bruts et les industriels qui produiront d'emblée des alcools rectifiés. » Ces derniers, en effet, opèrent au moyen de la colonne distillatoire et d'appareils perfectionnés qui permettent de rectifier les flegmes avant leur recueillement dans le vaisseau mesureur, et obtiennent, du premier jet, de l'alcool assez pur pour qu'il n'y ait pas lieu à réduction ; la raison d'être de cette réduction fait ici complètement défaut.

L'art. 5 porte en outre que le montant de la déduction qui ne peut excéder 4 pour 100 des quantités constatées ainsi que les conditions auxquelles elle est subordonnée sont déterminées par le gouvernement.

On n'a pas voulu fixer par la loi des conditions qui, si elles venaient à rencontrer dans la pratique des difficultés considérables, ne pourraient plus être changées que par une loi. C'est pourquoi, dans l'intérêt même de l'industrie, une certaine latitude dans les détails d'exécution a été laissée au gouvernement.

En conséquence, deux arrêtés royaux sont intervenus à cet égard, l'un en date du 2 août 1898, l'autre du 23 mars 1899, faisant application des dispositions

de la loi du 15 avril 1896 aux alcools ou eaux-de-vie exportés.

Le premier accorde la déduction à la condition que les produits soient rectifiés et déclarés à l'exportation par des distillateurs industriels ou par des rectificateurs et que la quantité exportée soit d'au moins 2 hectolitres à 50 degrés Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrades.

Il indique les mentions que doit contenir la déclaration d'exportation et règle la manière dont sont prélevés des échantillons des produits, par la douane qui en transmet un à l'administration aux fins d'analyse.

L'arrêté du 23 mars 1899 est venu modifier les dispositions du premier quant au montant de la déduction que l'on trouvait trop faible.

Elle est fixée ainsi qu'il suit :

à 3 $\frac{1}{2}$ pour 100 des quantités constatées en ce qui concerne les alcools rectifiés titrant 85 degrés ou plus de l'alcoomètre Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrades, à 2 0/0 des quantités constatées, en ce qui concerne les eaux-de-vie ou alcools titrant de 40 à 85 degrés exclusivement à 15 degrés du thermomètre centigrade.

Cette déduction, affirmait le Ministre, M. Liebaert, n'est pas une prime ni directe, ni indirecte à l'exportation. « L'exportation des sucres, disait-il, bénéficie des excédents indemnes de droit, tandis que pour

les alcools il y a ristourne du droit réel. » (Chambre des représentants, séance du 18 juillet 1899.)

A la faveur de la loi de 1896, des procédés nouveaux se sont introduits dans la fabrication, abaissant le prix de revient de 10 centimes par litre de flegmes, assure-t-on. Un pareil résultat était par lui-même de nature à développer l'exportation qu'est venue stimuler encore la déduction consentie.

Aussi de 2972 hectolitres en 1897, est-elle passée à 25.937 hectolitres en 1898, pour atteindre 94.000 h. en 1899 selon les évaluations du Ministre des Finances, M. Liebaert.

Mais ce qui a été aussi de nature à contribuer au développement des exportations d'alcool, c'est la modération d'impôt de 15 centimes par litre consentie aux distillateurs agricoles. Il y a dans cette progression soudaine et inattendue des exportations, un phénomène caractéristique, l'indice d'une situation que nous aurons bientôt à signaler : la rupture de l'équilibre au détriment des distilleries industrielles, par suite de la déduction de 15 centimes accordée aux distilleries agricoles. L'Allemagne en effet accorde une forte prime à l'exportation des produits de la distillerie. Or si les distilleries belges pouvaient lutter contre pareille concurrence, sur les marchés étrangers, c'est qu'elles bénéficient d'une prime occulte résultant de ce que les flegmes agricoles grâce à la modération

d'impôt sont produits et vendus au-dessous du prix de revient normal.

Il était du reste dans l'esprit de la loi de favoriser les exportations, mais peut-être pas de cette façon-là.

D'après l'article 100, paragraphe 1^{er}, l'exportation des eaux-de-vie et liqueurs qui leur sont assimilées a lieu avec décharge de l'accise par quantité d'au moins deux hectolitres marquant 50 degrés à la température de 15 degrés. Exception est faite toutefois s'il s'agit de provisions de bord.

L'exportation s'effectue par les bureaux désignés (arrêté royal du 6 novembre 1896) et sous les conditions établies pour les marchandises d'accise en général.

Quant à l'importation des liquides alcooliques en Belgique, elle n'a jamais atteint une importance considérable. Quelque large qu'y fût la consommation de l'alcool, en effet, la production s'y est toujours et constamment développée d'une façon proportionnelle. On n'avait besoin de recourir à la fabrication étrangère que pour des quantités minimales.

Sous le régime antérieur à la réforme opérée en 1896, les liquides alcooliques distillés à l'étranger étaient soumis, en raison des quantités importées, aux droits d'entrée suivants :

		par hectolitre :
Eaux-de-vie de toute espèce.	en cercles, à 50 degrés au moins de l'alcoomètre Gay-Lussac à la tempéra- ture de 15 degrés centi- grades.....	100 fr.
	en cercles, pour chaque degré au-dessus de 50 de- grés.....	2 fr.
	en bouteilles et liqueurs, sans distinction de degrés	200 fr.
	Autres liquides alcooliques.....	134 fr.

La loi du 17 juin 1896 en relevant le taux de l'ac-
cise à l'intérieur a relevé aussi le droit d'entrée.

		par hectolitre :
Eaux de-vie de toute espèce.	en cercles, à 50 degrés au moins de l'alcoomètre Gay Lussac à la tempéra- ture de 15 degrés centi- grades.....	150 fr.
	en cercles pour chaque degré au-dessus de 50 de- grés.....	3 fr.
	en bouteilles, sans dis- tinction de degrés.....	300 fr.
	Autres liquides alcooliques.....	200 fr.
		par 100 kilog :
Conserves alimentaires à l'eau-de-vie..		120 fr.

Voici le tableau des quantités de liquides alcooliques importées.

ANNÉES	HECTOLITRES	VALEUR en milliers de francs	ANNÉES	HECTOLITRES	VALEUR en milliers de francs
1835	»	105	1890	15.049	1.059
1840	3.942	235	1895	18.286	1.356
1850	6.123	374	1896	17.641	1.838
1860	6.068	460	1897	12.173	967
1870	275.753	11.859	1898	12.464	»
1880	43.673	3.083	1899	12.008	»

Le tableau suivant indique en milliers de francs le montant des perceptions faites à l'entrée des liquides alcooliques.

EAUX-DE-VIE ET LIQUEURS							
Année							
1850	1860	1870	1880	1890	1895	1896	1897
32	40	11.033	1.073	1.586	1.936	2.353	1.969

AUTRES LIQUIDES ALCOOLIQUES							
Année							
1850	1860	1870	1880	1890	1895	1896	1897
1	5	9	18	100	104	60	49

4^o *Décharges accordées à l'alcool destiné à certains usages industriels. — Dénaturation.*

La question de la dénaturation de l'alcool et de son emploi dans l'industrie, en exemption de droits, est d'une importance qui n'échappe à personne.

Elle ne pouvait manquer de préoccuper, à juste titre, le législateur belge de 1896.

« Depuis trente ans, disait à la Chambre des représentants l'honorable M. de Sadeleer, la question de la dénaturation avec décharge de l'accise préoccupe les industriels, les chimistes, et plus encore les représentants du fisc. On a cherché divers moyens de la résoudre et on n'y est pas parvenu. » (Séance du 14 janvier 1896.) C'est qu'on se heurtait en effet à l'affirmation des chimistes que la régénération de l'alcool dénaturé — la fraude par suite — était toujours possible.

Malgré toute la force de cette objection, sur la proposition du ministre des Finances, le législateur passa outre et se décida à admettre dans la loi nouvelle la possibilité de la décharge totale ou partielle de l'accise sur l'alcool destiné à des usages industriels moyennant dénaturation préalable.

« Vous avez raison de vouloir enfin permettre la dénaturation des alcools destinés aux usages industriels, disait M. Lorand ; vous avez compris que c'est

là le débouché pour les distilleries agricoles, que nous voudrions voir se créer dans l'intérêt de l'agriculture, sans pour cela favoriser un accroissement quelconque de la consommation humaine de l'alcool; l'exemption de l'impôt pour les alcools dénaturés assurera ce débouché et en même temps procurera du travail à des milliers d'ouvriers en donnant la vie à des industries qui n'ont pu prendre naissance en Belgique jusqu'à ce jour parce qu'on n'autorisait pas la dénaturation des alcools qui pourtant se pratique dans tous les pays voisins. » (Séance du 5 décembre 1895. Chambre des représentants.)

En opérant cette réforme importante, le législateur devait donner au gouvernement les armes nécessaires pour prévenir les fraudes tant dans l'intérêt du Trésor public, que dans l'intérêt de l'hygiène. C'est à cela que visent les dispositions des articles 13 à 16 de la loi du 15 avril 1896.

L'article 14 pose le principe de la décharge totale ou partielle de l'accise, sous la condition de la dénaturation préalable des alcools destinés aux usages industriels.

La décharge totale ou partielle, est accordée « par le gouvernement » c'est-à-dire par arrêté royal. Un arrêté royal détermine le montant de la décharge d'après la nature des industries (art. 15).

Quant aux dispositions secondaires d'exécution, celles relatives à la réglementation, au contrôle de

la dénaturation, à la surveillance de l'emploi des alcools et à la répression en cas d'abus, les articles 16 et 17 en confient le soin au ministre des Finances, « afin de le mettre à même de suivre pas à pas les enseignements de l'expérience et d'arrêter immédiatement la fraude chaque fois qu'il pourra la saisir (1). »

Les industriels qui désirent obtenir la décharge des droits sur l'alcool dénaturé employé dans leur industrie doivent donc s'adresser à cet effet au ministre des Finances qui statue sur chaque demande et détermine les procédés de dénaturation ainsi que les conditions et formalités auxquelles est subordonné l'octroi de la décharge.

Il nous reste à examiner la mise en œuvre de ces dispositions.

Quelles sont les industries admises à jouir de la décharge des droits pour l'alcool qu'elles emploient ? Quel est le montant de la décharge accordée ? Le taux est fixé par hectolitre d'alcool à 50 degrés Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrades.

Décharge partielle est accordée :

à raison de 36 francs,

pour l'alcool destiné à être converti en vinaigre ;

(1) De Smet de Naeyer. Chambre des représentants, 5 décembre 1895.

à raison de 64 francs,

pour l'alcool destiné à la fabrication :

de la poudre sans fumée,
des produits pyrotechniques,
des vernis,
du collodion,
des couleurs d'aniline,
des fleurs artificielles,
des savons transparents,
du tanin ;

ainsi que pour l'alcool employé :

au gazage des ficelles,
à la dorure des cadres,
à l'épuration et au lavage des huiles brutes,
aux préparations anatomiques ou scientifiques dans
les établissements supérieurs d'instruction ;

à raison de 90 francs,

pour l'alcool employé :

à la fabrication des chapeaux,
à la fabrication des simili-cuirs (tissus « pégamoïdes »
ou autres de même nature),
à la préparation des produits pharmaceutiques,
à la fabrication du fulminate de mercure,
à la fabrication des peptones à l'aide de levures
de brasserie.

Décharge totale est accordée

à l'alcool employé à la fabrication :

de l'éther acétique,

de la soie artificielle,

de l'éther sulfurique,

en vertu d'arrêtés royaux des : 20 juin, 18 juillet 1896,
5 mars, 21 juillet 1897, 20 mai, 22 octobre 1898,
26 mars, 5 août, 18 octobre 1899.

Malgré le nombre des mesures prises pour assurer en tout ou en partie le bénéfice des dispositions de la loi à l'alcool destiné à des usages industriels, les quantités ayant reçu cette destination n'ont pas été aussi considérables qu'en l'aurait désiré.

Elles n'ont pas dépassé :

en 1896 : 4,811 hectolitres sur une consommation totale de 560,397 hectolitres.

en 1897 : 10,801 hectolitres sur une consommation totale de 601,846 hectolitres.

en 1898 : 11,033 hectolitres sur une consommation totale de 581,869 hectolitres.

Evidemment 11,000 hectolitres d'alcool consacré à l'emploi industriel sur une production totale de 581,000 hectolitres, « c'est plus qu'avant, parce qu'avant il n'y avait rien ; c'est comme le commerce du Congo, qui progresse dans des proportions que l'on déclare énormes, parce qu'il est parti de zéro ; c'est plus qu'avant, mais c'est loin d'être assez » (1).

(1) LORAND, — Séance du 14 décembre 1898. Chambre des représentants.

Il est vrai que jusqu'ici, il faut tenir compte de ce fait que la loi est d'application récente. Comme le disait à la Chambre des représentants l'honorable ministre des finances, « une industrie ne se monte pas en un tour de main et souvent il faut un temps assez long pour réunir les capitaux et mettre l'affaire sur pied. »

La consommation de l'alcool dénaturé, en Belgique, n'a pu encore atteindre une importance proportionnelle à celle qu'elle atteint en France ou surtout en Allemagne.

En 1897, sur une production totale de 2,108,804 hectolitres d'alcool, la consommation de l'alcool dénaturé atteignait en France 138,359 hectolitres, soit 7,03 pour cent.

La même année, en Allemagne, sur une production totale de 3,100,505 hectolitres, elle s'élevait à 867,458 hectolitres, soit 27,9 pour cent.

En Belgique, d'après les chiffres que nous avons relevés, la consommation industrielle de l'alcool n'atteignait encore que 1,89 pour cent.

Au reste, la question de l'emploi de l'alcool dans l'industrie n'est pas seulement d'ordre fiscal. A côté de l'action des pouvoirs publics qui, par des dégrèvements et des primes, peut être incontestablement très efficace, il ne faut pas perdre de vue qu'il y a un côté commercial dont il importe de ne pas se dissimuler l'importance, aussi bien pour la consommation

de l'alcool dans l'industrie que dans l'économie ménagère. La constance des cours, leur stabilité, paraît à cet égard fort utile, à côté de leur fixation au plus bas prix possible, tant par l'effet des dégrèvements fiscaux que par l'absence d'intermédiaires dont la multiplicité rendrait en grande partie inutiles les sacrifices du Trésor, en faisant monter le cours de vente.

De plus, il y a toujours à craindre que la dénaturation n'engendre nombre d'abus. Cela paraît se produire en Suisse où la consommation de l'alcool dénaturé a pris une extension si extraordinaire qu'il semble que ce soit la preuve qu'une grande partie de ces alcools rentre dans la consommation humaine. L'emploi de l'alcool dénaturé s'est élevé dans ce pays, de 20,485 quintaux métriques en 1887 à 44.443 quintaux en 1890 et à 54,000 quintaux en 1898. De cette dernière quantité, un cinquième est dénaturé pour l'industrie, c'est-à-dire est soumis à ce qu'on appelle en Suisse la dénaturation relative, faite en vue de l'emploi dans certaines industries déterminées avec les dénaturants les mieux appropriés à ces industries. Le reste, soit les 4/5, est soumis à la dénaturation absolue, qui s'applique à l'alcool mis à la disposition de tout le monde et qui est censé servir au chauffage ou à l'éclairage. Le pétrole en Suisse est frappé d'un droit d'entrée minime de 1 fr. 25 les 100 kilog. Les cours sont d'environ 40 francs l'hectolitre. D'autre part, l'hectolitre d'alcool dénaturé coûte 52 francs en

Suisse. Il y a tout lieu de penser que beaucoup d'alcool à brûler y sert à tout autre usage.

La plus grande circonspection est donc nécessaire lorsqu'il s'agit de permettre la dénaturation de l'alcool.

Malgré la faculté que lui laissait la loi de 1896, le gouvernement belge n'a pas cru devoir accorder la dénaturation absolue de l'alcool pour en permettre l'utilisation pour le chauffage et l'éclairage. L'emploi de l'alcool à un tel usage, en effet, est subordonné à cette condition qu'il revienne meilleur marché que le pétrole. Or, en raison de l'absence de tout droit sur le pétrole, en Belgique, on y a toujours avantage à l'employer de préférence à l'alcool.

Permettre la dénaturation à cet usage n'eût pas assuré l'emploi de l'alcool à la destination qu'on se proposait, et c'eût été ouvrir la porte à toutes les fraudes.

5° *Conditions imposées par la loi du 15 avril 1896 et sous le régime qu'elle a inauguré aux distilleries agricoles. — Sociétés coopératives.*

La substitution du rendement réel au rendement présumé comme base de la perception de l'accise sur l'alcool valut au ministre des Finances, M. de Smet de Naeyer, un juste concert d'approbations dans les deux chambres du Parlement belge

Mais il semblait que le nouveau régime établissant l'égalité entre tous les distillateurs au point de vue de la prise en charge, il n'y avait plus lieu de les traiter différemment selon qu'ils étaient industriels ou agricoles.

Le ministre et le parlement pensèrent qu'un traitement égal n'impliquait pas un traitement identique, et voulant venir en aide à l'agriculture, dont la situation, par suite des circonstances générales, est moins favorable que celle de l'industrie, ils décidèrent de continuer d'accorder certaines faveurs aux distilleries agricoles. « Dans la pensée du législateur de 1896, la réduction avait pour but d'équilibrer les conditions de la concurrence entre distillateurs industriels et distillateurs agricoles, de handicaper, si vous voulez, les différents concurrents (1). »

La loi définit les distillateurs agricoles :

1° Ceux qui cultivent pour leur propre compte dans un rayon de 5 kilomètres de l'usine des terres labourables dans la proportion de 10 hectares par chaque hectolitre d'eau-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par période de 24 heures.

2° Les sociétés coopératives ayant pour objet l'exploitation d'une distillerie.

Le gouvernement détermine les conditions que

(1) LIEBAERT. — Chambre des représentants, 18 juillet 1899.

doivent remplir ces sociétés, ainsi que les sociétés.

Il est accordé aux distillateurs agricoles une réduction d'impôt de 0 fr. 15 par litre de flegmes à 50 degrés.

Le désir du législateur en accordant ces faveurs à la distillerie agricole était de mettre à la disposition des cultivateurs les résidus de la distillerie.

« La production des drèches ou des résidus est la seule chose qui intéresse le distillateur agricole au point de vue de sa profession. Le cultivateur en effet a besoin des résidus de distillerie pour entretenir un bétail suffisant qui lui donnera le fumier nécessaire pour restituer au sol ce que les récoltes lui ont emprunté. Tel est le véritable et le seul intérêt agricole engagé dans la question (1). »

Les distilleries agricoles ne mettant en œuvre que la betterave offrent des avantages analogues à ceux présentés par les distilleries travaillant les céréales. Celles-ci produisent les drèches, celles-là donnent des pulpes, aliments précieux pour le bétail, surtout lorsqu'elles sont obtenues par la pression de préférence à la diffusion, et en outre les vinasses qui sont un excellent engrais. Par mètre cube de vinasse on trouve :

(1) DE SMET DE NAEYER. — Chambre des représentants, Séance du 5 Décembre 1895.

Matières organiques...	15 k.	950
Matières minérales.....	7	590
Azote.....	1	024
Acide phosphorique....	0	470
Potasse.....	1	674 (1)

Le but qu'on se proposait d'atteindre était bien net. Il explique les autres dispositions de la loi.

En cas de production de levure pour la vente, la réduction est de 10 centimes et l'étendue de culture est augmentée de moitié.

Pour jouir de la réduction, les distillateurs agricoles ne peuvent produire que des flegmes ; ils sont tenus de livrer en totalité et exclusivement à des rectificateurs ou distillateurs industriels les flegmes qui ne seraient pas exportés ou dénaturés pour des usages industriels.

En effet, le rôle de l'agriculteur dans la distillerie, c'est de s'installer économiquement pour extraire des céréales ou des betteraves les résidus dont il a besoin. Quant à la rectification des flegmes, à la fabrication de la levure, qui exigent des capitaux considérables, des usines parfaitement outillées, des connaissances techniques, c'est affaire aux industriels.

Les réductions d'impôt ne sont accordées que pour autant que la prise en charge par période de 24 heu-

(1) *Réforme sociale*. 1^{er} janvier 1900.

res ne dépasse pas 4 hectolitres d'eau-de-vie à 50 degrés.

Si le distillateur agricole produit de la levure destinée à la vente, la prise en charge ne peut dépasser 3 hectolitres ; c'est qu'en effet la quantité de matières premières nécessaires à la fabrication de 3 hectolitres d'alcool et de la quantité de levure corrélative, est la même que celle employée pour fabriquer 4 hectolitres d'alcool sans produire de levure ; la quantité de résidus, de drèches, est donc la même dans les deux cas.

Les dispositions précédentes, relatives aux maxima de prise en charge ne sont pas applicables aux sociétés coopératives exploitant une distillerie agricole.

Il s'agissait là d'un organisme nouveau à créer dans le but de grouper les petits cultivateurs qui ne pourraient pas seuls installer une distillerie.

Pour ces sociétés, la loi de 1896 se borne à poser le principe de la réduction (0 fr. 15 par litre de flegmes, à condition, toujours, de ne produire que des flegmes) et à établir que le maximum de la prise en charge ne pourra en aucun cas dépasser ni un hectolitre par associé, ni un hectolitre pour l'étendue de culture spécifiée à l'article 6 de la loi. Le législateur confiait au gouvernement le soin de régler les conditions à remplir.

A cet effet, est intervenu, d'abord l'arrêté royal

du 5 novembre 1896 dont les principales dispositions se résument ainsi :

1° Les sociétés coopératives doivent être composées de 15 membres au moins.

2° L'étendue des cultures réunies doit être de 20 hectares au moins par hectolitre de flegmes, pris en charge par période de 24 heures. Chaque associé doit cultiver au moins 25 ares de terres labourables.

3° Les fonds cultivés doivent être situés dans un rayon de 10 kilomètres de la distillerie.

4° Aucun associé ne peut être intéressé dans la coopérative pour plus de 20 hectares.

5° Le maximum de la prise en charge par période de 24 heures ne peut dépasser pour chaque déclaration de travail 18 à 12 hectolitres, selon que la distillerie est en activité pendant 7 mois ou pendant plus de 7 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre. — Ce maximum est réduit d'un quart en cas de production de levure pour la vente.

6° Il est interdit aux sociétés de vendre à des tiers plus du quart de leurs résidus ; et aux associés de vendre à des tiers la part de résidus qui leur est attribuée.

7° Les sociétés sont tenues d'effectuer le dépôt de leur bilan au greffe du tribunal de commerce du siège de la société.

Le ministre statue sur chaque demande d'autorisation. L'autorisation peut être retirée en cas d'abus

sans préjudice des pénalités qui peuvent être encourues.

Qu'il s'agisse de distillateurs individuels ou de coopérateurs, ne peuvent en aucun cas être considérés comme distillateurs agricoles : ceux qui emploient des sirops, mélasses, glucoses, vins ou marcs ou qui distillent des fruits importés de l'étranger, — ceux qui font le commerce en gros ou en détail de boissons distillées ou fermentées.

C'est encore la pensée que les distilleries agricoles doivent être avant tout des fabriques de résidus propres à l'alimentation du bétail qui a dicté cette disposition. On n'a pas voulu faire bénéficier de la réduction, des entreprises ne pouvant fournir des drèches ou destinées à n'être dans la contrée que des foyers d'alcoolisme.

Aucune réduction n'est accordée :

Aux distillateurs intéressés soit directement soit indirectement dans l'exploitation ou dans la possession de plusieurs distilleries si ces établissements sont distants de moins de 10 kilomètres l'un de l'autre, — dans la vente des produits de ces usines ou dans l'achat ou la préparation des matières premières qu'elles utilisent ;

Aux distillateurs dont les usines sont dirigées par un même directeur ou dans les usines desquels les mêmes ouvriers effectuent alternativement les travaux.

Le législateur de 1896 s'est en outre préoccupé de

la situation des distilleries agricoles existant avant la loi qui devait régler pour l'avenir le régime des eaux-de-vie.

Les distillateurs agricoles dont l'usine a été en activité pendant tout ou partie de la période comprise entre le 1^{er} janvier 1894 et le 15 décembre 1895, et ceux exploitant une distillerie alors nouvellement établie, pour autant que la déclaration de possession ait été faite avant le 15 décembre 1895, ont été autorisés à rectifier les flegmes de leur fabrication. Il suffisait qu'ils en fassent la demande dans le délai de 3 mois à compter de la promulgation de la loi du 15 avril 1896. En cas de décès l'autorisation peut servir soit à l'époux survivant, soit à l'un des héritiers en ligne directe.

En ce qui concerne ces distillateurs, la réduction d'impôt est uniformément fixée à 10 centimes par litre et la proportion de terres labourables qu'ils sont tenus de cultiver est réduite à 3 hectares par hectolitre d'eau-de-vie produit.

En tout temps, ces distillateurs peuvent renoncer au régime ainsi établi pour eux et rentrer dans le droit commun nouveau. Cette renonciation est définitive.

Telles étaient les dispositions de la loi du 15 avril 1896 et de l'arrêté royal du 5 novembre de la même année, auxquelles sont soumises les distilleries agricoles. Il nous reste à préciser la situation faite aux distilleries industrielles.

« En marquant la part de l'agriculture dans l'avenir de la distillerie, disait M. de Smet de Naeyer, j'ai indiqué du même coup la part de l'industrie. Elle fera ce que l'agriculture ne peut faire dans de bonnes conditions; elle rectifiera les flegmes dans les grandes usines et c'est là aussi qu'elle fabriquera la levure. Et par ce dernier point l'agriculture aura son compte, puisqu'elle fournira en grande partie les céréales qui constituent la matière première. » (Chambre des représentants. Séance du 5 décembre 1895.)

Ce fut au cours de la discussion de la loi, l'idée persistante du ministre, qu'en retour des avantages accordés à la distillerie agricole, les distillateurs industriels trouveraient les compensations nécessaires pour établir entre les deux catégories l'égalité de situation, dans le monopole de rectification et la fabrication de la levure.

Tout distillateur est admis à produire de la levure ou du levain pour les besoins de sa fabrication. Quant à la production de levure pour la vente, on a distingué le distillateur travaillant des céréales (c'est-à-dire produisant de la levure par des procédés connus), de celui qui se servirait d'autres matières premières (travaillant par des procédés nouveaux, appelés à subir des modifications qui pourraient nécessiter des changements dans la réglementation).

Le distillateur qui travaille des céréales est autorisé à fabriquer de la levure destinée à la vente. C'est

la loi elle-même qui accorde expressément cette autorisation. Pour les distilleries où l'on fait usage de matières premières autres que les céréales, la loi ne pouvant disposer pour chaque espèce, c'est le gouvernement, qui, par arrêté royal, peut autoriser la production de la levure.

Dans les deux cas, qu'il s'agisse de fabrication de la levure par la mise en œuvre de céréales ou de toutes autres matières premières, c'est un arrêté ministériel, pris par le ministre des Finances, qui détermine les mesures de surveillance et la réglementation auxquelles les distillateurs producteurs de levain sont tenus de se soumettre.

Une catégorie de distilleries industrielles dont on ne parla guère dans les discussions parlementaires auxquelles donna lieu la loi du 15 avril 1896, est celle des distilleries travaillant les mélasses. Liée comme elle est cependant à la prospérité de l'industrie sucrière à laquelle se rattache si intimement la prospérité de l'agriculture, il semblait qu'elle dût intéresser le législateur de 1896 alors qu'on déclarait que « le projet de loi organisait le régime fiscal de la fabrication de l'alcool pour le plus grand intérêt de l'agriculture, intérêt qui domine en ce moment la situation économique du pays. » (Séance du 24 janvier 1896. Chambre des représentants.) Mais la préoccupation de favoriser l'agriculture se manifestait alors, surtout par le souci de lui assurer des drèches pour le

bétail, ce que ne pouvait procurer la distillation des mélasses comme la distillation des céréales.

Quoiqu'il en soit, cette catégorie un peu oubliée n'en existait pas moins et nous aurons à voir la place qu'elle a prise par la suite parmi les diverses sortes de distilleries issues de la loi de 1896.

Cette loi en effet a consacré l'existence de six espèces de distillateurs :

- les mélassiers,
- les levuriers,
- les distillateurs industriels de grains,
- les distillateurs agricoles rectificateurs,
- les distillateurs agricoles non rectificateurs,
- les distilleries agricoles coopératives.

Reste à savoir comment peuvent coexister des organismes si multiples et si différents, s'ils peuvent fonctionner ensemble et à côté les uns des autres sans trop de frottements ou de difficultés.

On comptait, pour assurer la prospérité des distilleries, agricoles ou industrielles, sur des débouchés nouveaux soit par le développement de l'exportation, soit par l'extension de l'emploi de l'alcool dans l'industrie.

De plus, le législateur pensait que la production de l'alcool par les distilleries agricoles qu'il désirait voir se développer pourrait s'accroître sans augmenter la consommation et sans causer aux distilleries industrielles une concurrence désastreuse pour elles.

Il semble qu'il y avait là quelque contradiction. Voici en quels termes le ministre des Finances développait cette idée devant la Chambre des représentants: « De deux choses l'une, disait-il; ou bien le prix de revient des flegmes dans les distilleries agricoles, malgré la réduction d'impôt, ne sera pas inférieur au prix de revient dans les distilleries industrielles, et dans cette hypothèse la production agricole ne prendra pas d'essor et ne saurait constituer un danger à quelque point de vue que ce soit, ou bien les distillateurs agricoles produiront les flegmes à meilleur marché que les grands industriels et alors ceux-ci renonceront peu à peu à les produire eux-mêmes.

Le prix commercial d'une marchandise susceptible d'être produite en quantités illimitées se règle en général sur le prix de revient le moins élevé; les industriels les moins favorisés sous ce rapport, sont réduits à modifier leur industrie, à changer leur fusil d'épaule, si vous voulez; ils ne s'obstinent pas notamment à fabriquer eux-mêmes les produits bruts qu'ils achèvent ou qu'ils transforment, alors qu'ils peuvent les acheter à meilleur compte.

Le phénomène que je prévois ne se produira que lentement, j'en conviens. Pour pratiquer l'industrie, fût-ce la distillerie agricole, il faut certaines connaissances techniques et pratiques, et l'on ne change pas en un tour de main des habitudes prises en matière

de culture. Aussi la distillerie agricole n'atteindra-t-elle pas d'emblée un développement qui lui permette de substituer ses produits à ceux de la grande industrie. Par conséquent les distilleries industrielles ne cesseront pas du jour au lendemain de fabriquer le produit à l'état brut. Mais l'évolution que j'indique s'opérera peu à peu et nous aurons une transition adoucie de la situation d'aujourd'hui à la situation future dans laquelle les flegmes des distilleries agricoles auront pris la place des flegmes produits par les distilleries industrielles. »

C'est donc par l'effet d'une évolution sans secousses que l'on pensait transférer à la campagne la production des flegmes tandis que la rectification et la production de la levure procureraient aux industriels des compensations suffisantes, alors que les uns et les autres profiteraient des mesures destinées à favoriser l'exportation et l'usage industriel de l'alcool.

Il est intéressant de savoir si ces espérances se sont réalisées et quelle a été l'influence du nouveau régime fiscal sur la situation de la distillerie en Belgique.

Tableau indiquant la production d es flegmes en hectolitres à 50° Gay-Lussac.
Température 15°

Il a été tenu compte des excédents indemnes de droits obtenus sous l'ancien régime (81. % des quantités soumises à l'accise)	MOYENNE des années 1892-1896 (cinq ans)		1897		1898		1899		COMPARAISON entre la moyenne quinquennale 1892- 1896 avec l'année 1899 — (Rapport entre les quantités produites)
	Quantités	Proportion pour cent de la pro- duction to- tale	Quantités	Proportion pour cent de la pro- duction to- tale	Quantités	Proportion pour cent de la pro- duction to- tale	Quantités	Proportion pour cent de la pro- duction to- tale	
DISTILLERIES INDUSTRIELLES :									
De mélasses.....	247.417	39.0	250.758		169.587		158.905	23.4	Pour 1899 diminut. de 36 0/0
De grains.....	326.155	51.5	271.699 ¹		257.948 ¹		253.805 ¹	37.4	id. de 22 0/0
TOTAUX.....	573.572	»	522.467	»	427.535	»	412.710	»	»
DISTILLERIES AGRICOLES :									
Autorisées à rectifier (réduc- tion 0 fr. 10).....	59.624	»	71.412	»	59.245	»	64.077	»	»
Ne produisant que des fleg- mes (réduction 0 fr. 15).....	»	»	30.366 ²	»	106.561 ²	»	201.669 ²	»	»
TOTAUX.....	59.624	9.5	101.778	9.5	165.806	39.2	265.746	39.2	Augmentation de 34,5 0/0
TOTAUX GÉNÉRAUX...	633.266	100.0	624.245	100.0	593.341	100.0	678.456	100.0	»

(1) Ces chiffres comprennent les quantités de flegmes produites par les distillateurs, fabricants de levure, savoir : 1897 : 88.837 hectolitres. — 1898 : 150.571 hectolitres. — 1899 : 182.669 hectolitres.

(2) Ces chiffres comprennent les quantités de flegmes produites par les coopératives de distillerie, savoir : 1897 : 4.963 hectolitres. — 1898 : 55.246 hectolitres. — 1899 : 134.808 hectolitres.

(Ce tableau est extrait des Documents parlementaires. Chambre des représentants. Rapport de M. Ligy, du 15 février 1900.)

(1) Ces chiffres comprennent les quantités de flegmes produites par les distillateurs, fabricants de levure, savoir : 1897 : 88.897 hectolitres. — 1898 : 150.571 hectolitres. — 1899 : 182.669 hectolitres.

(2) Ces chiffres comprennent les quantités de flegmes produites par les coopératives de distillerie, savoir : 1897 : 4.963 hectolitres. — 1898 : 55.246 hectolitres. — 1899 : 134.808 hectolitres.

(Ce tableau est extrait des Documents parlementaires. Chambre des représentants. Rapport de M. Ligy, du 15 février 1900.)

*6° Situation de la distillerie belge sous le régime
instauré en 1896.*

Il semble bien que la loi du 15 avril 1896 ait dépassé le but qu'elle se proposait en accordant certaines faveurs aux distilleries agricoles. Si le régime qui l'a précédée aboutit à la ruine des véritables distillateurs agricoles, celui qu'elle a instauré en Belgique paraît devoir être de nature à amener la ruine des distillateurs industriels, ou d'au moins une partie d'entre eux.

Dans la circulaire du 12 avril 1899, adressée aux président et membres de la Chambre, ceux-ci exposaient dans les termes suivants leurs doléances : « Nous vous dirons d'abord, messieurs, que la loi du 15 avril 1896 a eu des résultats absolument opposés à ceux qu'on nous avait garantis. M. de Smet de Naeyer a exprimé à maintes reprises son intention formelle de permettre aux distilleries industrielles de vivre concurremment avec les distilleries agricoles. M. le Ministre des Finances Liebaert a ratifié cette déclaration dans la séance de la Chambre du 15 février dernier.

M. de Smet de Naeyer ajoutait que la loi nouvelle aurait pour résultat d'obtenir une plus grande égalité entre les diverses catégories de distillateurs par suite de l'imposition au rendement réel ; que la fabri-

cation de la levure serait une nouvelle source de bénéfice pour la distillerie industrielle et que la dénaturation des alcools avec ristourne des droits d'accise assurerait à la distillerie de nouveaux débouchés ; enfin, que la distillerie industrielle aurait le monopole de la rectification.

Confiants dans toutes ces belles promesses, les distillateurs industriels ont apporté à leurs usines des modifications énormes nécessitées par les exigences de la nouvelle loi, d'abord, et plusieurs d'entre eux ont établi à grands frais la fabrication de la levure.

Nous vous demandons aujourd'hui, messieurs, de considérer la situation dans laquelle nous nous trouvons et d'examiner sans préjugés et sans parti pris si la loi de 1896 nous donne ces avantages tant promis ou si elle n'a pas été pour nous un arrêt de mort. La question de la distillerie se dessine aujourd'hui d'une façon bien nette. Nous laissons la parole aux distillateurs agricoles eux-mêmes, dont le témoignage ne sera pas suspect. Voici dans quels termes ils s'expriment dans une requête qu'ils adressent au Ministre des Finances : « Les distillateurs industriels n'ont aucun intérêt à demander la diminution de la modération de 15 centimes accordée aux distillateurs, à moins que cette diminution ne leur permette de fabriquer avec bénéfice, et dès ce moment, la suppression des coopératives et des distillateurs agricoles est chose faite, parce qu'aussitôt que le prix de re-

vient laisse un bénéfice à l'industriel, si petit qu'il soit, il fabrique à l'infini et ne sera plus obligé d'acheter les flegmes des agriculteurs qui resteront avec leur marchandise. »

Cette déclaration jette sur la situation une lumière singulièrement vive. C'est là ce qui fait son importance. Elle montre quelle illusion c'était de croire que la distillerie agricole pourrait remplacer sans crise, dans la production des flegmes, la distillerie industrielle. Brusquement, celle-là a dû restreindre sa production, par l'effet de la réduction d'impôt de 15 centimes par litre, accordée aux distillateurs agricoles, et par suite du libre jeu de l'offre et de la demande. Alors que la prime brute de 15 francs par hectolitre ne devait servir, dans l'intention du législateur de 1896, qu'à égaliser les conditions de la concurrence entre les distilleries industrielles et les distillateurs agricoles, en fait ces derniers reconnaissent eux-mêmes qu'il leur reste une prime nette de 3 francs, prime difficile à évaluer exactement, mais qui semble être en réalité plus élevée, et que M. le ministre Liebaert estimait à 6 francs. L'auteur de la loi de 1896, M. de Smet de Naeyer, reconnaissant que le but avait été dépassé, disait : « Ce taux de 15 francs (pour la réduction en faveur des distilleries agricoles) a détruit l'équilibre au détriment des distilleries industrielles (Chambre, 19 juillet 1899). »

Il en est résulté que grâce à cette avance la distil-

lerie agricole s'est considérablement développée et qu'elle n'a pas hésité à sacrifier de la prime tout ce qu'il était possible de sacrifier, en conservant un bénéfice, pour évincer ses concurrents.

Elle a produit davantage et a fait baisser les prix de vente tandis que le distillateur industriel ne pouvait baisser son prix de revient dans les mêmes proportions.

Lorsque la loi de 1896 est entrée en vigueur, le litre de flegme se vendait 1 fr. 20. Les cours sont descendus à 1 fr. 14, 1 fr. 13, 1 fr. 12.

Dans les cinq dernières années d'application du régime ancien, la distillerie agricole, sur une production moyenne annuelle de 633.266 hectolitres de flegme, fournissait 59,624 hectolitres, soit 9,5 % de la production totale, la distillerie industrielle fournissant 573.572 hectolitres ou 90,5 %.

Dans l'année 1899, il a été produit en Belgique 678.456 hectolitres de flegmes. La part de la distillerie agricole atteignant 265.746 hectolitres soit 39,2 % de la production totale, la part de la distillerie industrielle était descendue à 412.710 hectolitres ou 60,8 %.

Il importe en outre de remarquer qu'on ne saurait se rendre un compte exact de la situation des distilleries belges en réunissant tous les distillateurs industriels et tous les distillateurs agricoles, selon l'expression de M. Liebaert, « dans une collectivité

où ils seraient censés se partager fraternellement leur fortune diverse », pour opposer ensuite en bloc les industriels aux agricoles.

Quelque enseignement que porte en elle-même pareille opposition, elle ne suffirait pas. Si nous considérons à part chacune des catégories du groupe des industriels, que trouvons-nous en effet ?

Ce groupe comprend trois catégories, celle des mélassiers, celle des levuriers, et celle que M. Liebaert propose d'appeler la catégorie des « céréaliers », ce qui ne serait, dit-il, ni plus barbare, ni plus français que les autres vocables et serait plus court pour désigner les distillateurs de grains ne fabriquant pas de levure.

De ces trois catégories, la plus éprouvée par la crise intense qui sévit sur la distillerie est assurément celle des céréaliers. Leur production a passé de 184.862 hectolitres de flegmes en 1897 à 107.377 hectolitres pour l'année 1898, diminuant encore et s'abaissant pour l'année 1899, à 70.136 hectolitres.

Les levuriers, créés par la loi de 1896, ont pris une certaine extension. Ils ont produit en 1897 : 88.837 hectolitres de flegmes ; en 1898 : 150.571 hectolitres et en 1899 : 182.669 hectolitres. Mais par le fait qu'il s'est créé beaucoup de producteurs de levure, le bénéfice que l'on pouvait réaliser sur ce produit n'a pas été suffisant pour compenser les pertes importantes causées par la surproduction générale.

En réunissant ces deux catégories, d'après les matières premières employées, en une seule classe, celle des distilleries industrielles de grains, il reste acquis que dans la moyenne, de 1892 à 1896, celle-ci fournissait 51,5 pour cent de la production totale, tandis que sa part en 1899 ne dépassait plus 37,4 pour cent, soit une diminution de 22 pour cent.

Au point de vue économique, les mélassiers sont les plus favorisés. M. Liebaert, Ministre des Finances, disait à la Chambre : « Les mélassiers ont sur les distillateurs de céréales qui ne fabriquent pas de levure une avance de 5 francs par hectolitre de flegmes, et les levuriers une avance de 3 francs. D'où provient cette inégalité? Tout simplement du bon marché extrême des mélasses pour les uns et de la production de la levure pour les autres. Les mélassiers étaient tellement convaincus de la situation favorable qui leur était faite par les conditions économiques de leur travail que vers la fin de l'année dernière et au commencement de cette année, alors que la crise industrielle battait son plein, ils ont poussé leur fabrication à outrance. » (Séance du 18 Juillet 1899.) Si grâce à cette avance de 5 francs par hectolitre ils resentaient avec moins d'acuité les effets de la crise, ils n'en souffraient pas moins aussi pour leur compte. De 1892 à 1896, leur production moyenne annuelle a été de 247.417 hectolitres de flegmes. Elle s'est élevée à 250.758 hectolitres en 1897. Elle est descendue en

1898 à 169. 587 hectolitres, et en 1899 à 158.905 hectolitres.

C'est évidemment du côté des distilleries agricoles, comme nous l'avons montré, que la situation est la meilleure. Les distillateurs rectificateurs, c'est-à-dire ceux qui existaient sous le régime ancien et qui continuent à travailler sous le nouveau, avec une réduction de 0 fr. 10 centimes par litre ont vu leur production suivre le mouvement suivant :

1892 — 1896, moyenne annuelle : 59. 624 hectolitres

1897,	—	71. 412	—
-------	---	---------	---

1898,	—	59. 245	—
-------	---	---------	---

1899,	—	64. 077	—
-------	---	---------	---

Quant aux distilleries ne produisant que des flegmes, celles surtout qu'entendait favoriser la loi de 1896, leur extension a répondu dans une certaine mesure au vœu du législateur.

Les distillateurs individuels ont produit :

en 1897 : 25. 403 hectolitres

en 1898 : 51. 315 —

en 1899 : 66. 861 —

Les sociétés coopératives de distillerie ont produit :

en 1897 : 4. 963 hectolitres

en 1898 : 55. 246 —

en 1899 : 134. 808 —

C'est dans cette catégorie que l'évolution a été la

plus rapide et la plus importante. Produisant d'abord à peine le cinquième de ce que produisaient les distillateurs individuels, les coopérateurs arrivent à les égaler, puis à les dépasser, et dans la dernière année connue, nous voyons leur production atteindre plus du double de celle des distillateurs individuels.

Aussi, de même qu'ils sont les rivaux les plus dangereux pour les distillateurs industriels, ceux surtout que visent les plaintes de ces derniers contre les distilleries agricoles, de même voyons-nous les distillateurs agricoles individuels, eux-mêmes, rectificateurs ou non, attaquer très vivement les avantages que la loi de 1896 a faits aux distilleries coopératives.

Ils se plaignent qu'entre les frais généraux d'une distillerie coopérative et les frais généraux d'une distillerie individuelle, il existe une différence de 4 centimes 17 au litre, au profit de la distillerie coopérative, et que celle-ci peut faire par conséquent aux distilleries individuelles une concurrence que ces dernières ne peuvent supporter et qui doit tôt ou tard amener leur ruine. (Voir le discours de M. Journez. Chambre des représentants, 18 juillet 1899. *Annales parlementaires*, p. 2832.)

De plus, à la faveur des dispositions de la loi du 15 avril 1896, et de l'arrêté royal du 5 novembre de la même année, les abus qu'avait connus l'ancien régime se sont reproduits. Il s'est créé des distilleries coopératives qui n'ont d'agricole que le nom. Sur

vingt-six coopératives agricoles existant en décembre 1898, on estimait qu'il y en avait au moins vingt de fictives. En mars 1899, il y en avait trente-six en tout, en activité, et l'on pensait que la proportion de fictives était la même. « Presque toutes, disait M. Vandervelde, sont des distilleries agricoles dont le propriétaire a voulu augmenter la production limitée, 4 hectolitres par jour, et la porter à 12 hectolitres, en prenant la forme coopérative. » (Chambre, 13 décembre 1898.) « Les grands distillateurs créent sous la forme de coopératives des distilleries agricoles qui font les flegmes pour eux. » (M. Maenhaut. Chambre, 19 décembre 1898.)

Comment on procède ? *Le Journal des Distillateurs agricoles* nous l'apprend (21 mai 1898) : « Il se peut fort bien que toutes les terres exigées par les textes, soient fournies par divers coopérateurs, en même temps qu'une part d'argent très minime, et que l'argent au contraire soit fourni par un seul coopérateur pour la grosse part. Allons plus loin, supposons que ce dernier coopérateur lui-même ait reçu l'argent d'un bailleur de fonds. Nous nous trouvons ainsi dans un genre de coopérative qui n'est après tout qu'une distillerie agricole appartenant à un particulier, le bailleur de fonds, et dont les coopérateurs sont les clients forcés pour l'achat des drêches, et jouissant enfin du privilège de produire 12 hectolitres par jour pendant toute l'année au lieu de 4 hectolitres qui for-

ment le maximum de ce que peut produire le distillateur agricole isolé.

Notons qu'un même bailleur de fonds peut fort bien monter de la sorte trois, quatre, cinq distilleries et produire ainsi une quantité de flegmes qui en font un véritable distillateur industriel tout en jouissant de la réduction de l'impôt de 15 %.

M. Vandervelde donnait un exemple frappant des abus qui se sont produits en citant à la Chambre les statuts de la société coopérative de Noirhat. Cette société est composée de quinze coopérateurs, dont un grand distillateur industriel au milieu de quatorze paysans.

« Le capital est divisé en parts de 5 francs, 14 des 15 coopérateurs payent chacun 5 francs ; le grand distillateur industriel paye le reste. Dans l'assemblée générale il dispose de 50 voix tandis que les 14 autres n'en ont ensemble que 14. « L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, est ce qui constitue le bénéfice net de l'exercice social. Il est réparti comme suit : 10 % au fonds réservé, le reste aux actionnaires proportionnellement à leurs versements. Or comme le gros industriel a tout versé sauf quelques pièces de cent sous, c'est lui qui prend tous les bénéfices (Vandervelde). »

Ce n'était pas là un cas isolé.

Aussi, dans une circulaire du 15 juillet 1898, le ministre des Finances écrivait : « L'arrêté royal du

5 novembre 1896 concernant les sociétés coopératives de distillerie agricole a donné lieu dans son application à des abus qui rendent impossible le maintien de la situation actuelle quant au fonctionnement de ces sociétés. Pour le plus grand nombre d'entre elles, en effet, leur organisation ne répond pas du tout à l'esprit de la loi. Il y aura lieu à révision, soit de la loi elle-même, soit de l'arrêté royal susdit. »

Comme le disait M. Liebaert, « la loi avait été détournée de son but : elle avait été mise en œuvre pour créer des fabriques de flegmes alors qu'elle n'avait été votée que pour favoriser les fabriques de résidus ». On se préoccupait si peu des résidus que la plupart du temps on les laissait couler à la rivière.

Conformément à ce qu'annonçait la circulaire ministérielle, l'arrêté royal du 23 mars 1899 est venu réviser et modifier les dispositions de celui du 5 novembre 1896.

Désormais les sociétés coopératives doivent être composées de 25 membres au moins et non plus de 15. — L'étendue des cultures réunies reste fixée à 20 hectares de terres labourables par hectolitre de flegmes à 50° et par jour. Mais chaque associé doit cultiver 50 ares de terres labourables, au moins, et non plus 25. — Les fonds cultivés doivent être situés dans un rayon de 7 kilomètres de la distillerie, au lieu d'un rayon de 10 kilomètres autrefois.

Aucun associé ne peut être intéressé dans la société pour plus de 15 hectares (au lieu de 20 hectares).

Chaque associé doit posséder et nourrir dans l'enclos de son exploitation une quantité de bétail proportionnée à l'étendue de sa culture, et est tenu de prendre une quantité de résidus proportionnelle à sa part de culture admise en compte. Il est interdit aux associés de céder des résidus à des non-associés, ou même de les vendre à des associés au-dessous du prix auquel ils leur sont attribués. L'arrêté royal réglemente en outre le mode d'administration de la société coopérative, la répartition des bénéfices. Le maximum de la prise en charge par période de 24 heures est réduit de 12 à 6 hectolitres. Toutefois pour les coopérateurs dont les statuts primitifs ont été publiés avant la circulaire du 9 juillet 1898, ce maximum est porté à 12 hectolitres, et il est de 11 hectolitres pour celles dont les statuts ont été publiés ou soumis à l'administration entre le 9 juillet 1898 et le 1^{er} janvier 1899. Ces maxima seront abaissés graduellement de un hectolitre par an à partir du 10 août 1900.

Cet arrêté royal est entré en vigueur le 10 août 1899. Il avait pour but d'empêcher la constitution de coopératives fictives et de mettre obstacle à la création de nouvelles distilleries coopératives venant augmenter par leur production la crise dont souffre la distillerie. Cela est bien un peu en contradiction avec les intentions des auteurs de la loi de 1896.

Un rapport déposé à la Chambre le 15 février 1900 par M. Ligy, et relatant les réponses aux questions posées par la Section centrale de la Chambre des représentants au Ministre des Finances nous renseigne autant qu'il est possible de l'être actuellement sur les résultats de l'application des dispositions de cet arrêté. A la date du 23 mars 1899, 36 coopératives étaient en activité, en juillet on en comptait 41, en novembre, 35. Quatre coopératives se sont transformées en distilleries. Trois ont cessé tout travail. Depuis le 1^{er} juillet 1899, neuf distilleries agricoles individuelles se sont établies, aucune coopérative ne s'est fondée.

D'autre part, l'*Annuaire* des Laiteries et distilleries agricoles coopératives de Belgique donne des chiffres un peu différents sur le nombre total des distilleries coopératives. Pour l'année 1900, il y aurait 45 coopératives dans le royaume, se répartissant ainsi :

Province d'Anvers.....	9 dist. coop.
Province de Brabant.....	6 —
Province de la Flandre Occidentale...	7 —
Province de la Flandre Orientale.....	6 —
Province de Hainaut.....	1 —
Province de Liège.....	3 —
Province de Namur.....	1 —
Province du Limbourg.....	11 —
Province du Luxembourg.....	1 —
Total.....	45

Il en résulte que l'arrêté du 23 mars 1899 n'avait guère produit d'effet sur le nombre des coopératives.

Quant au mal de la surproduction, l'arrêté du 23 mars n'a guère pu encore le diminuer. « C'est un remède à fort longue échéance », disait avec raison M. Journez (Chambre, 18 juillet 1899).

Il ne peut, sur ce point, avoir d'effets sensibles que dans quelques années. « 12 hectolitres cette année, 11 l'année prochaine et ainsi de suite, pour la réduction du maximum de la prise en charge, cela va durer longtemps. Il faudrait aller plus vite ». (M. Tack. Chambre, 20 juillet 1899.)

Les industriels dont les capitaux sont engagés, qui ne peuvent céder leurs usines, dans un moment de crise, après les dépenses considérables qu'ils y ont faites, espérant d'autre part qu'ils seront expropriés avec indemnité ou que la législation sera révisée, et voulant être encore là pour profiter de l'une ou l'autre hypothèse, continuent à fabriquer, à perte.

Malgré que la loi ait porté le taux de l'accise de 64 francs à 100 francs l'hectolitre, les distillateurs agricoles, grâce à la prime dont ils bénéficient, les distillateurs industriels comme les agricoles, par la production à outrance, ont fait baisser le prix des flegmes. De sorte que c'est le consommateur et surtout l'intermédiaire qui tirent profit de la situation où se débat la distillerie belge.

Il s'en faut que l'agriculture tire de l'application de la loi de 1896 des avantages équivalents aux faveurs qui lui sont accordées par les textes.

A supposer que toute la production d'alcool qui est d'environ 600,000 hectolitres par an aille à la campagne, en exigeant des coopératives 20 hectares par hectolitre de prise en charge, il y aurait en tout 32,680 hectares appelés à profiter des résidus de la distillerie. Or, le domaine national agricole comprend 2,215,553 hectares. Il y a donc là une disproportion considérable.

Envisagée sous un autre aspect, celui de la nourriture du bétail, elle n'est pas moins évidente. En effet, on trouve qu'avec toute la quantité de drèches produites par les distilleries, on peut nourrir 16,000 têtes de bétail alors qu'il y en a 1,600,000, soit 1 0/0 (M. Bertrand, Chambre, 19 juillet 1899. *Annales parlementaires*, page 2058).

Que si nous cherchons à connaître dans quelle mesure les associés d'une coopérative profitent de la modération d'impôt, que voyons-nous ? En prenant une coopérative fabriquant 12 hectolitres par jour, il n'y a, comme dit M. Liebaert, qu'à faire « ce petit calcul d'école primaire : 12 hectolitres avec 15 francs de modération de droit, cela fait 180 francs par jour ; 180 francs multipliés par 365 jours donnent un total de 65,700 francs de prime par an. »

C'est donc 65,700 francs par an que coûte à l'État

semblable société coopérative, et M. Streel démontre péremptoirement (1) que sur cette somme les cultivateurs affiliés, « s'ils percevaient à eux seuls et intégralement et le bénéfice des drèches à bon marché et le bénéfice net de l'exploitation en entier, recevraient environ 20,000 francs ».

On comprend que pareils résultats aient pu faire dire à l'auteur de la loi, M. de Smet de Naeyer, que cette loi est une machine qui fonctionne avec un frottement extraordinaire et un rendement des plus plus minimes. « La vérité, écrit M. Streel, c'est que l'argent qui devait par mille canaux féconder les campagnes, s'en va directement dans l'escarcelle du cabaretier, puisqu'il ne sert dans la proportion des deux tiers qu'à déprimer le prix de l'alcool. »

L'arrêté royal du 23 mars 1899 était venu porter la première atteinte à la législation en vigueur depuis la loi de 1896. « Il n'a réussi à satisfaire ni les coopérateurs ni les industriels. » (Streel. La question des distilleries.) Les premiers protestent énergiquement contre les stipulations de cet arrêté. Les industriels ne sont pas plus satisfaits que les coopérateurs de la réduction de la prise en charge des coopératives. Que leur importe en effet d'être écrasés par 100 coopératives à 1200 litres, ou 200 à 600 litres? Et quand même la réduction arriverait à faire disparaître les

(1) M. G. STREEL. *La question des distilleries*, p. 12, et suivantes.

coopératives, si les distilleries agricoles personnelles produisent, grâce à la réduction, d'impôt, à meilleur compte qu'eux-mêmes, leur situation n'est pas modifiée si au lieu de 100 coopératives à 1200 litres par jour, ils ont en face d'eux 300 personnelles à 400 litres.

Un nouvel effort pour rétablir l'égalité dans les conditions de la concurrence a été tenté avec une proposition de loi présentée le 1^{er} août 1899 à la Chambre des représentants par MM. Haynen, de Smet de Naeyer, Hambursin, Lorand et de Bontridder. Cette proposition a abouti à un texte qui vient d'être voté par les Chambres. Le quantum de la modération d'impôt accordée aux distilleries agricoles est réduit de 15 centimes à 9 centimes par litre de flegmes à 50° (Loi du 29 mars 1900).

Toutefois les distillateurs exploitant une usine régulièrement déclarée avant le 1^{er} février 1900, jouiront à titre personnel jusqu'au 31 décembre 1910 d'une réduction de 12 ou de 14 centimes, selon que la prise en charge par période de 24 heures dépassera ou ne dépassera pas en moyenne par chaque déclaration de travail 2 hectolitres d'eau-de-vie à 50 degrés.

Si le distillateur agricole produit de la levure pour la vente, la réduction est diminuée d'un tiers et l'étendue de culture augmentée de moitié.

La discussion et le vote de cette loi ont fait naître une question assez curieuse,

Si une société coopérative actuellement établie, jouissant de la modération de droit de 12 centimes, se trouve dans l'impossibilité de continuer son travail comme coopérative, ce qui peut arriver si l'arrêté royal contresigné par M. Liebaert (arrêté du 23 mars 1899) est maintenu dans toutes ses prescriptions, les coopérés, qui désirent continuer le travail, pourront-ils le faire sous forme de distillerie personnelle réduite à 4 hectolitres et jouir de la modération de 12 centimes consentie aux distilleries établies avant le 1^{er} février 1900 ?

Cette question est très importante car il sera impossible aux distilleries réduites à 8 ou 6 hectolitres, de conserver le nombre requis de membres et le nombre d'hectares exigés par l'arrêté royal.

La réponse à cette question doit être négative : que l'usine soit reprise par un ou plusieurs coopérateurs ou par une personne étrangère à la société, elle doit être considérée comme distillerie nouvelle et la réduction de 9 centimes est dès lors seule applicable.

Il est du reste à prévoir que cette éventualité, appréhendée ne se présentera que pour les distilleries coopératives, plus ou moins fictives, qui ont été instituées surtout au profit d'un des coopérateurs. Celui-ci en effet aura intérêt à prendre la distillerie pour son compte exclusif dès que sa part dans les bénéfices de la coopérative lui paraîtra inférieure aux avan-

tages pécuniaires que la distillerie lui rapporterait s'il l'exploitait personnellement.

Au surplus le gouvernement examinera la convenance qu'il y aurait à réduire le nombre des membres en ce qui concerne les coopératives produisant moins de 8 hectolitres (1).

Quoiqu'il en soit des conséquences que puisse avoir, sur ce point particulier, la loi du 29 mars 1900, il n'en reste pas moins que ce n'est guère là qu'un expédient, d'un caractère essentiellement empirique qui ne pourra pas être de nature à donner à la législation belge sur l'alcool la stabilité qui lui fait défaut et dont le besoin se fait si vivement sentir. Du reste, disait à la Chambre M. de Smet de Naeyer, la mesure n'a été proposée que « pour parer transitoirement à un mal immédiat ».

Il demeure certain que si la modération d'impôt est assez réduite pour ne plus constituer une prime au profit des distillateurs agricoles, et pour permettre aux industriels de produire avec bénéfice, ils produiront les quantités de flegmes qui leur sont nécessaires, et ne seront plus obligés d'acheter les flegmes des agriculteurs.

Alors, c'est la mort des distillateurs agricoles. Ou bien, au contraire, malgré la réduction, la modéra-

(1) *Doc. parl.* Séance du 21 mars 1900. Rapport du baron della Faille d'Huyse sur le projet de loi portant réduction de la modération de droits concédée à la distillerie agricole.

tion laisse une prime nette aux distillateurs agricoles.

C'est la continuation de la crise qui sévit actuellement, et la ruine en perspective, à plus ou moins brève échéance, pour les industriels.

Quant à songer qu'on puisse arriver à égaliser législativement les charges de toutes les catégories de distilleries, tant industrielles qu'agricoles, ce n'est évidemment qu'une chimère, un rêve.

Telle est, croyons-nous, la conclusion que doit inspirer l'examen de la situation actuelle de la distillerie en Belgique, situation qui n'est point le fait du principe même de la loi du 15 avril 1896, mais des dispositions secondaires dont on a cru bien faire de compliquer la réforme de la législation.

« Pour obtenir la stabilité absolue du régime fiscal de la distillerie, il faudrait rentrer dans le droit commun, ne reconnaître qu'une seule catégorie de distilleries (de Smet de Naeyer). »

C'est en ces termes, que le 8 mars 1900, à la Chambre des représentants, l'auteur de la loi de 1896 reconnaissait son erreur d'alors, avec une franchise qui témoigne de son entière bonne foi et de la loyauté de son caractère.

7°. *L'impôt au rendement réel et le fisc. — Productivité de l'accise.*

L'œuvre accomplie en 1896, a donc, par certains côtés, abouti à léser les intérêts d'une partie de la production économique du pays. Mais elle était issue d'un principe rationnel et fécond, et c'est en ne s'écartant pas de ce principe qu'elle eût pu ne produire que des résultats aussi heureux que ceux qui en ont découlé pour la prospérité des finances publiques. En faisant la critique du système qui a précédé l'application du régime établi par la loi du 15 avril 1896, nous avons déjà montré combien était improductif l'impôt établi sur le rendement présumé. On conçoit facilement que la substitution du rendement réel à cette base défectueuse d'imposition fût de nature à avoir pour conséquence immédiate un surcroît de productivité de l'accise. Il y avait en effet sous l'ancien régime fiscal de l'alcool, des quantités appréciables, qui échappaient à l'accise et n'avaient pas à payer le droit établi et fixé par la législation. C'étaient ces quantités qui demeuraient indemnes de toute taxe parce que la production réelle avait été supérieure à celle que l'on avait évaluée d'après la contenance des cuves. Il a toujours été difficile de calculer d'une manière satisfaisante à combien s'élevaient ces indemnes. D'abord ils variaient selon les procédés de distillation em-

ployés, selon l'outillage plus ou moins perfectionné de l'usine. Ils dépendaient aussi de la richesse des matières premières mises en œuvre, de la manière dont était conduite la fermentation. Impossible donc pour ces raisons multiples de fixer d'une manière précise et exacte la quotité dont la production réelle pouvait, dans une année, dépasser la production présumée qui seule était la production légale, soumise à l'accise. On ne pouvait prétendre à atteindre une certitude rigoureuse et mathématique. Faute de quoi, il fallait bien se contenter d'évaluations, de chiffres approximatifs.

Tantôt c'était à 12 0/0 qu'on estimait que montaient les quantités indemnes ; tantôt à 10 0/0. En fin de compte on en vint, dans les statistiques officielles, à adopter la base de 8 0/0.

C'est ainsi que pour l'année 1895, on évaluait la production totale d'alcool dans le royaume à 678,703 hectolitres à 50° tandis que les quantités soumises à l'impôt n'avaient été que de 628,431 hectolitres, soit 50,272 hectolitres qui avaient échappé à l'impôt.

Le Trésor, cette année, n'avait guère perçu sur les *eaux-de-vie* que 38 millions de francs, parts de l'Etat et des communes réunies, au lieu de plus de 43 millions qu'il eût dû encaisser si toute les quantités produites avaient acquitté la taxe.

Mais les résultats que donna la réforme de 1896

ont été plus avantageux encore pour les recettes publiques.

En 1897, les perceptions de l'accise se sont élevées en effet à 61,022,000 francs.

La progression, à vrai dire, était trop rapide pour ne pas sembler anormale.

Le Ministre des finances, M. de Smet de Naeyer, en donnait l'explication à la Chambre des représentants le 15 décembre 1898 : « Sous le régime de la loi de 1887, disait-il, l'accise était exigible en trois termes de crédit, par tiers, de 3 mois en 3 mois, tandis que depuis le 1^{er} décembre 1896, date de la mise en vigueur de la nouvelle loi, il est accordé un terme de crédit unique de 4 mois.

Il en résulte qu'en 1897, on a perçu un tiers des droits créés pendant le troisième trimestre 1896, deux tiers de ceux créés pendant le quatrième trimestre de 1896, ainsi que les huit premiers mois de 1897.

Si donc on veut tabler sur la recette enregistrée pendant cette dernière année il faut tenir compte de ce qu'en fait, l'exercice s'étend sur dix-sept mois. De plus, toute cette recette a été opérée sur le pied de 100 francs par hectolitre. »

Si nous prenons les dernières années, où rien de semblable à ce qui s'est produit en 1897 ne peut se constater, nous n'en trouvons pas moins que les recettes se sont élevées à 52 millions en 1898 et à 51 millions en 1899. Pour 1900, elles étaient évaluées

à cette même somme de 51 millions, dans les prévisions budgétaires.

C'est donc un sensible progrès sur l'année 1895 (38 millions). Et il faut dire à la louange de l'administration belge de l'accise que la Belgique était le pays où l'impôt, basé sur le rendement présumé, était le plus productif pour le Trésor. Il lui donnait une quotité moyenne de perception par tête d'habitant, et par an, bien supérieure à ce qu'il donnait dans les autres pays où il existait, tels que l'Allemagne et l'Autriche, où avant la réforme du régime fiscal de l'alcool, le Trésor touchait à peine 2 francs, 1 fr. 70 même, par tête et par an, quand en Belgique, l'Etat touchait 3 fr. 82, en 1895 par exemple.

Si, reprenant l'année normale de 1899, nous cherchons ce qu'il a été perçu par tête, nous trouvons que la quotité moyenne a été de 7 fr. 55, soit 3 fr. 73 de plus qu'en 1895.

Il est donc incontestable que la réforme de 1896 a été très avantageuse pour le fisc. La Belgique s'est rangée du coup, parmi les nations à rendement budgétaire élevé. Elle est dans la catégorie de celles qui savent tirer parti de la consommation de l'alcool.

Quant au fait que la perception s'est opérée sur le pied de 100 francs par hectolitre, c'est précisément là un des principaux avantages de la base d'imposition adoptée en 1896. C'est parce que les droits sont assis

sur le rendement réel qu'on a pu, par la loi de 1896, en instituant un régime sévère de surveillance des distilleries, élever le taux de l'accise de 64 à 100 francs. Pareille augmentation, sous le régime précédent, eût été loin de procurer au Trésor une recette égale à celle dont il profite aujourd'hui. Elle eût servi surtout alors à stimuler encore davantage la chasse aux excédents de rendement.

D'ailleurs, il faut observer que toute la production ne paye pas l'impôt sur cette base de taxation. Grâce à la modération de droit qui lui est consentie, la distillerie agricole ne paie que 85 francs au lieu de 100 francs par hectolitre à 50°, et l'importance de sa fabrication est devenue telle, qu'elle atteint 39,2 % de la production totale en 1899. Cette année-là, 60,8 % seulement des quantités d'alcool fabriquées dans le royaume ont acquitté le droit plein de 100 francs par hectolitre, en ne tenant pas compte encore, des quantités utilisées pour des usages industriels, qui bénéficient d'une décharge partielle ou totale.

Le législateur belge de 1896 a donc été bien inspiré en établissant l'impôt au rendement réel, ainsi que le lui proposait M. de Smet de Naeyer. Comme l'éminent ministre des finances, il a obéi à une claire vision des vrais intérêts du pays, il a tenu à tirer profit de l'expérience générale qui condamne l'impôt au rendement présumé. En substituant à un système bâtard

et arriéré, fécond surtout en erreurs et en mécomptes, improductif par son principe même, le régime simple et rationnel d'un impôt basé sur le rendement réel, le Parlement belge a donné un louable exemple de connaissance et de respect d'un des principes les plus solidement établis de la science financière.

HECTOLITRES A 50°										
	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	Chiffre ap- proximatif 1899
Fabrication indigène										
	Quantités soumises à l'impôt.....	566.284	538.135	587.822	584.370	584.731	546.471	(1) 592.645	593.341	647.000
	Excédent indemne, 8 0/0 des quantités produites sous l'ancien régime.....	45.303	47.051	47.026	46.720	46.776	50.272	43.712	»	»
Total de la production.	611.587	635.186	634.848	631.090	631.507	678.703	590.183	624.215	593.341	747.000
Importation.....	15.050	16.429	16.307	16.020	18.041	18.286	17.642	12.173	12.464	12.000
TOTAUX.....	626.637	651.615	651.157	647.110	649.548	696.989	607.825	636.418	605.825	686.900
Exportation avec décharge des droits	17.418	10.202	9.798	4.302	4.453	4.764	3.740	2.972	23.956	110.000
Reste pour la consommation.	609.219	641.413	641.359	644.808	645.095	692.225	604.085	633.446	581.869	576.000
Quantités utilisées à des usages industriels.....	15.000	15.000	15.000	15.000	15.000	15.000	15.000	15.000	15.000	(2) 15.000
Consommation humaine..	594.219	626.413	626.359	627.808	630.095	677.225	589.085	618.446	561.869	561.000
Population de fait.....	(3) 6.069.321	6.136.444	6.195.355	6.262.272	6.341.958	6.410.783	6.495.886	6.516.593	6.669.732	6.750.000
Consommation par tête...	9 l. 72	10 l. 21	10 l. 11	10 l. 02	9 l. 93	10 l. 56	9 l. 06	9 l. 39	8 l. 50	8 l. 31
Moyenne pour 1895 à 1897 == 91.66										

(1) Dont 395.203 ancien régime et 197.442 nouveau régime.

(2) La quantité d'alcool employée à des usages industriels avec décharge de l'accise s'élève en chiffres ronds à 10.000 hectolitres à 50° Gay-Lussac, on a évalué à 5.000 hectolitres la quantité employée sans décharge d'accise.

(3) Recensement décennal.

IV

L'alcoolisme en Belgique

1° *La question alcoolique. Intensité des ravages de l'alcoolisme.*

Quelqu'importante que soit la place occupée par l'alcool au point de vue des ressources qu'il est de nature à procurer à un Etat, il ne faut pas oublier cependant que lorsqu'il s'agit de l'alcool, le point de vue moral et social l'emporte et domine la question. C'est là surtout que se justifie la boutade d'Emile de Girardin, « le côté fiscal est le petit côté des choses ». Les ravages de l'alcoolisme, les maux de toute sorte qu'il engendre sont trop connus pour qu'il soit utile de s'y appesantir ici. Le Docteur Verriest disait à l'Académie de Médecine de Bruxelles, le 29 février 1896 : « Dans la société moderne, l'alcool est le plus redoutable de tous les agents pathogènes. Il empoisonne les individus par milliers et ruine les générations. Il sape les bases de la propriété sociale, la puissance du travail, le développement de l'intelligence,

le sens moral. L'alcoolisé est le fléau de sa famille ; mauvais fils, mauvais mari, il procrée des enfants tarés et devient leur pire corrupteur. Il blasphème, vole et tue ; il ne connaît ni moralité, ni justice. Pas une loi divine ou humaine que l'alcool ne pousse à enfreindre. La société entière doit se lever contre lui. »

Dans un rapport au roi, du 5 avril 1895, le Ministre des Finances et son collègue de l'Agriculture s'exprimaient ainsi : « L'alcoolisme est sans contredit une des plaies les plus vives de notre temps. L'usage immodéré ou abusif des boissons alcooliques et la consommation de produits contenant, à côté de l'alcool ordinaire, des substances plus toxiques encore, produisent les effets les plus désastreux sur la santé et la moralité publique.

« Personne n'ignore que ce sont principalement les victimes de l'alcool qui peuplent les dépôts de mendicité, les hôpitaux, les prisons et les asiles d'aliénés. »

Et le rapport continuait :

« Notre pays est un de ceux où ce mal sévit avec le plus d'intensité. »

La Belgique en effet partage avec la France le triste privilège d'être à la tête des nations civilisées, pour l'alcoolisation.

Si l'on ne considère que la consommation de l'alcool

jusqu'à ces dernières années, la Belgique venait avant la France, en seconde ligne, après le Danemarck. En 1893 par exemple, les quantités d'alcool à 100°, consommées par tête s'élevaient en effet,

pour le Danemarck à 7 litres,

pour la Belgique à 4 litres 76,

pour la France à 4 litres 32.

Venaient ensuite :

les Pays-Bas..... avec 4 lit. 30,

l'Allemagne..... — 4 25,

la Suède..... — 3 25,

la Suisse..... — 3

les Etats-Unis.... — 2 85,

l'Angleterre..... — 2 25,

la Norwège..... — 1 84,

En tenant compte de l'alcool contenu dans toutes les boissons, bière, vin et cidre, en outre des alcools et liqueurs, on constate que c'est alors la France qui occupe la première place, suivie de près par la Suisse, et la Belgique. Le tableau statistique présenté par M. Jules Denis au Congrès de Bâle (1895) est démonstratif à cet égard (1). Il établit en effet, que pour l'année 1893, la consommation des boissons alcooliques s'est répartie ainsi entre ces 3 pays :

(1) Compte rendu du Congrès, p. 197.

Consommation en litres, par tête d'habitant

	Bière	Vin	Cidre	Alcools à 50 %	Transformation en alcool pur							TOTAL	
					0% Bière		0% Vin		0% Cidre		Alcool	0% 0%	
France ...	23	79	18	8.64	3	0.69	10	7.9	5	0.9	4.32	13.81	
Suisse....	50.3	75 à 80	»	6	4	2.01	8	6	»	»	3	11	
Belgique..	183	3.36	»	9.52	3	5.49	10	0.34	»	»	4.76	10.59	

Depuis la Suisse a reculé et la Belgique a fait des progrès. La France s'est malheureusement maintenue en place, en augmentant même un peu sa consommation.

(1) France.....	14 litres à 100°, par tête.		
Belgique.....	10.5	—	—
Allemagne	10.5	—	—
Iles Britanniques.	9.25	—	—
Suisse	8.75	—	—
Italie	6.60	—	—
Hollande.....	6.25	—	—
Etats-Unis	6.10	—	—
Suède	4.50	—	—
Norwège	3	—	—

Ce qui a surtout augmenté en Belgique durant ces dernières années, c'est la consommation de la bière. La

(1) Docteur Ch. RUYSEN. — Projet d'un enseignement médical de l'anti-alcoolisme, Paris, Société d'éditions scientifiques, 1898.

consommation annuelle moyenne de bière, pour la période quinquennale 1889 à 1893, était de 10.900.000 h., soit 183 litres par tête. Pour la période de 1894 à 1898, on constate une augmentation notable : la consommation atteint 12.700.000 hectolitres, soit 194 litres par tête. Il y a de ce fait ingestion d'une quantité d'alcool assez importante pour qu'il en soit tenu compte dans le degré d'alcoolisation du pays, puisqu'elle ne représente pas moins de 5 l. 82 d'alcool à 100° par tête et par an.

Pour l'alcool, il y a bien à signaler un léger recul dans la consommation, d'après les évaluations officielles, communiquées à la Chambre des représentants par le ministre des Finances, le 22 décembre 1899. Elle serait descendue en 1898 à 81. 50 d'alcool à 50°, ce qui fait 4 l. 25 d'alcool pur, par tête et par an. Pour l'année 1899 on arriverait même à 4 l. 15. C'est alors la France qui (le Danemark mis à part, avec sa consommation extrêmement élevée, de 7 litres par tête) occuperait le premier rang pour la consommation de l'alcool proprement dit, comme elle vient à la tête de tous les pays, en tenant compte de l'alcool contenu dans toutes les boissons.

La situation propre de la Belgique n'en reste pas moins des plus graves. Peu importe en effet à un malade que son voisin le soit encore plus que lui. Il est très certain que la quotité par tête et par an, d'alcool pur consommé en Belgique est supérieure à

10 litres. Avec 10 litres d'alcool à 100° on fait 26 litres d'eau-de-vie qui représenteraient 800 petits verres de 30 grammes chacun, si la moitié n'était l'alcool absorbé dans la bière.

Mais il faut observer que 10 litres par tête c'est une moyenne qui comprend toute la nation. Il faut défalquer les enfants qui ne boivent pas encore, les femmes qui n'ont pas contracté la funeste passion de boire; les hommes, et il y en a encore, qui échappent à la contagion du mal. On voit ce qui reste pour les autres et à quel point est alcoolisé un buveur belge.

On calcule que la consommation moyenne d'alcool par tête de buveur est de 52 litres, il y a 150.000 ouvriers qui boivent un demi-litre ou un litre de genièvre par jour (V. Merzbach. La question alcoolique. Cauderlier, les boissons alcooliques en Belgique).

Comment s'étonner alors des ravages que le fléau exerce en Belgique ? « Si depuis 15 ans la population ne s'est accrue en Belgique que de 14 %, la consommation de l'alcool a augmenté de 30 % et avec elle les cas de folie de 45 %, la criminalité de 74 %, les cas de suicide de 80 %, la mendicité et le vagabondage de 150 % (1). »

Pour la diminution de la natalité, si l'on compare la moyenne des naissances par 1000 habitants, des

(1) *Pandectes belges*. Ivresse. Ivrogne. Ivrognerie., n° 64

trois années 1873-74-75, avec celle des années 1886-87-88, on trouve 33.6 et 31.1.

Différence en moins 2.5 (1).

Le nombre des aliénés placés dans des établissements suit au contraire une marche ascendante. L'annuaire statistique de la Belgique donne les chiffres suivants.

	1885	1890	1895	1896	1897
Hommes...	4.716	5.453	6.624	7.037	7.164
Femmes...	4.612	5.224	6.178	6.278	6.401
TOTAL...	9.328	10.777	12.802	13.315	13.568

Les 3/4 des indigents assistés font partie de familles alcooliques. Les 9/10 de la population des dépôts de mendicité se compose d'alcooliques. Et cette population s'accroît et pèse d'un poids toujours plus lourd sur le budget.

Années	Entrées dans les dépôts	Frais d'entretien.
1835	1.642	275.986 fr.
1840	2.739	404.253
1850	4.508	538.967
1860	3.431	541.781
1870	4.836	508.992

(1) Ch. RICHET. La natalité en Europe depuis 20 ans. *Revue scientifique*, 3 janvier 1891.

Années	Entrées dans les dépôts	Frais d'entretien.
1880	8.984	762.411
1890 (1)	17.124	1.246.004

Dans les villes comme dans les campagnes, en pays agricole comme en pays industriel, parmi les adultes ou parmi les enfants, le plus grand nombre de vagabonds d'habitude, des mendiants, des délinquants pour coups, violences, débauches, outrages aux mœurs, sont des alcoolisés (V. *Journal des Juges de paix*, 1896, p. 76 et suiv.). Les travaux du docteur Masoin et du professeur Thiry, établissent l'importance de la proportion des criminels alcooliques parmi les détenus de la prison centrale de Louvain et de la prison de Liège.

« Dans la communication présentée l'an dernier à l'Académie de Médecine, par le professeur Masoin, nous voyons que sur les 2588 condamnés entrés à la prison centrale de Louvain depuis 1874 jusqu'en 1895 et à propos desquels on possède des renseignements précis au sujet de l'alcoolisme, 1157, donc plus de 44 % étaient des buveurs de profession ; sur les 216 condamnés aux travaux forcés à perpétuité, depuis 1872 jusqu'en 1895, et à propos desquels les mêmes renseignements existent, 118, donc plus de

(1) Depuis 1891 il n'est plus possible de comparer les nombres d'entrées dans les dépôts de mendicité avec les données antérieures relatives à cet objet. On a, en effet adopté de nouvelles bases pour la notation de la mendicité, on y a notamment fait intervenir les maisons de refuge.

54 % étaient ivrognes d'habitude ; sur les 202 condamnés à mort durant la même période, 121, donc 60 % étaient adonnés à l'ivrognerie.

Au mois d'octobre 1895 et 1896, nous avons recherché quelle avait été l'influence de l'alcool sur les délinquants détenus, à ces époques, à la prison de Liège ; nous sommes arrivés aux résultats suivants : en 1895, les individus ivres au moment du délit, ou se trouvant à ce moment sous l'influence de l'alcoolisme représentaient une proportion de 66 % en matière d'homicides, coups et blessures ; de 61 % en matière de délits contre les mœurs ; de 34 % en matière d'atteintes à la propriété ; la proportion générale était de 45 % ; en 1896 les individus dont il s'agit représentaient une proportion de 73 % en matière d'homicides, coups et blessures, de 61 % en matière de délits contre les mœurs, de 35 % en matière d'atteintes à la propriété ; la proportion générale était de 50 %. Tels sont les effets de l'alcoolisme sur la criminalité ; celle-ci augmente en même temps que le premier se propage (1). »

D'après les docteurs Crocq et Carpentier, 80 % des malheureux qui viennent mourir dans les hôpitaux de Bruxelles, présentent à l'autopsie les lésions caractéristiques de l'alcoolisme.

(1) Compte rendu du VI^e Congrès contre l'abus des boissons alcooliques. Bruxelles 1898. Rapport de M. Thiry, professeur de droit criminel à l'Université de Liège.

Pour arriver à ces tristes résultats, combien en a-t-il coûté aux malheureux qui s'alcoolisent ? La dépense annuelle pour l'alcool s'élève à 393 millions, selon M. de Smet, directeur au Ministère des finances, à 442 selon M. Cauderlier. Et cela seulement pour l'achat du poison. Combien plus lourde est la charge qu'il fait peser sur la nation si l'on songe à tout ce qu'il coûte à l'Etat pour les hôpitaux, les asiles d'aliénés, les prisons qu'il peuple, si l'on veut apprécier les suicides qu'il cause, les journées de travail perdues, etc.

« La Belgique, écrit M. Cauderlier (1), s'est couverte de canaux, de chemins de fer et d'usines ; elle a outillé admirablement ses ports et élevé son commerce général de 202 millions qu'il était en 1831 à 6 milliards par an qu'il est aujourd'hui. Notre pays produit maintenant par habitant, deux fois plus que l'industrielle et puissante Angleterre, trois fois plus que la France ou que l'Allemagne. Et pourtant les plaintes sont générales et il semble que la prospérité soit exilée de partout. L'industrie, le commerce, l'agriculture souffrent, le peuple gémit, l'artisan se plaint, les grèves succèdent aux crises et 16 pour 100 de notre population est inscrite sur les livres de la bienfaisance publique.

Et tous les ans notre nation boit pour des centaines

(1) CAUDERLIER. Note sur les travaux de la Commission d'enquête relativement à l'alcoolisme, 1897.

de millions ; elle produit du vice, du crime, de l'infortune, de la dégénérescence, de la folie en une poussée de plus en plus menaçante et consacre à ces œuvres néfastes et maudites le plus clair de ses ressources.

Voilà le gouffre où se perd la fortune nationale, voilà, grâce à l'alcool, à quoi aboutit une prospérité matérielle sans précédent. »

2° Pureté des alcools en Belgique. — Du rôle relativement très peu important des impuretés dans la toxicité des alcools.

Ce n'est pas un des caractères les moins saillants, les moins dignes d'attention quand on étudie l'alcoolisme en Belgique, que la pureté du poison dont il est fait dans ce pays une si large consommation.

« L'alcool dont la Belgique est abreuvée, dit M. Le Jeune, est un alcool idéalement pur. » C'est ce qu'a établi de la façon la plus précise et la plus nette M. Paul Berryer dans son remarquable ouvrage sur le monopole de l'alcool, en s'appuyant sur la haute autorité des chimistes Bruylants et Depaire.

« En Belgique, écrit M. Berryer, des analyses ont prouvé que les boissons alcooliques étaient d'une pureté remarquable. M. Bruylants a fait l'analyse de 26 échantillons de genièvre, recueillis directement

dans les cabarets de tout dernier ordre de Louvain. Le maximum d'alcool supérieur (alcool amylique) trouvé était de 1 à 4 ‰, 19 n'en renfermaient pas ou n'en renfermaient que des traces inappréciables.

Dans ces mêmes échantillons, le savant chimiste a recherché les corps étrangers: poivre, acide sulfurique que l'on prétend être mélangé à ces boissons; il n'en a pas trouvé. Le titre alcoolique de ces genièvres variait entre 31° et 36°. Le débitant s'était contenté d'y ajouter de l'eau. Une étude soumise par le même chimiste à la Commission anti-alcoolique (arrêté du 6 août 1895) a donné le résultat d'autres analyses qu'il avait faites avec MM. Depaire et Petermann. Il en ressort que 90 ‰ des eaux-de-vie en Belgique ne contiennent que 1 à 1,5 ‰ d'impuretés et que les 10 ‰ restant n'en contiennent que 1,5 à 3 ‰.

« Les impuretés, écrit M. Cauderlier, étant en moyenne 5 fois plus toxiques que l'alcool purifié, on voit que les matières étrangères contenues dans nos eaux-de-vie ne peuvent au plus intervenir que pour 1 à 15, ‰ dans les maux de l'alcoolisme. »

Encore faut-il remarquer que M. Bruylants a constaté qu'en Belgique comme en France, les eaux-de-vie de vins étaient relativement moins pures que les eaux-de-vie de grains. Pour ces dernières, elles sont produites presque en totalité dans des distilleries industrielles ou des coopératives de distillerie montées comme les usines industrielles, et dans lesquelles la

distillation s'opère dans les conditions les plus scientifiques, et où la rectification est poussée au point de donner un produit aussi pur que possible.

La Belgique consommant très peu d'alcools naturels s'alcoolise avec de l'alcool pur. La France au contraire, grâce à ses bouilleurs de cru, absorbe chaque année de grandes quantités d'alcools naturels.

« Si nulle part on ne boit de meilleur alcool qu'en Belgique et si dans aucun autre pays on ne voit le fléau de l'alcoolisme sévir avec plus d'intensité, il faut bien reconnaître que le meilleur alcool lui donne fatalement naissance (Berryer). »

C'est la confirmation évidente de la conclusion à laquelle la science aboutit aujourd'hui, à savoir que le principal facteur de l'alcoolisme, c'est non pas la qualité, mais la quantité d'alcool consommée.

Cela s'explique par ce fait que dans les alcools livrés à la consommation, les impuretés sont toujours en petite proportion, tandis que l'alcool éthylique qui représente la plus grande partie de l'eau-de-vie est lui-même très toxique.

« Si nous prenons (1) un litre d'alcool éthylique chimiquement pur, tel qu'on peut l'obtenir avec les appareils à colonne les plus perfectionnés, nous trouvons d'après M. Joffroy que la toxicité de cet alcool éthylique est de 7,80, ce qui veut dire que pour tuer

(1) Docteur A. ANTREAUME. *De la toxicité des alcools*. p. 102.

un animal d'un certain nombre de kilogrammes, il faut qu'il pénètre dans son sang presque simultanément autant de fois 7,80 que l'animal pèse de kilogrammes.

Il nous est facile de calculer le nombre de kilogrammes d'animal que pourrait tuer un litre d'eau-de-vie à 50 degrés fabriqué exclusivement avec cet alcool éthylique. Ce litre d'eau-de-vie représente 500 centimètres cubes d'alcool éthylique, lesquels tueraient $500 \text{ c}^3 / 7.80 : 64 \text{ k. } 02. \text{ »}$

Sans doute, dans les boissons alcooliques, à côté de l'alcool éthylique se trouvent généralement d'autres substances toxiques, beaucoup plus toxiques même que lui, prises isolément.

C'est ainsi qu'on admet comme équivalents toxiques (1) :

de l'alcool éthylique..	7 80 (Joffroy),
de l'éther.....	4 (Dujardin-Beaumetz).
de l'aldéhyde.....	1 (Joffroy),
du furfurol.....	0 14 (Joffroy),
des alcools supérieurs.	1 50 (Dujardin-Beaumetz)

Mais dans la consommation, la toxicité de ces substances se trouve considérablement diminuée à cause de leur faible proportion par litre d'alcool.

(1) L'équivalent toxique vrai qui mesure la toxicité vraie est défini par M. Joffroy « la quantité de matière toxique qui est nécessaire et suffisante pour amener, par elle-même, la mort d'un kilogramme d'animal, dans un court délai. »

« L'analyse chimique a démontré qu'un litre de rhum de la Martinique à 50° est ainsi composé :

500c ³	alcool éthylique.
0 763	éthers.
0 153	aldéhydes.
0 034	furfurols.
0 387	alcools supérieurs.

En tenant compte de la toxicité différente de chacun de ces produits, on trouve que ce litre de rhum, malgré la présence des impuretés n'est capable de tuer que 64 k. 947, chiffre à peine plus élevé que celui que représente le nombre de kilogrammes que peut tuer un litre d'eau-de-vie faite avec de l'alcool éthylique pur (64 k. 102).

Un litre de cognac à 50° tue 65 k. 006.

Un litre d'armagnac à 50° tue 65 k. 179.

Un litre d'eau-de-vie de cidre de Gournay tue 64 k. 717.

Un litre d'eau-de-vie de prunes à 50° tue 68 k. 199.

Entre le chiffre minimum de 64 k. 102 et le chiffre maximum de 68 k. 199, il n'y a qu'une différence bien faible, il est donc légitime de dire qu'en somme ce qui donne au produit la plus grande partie de sa toxicité, c'est l'alcool éthylique, qui est sans contre-dit le moins toxique de tous ces produits (ainsi qu'il résulte de la comparaison des différents équivalents toxiques), mais qui est tellement plus abondant que

c'est lui qui joue le rôle principal comme poison. »

Peu importe donc dans ces conditions la qualité des alcools consommés. Elle n'est pas sans doute absolument indifférente. Mais elle passe tout à fait au second plan. C'est avant tout la quantité qui engendre l'alcoolisme et ses maux.

L'examen de la situation en Belgique au point de vue de la consommation de l'alcool en est la confirmation frappante. On sait combien elle est alcoolisée, et elle ne boit que de l'alcool chimiquement pur à 15 % près. Aussi le docteur Van den Corput pouvait-il s'écrier au Sénat : « L'alcool éthylique est le père légitime de l'alcoolisme. »

3° *La lutte contre l'alcoolisme.*

En présence d'un mal tel que l'alcoolisme, mal dont les ravages envahissent avec une si grande rapidité et une si effrayante intensité, la nation qui en est atteinte, la nécessité de réagir se fit sentir ; mais elle fut malheureusement moins prompte à s'affirmer que ne l'avait été le fléau à s'implanter dans le pays et à y pousser profondément ses racines.

De la nécessité de lutter contre l'abus des boissons alcooliques, sortit en Belgique toute une législation, à la fois répressive et préventive, que nous allons étudier dans ses conditions d'application et dans ses résultats.

I. LOI POUR LA RÉPRESSION DE L'IVRESSE PUBLIQUE

L'utilité et la convenance d'une répression directe de l'ivresse publique avaient été reconnues depuis longtemps chez plusieurs nations étrangères. La législation actuelle de la Grande Bretagne sur ce point date de 1872 et de 1874, des dispositions contre l'ivresse publique se trouvent inscrites dans le Code pénal autrichien de 1852, une loi du 19 août 1877 est venue compléter le système répressif dans l'empire austro-hongrois. En France les mesures prises législativement pour réprimer l'ivresse publique se trouvent dans la loi du 13 janvier 1873 ; en Hollande, elles sont renfermées dans la loi du 28 juin 1881.

Les économistes et les publicistes, en Belgique, se montraient hésitants, tout en reconnaissant les conséquences déplorables des habitudes d'ivrognerie. Ils suivaient l'opinion de Montesquieu, selon laquelle l'ivrognerie ne pouvait être érigée en délit, il ne fallait voir selon eux, dans cet état inconvenant et fâcheux dans lequel l'homme se rapproche de la brute, qu'un abus de la liberté, et le dommage indirect que cause à la société quiconque la prive de son concours, en manquant à la loi du travail et à celle de la moralité, ne suffisait pas en principe pour justifier l'établissement d'une pénalité.

En France, on s'était heurté à semblable objection.

Le rapporteur de la loi de 1873, M. Desjardins, y avait répondu en ces termes :

« S'il est des actes contraires à la morale qui échappent aux lois, c'est parce qu'ils ne portent pas une atteinte assez sensible, assez directe, aux conditions essentielles de l'existence sociale. C'est parce qu'on trouve pour celles-ci, plus d'inconvénients à les poursuivre que d'avantages à les atteindre. Mais l'individu n'est pas si complètement maître de sa personne, qu'il n'ait à rendre compte de ses fautes à la société, par cela seul qu'il en est la première victime.

La société n'est pas tenue de le protéger contre lui-même, mais il faut qu'elle se défende quand elle se sent menacée.

La répression n'est pas moins nécessaire que légitime. L'ivrognerie est devenue un fléau social, la honte du présent et l'un des plus grands dangers de l'avenir. »

Ces idées sont à la base de toute législation contre l'ivrognerie. L'Allemagne est même allée plus loin.

On y considère en effet que tout homme, qui profite des avantages de la vie sociale manque tellement à son devoir envers la société en la privant de son concours, en manquant à la loi du travail, que l'oisiveté et l'ivrognerie y sont l'une et l'autre punies par la législation. Aux termes de l'article 361 du Code pénal allemand, est puni d'une peine d'emprisonnement celui

qui s'adonne ouvertement au jeu, à la boisson ou à l'oisiveté, *Müssigang*, celui qui tombe dans un état tel qu'il doive recourir à l'aide de l'autorité pour obtenir les secours nécessaires à son entretien personnel et à l'entretien de ceux dont il a la charge. Ainsi ceux qui, par leur faute, se sont mis dans l'impossibilité de subvenir à leur subsistance et qui en sont réduits à implorer l'assistance publique, peuvent être contraints à des travaux dont le produit compense au moins partiellement la charge qu'ils imposent à la société. Car, en effet, aux termes de l'article 362, les individus condamnés en vertu des dispositions de l'article 361, peuvent être employés à des travaux appropriés à leur capacité et à leur condition, soit dans les établissements pénitentiaires, soit au dehors de ceux-ci, mais, en ce cas, en les séparant des autres travailleurs. Le jugement de condamnation peut même porter qu'à l'expiration de leur peine les condamnés seront renvoyés à la police locale qui a le droit de les interner dans une maison de travail pour une durée de deux ans au maximum, ou de les employer à des travaux d'utilité publique.

Sans aller jusqu'aux conséquences rigoureuses de la législation allemande, on finit en Belgique par se rallier aux idées admises à l'étranger sur la légitimité de la répression de l'ivresse publique. Cette opinion en vint à prévaloir et le 16 août 1837, fut publiée la loi sur l'ivresse publique, loi dont les dis-

positions sont en grande partie empruntées à la loi française de 1873 et à la loi hollandaise de 1881.

L'exposé des motifs de cette loi s'exprimait ainsi : « L'abus des boissons alcooliques peuple les hôpitaux, les prisons, les asiles d'aliénés, les dépôts de mendicité, la Belgique est au nombre des pays où il est le plus répandu. On a partout et sous toutes les formes exprimé le vœu de voir le Gouvernement chercher le moyen d'arrêter les progrès de ce vice et les désordres sociaux qu'il entraîne. Aujourd'hui le Gouvernement estime qu'il y a lieu d'agir sans retard... »

On aurait pu croire après cela qu'il s'agissait de mesures de nature à être bien autrement efficaces que celles édictées par la loi de 1887.

Voici les principales dispositions de la loi :

Sont punis d'une amende de 1 à 15 francs, ceux qui sont trouvés dans les rues, places, chemins, cabarets, débits de boisson et autres lieux publics en état d'ivresse manifeste, occasionnant du désordre, du scandale ou du danger pour eux-mêmes ou pour autrui.

La récidive est punie de peines plus graves, dont la plus sévère est l'emprisonnement de 3 jours à 3 semaines et une amende de 26 à 100 francs.

Les cabaretiers et tous autres débitants qui servent des boissons enivrantes à des personnes manifestement ivres sont passibles d'une amende de 5 à 25 fr.

L'amende est portée de 26 à 100 francs contre

toute personne qui fait boire jusqu'à l'ivresse manifeste un mineur, âgé de moins de 16 ans accomplis. La peine est portée au double si le coupable est cabaretier ou débitant.

Le colportage et la vente des boissons spiritueuses hors des cabarets, cafés ou débits de boissons est défendu.

L'action en paiement des boissons enivrantes consommées dans les cabarets, auberges ou débits quelconques n'est pas recevable en justice.

« La loi répressive de 1887, écrit M. Hubert Brunard (1), si elle n'a pas été inefficace, n'a pas atteint complètement son but à raison de l'insuffisance des pénalités infligées aux buveurs. »

Il est probable que l'élévation du taux des amendes ou la prolongation de la durée de l'emprisonnement ne donneraient guère plus de résultats. Il pourrait même en découler cette conséquence, qu'en présence d'un excès de sévérité on n'exécutât pas la loi avec toute la rigueur désirable. C'est alors qu'on pourrait dire avec plus de vérité encore qu'aujourd'hui : « La loi de 1887 n'est guère appliquée que sur les murs des cabarets. »

Il y a dans cette boutade une part d'exagération. La statistique suivante le montre :

Années	Nombre des inculpés	Des condamnés	Consommation d'alcool
1888	13.013	12.448	537.430 hect.
1890	13.160	12.672	594.219 —
1895	15.599	15.010	677.225 —

(1) Rapport au V^e Congrès contre l'abus des boissons alcooliques.

Mais ces chiffres montrent aussi que le nombre des poursuites et des condamnations a suivi une marche progressive, proportionnelle à celle de la consommation. Il en ressort nettement que la loi de 1887 n'a pu ni restreindre la consommation de l'alcool, ni enrayer l'ivresse publique.

II. LA LOI DU 19 AOÛT 1889

Cette loi, au point de vue qui nous occupe, avait pour but de combattre les progrès de l'alcoolisme par des mesures fiscales destinées à restreindre dans l'avenir, le nombre des cabarets. Elle s'attaquait donc au *cabaretisme*; elle était tout à fait de circonstance en Belgique, qui est par excellence, a-t-on dit, le pays des cabarets.

La loi de 1889 ne touche pas aux débits déjà existants. On a pensé que les cabarets de bas étage, qui sont les pires foyers d'alcoolisme n'auraient en général qu'une courte durée, que c'étaient eux qui se multipliaient le plus et qu'il suffisait d'opposer un obstacle légal à la création de nouveaux débits pour parvenir à enrayer le fléau. « En soumettant à un impôt élevé ceux qui s'ouvriraient dans l'avenir, disait M. Beer-naert, on en arrêtera instantanément la multiplication et on arrivera bientôt à en réduire considérablement le nombre. »

La loi ne vise que les cabarets où l'on vend des boissons spiritueuses.

Indépendamment des impôts actuellement en vigueur, toute personne qui, à partir du 1^{er} juillet 1889, ouvrira un débit en détail de boissons alcooliques sera soumise au droit de licence (art. 4.).

Est réputé débitant en détail, quiconque donne à boire, vend ou livre des boissons spiritueuses par quantités de 2 litres au moins, dans tous lieux accessibles au public, lors même que ces boissons seraient offertes gratuitement (art. 10).

Le montant du droit de licence est fixé comme il suit :

dans les communes de 60.000 habitants et plus	— 200 francs.
dans les communes de 30 à 60.000 h. exclusivement	— 150 fr.
dans les communes de 15 à 30.000 h. exclusivement	— 100 fr.
dans les communes de 5000 à 15.000 h. exclusivement	— 80 fr.
dans les communes de moins de 5000 h.	— 60 francs (art 5).

La licence ne peut être accordée à des individus qui auraient été condamnés du chef de crimes et délits contre la moralité publique (art. 4 in fine).

A ne prendre que les chiffres concernant les débits de boissons alcooliques, on constate que leur nombre s'élevant à 185.000 en 1889 est passé à 139.000 en 1897.

C'est évidemment un résultat de l'application de la loi du 19 août 1889 dont il semble qu'il y ait tout lieu de se féliciter.

Mais si l'on examine d'autre part la statistique des

débites qui ne doivent vendre que des boissons fermentées, à l'exclusion de toutes boissons distillées, et qui jouissent à cette condition de l'exemption du droit de licence, on s'aperçoit que de 6.000 qu'ils étaient en 1889, ils sont passés à 61.000 en 1897.

En sorte que le nombre des débits, qui officiellement ne vendent pas de boissons alcooliques, a augmenté précisément à partir du moment où l'on a introduit le droit de licence et en proportion de la diminution du nombre des débits qui y sont soumis.

La statistique est tout à fait édifiante à cet égard. Voici le relevé annuel du nombre des débits depuis 1889 (1).

ANNÉES	DÉBITS de boissons fermentées	DÉBITS de boissons distillées et fermentées	TOTAL	POPULATION
1889	6.089	185.036	191.125	6.093.798
1890	15.510	173.073	186.583	
1891	23.148	162.616	185.764	
1892	30.977	156.284	187.261	
1893	38.055	150.755	188.810	
1894	43.879	147.327	191.206	
1895	50.176	144.357	194.533	
1896	55.402	142.594	197.996	
1897	61.464	139.235	200.699	
				6.586.593

(1) Tableau tiré d'une étude de M. Vandervelde, parue dans l'*Humanité nouvelle*, le 10 mai 1899 (Chiffres officiels.) : « *L'alcoolisme et les conditions du travail en Belgique.* »

Au total, le nombre des cabarets s'est accru durant la période que nous examinons. Il était de 1 par 40 habitants en 1889, il a augmenté dans la proportion de 1 par 35 habitants. Il a donc augmenté plus que la population.

De ce que la progression porte sur le nombre des débits qui ne doivent pas vendre de boissons alcooliques, il ne faudrait pas conclure qu'elle est liée à une augmentation de la consommation des boissons fermentées et qu'il y ait entre elles une relation de causalité.

Si tandis que décroît le nombre des débits de boissons distillées, celui des débits qui prétendent ne vendre que des boissons fermentées augmente en proportion, c'est tout simplement parce que ces derniers sont clandestinement des débits d'alcool; souvent ils vendent plus de genièvre que de bière (1).

(1) En Russie, on se plaint vivement aussi que dans les provinces soumises au monopole, les anciens cabarets supprimés depuis que l'eau-de-vie y est vendue dans des débits de la régie, soient remplacés par des débits clandestins. « Ces débits ne se rencontrent pas seulement où il n'existe pas de débits de la régie, mais il arrive encore souvent que le débit clandestin est installé tout près du débit de la régie; on y boit soit de l'eau-de-vie achetée dans ce dernier, soit de l'eau-de-vie que fournit en fraude le débitant. Ces débits, ouverts depuis la fermeture des anciens, sous couleur de débits de bière, sont la plupart du temps, tenus par d'anciens propriétaires des cabarets supprimés par la mise en vigueur du monopole, et qui continuent ainsi de façon occulte leur précédent commerce. (V. Principaux rapports sur le Monopole des spiritueux, présentés à la Commission instituée près la Société russe d'hygiène publique pour étudier la question de l'alcoolisme, p. 40.)

Le Ministre des Finances le reconnaissait dans la circulaire du 30 mars 1895.

« On assure, écrit-il, que tous ces cabaretiers ne se bornent pas à vendre de la bière, qu'ils débitent en même temps des boissons alcooliques. Cette assertion est fondée. Je n'en veux pour preuve que les nombreuses réclamations de ceux qui se voient privés du droit de débiter des boissons alcooliques en exemption de la taxe. Les débitants qui se déclarent hors d'état de payer le droit n'hésitent pas à proclamer qu'en leur interdisant le débit des boissons spiritueuses, on les contraint en fait à fermer leur établissement.

Il n'est donc pas douteux que la plupart des débits de bière doivent être considérés comme frauduleux. »

« On estime, dit le *Bien social*, que 75 pour cent des débits de bière vendent de l'alcool. » (Numéro de novembre 1898.)

La consommation d'alcool est-elle moins forte dans les débits où l'on fraude, parce que, quand on fraude, on ne peut s'adresser qu'à quelques initiés ? Ce serait, dans l'espèce, une erreur de le croire. « L'immense majorité de ce nombre de débits qui existent en Belgique sont de tout petits cabarets tenus bien souvent par des ouvriers qui ont une clientèle très restreinte et qui par conséquent n'ayant à faire qu'à quelques initiés fraudent sans danger et vendent autant que des

cabaretiers qui payent le droit de licence. » (Vander-velde. Chambre, 13 Décembre 1898.)

Le fait suivant, rapporté au Sénat par M. Keesen, le 18 mars 1896, est caractéristique : « Un débitant de boisson alcoolique, établi dans une commune rurale du Limbourg, me disait hier : « Dans la rue que j'habite, il y a une dizaine d'estaminets : tous débitent des liqueurs. Je suis le seul qui sois exempté du droit de licence parce que mon établissement est antérieur à la loi. Or, figurez-vous que c'est moi le privilégié qui paye le plus. — Comment cela ? — L'explication est bien simple, me répondit-il. Je paie une patente de 28 francs, mes concurrents ne paient ni patente, ni droit de licence, et ils débitent autant que moi. »

En présence de cette situation, les débiteurs qui se soumettent à la taxe se plaignent vivement du préjudice que leur cause la concurrence déloyale et inégale qui leur est faite par ceux qui vendent des liqueurs sans payer le droit.

D'autre part, il est bien évident que cette fraude porte atteinte aux intérêts du Trésor.

En outre, M. de Smet de Naeyer appelait l'attention du Sénat, le 18 mars 1896, sur un troisième préjudice, « le plus sérieux parce qu'il touche au côté le plus élevé de la question. » Dans ces cabarets où l'on vend clandestinement de l'alcool, disait-il, le petit verre de schnick n'est généralement pas servi dans la salle ouverte au public, mais plutôt dans

l'arrière-boutique, dans la chambre de la famille, dans la cuisine, c'est-à-dire là où se tiennent la mère, la jeune fille, les enfants ; pas n'est besoin d'insister sur le péril que court la moralité par le fait de ce contact. »

A quoi tient cette progression du nombre de débits où l'on fraude le droit de licence ?

Comme il est évident que les débitants augmentent considérablement leurs bénéfices à vendre de l'alcool, qu'il n'est pas un seul cabaretier qui n'ait intérêt à frauder, à joindre à la vente des boissons fermentées, celle des boissons distillées, la question se ramène à celle-ci, simplement :

A quoi tient l'augmentation du nombre des cabarets ?

La cause en est, tout d'abord, selon M. Vandervelde, dans la concentration de la population dans les villes et leur banlieue. « Dans tous les villages des environs de Bruxelles et de toutes les grandes villes, depuis la diminution des tarifs de transport, on voit s'établir un grand nombre de petits employés et d'ouvriers. La population de ces villages augmente donc rapidement et les loyers y augmentent dans des proportions qui pour les communes qui entourent Bruxelles s'élèvent jusqu'à 30 et 40 0/0.

Obligés de mettre une seconde corde à leur arc pour payer les loyers plus lourds, les ouvriers ont recours au moyen le plus simple pour eux, qui est

d'ouvrir un cabaret, de vendre de la bière en apparence et de l'alcool en réalité. Voilà comment on devient fraudeur » (Chambre, 13 décembre 1898).

Une autre cause aussi est que par suite de l'envahissement de tous les petits commerces, de la concurrence effrénée qu'on s'y fait, il semble toujours facile et devoir être toujours lucratif d'ouvrir un débit de boisson et d'ajouter cette branche à la profession qu'on exerce. Combien de petits épiciers, merciers, marchands de charbon, sont aussi marchands d'eau-de-vie ! Et cela n'est pas sans une conséquence des plus navrantes, car c'est là, le plus souvent, que la femme, qui hésite encore un peu à aller au café, s'alcoolise et fait ses provisions du poison.

L'intervention des brasseurs, intéressés à la création des cabarets pour l'écoulement des marchandises, n'est pas des moins efficaces sur la progression du nombre des cabarets. La plupart d'entre eux sont en même temps des marchands de liqueurs. Ils se rendent acquéreurs ou locataires de toutes les maisons ouvrières vacantes, et les louent ou sous-louent ensuite avec l'obligation formelle pour les sous-locataires d'ouvrir un débit de boissons. Ils s'efforcent d'assurer ainsi la vente de la bière et du genièvre.

M. Vandervelde nous renseigne sur les très curieux procédés qu'ils emploient pour parvenir à leurs fins :

Outre les combinaisons de location ou sous-location aux conditions de se fournir chez eux de liqueurs

et de la bière à débiter ensuite au public, « certains contrats stipulent expressément des clauses pénales parfois très importantes pour assurer l'exécution de ces obligations et le droit pour le brasseur de visiter par lui-même ou par ses délégués les caves du cabaretier afin de constater qu'il n'y a pas de fournitures d'autres brasseurs. Encore un autre système qui est employé : il consiste à vendre un terrain moyennant une simple inscription hypothécaire, pour tout ou partie du prix, avec stipulation d'y construire un débit de boissons et de se fournir de bières et liqueurs pendant un temps déterminé chez le prêteur ou même chez un tiers, brasseur ou marchand de liqueurs ; ou bien encore à prêter sur hypothèque, au propriétaire d'un terrain qui veut bâtir, une certaine somme dans les mêmes conditions. »

Quand tant de causes rendaient obligatoire la profession de cabaretier, favorisaient la multiplication des cabarets, il ne faut pas s'étonner que la loi de 1889 ait été impuissante à en diminuer le nombre. En apparence, elle semble avoir réduit le nombre des débits de boissons alcooliques ; l'augmentation des débits clandestins vient malheureusement apporter une trop large compensation à cette réduction.

Que si, d'ailleurs, contestant cette conclusion, on voulait prétendre contre toute évidence, que la loi de 1889 a réduit réellement le nombre des débits d'eaux-de-vie, il faudrait alors reconnaître qu'en tout cas,

malgré ce résultat, elle a été absolument inefficace pour restreindre la consommation de l'alcool, puisque de 1889 à 1895 nous voyons celle-ci suivre une progression constante.

Années :	1890	1891	1892	1893	1894	1895
Cons. hum. :	594,000	626,000	626,000	627,000	630,000	677,000

Ce serait alors établir péremptoirement l'exactitude de cette assertion de M. Van der Meulen, au Congrès de la Haye en 1893: « il n'y a pas de relation de cause à effet entre le nombre des débits et l'augmentation ou la diminution de l'usage de l'alcool », et démontrer du même coup la parfaite inutilité de la loi de 1889.

Ce n'est qu'à partir de 1896 que l'on constate une légère diminution de la consommation en Belgique, postérieurement donc à la mise en vigueur de la législation substituant l'impôt au rendement réel à l'impôt au rendement présumé et relevant de 64 à 100 francs par hectolitre à 50° le taux de l'accise.

Par conséquent, peut-on dire, tant que le droit de licence opère seul, aucune diminution dans la consommation humaine ne se fait sentir. Ce n'est donc pas au droit de licence que l'on peut attribuer la réduction de la consommation qui s'est manifestée dans ces dernières années, sans qu'il faille, par contre, en faire remonter non plus tout le mérite au changement de la législation. Quoiqu'il en soit de ce recul,

en admettant qu'il ne soit pas exagéré par les indications de la statistique, le droit de licence semble bien n'y avoir aucune part.

A vrai dire c'est toujours une chose souhaitable que la réduction du nombre des débits de boissons. « La diminution du nombre des cabarets en Belgique s'impose d'autant plus, d'après M. Cauderlier, que beaucoup, dans les villes surtout, sont des foyers de débauche. Il faut aussi que les exigences de l'hygiène soient observées, que les locaux répondent à certaines conditions de capacité, d'aérage, etc... Mais s'il faut diminuer le nombre des débits au nom de l'hygiène, de l'ordre, et de la décence publique, autre chose est d'en conclure que l'on verra diminuer de même les quantités d'alcool absorbées. » On peut en outre espérer qu'avec moins d'occasions de boire on boira moins. Pourtant la limitation du nombre des cabarets, appliquée seule, n'a pas donné des résultats suffisants.

En Hollande, la loi de 1881 interdit le commerce des spiritueux en quantités inférieures à 2 litres sans l'autorisation de l'autorité communale. Cette autorisation est refusée dès que le nombre des débits a atteint dans une localité le maximum fixé par la loi. Le maximum pour tout le royaume était de 12.000 à atteindre en 20 ans. En 1898, le nombre des cabarets était tombé de 43.000 à 25.000, diminution fort notable. La consommation était loin d'avoir

baissé dans la proportion. Elle était passée de 9 litres 75 par tête en 1881 à 8 litres 70, un litre seulement de moins par habitant. C'est un peu plus que la consommation belge (8 litres 50 en 1878), avec un cabaret pour 150 habitants au lieu de 1 par 35 habitants en Belgique.

En Angleterre, en prenant aussi l'alcool à 50°, on consomme 8 litres 2, avec 1 cabaret par 430 habitants.

La limitation du nombre des cabarets a été pratiquée aux Etats-Unis. M. John Koren écrivait à ce sujet dans la *Revue politique et parlementaire* en juin 1898 : « Il n'est pas du tout évident que la somme totale des boissons débitées par les bars existants soit inférieure à celle débitée par le plus grand nombre de ceux fonctionnant auparavant. De plus on prétend à juste titre qu'en rendant difficile l'usage des liqueurs dans les endroits publics, on encourage l'habitude de boire à domicile », c'est en effet une conséquence à craindre.

La question est donc des plus complexes, et des plus délicates. Quand on réduit le nombre des cabarets, il y a toujours à redouter que ceux qui subsistent prennent plus d'extension et supportent plus facilement les frais généraux, les droits d'accise et de licence.

En Belgique le problème était plus difficile à résoudre que partout ailleurs. Le cabaretisme est un fléau

qui n'a pu se développer dans ce pays avec une telle intensité que parce qu'il a trouvé dans les mœurs et les habitudes de la population sa raison d'être et les causes de son extension. Il s'est trouvé en terrain favorable, il s'y est implanté et y a poussé des racines profondes et multiples. Il n'était guère possible, dans ces conditions que la loi du 19 août 1889 fut assez efficace pour remédier au mal. Ses prescriptions ne pouvaient arriver qu'à y pallier bien faiblement. La loi était à peine votée que des réclamations s'élevèrent : on trouvait que le droit de licence était insuffisant ou incapable d'atteindre le but proposé.

Le 22 novembre 1892 une proposition était déposée sur le bureau de la Chambre des représentants par M. Lambiotte, proposition reprise le 18 décembre 1894 par M. Lorand, et tendant à l'abolition du droit de licence, en même temps qu'à la décharge de l'impôt pour les alcools importés et ceux destinés à des usages industriels.

Une seconde proposition, déposée le 19 avril 1898 par M. Moyart, a pour but d'abolir le droit de licence établi par la loi du 19 août 1889, sur certains débits de boissons dans les communes de moins de 40.000 habitants.

Le 18 juillet 1890, M. Maenhaut déposait une proposition ainsi conçue :

« Art. 1^{er}. — L'article 4, de la loi du 19 août 1889, est remplacé par l'art. 4 nouveau ci-après :

« Indépendamment des impôts actuellement en vigueur, toute personne qui, à partir du 1^{er} janvier 1900, tiendra un débit en détail de boissons alcooliques ou autres, sera soumise au droit de licence ci-après indiqué ; déclaration par elle faite au bureau des contributions du ressort.

« La licence ne peut être accordée à celui qui a subi une condamnation par application des articles 368 et 391 du Code pénal.

« Art. 2. — L'article 5 de la loi est modifié comme suit :

« Le montant du droit de licence est fixé comme suit :

Dans les communes de 60.000 habitants et plus	100 fr.
30.000 à 60.000 h. exclusivement	75 —
15.000 à 30.000 h. —	50 —
5.000 à 15.000 h. —	40 —
moins de 5.000 h.	30 —

L'on reproche vivement au droit de licence, tel que l'établit la loi de 1889, de ne frapper que les nouveaux débits et de laisser indemnes les anciens. En même temps l'on regarde comme injuste un privilège qui s'étend non seulement aux anciens débitants, mais encore à leurs épouses et à leurs héritiers en ligne directe, certains même trouvent que cette exemption est entachée d'inconstitutionnalité.

Même parmi ceux qui restent partisans du droit de licence, d'aucuns voudraient voir disparaître le pri-

vilège accordé aux anciens cabaretiers. Il faut, pensent-ils, rétablir l'égalité de tous devant la loi. « La loi doit en toute hypothèse être modifiée profondément, d'après eux (1) ; il serait bon aussi de frapper d'un impôt élevé tous les nouveaux établissements qui seraient créés dans la suite, sauf à ramener cette taxe exceptionnelle au taux adopté pour la généralité après un certain nombre d'années en accordant des réductions successives. »

D'autres voudraient que l'impôt fût proportionné à l'importance du débit. Ils critiquent la loi de 1889 de n'avoir établi pour une même commune qu'un seul taux d'imposition, selon celle des 5 classes de population dans laquelle elle rentre, de telle sorte que tous les débits grands ou petits, quelle que soit la quantité d'eau-de-vie vendue, payent tous la même somme.

Pour remédier à la fraude qui se pratique sur une grande échelle, et qui consiste pour les débits de boissons alcooliques à se transformer en apparence en débits de boissons fermentées, pour vendre clandestinement de l'eau-de-vie, certains proposent de généraliser le droit de licence et de l'étendre à tous les débits de bière. C'est à cela que tend la proposition de M. Maenhaut, en abaissant toutefois le montant du droit. « Pour arriver à quelque résultat, dit M. Vandervelde, il faudrait remplacer le droit de

(1) TACK. — Rapport du 11 avril 1900. Doc. parl., p. 237 (Session 1899-1900. Chambre).

ficence par une taxe progressive sur tous les cabarets, d'après l'importance du délit. »

Mais si l'on considère les boissons fermentées comme des boissons à opposer à l'alcool, pourquoi les frapper en même temps que lui ? De plus, a-t-on justement observé, l'industrie de la brasserie a été atteinte déjà par la nouvelle législation des eaux-de-vie. Après que la fabrication de la levure a été permise à la distillerie, la brasserie a perdu le bénéfice qu'elle retirait de la levure. Pourquoi la grever d'une nouvelle charge ?

Il n'y a guère dans tout cela rien qui puisse combattre bien efficacement le fléau qu'on veut atteindre.

A la suite d'une enquête comparative du Bureau fédéral suisse de statistique, M. Milliet écrivait : « La réduction du nombre des cabarets, en elle-même, n'a qu'une valeur restreinte pour la répression de l'alcoolisme... Toutes les mesures qui tendent à élever le niveau moral du caractère de l'aubergiste, à améliorer la qualité du local et la tenue de l'établissement nous paraissent beaucoup plus efficaces que la réduction du nombre des auberges et cabarets. « L'efficacité de mesures de cette sorte serait d'autant plus grande que, rigoureusement appliquées, elles tendraient par cela même indirectement à réduire le nombre des cabarets, ce qui n'est pourtant pas non plus absolument sans importance. Elles amèneraient la fermeture de ces débits de tout dernier ordre, cabarets bor-

gnes et bouges obscurcis par les vapeurs du genièvre comme par la fumée du tabac, qui mènent l'ouvrier, par des chemins où soufflent la discorde et la haine, où se réunissent contre lui la débauche et l'ivrognerie, tout droit à la misère et à la servitude.

C'est pourquoi nous semblent de nature à être fécondes en heureux résultats, les mesures qui sont l'objet de la proposition de la loi sur la police, la vente et le débit des boissons alcooliques, des liqueurs à base d'alcool et des boissons fermentées contenant plus de 18 % d'alcool, proposition déposée en séance du Sénat le 21 décembre 1898 par M. Le Jeune.

L'éminent sénateur poursuit indirectement le même but que celui que se proposait l'auteur de la loi de 1839. Il tend à combattre l'alcoolisme avec plus d'efficacité que le droit de licence, de manière à rendre celui-ci superflu. Il n'attaque pas de front les cabarets, sachant qu'ils sont passés dans les mœurs ; mais il proscriit le débit de l'alcool dans les cabarets. persuadé que par cette proscription, on arriverait à voir leur nombre diminuer.

Une prohibition absolue est prononcée contre la liqueur d'absinthe afin d'éviter au pays « la mortelle horreur d'un fléau plus terrible encore que l'alcoolisme ».

La proposition pose en principe l'interdiction de la vente en détail des boissons alcooliques. Mais pour

les boissons à consommer sur place, dans les cafés, cabarets, estaminets, existant dans les conditions prescrites par la législation en vigueur à la date du 8 novembre 1898, une dispense de la prohibition peut être donnée par la députation permanente du Conseil provincial, pourvu qu'à l'époque à laquelle il a été ouvert au public, le nombre des débits n'atteignît pas déjà dans la commune la proportion de 1 par 30 habitants.

Les dispenses sont personnelles et viagères.

La dispense accordée pour la continuation d'un débit suit la propriété de l'immeuble. Elle n'est que temporaire pour les cabarets ouverts à une époque où le nombre de ces établissements dépassait déjà dans la commune la proportion de 1 par 100 habitants. Elle est limitée à 5, 10, 15, 20 ans selon le cas ; elle est de 5 ans si le nombre des cabarets atteignait, à l'époque de l'ouverture de l'établissement qu'elle concerne, la proportion de 1 par moins de 40 habitants, sans dépasser celle de 1 par 30 habitants ; elle est de 20 ans si le nombre des cabarets était à la même époque de 1 par moins de 100 habitants sans dépasser la proportion de 1 par 70 habitants.

Sauf l'excédent qui sera admis transitoirement, le nombre des cabarets dans lequel le débit des boissons alcooliques distillées à consommer sur place est toléré, est fixé comme suit :

1 par 150 h. dans les com. de moins de 10.000 h :

1 par 200 h. dans les com. de 10.000 à 20.000 h.

1 par 250 h. dans les com. de 20.000 à 50.000 h.

1 par 300 h. dans les com. de 50.000 h. et plus.

Interdiction est faite de cumuler le débit de boissons alcooliques avec d'autres commerces, sauf le débit d'autres boissons ou d'aliments, et accessoirement de tabac, à consommer sur place.

La vente ou la distribution gratuite sont formellement prohibées, de façon absolue, dans les maisons où le logement est fourni par chambrées.

La police des établissements autorisés à débiter est confiée au gouvernement. Cette police comporte une réglementation soumettant à des conditions relatives à la disposition intérieure, aux dimensions et à l'emplacement des locaux, l'obtention de la dispense.

Le gouvernement fixe les heures d'ouverture et de fermeture de ces établissements et désigne les journées pendant lesquelles ils restent fermés.

Est assimilée à la vente prohibée, la distribution gratuite des boissons alcooliques distillées, dans les boutiques et lieux de divertissement à entrées payantes. Est interdite dans les lieux publics la réclame ayant pour objet ces boissons.

En se conformant aux propositions transitoirement admises, les conseils communaux pourront, dans l'avenir, fixer le nombre des débits tolérés à un chiffre inférieur à celui que la loi admet, ou même décider que sur le territoire de la commune, aucun débit de

boissons alcooliques distillées ne sera toléré. Il y a là une tentative intéressante d'introduction de l'option locale en Belgique.

Par son but, la proposition de M. Le Jeune a des points de contact multiples avec le droit de licence. L'auteur la considère comme « un accessoire du monopole à production décroissante qui mettrait le fléau à la merci des pouvoirs publics ». Mais prises en elles-mêmes, ces dispositions ne pourraient, dans la pratique, qu'aboutir à des résultats heureux. Les commissions de la justice et des finances ont déposé sur le bureau du Sénat, le 1^{er} mars 1899, un rapport favorable à la proposition de loi : « Les mesures imaginées, quoique s'attaquant à un mal invétéré, sont de nature à ne pas heurter brutalement les habitudes et arriveront insensiblement, et espérons-le, promptement, à extirper de la société le vice qui menace de la détruire. »

III. — LOI PORTANT AUGMENTATION DU TAUX DE L'ACCISE

Le droit de licence n'a pu produire, au point de vue de la réduction de la consommation, sous forme de boissons, les résultats qu'on était fondé à en attendre après les promesses faites par ses partisans. De 1889 à 1895, la consommation par tête n'a cessé d'augmenter.

Lorsque fut votée la loi du 17 juin 1896, portant de 64 à 100 francs le droit d'accise par hectolitre d'alcool à 50 degrés, on se flattait cette fois de porter un coup sensible à l'alcoolisme.

Ne faisait-on pas, en effet, passer du domaine des vœux dans celui des textes législatifs dûment exécutoires, une mesure depuis longtemps réclamée? Dans sa séance du 10 décembre 1895, la Commission d'études relatives à la question de l'alcoolisme n'avait-elle pas adopté à l'unanimité la proposition suivante : « La Commission émet le vœu de voir la législature porter d'un seul coup et dans le plus bref délai, le taux de l'accise sur l'alcool à un chiffre suffisamment élevé pour que le prix du petit verre au détail soit au moins doublé. »

Il est vrai que la Commission demandait d'élever au moins au double le prix de l'alcool, et que faire passer l'accise de 64 à 100 francs ne pourrait y suffire. Mais enfin, pensait-on, c'est déjà augmenter d'une manière appréciable la valeur du produit. Et l'on se flattait d'avoir réussi à atteindre l'alcoolisme.

De fait, il ressort bien des chiffres officiels un léger fléchissement :

Années	Consommation par tête
1890	9 litres 72 d'alcool à 50 degrés.
1891	10 litres 21 (1)
1892	10 litres 11
1893	10 litres 02
1894	9 litres 93
1895	10 litres 56
1896	9 litres 06
1897	9 litres 39
1898	8 litres 50
1899	8 litres 31 (1)

} moyenne pour
1895 à 1897 :
9 litres 66

A cause de la perturbation causée par le changement de régime en 1896, l'administration prend la moyenne des trois années 1895, 1896 et 1897, soit 9 litres 66 d'alcool à 50° pour la consommation humaine par tête d'habitant durant cette période. De 9 litres 66 à 8 litres 31, l'écart est de 1 litre 35. Telle est la diminution que l'on attribue à l'élévation de l'accise, 1 litre 35, ce qui en ramenant l'alcool à 100 degrés, comme on le fait toujours en France, équivaut à 0 litre 67 centilitres 5.

Le résultat n'est donc pas excessivement brillant, mais enfin quand il s'agit de lutter contre l'alcoolisme, les difficultés à vaincre sont si complexes et si grandes qu'il faut se trouver heureux de la moindre amélioration de la situation.

« Si ce résultat n'est pas encore très brillant, il

(1) Chiffres extraits du tableau statistique communiqué à la Chambre des représentants par le ministre des finances et inséré à la page 86.

est au moins consolant; il permet d'espérer qu'on verra de plus en plus les boissons fermentées se substituer aux boissons alcooliques » (1).

Il faut remarquer pourtant que cette légère diminution n'est pas en proportion avec la hausse du droit

Il est permis de se demander si elle n'est pas due à ce que M. Le Jeune appelle « un phénomène de saturation plus qu'à la majoration de l'impôt. »

Car il est bon d'observer que postérieurement à l'élévation de l'accise et à la mise à exécution de la loi, la production a encore augmenté puisqu'elle atteignait en 1897, 624.215 hectolitres au lieu de 590.183 en 1896. D'autre part, la production des années antérieures à la mesure prise en 1896 ne donne qu'une idée inexacte du montant de la consommation de ces années-là. La consommation en effet a dû y être inférieure à la production. « Il est constant, disait le ministre des Finances le 24 mars 1896, il est constant que durant ces deux dernières années, on a fabriqué de l'alcool à tour de bras en prévision d'un relèvement d'accise. Il existe de ce fait, en ce moment, des stocks considérables qui pèsent même lourdement sur le marché. » Or ces stocks qui ont été livrés à la consommation en 1897 ou 1898, ont compté dans la consommation des années où ils ont été produits :

(1) *Ann. parl.* Séance du 22 décembre 1899. Chambre (Discours de M. de Smet de Naeyer).

1894, 1895, 1896, dans les statistiques officielles, tandis que les chiffres donnés pour la consommation des années postérieures à la loi du 17 juin 1896 sont inférieurs d'autant à la réalité.

C'est ce que prévoyait M. André et ce qui lui faisait écrire en 1896 : « Il existe actuellement de grands stocks d'alcool dans le pays, et il est certain que dans les premières années de la nouvelle législation, il se produira une diminution notable de la consommation légale (celle enregistrée dans les statistiques). »

M. André ne se trompait que sur un point : la diminution n'a même pas été notable. Si légère soit-elle, elle s'est produite. Correspond-elle vraiment à une diminution réelle ?

Nous voulons espérer que l'affirmation donnée à la Chambre par le Ministre des Finances est exacte.

Mais il ne faudrait pas se laisser endormir dans une confiance trompeuse, et s'abandonner à un optimisme en contradiction avec la réalité des choses.

« Si même les chiffres de la statistique, disait avec raison M. Le Jeune au Sénat le 21 décembre 1898, si même les chiffres de la statistique relative à la fabrication de l'alcool marquent un recul pour l'année 1898, il n'y aurait pas de sérieux pronostics à en tirer. Toute majoration de l'impôt perçu sur la fabrication de l'alcool produit, dans les modifications de la statistique relative à cette fabrication, une perturbation qui commence plus ou moins, suivant les circons-

tances, après le décrètement de la nouvelle taxe. »

Si nous examinons ce qui se passa en Belgique en 1871, époque à laquelle l'accise fut doublée ou peu s'en faut, nous voyons que la production qui était en 1870 de 586,000 hectolitres tombe de moitié l'année suivante : 259,000 hectolitres. Mais petit à petit la production se releva et depuis 1875 ne fit que progresser et la consommation avec elle.

En Angleterre, même phénomène se produit ; à chaque élévation des droits : fléchissement de la production, puis reprise de la progression sans que celle-ci ait pu, en définitive, être enrayée par le taux énorme auquel atteint aujourd'hui l'accise en ce pays. Chaque fois que la taxe a été augmentée, les mêmes oscillations dans la production et la consommation se sont renouvelées avec une régularité d'amplitude étonnante, jusqu'à ce que le point d'équilibre ayant été de nouveau atteint, la marche en avant ait été reprise. On sait cela si bien en Grande Bretagne, que lorsque les charges de la guerre sud-africaine ont créé au cabinet la nécessité de se procurer des ressources supplémentaires, le chancelier de l'Echiquier a pensé de suite à surtaxer encore une fois l'alcool, sans craindre pour cela de tarir la source des recettes procurées au Trésor par ce produit.

C'est qu'à moins d'élever d'une façon extrêmement considérable, le buveur n'hésite pas à payer un peu plus cher l'objet de sa triste passion, s'il n'est pas

mis absolument hors de portée de ses moyens. De plus les producteurs et les débitants sont tellement intéressés à maintenir le niveau de la consommation et même à la faire progresser, qu'il n'hésitent pas, s'ils le peuvent à prendre à leur charge une partie de la surtaxe. Et cela est facile à ceux des producteurs belges auxquels la loi du 15 avril 1896 en accordant une réduction d'impôt de 15 centimes par litre, accorde une prime nette, qui ne semble pas devoir être supprimée par la diminution de cette réduction ramenée à 9 centimes par la loi du 28 mars 1900. En tous cas, si, après que les producteurs ont sacrifié de leurs bénéfices ce que leur intérêt leur commande d'en sacrifier, une part de la surtaxe reste encore à la charge des débitants, ceux-ci pour en rejeter le poids sur le consommateur, sans que cependant la consommation en soit affectée, ont encore la ressource de diminuer la contenance du petit verre, ou d'atténuer le degré des boissons. Ils font même cela de telle façon que le buveur ne s'en aperçoit guère, mais que ne trouvant pas pourtant dans un seul verre l'excitation et l'ivresse qu'il y cherche, il en boit deux au lieu d'un.

C'est à ces résultats qu'aboutit la plupart du temps, l'élévation de l'accise, telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici, partout où elle a été pratiquée.

En France, « ce qui frappe, écrit M. Siegfried, c'est de voir que le prix de l'alcool n'a eu aucun effet

sur la consommation. Cette consommation, pour l'alcool pris pur à 100°, qui était en moyenne de 1 l. 12 par tête et par an en 1830, est montée à 4 l. 04 en 1894 et le prix n'a cessé d'augmenter par suite de l'augmentation des droits, qui de 55 francs par hectolitre en 1830, abaissés à 37 fr. 40 en 1850, élevés à 90 francs en 1860, n'ont cessé depuis de s'élever jusqu'à 156 fr. 25, taux fixé en 1875 et qui s'est constamment maintenu depuis.

C'est là un puissant argument contre ceux qui voient dans une forte augmentation des droits sur l'alcool le meilleur moyen de combattre l'alcoolisme. L'élévation du droit aurait surtout pour effet de troubler le commerce honnête et de stimuler la fraude. »

De ces observations ressort l'exactitude de cette conclusion du sénateur Claude (des Vosges) dans son rapport de 1887 : « Il n'est nullement démontré que l'exagération des droits ait une action restrictive sur la consommation, tout au plus peut-on dire qu'elle en a par moment ralenti l'augmentation. »

C'est probablement ce qui par la suite se vérifiera encore en Belgique.

« L'expérimentation est la même avec des résultats identiques, chez toutes les nations où règne l'alcoolisme, dit M. Le Jeune ; progression de l'absorption d'alcool parallèlement à l'accroissement de l'impôt sur l'alcool. La majoration de cet impôt, dans les conditions où l'expérimentation en a contrôlé les

effets, a été et sera toujours une taxe prélevée sur la misère et la dénutrition du buveur d'alcool, de sa femme et de ses enfants ; l'argent qu'elle fait affluer dans les caisses de l'Etat est soustrait à la subsistance des victimes de l'alcoolisme... La majoration de l'impôt à moins d'être telle qu'elle se répercute très fortement sur le prix du petit verre, est sans action sur la passion de l'alcool. »

IV. — AUTRES MESURES ADOPTÉES EN BELGIQUE CONTRE L'ALCOOLISME

A côté des dispositions législatives ayant pour but de combattre directement l'alcoolisme, d'autres mesures, d'ordre administratif, ont été prises en Belgique. Elles ont été inspirées aussi par les proportions énormes, la nature et la gravité des maux produits par ce fléau. Elles attestent que dans l'esprit du gouvernement, nul intérêt public n'est supérieur à l'urgence des mesures de préservation sociale que ces maux rendent indispensables.

C'est ainsi que du ministère des travaux publics, émane la défense aux agents de ce département de tenir des débits de boissons alcooliques.

L'intervention du ministère de la guerre dans la lutte contre l'alcoolisme s'est manifestée par la défense de débiter de l'alcool dans les casernes et l'introduc-

tion de l'enseignement anti-alcoolique dans l'armée. Le soldat n'a déjà que trop souvent l'occasion de boire dans les innombrables débits de liqueurs qui s'élèvent autour des casernes. Il a donc d'autant plus besoin d'être protégé, à l'intérieur, contre la tentation, sans compter qu'en Belgique il était nécessaire de mettre les éléments sains de l'armée à l'abri de la contagion du vice, à laquelle ils sont exposés par le contact des volontaires avec prime et des remplaçants. Ces individus, en effet, recrutés dans les bas-fonds de la société, ne proviennent la plupart du temps que de familles dégénérées, victimes de l'alcoolisme, et ils sont fatalement enclins à y succomber aussi.

Au ministère des chemins de fer est due l'exclusion de l'alcool des boissons qui peuvent être débitées dans les gares et la défense sévère de l'usage des boissons alcooliques aux employés et ouvriers des chemins de fer, pendant leur travail.

Le ministère de l'agriculture accorde d'importants crédits pour la propagande anti-alcoolique. Il a institué un prix quinquennal à décerner au meilleur ouvrage anti-alcoolique. Le chef du cabinet, ministre des finances, M. de Smet de Naeyer, disait à la Chambre des représentants le 24 janvier 1896 : « Je me suis mis d'accord avec mon honorable collègue de l'agriculture, qui a dans ses attributions l'hygiène publique, sur l'inscription, à son budget de 1896.

d'un crédit de 50.000 francs affecté à la propagande. Dans notre commune intention, ce crédit permettra de subsidier, à titre d'encouragement, toutes les œuvres de propagande dirigées contre l'alcoolisme. » Au Sénat, le 24 mars suivant, M. de Smet de Naeyer ajoutait : « Nous porterons au budget ce qu'il faudra; si 50 000 francs ne suffisent pas, il y en aura 100.000. Et si 100.000 ne suffisent pas, nous irons plus loin encore. »

Le ministère de l'intérieur et de l'instruction publique a apporté sa contribution à l'œuvre entreprise en inscrivant l'enseignement anti-alcoolique au programme des écoles primaires et engageant les conseils provinciaux et communaux à voter un subside annuel pour favoriser les ligues ou sociétés de tempérance.

Le ministère des finances n'a pas voulu rester en retard sur les autres départements. Il a apporté son contingent à la lutte contre l'alcoolisme avec un certain nombre de mesures consacrées par le législateur. Celles-ci, étrangères au régime des eaux-de-vie réglé par la législation procédant de la loi de 1896, ont pour objet de mettre un obstacle indirect à l'abus des boissons alcooliques.

Elles tendent à réaliser ce but en favorisant la consommation des boissons hygiéniques par excellence, en améliorant la condition sociale des ouvriers.

Sans doute il s'en faut que l'alcoolisme soit la

conséquence inévitable de la misère de la classe ouvrière. Il est incontestable que durant tout le cours de ce siècle la condition des ouvriers s'est améliorée d'une façon notable, et que le développement de l'alcoolisme a suivi une marche parallèle. « Faut-il rappeler cet exemple classique de la situation ouvrière en Angleterre et en Belgique pendant les années 1873 à 1876 ? Le salaire des ouvriers anglais dépassa pendant ces quatre années de trois milliards celui qui leur était alloué auparavant. Or l'accroissement de la dépense en boissons pendant la période 1873 à 1876 est précisément de trois milliards quand on compare cette consommation à celle de la période de 1867 à 1870. En Belgique, l'augmentation des salaires fut d'environ 450 millions pendant ces années grasses : or l'accroissement des boissons consommées fut de 429 millions (1). »

Si cet exemple démontre que la misère n'est pas la cause unique de l'alcoolisme, qu'au contraire il se développe avec la prospérité matérielle des ouvriers, il n'en faudrait pas non plus prendre prétexte pour se laisser aller au découragement. Il montre en même temps en effet combien se fait sentir dans la classe ouvrière le défaut d'éducation anti-alcoolique.

La vérité, « c'est que la condition misérable des

(1) CARTON DE WIART. Rapport au Congrès de Bruxelles de 1897, I. p. 96.

ouvriers a une certaine part d'influence sur l'alcoolisme, de même que l'alcoolisme a une certaine part, et une grande part d'influence sur cette misère (1) ». Déterminer de façon rigoureuse la part respective de chacun de ces deux facteurs est très difficile sinon impossible.

Mais il est maintenant et depuis longtemps reconnu qu'en ce qui concerne l'influence de la misère sur l'alcoolisme, ce qui contribue surtout à le favoriser, c'est la condition défectueuse des logements ouvriers. Ce serait un lieu commun de décrire à nouveau, après tant de sociologues éminents, ce qu'est la plupart du temps le logement, le taudis d'un ouvrier, surtout depuis que l'industrialisme moderne retient toute la journée la femme à l'usine ou à l'atelier. Quant aux ouvriers célibataires, réduits à aller habiter dans des établissements de tout dernier ordre, chez des logeurs qui joignent, au profit de leur profession, celui de la vente du genièvre à leurs pensionnaires, ils doivent par la force des choses se laisser aller à l'alcoolisme.

« Quand la maison de logement n'est pas un estaminet, on va chercher le genièvre à la pinte au débit voisin, et on le boit en compagnie à la maison fermée, L'entraînement étant facile, il arrive qu'après les

(1) CARTON DE WIART. Rapport au Congrès de Bruxelles de 1897, I. p. 96.

jours de fête, l'ouvrier se trouve avoir dépensé plus que son budget ne le lui permettait.

Il aura crédit ; mais ce sera le premier anneau d'une chaîne dont il ne se débarrassera peut-être plus.

A partir de ce moment il est doublement tenu. Entre la tenancière de la maison, et lui, en plus du mur franchi, il y a le calepin de quinzaine. C'est elle qui possède le dit calepin, avec lequel elle va toucher la quinzaine du pensionnaire, les jours de paie, et qui en use pour ses besoins, non pas tant pour tromper son client, que pour apurer ses comptes, deux fois par mois, car cette première dette en appelle une seconde, une troisième et le pensionnaire ne peut plus qu'à grand peine, au prix d'efforts presque héroïques, se tirer du pétrin (1). »

On conçoit combien, dans ces conditions, améliorer la condition du logement de l'ouvrier, favoriser les sociétés qui se fondent pour la construction des maisons ouvrières, c'est contribuer à arracher l'ouvrier à l'alcoolisme.

De là, les mesures du ministère des finances :

Dégrèvement de la *contribution personnelle* frappant les habitations ouvrières ;

Réduction des droits d'enregistrement sur les acquisitions de petites propriétés, sur les baux ;

(1) Docteur E. DEFFERNEZ. Congrès de Bruxelles de 1897, I. p. 139.

Puis, comme complément, pour faciliter et répandre l'usage des boissons hygiéniques :

Réduction de l'accise sur les sucres ;

Suppression des droits d'entrée perçus au profit de l'État sur le café ;

Dégrèvement complet du cacao et du thé.

Signalons, en terminant cette revue de tout ce qui a été fait en Belgique par voie législative ou par voie administrative pour combattre soit directement soit indirectement l'alcoolisme :

L'interdiction aux fonctionnaires de l'État et aux officiers ministériels de procéder, dans les débits de boissons, aux actes de leurs fonctions ;

La réglementation résultant de la convention internationale et de la loi belge d'approbation, concernant la répression des abus qu'engendre parmi les pêcheurs de la mer du Nord, le trafic des spiritueux en dehors des eaux territoriales (1) ; la loi du 26 juin 1889 porte répression du colportage des boissons alcooliques à bord des navires de mer ;

La défense contenue dans la loi du 16 août 1887 portant réglementation du paiement des salaires aux ouvriers, de procéder dans les cabarets, au paiement des salaires ;

Au sujet de cette loi, le Parlement a été saisi le 30 mars 1900 d'une proposition de loi qui modifie

(1) Voir à ce sujet au *Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1896, page 155, une note du baron Jules d'Anethan.

l'art. 3 des textes de 1887, proposition qui a réuni les signatures de MM. Pastur, H. Denis, Brancquart, Micha, E. Vandervelde, G. Defnet.

Les développements qui accompagnent le texte de la proposition en font comprendre toute l'importance, et la nécessité qu'il y a à la transformer promptement en loi dûment exécutoire.

En vertu de l'article 3 de la loi du 16 août 1887, il est permis aux patrons de fournir à leurs ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires, des denrées alimentaires à condition que ces fournitures soient faites à prix de revient; toutefois cette autorisation est subordonnée à certaines conditions énumérées dans l'article 3 de la dite loi.

« Usant de cette faculté, certaines sociétés ont, depuis 1887, établi des économats que les coopératives ouvrières ont contribué à faire généralement disparaître.

Par contre, depuis quelques années, de nombreux établissements industriels ont demandé aux autorités compétentes et obtenu d'elles l'autorisation de débiter, dans les cantines installées dans l'enceinte de leurs usines, des boissons rafraîchissantes et notamment de la bière à prix de revient.

Malheureusement, certaines sociétés ont récemment demandé à la députation permanente du Hainaut l'autorisation de pouvoir débiter à leurs ouvriers

du genièvre à prix coûtant et à charge d'imputation sur les salaires, c'est-à-dire, à crédit.

Certaines de ces sociétés avaient même sollicité l'autorisation de pouvoir fournir journallement à leurs ouvriers pour 0 fr. 60 de boissons fortes, contre remise de jetons, c'est-à-dire, plus d'un litre d'alcool par travailleur.

La députation permanente du Hainaut a accordé à la société demanderesse l'autorisation qu'elle réclamait, sauf quelques légers tempéraments.

Ajoutons que le conseil industriel du travail, section des hauts-fourneaux, composé de deux ouvriers et de deux patrons, avait donné un avis favorable. Un patron et un ouvrier votèrent pour ; un patron et un ouvrier votèrent contre.

M. l'ingénieur en chef des mines, à son tour, n'avait rien trouvé à redire à la requête formulée.

Nous avons le droit d'affirmer que pareille décision est profondément triste, déplorable même et surtout décourageante.

Elle tend à annihiler, de propos délibéré, tous les efforts de la propagande tant privée qu'officielle, en laissant croire à l'ouvrier que l'alcool est un aliment nécessaire, un puissant réparateur des énergies musculaires, un excitant utile, fatalement nécessaire.

Nous ne pouvons pas laisser propager ces erreurs funestes.

Le préjugé de l'action fortifiante de l'alcool sur l'homme fatigué est surtout nuisible à la classe des travailleurs qui dépensent pour acheter du genièvre, l'argent qu'ils pourraient consacrer à l'achat d'une nourriture saine et abondante, seule réparation des forces nécessaires à l'accomplissement de leurs pénibles travaux.

Les autorités qui autorisent l'emploi de l'alcool comme boisson, dans les établissements industriels, sont donc coupables d'ignorance ou d'une tolérance inadmissible. Il appartient au gouvernement de les surveiller, et à la loi d'exercer son action protectrice en prohibant l'alcool et les boissons distillées des cantines (1). »

Ainsi motivée, la proposition dont s'agit est conçue en ces termes :

Est modifié comme suit l'article 3 de la loi du 16 août 1887.

La députation permanente peut autoriser les patrons à fournir à leurs ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires, les denrées, à l'exclusion de l'alcool et des boissons distillées, les vêtements, les combustibles, à condition que ces fournitures soient faites à prix de revient.

Elle détermine les autres conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée.

(1) *Doc. parl.* Session 1899-1900, Chambre, p. 151.

S'il y a dans la localité un conseil de l'industrie et du travail, ces conditions doivent être préalablement soumises soit à son avis, soit à celui de la section compétente.

L'autorisation est toujours révocable pour cause d'abus, le conseil ou la section entendus.

En cas de refus ou de révocation de l'autorisation, il peut être interjeté appel au roi dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de la députation permanente aux intéressés.

Il est certain que dans l'espèce, l'article 3 de la loi de 1887 a donné lieu à des faits extrêmement regrettables. La Belgique se débat dans l'étreinte implacable d'un fléau qui la ruine ; de toute part le cri d'alarme retentit. Et c'est quand de nobles efforts sont faits pour lutter contre l'alcoolisme, quand l'action des pouvoirs publics se joint à celle de l'initiative privée, et tend au même but, pour le salut de la patrie, c'est ce moment que l'on choisit pour mettre à la portée de l'ouvrier, à prix coûtant, à crédit, le poison cause de tout le mal. En vérité la réforme de la loi s'impose ; la mesure proposée a sa valeur. Il n'est pas permis au législateur de négliger ce moyen de faire cesser les abus qui lui sont dénoncés.

V. L'INITIATIVE PRIVÉE ET L'ANTI-ALCOOLISME EN BELGIQUE

La multiplicité des mesures par lesquelles se manifeste l'action des pouvoirs publics dans la lutte contre l'alcoolisme témoigne de l'extraordinaire complexité des maux qu'engendre le fléau et de l'étonnante multiplicité de ses causes. Ces mesures, diverses quant à leur nature, et de portée si différente, n'ont pas été inutiles, sans doute, encore que si les statistiques officielles annoncent qu'il s'est produit dans ces dernières années un léger fléchissement dans la consommation, il semble bien que les dispositions répressives de la loi de 1887 sur l'ivresse publique n'y aient qu'une part insignifiante, que la loi de 1889 sur le droit de licence ne puisse guère s'en attribuer le mérite et que la majoration d'accise de 1896 n'ait pu y contribuer que dans des proportions restreintes. Mais tout au moins, « elles ont officiellement dénoncé l'alcoolisme comme une plaie sociale, et ont habitué l'opinion publique à cette conviction que la lutte contre cette plaie sociale est un devoir pour les pouvoirs publics. D'autre part, il est probable que, à défaut de ces mesures, les progrès du fléau eussent été plus effrayants encore que ceux que nous déplorons (1). »

(1) CARTON DE WIART. *Doc. parl.* Chambre. Séance du 25 juillet 1899.

Ce ne serait là, en tout cas, qu'un résultat négatif.

Il faut bien le dire, quelque confiance que méritent les enseignements de la statistique, si remarquables que soient les progrès réalisés dans les méthodes d'investigations, on n'est encore arrivé jusqu'ici qu'à recueillir d'une manière imparfaite les résultats de l'expérimentation dans le domaine économique et social. Aussi est-il bien difficile, sinon même impossible d'établir avec une rigoureuse exactitude, lorsqu'on envisage isolément une mesure prise, la part qui lui revient dans la multitude des phénomènes qui se manifestent postérieurement et que l'on est porté, selon sa propre tendance, à prendre un peu pour des conséquences directes. Aussi a-t-on pu dire avec raison : « C'est un tort de vouloir toujours qu'une mesure soit accompagnée de son équation donnant l'effet produit ; il y a tant d'aléas qui empêchent d'établir des rendements mathématiques. Il suffit qu'une mesure soit bonne en elle-même, qu'elle promette son contingent d'action, pour qu'on l'adopte comme pouvant contribuer au succès final (1). »

Dans ces conditions on peut considérer comme digne d'éloges l'intervention des pouvoirs publics dans la lutte contre l'alcoolisme. Mais il est permis de penser, quelque soit l'importance du résultat acquis et

(1) J.-B. ANDRÉ. Rapport sur les travaux de la Commission d'études relatives à l'alcoolisme, p. 37.

si insuffisant qu'il paraisse, que cette intervention aurait été impuissante à l'obtenir, si l'initiative privée, avec ses mille moyens de dépenser son activité, n'était entrée en lice.

Il faut même, tout d'abord, lui rendre cette justice, que c'est à elle qu'est due l'action de l'Etat. C'est elle qui seule a pu le faire sortir de la quiétude où il se complaisait. C'est elle qui a dénoncé le mal, réclamé des remèdes, et jeté le cri d'alarme. C'est sous l'impulsion énergique émanée de l'initiative privée que le gouvernement a pu se soustraire à la pression des tenants de l'alcoolisme, qu'il a pu vaincre la résistance que lui opposaient les intérêts coalisés de tous ceux qui vivent de l'alcool, de sa fabrication, du commerce dont il est l'objet, et Dieu sait s'ils sont nombreux en Belgique.

L'action de l'initiative privée s'est manifestée, elle aussi, sous des formes diverses ; ligues, sociétés, propagande par tous les moyens, tout a été employé pour répandre partout et pour tous l'enseignement anti-alcoolique.

En 1879, s'est constituée la Ligue patriotique contre l'alcoolisme. Elle a créé un journal mensuel et publie une foule de brochures populaires.

Dix ans plus tard, le 5 juillet 1889, était fondée la Société belge de tempérance. Son organe est *Le bien social*, journal publié à la fois en français et en flamand.

Ces deux sociétés vont s'accroissant chaque année, et c'est à elles surtout qu'est dû le courant d'opinion contre l'alcoolisme.

Elles ont recueilli l'adhésion de centaines d'instituteurs depuis l'organisation de l'enseignement de la tempérance dans les écoles.

L'œuvre scolaire anti-alcoolique comprend d'une part l'enseignement à l'école et de l'autre l'organisation de sociétés de tempérance, parmi les écoliers.

Il court encore trop d'erreurs et de préjugés sur le rôle de l'alcool dans l'organisme pour que la nécessité d'un enseignement anti-alcoolique ne soit pas démontrée. Donner à l'enfant un ensemble de notions sur les causes et les effets de l'alcoolisme, sur les origines de l'alcool, ses degrés de nocivité, les maladies qu'il provoque, les troubles qui en sont la suite et qui terrassent le cerveau et le corps, sur les conséquences matérielles, morales, et sociales de l'alcoolisme, tel est le but de cet enseignement. N'en est-il pas beaucoup d'autres que l'enfant qui pourraient en tirer profit.

L'utilité des sociétés scolaires de tempérance est beaucoup plus discutée. Elle est d'ailleurs beaucoup plus discutable. Les enfants affiliés à ces sociétés s'engagent d'honneur à s'abstenir jusqu'à l'âge de vingt ans de genièvre et de liqueurs fortes et à ne faire qu'un usage modéré de bière et de vin. N'est-il pas à craindre que les circonstances, sinon la mali-

gnité de l'entourage, n'amènent l'enfant à manquer une fois à son engagement, et qu'il ne s'en croie relevé, une fois ce premier pas fait? L'efficacité de pareille promesse est au moins douteuse. Il semble qu'il vaille bien mieux développer le jugement de l'enfant, sa volonté, l'instruire des dangers de l'alcoolisme, éclairer sa conscience et que l'engagement n'est plus que superflu. Quoiqu'il en soit, l'œuvre des sociétés scolaires de tempérance, confinée dans la province de Limbourg jusqu'en 1892, a pris une réelle extension. Le conseil de perfectionnement de l'enseignement primaire et la Société belge de tempérance demandèrent avec insistance au Ministre de l'Instruction Publique que toutes les écoles du royaume fussent appelées à coopérer à l'œuvre entreprise. Le gouvernement se sentant soutenu, prit sous son patronage et recommanda l'établissement dans toutes les écoles primaires de sociétés scolaires de tempérance.

Au 31 décembre 1897, Il existait 2.429 de ces sociétés. Depuis la fondation de l'œuvre, 113.723 élèves ont pris l'engagement d'abstinence. (Voir tableau page 183.)

Telle était la situation au 31 décembre 1897, d'après les renseignements fournis par le dernier annuaire statistique de Belgique.

A cette même date, il y avait 610 sociétés attachées

Sociétés scolaires de tempérance

NOMBRE de communes possédant une ou plusieurs sociétés — Pour tout le royaume	NOMBRE DES ÉCOLES PRIMAIRES de garçons ou mixtes						NOMBRE DES ÉLÈVES garçons de 11 ans au moins				NOMBRE DES ÉLÈVES ayant pris l'engagement d'abstinence depuis la fondation de l'œuvre				
	TOTAL		possédant une société de tempérance		ne possédant pas une société de tempérance		faisant partie de sociétés de tempérance		ne faisant pas partie de sociétés de tempérance		ÉCOLES communales		ÉCOLES adoptées ou subsidées		TOTAL
	ÉCOLES communales	ÉCOLES adoptées ou subsidées	ÉCOLES communales	ÉCOLES adoptées ou subsidées	ÉCOLES communales	ÉCOLES adoptées ou subsidées	ÉCOLES communales	ÉCOLES adoptées ou subsidées	ÉCOLES communales	ÉCOLES adoptées ou subsidées	ÉCOLES communales	ÉCOLES adoptées ou subsidées			
1862	3.419	1.063	1.908	461	1.151	602	35.408	9.816	46.968	16.661	94.235	22.488	113.723		
	4.482		2.429		1.753		45.222		63.629						

aux écoles d'adultes, comprenant en tout 11.015 affiliés, et aux écoles d'application annexées aux établissements normaux de l'Etat étaient attachées 6 sociétés comprenant 595 affiliés.

Plus encore que pour une mesure d'ordre législatif ou administratif, il est difficile de fixer ce qui est dû à l'initiative privée dans la lutte contre l'alcoolisme. Mais ce n'est sans doute pas se tromper que croire que c'est encore à ses efforts persévérants, à l'active propagande faite dans tout le pays, poursuivie dans la presse, dans les écoles, dans les ateliers, par les réunions publiques, pour suppléer au défaut d'éducation anti-alcoolique de la population, ce n'est sans doute pas se tromper que croire que c'est à tout cela et à certaines mesures administratives, qu'est dû, bien plus qu'aux dispositions jusqu'ici consacrées par le législateur, l'état de stagnation, peut-être même le léger recul de la consommation, si insuffisant que soit encore le résultat obtenu.

V

Les réformes proposées relativement au régime de l'alcool et des distilleries.

En étudiant la question de l'alcool en Belgique, sous les deux aspects qu'elle est susceptible de revêtir, nous avons vu : d'une part, au point de vue fiscal et économique, que le régime inauguré par la loi du 15 avril 1896 a déchainé sur l'industrie de la distillerie une crise excessivement aiguë. Si ce régime avait l'avantage d'avoir donné à l'impôt sur l'alcool la base rationnelle du rendement réel et d'avoir implanté dans le pays l'industrie de la fabrication de la levure, par contre, c'était une véritable aberration que de prétendre assurer par voie de dispositions législatives, la coexistence dans le pays de toutes les diverses catégories de distilleries industrielles et agricoles.

D'autre part, en nous plaçant au point de vue hygiénique et social, nous avons constaté que si la consommation a diminué, la diminution, à quelque cause

qu'elle soit due, n'est pas assez grande pour que la situation ne reste pas très alarmante.

Aussi n'est-elle pas sans préoccuper en Belgique, le gouvernement, le Parlement et l'opinion publique de la façon la plus vive.

Les propositions les plus diverses se sont fait jour. Car de tous côtés on considère qu'une réforme de la législation actuelle s'impose, tant sont vives les plaintes auxquelles elle donne lieu de la part des distillateurs et tant restent intenses les inquiétudes de ceux qui se préoccupent surtout de la lutte contre l'alcoolisme.

Il semble que d'ici peu les Chambres seront à nouveau saisies de la question et seront appelées à choisir entre les systèmes proposés. « La loi de 1896, nous écrit M. Berryer est à la veille de subir une réforme. Elle a créé une situation tellement injuste qu'elle ne peut durer longtemps encore. De toute part on réclame une modification à notre régime de l'alcool et à la législation des distilleries. »

Dans ces conditions, il est intéressant de connaître les solutions qui sont actuellement proposées au législateur.

Mais si jusqu'ici nous avons pu séparer, pour plus de clarté, le point de vue hygiénique et social, dans l'examen des propositions faites il n'est plus possible de le faire. On ne peut en effet, lorsqu'il s'agit d'apprécier les remèdes à apporter à la situation présente

en Belgique, dans un problème où à côté des intérêts du fisc et des distillateurs, l'avenir même de la race et du pays est en jeu, on ne peut faire abstraction du côté moral et social de la question. C'est même le côté qui doit prédominer, car c'est du développement physique, intellectuel et moral des individus, de la vitalité de la race, que dépendent pour une part considérable la prospérité industrielle et commerciale d'une nation et avec celles-ci sa prospérité financière.

Il n'est donc pas permis en pareil cas, de séparer la fiscalité de la morale par une cloison étanche.

Lors même que les intérêts du Trésor semblent être seuls en jeu, il est hors de doute que lorsqu'il faut légiférer sur l'alcool, on peut répéter en la transformant une parole profonde de Stuart Mill : il n'y a peut-être pas une seule question parmi celles qui ont le caractère le plus purement fiscal qui soit susceptible d'être résolue par de simples considérations fiscales.

« Il n'y a qu'un seul remède à l'alcoolisme, écrivait M. d'Avenel (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1899), et M. de la Palisse l'aurait trouvé, c'est de diminuer la consommation de l'alcool. »

Par contre, le fisc n'a pas de plus sûr moyen de tirer les plus grands revenus possibles d'un impôt de consommation, que de voir se développer la consommation du produit imposé. Si celle-ci reste station-

naire, il peut augmenter ses recettes par une majoration des droits, mais cette majoration trouve précisément sa limite au point où elle serait de nature à influencer sur la consommation en la restreignant.

Il semble donc bien qu'en matière d'alcool, les intérêts du fisc et ceux de l'hygiène sont absolument inconciliables. Que s'ils peuvent ne pas être en trop violente opposition, que si le conflit peut ne pas être trop aigu, il faut se tenir pour satisfait. Mais en tous cas l'hésitation n'est plus possible aujourd'hui, en présence des proportions qu'a pris le fléau et des ravages sans nombre qu'il cause. C'est assurément le fisc qui doit le céder à l'hygiène. Et en fin de compte, c'est encore tout profit pour les finances publiques en même temps que pour le pays, car si telle branche de revenu en est atteinte, il ne faut pas oublier que la diminution des recettes de l'impôt sur l'alcool serait largement compensée, si l'on tient compte de tout ce que l'alcool coûte directement ou indirectement à la nation en dépenses de bienfaisance, d'hospitalisation, de répression, et aux diverses classes sociales en salaires gaspillés, en journées de travail perdues, en frais de maladie, de chômage.

C'est en se plaçant à cette hauteur de vue, condition essentielle de la saine appréciation des choses, que M. de Witte écrivait dans un de ses remarquables rapports sur la situation économique et financière de la Russie, adressés annuellement à l'empereur : « Ce

que le Trésor encaisse en moins sur les boissons, il le recouvre en plus sur d'autres contributions indirectes, soit sur les impôts directs. En même temps, on voit progresser le bien-être et la moralité des masses. » La progression des recettes des autres branches de revenu du Trésor, particulièrement sur les boissons hygiéniques dont la consommation va se développant, la rentrée plus facile des impôts, le payement plus régulier des annuités de rachat, à la charge des paysans, le solde des arriérés, l'augmentation du nombre et de la quotité des dépôts aux caisses d'épargne, tous ces phénomènes sont autant de confirmations expérimentales de la stricte exactitude de l'assertion du ministre des finances de Russie.

On peut donc dire à juste titre, que même au seul point de vue des véritables intérêts financiers d'une nation, dans la question de l'alcool, le côté fiscal n'est pas le seul à envisager. D'autres avec lui méritent d'être pris en considération, aussi importe-t-il de ne pas les perdre de vue en examinant les propositions faites en Belgique, pour la réforme du régime de l'alcool et des distilleries.

Ce qui a amené l'opinion et les pouvoirs publics à envisager comme prochaine et nécessaire l'éventualité d'une réforme d'un régime qui ne compte encore que quatre années à peine d'existence, ça été bien moins la préoccupation de réprimer l'alcoolisme que le souci de remédier au manque de stabilité d'une

législation qui a eu le tort de vouloir assumer la charge d'assurer la coexistence des diverses catégories de distilleries. C'est cette pensée qui a inspiré les systèmes proposés, c'est elle qui se reflète au travers des dispositions élaborées par leurs auteurs. Dès le mois de juillet 1898, M. de Smet de Naeyer, l'auteur de la loi de 1896 avait reconnu la nécessité de reviser le régime actuel. Le 19 juillet 1899 il disait à la Chambre: « Au point de vue de la perception au rendement, et de la production de la levure, le succès de la loi a été complet ; je n'en puis malheureusement dire autant de l'équilibre qu'elle se proposait d'établir entre la distillerie industrielle et la distillerie agricole. » Un peu plus tard il ajoutait: « Pour obtenir la stabilité absolue du régime fiscal de la distillerie, il faudrait rentrer dans le droit commun, ne reconnaître qu'une seule catégorie de distilleries. »

C'est donc au même but que chacun prétend arriver par les moyens différents qu'il préconise. Il n'est pas surprenant alors que les systèmes proposés aient tous un point commun. Ils tendent tous à supprimer, dit M. Carton de Wiart, « soit partiellement, soit complètement, le libre exercice de l'industrie de la distillation. »

Un premier système supprime la catégorie des distilleries industrielles.

Dans un second, c'est la catégorie des distilleries agricoles qui est supprimée.

Une troisième solution, plus radicale encore, prétend mettre tout le monde d'accord en supprimant toutes les distilleries, industrielles et agricoles, et en instituant le monopole aux mains de l'Etat.

Disons de suite que les différents auteurs de ces systèmes sont d'accord pour reconnaître que la législation ne devra procéder que par voie d'expropriation moyennant une juste indemnité.

Une opinion s'était manifestée à laquelle le caractère et la situation de celui qui l'émettait attachaient plus d'importance. M. le Procureur général, Mesdach de ter Kiele soutenait qu'aucune indemnité ne serait due aux propriétaires des distilleries supprimées. « Lorsque, disait-il, l'Etat agit par nécessité, dans l'étendue de ses pouvoirs d'arbitre souverain de ce qui importe au salut public, il n'encourt aucune responsabilité. La nation n'a pas dû payer rançon pour accomplir les devoirs que la conscience publique lui impose. La société protège ses membres en tout temps et elle a toujours le droit d'exiger de chacun d'eux les sacrifices nécessaires au bien de tous. Si l'alcool est un poison, et personne n'y contredit, elle a le droit de le traiter en ennemi. Dans ces conditions, faire un pont d'or à des empoisonneurs publics pour qu'ils renoncent à leur redoutable industrie, serait plus qu'une faiblesse et qu'une trahison des devoirs qui incombent à la société. Ce serait poser pour l'avenir un précédent qui ne laisserait pas que de paralyser

la liberté et l'indépendance d'allure dont l'Etat a besoin en tout temps pour l'accomplissement de sa haute mission. »

C'était aller un peu loin. La fabrication et le débit de l'eau-de-vie ont été réglementés par l'Etat sans qu'il ait paru les considérer pendant longtemps comme moins légitimes que les autres opérations de l'industrie ou du commerce. Il a même favorisé la création des distilleries agricole. On ne voit guère à quel titre il pourrait « imposer aux particuliers les conséquences désastreuses pour eux des principes qu'il a lui-même méconnus, » dit excellemment M. Carton de Wiart.

D'ailleurs, poser le principe de l'expropriation sans aucune indemnité, c'eût été rendre impossible l'application du système qui l'aurait admis. Celui-ci eût alors rencontré des oppositions qui l'auraient empêché radicalement de jamais passer dans la pratique.

Aussi reconnaît-on qu'il est opportun et équitable que l'Etat tienne compte des intérêts privés auxquels a donné naissance sa longue tolérance de la fabrication et de la vente, pour ainsi dire sans restriction, de l'alcool, intérêts auxquels il doit se heurter, quelle que soit, parmi les systèmes proposés, la solution qu'il adopte.

1°. *Expropriation des distilleries industrielles.*

Le premier de ces systèmes est celui qu'un membre de la Chambre des Représentants, M. Streel, a exposé et soutenu, tant à la tribune que dans une brochure intitulée : « La question des distilleries. Une Solution. »

Il consiste « à exproprier avec indemnité la distillerie industrielle et à réserver le monopole de la production des flegmes aux distilleries agricoles, c'est-à-dire aux distilleries qui seraient soumises aux conditions de culture et de prise en charge, à déterminer par la loi. » Il assure donc aux campagnes la fabrication intégrale des flegmes.

Ce système prétend étendre aux populations agricoles et développer en leur faveur autant qu'il est possible tous les avantages que se proposait de leur procurer le législateur de 1896. Tous les résidus de la fabrication, les drèches, seront ainsi, en effet, à la portée du cultivateur, produites là où elles doivent être utilisées. De plus, l'agriculture trouvera dans ce monopole de la fabrication de l'alcool un débouché avantageux pour ses produits, et une source d'activité propre à occuper les ouvriers, particulièrement pendant la mauvaise saison, et à les empêcher d'affluer dans les villes et dans les régions exclusivement industrielles ou minières.

« Restées seules sur la terrain de la production de l'alcool pour la consommation indigène, n'ayant plus besoin d'être protégées contre une concurrence disparue, les distilleries agricoles n'auraient plus besoin naturellement d'un privilège fiscal qui suppose d'ailleurs la coexistence de deux distillations à droits d'accise différemment échelonnés. Le droit serait le même pour toutes les distilleries ; il n'y aurait plus ni prime, ni modération de droits. » De ce fait, le fisc gagnerait 5 ou 6 millions par an, montant de ce dont le frustrait la réduction d'impôt consentie par la loi de 1896 aux distilleries agricoles et qui faisait que celles-ci payaient 85 francs par hectolitre à 50° au lieu de 100 francs. Mais ce serait autant de prélevé sur les contribuables sans que la consommation pût guère en être affectée.

En outre, le rachat des distilleries industrielles coûtera au Trésor des sommes importantes. L'expropriation des distilleries agricoles coûterait vraisemblablement, au dire de M. Streel lui-même, beaucoup moins cher que celle de la grande industrie. Le prix du rachat des distilleries industrielles s'élèverait selon lui à 20 millions.

On peut reprocher encore à ce système, en ne laissant subsister que la distillerie agricole, de favoriser, surtout avec les petites distilleries personnelles, celles exploitées par un seul cultivateur, de favoriser les procédés surannés et anti-scientifiques de production.

La fabrication dans ces conditions ne peut guère se faire au plus bas prix de revient possible. M. Streel a beau dire que pour un produit qui, comme l'alcool, est imposé à plus de cinq fois sa valeur réelle, cela n'a pas d'importance en ce qui concerne les intérêts du Trésor, et que cela n'a que des avantages vis-à-vis de la consommation ; outre qu'il est anti-rationnel de ne pas produire à bon marché, et qu'il appartienne au fisc de relever le prix du produit par l'impôt si cela est nécessaire, la concentration de la fabrication dans les distilleries agricoles, par cela seul qu'elle élève le coût de production, est un obstacle aux emplois industriels de l'alcool puisqu'elle élève le prix de la matière première. Elle porte atteinte à une des manifestations de l'activité économique du pays ; elle supprime du même coup le dérivatif que peut procurer l'emploi de l'alcool dans l'industrie.

Au point de vue de la lutte contre l'alcoolisme, le système de M. Streel présente donc, de ce fait, un inconvénient sérieux. De plus il multiplie dans les campagnes les fabriques de flegmes et dieu sait si l'on a assez reproché à la loi de 1896 d'avoir favorisé l'extension de ces foyers d'alcoolisme. Avec ce système, si pour restreindre la consommation, on prétend limiter la production, les cultivateurs se plaindront qu'on entrave la fabrication des résidus.

D'ailleurs les avantages que ce système prétend assurer à l'agriculture sont plus apparents que réels.

Ce n'est qu'un nombre très restreint de cultivateurs qui pourraient en profiter. « Qu'on supprime demain tous les industriels, que l'on double le nombre des agriculteurs qui bénéficieront de la distillation, encore ce nombre ne correspondra-t-il qu'à un cultivateur sur 100 et le résultat en superficie s'appliquera à 32.000 hectares sur plus de 2 millions (1). » Avec tout ce que produit de drèches la distillerie belge, on ne pourrait nourrir que 16.000 têtes de bétail sur 1.600.000, soit une tête sur 100 (2).

D'autre part le système de M. Streel serait même de nature à porter préjudice à l'agriculture. Il supprimerait en effet les fabriques de levures créées par la loi de 1896 et qui constituent des débouchés importants pour les produits agricoles. Ces fabriques produisent près de 10 millions de kilogrammes de levure, ce qui représente une valeur d'environ 5 millions de francs. La production de la levure, par les connaissances qu'elle exige, l'outillage qui lui est nécessaire et les procédés nouveaux qu'elle emploie depuis peu, ne peut plus se faire dans les petites distilleries. En Allemagne et en Autriche, dans ces pays qui sont à la tête de la production de la levure, et d'où viennent les nouvelles méthodes de fabrication, la levure est presque exclusivement produite dans de grandes usines.

(1) CARTON DE WIART. Chambre. 19 juillet 1899. *Ann. parl.*

(2) *Ann. parl.* Chambre. BERTRAND 18 juillet 1899. HUBIN 19 juillet 1899.

En Hollande autrefois la fabrication de la levure se faisait dans de petites distilleries ; à Schiedam, il y en avait 500 produisant de la levure ; aujourd'hui de grandes usines se sont installées et ont absorbé la presque totalité de la production ; 150 à peine des anciennes distilleries subsistent, qui ne peuvent lutter qu'en produisant de la levure en commun, c'est-à-dire qu'un certain nombre de ces petites distilleries s'associent pour la fermentation et retirent chacune en particulier une part du produit. La même tendance qu'en Allemagne ou en Autriche, à concentrer la fabrication de la levure dans de grands établissements se fait sentir en Hollande. En Belgique, avec le système Streel, cette fabrication serait pratiquement impossible dans les distilleries agricoles. On ne pourrait pas espérer voir celles-ci se grouper et s'associer en vue des opérations, éparpillées comme elles le seraient sur toute la surface du pays.

Au préjudice causé à l'agriculture par la suppression de la fabrication de la levure se joindrait celui de la suppression de la distillation des mélasses. « Il est clair que si par le procédé de M. Streel, on donnait le monopole de la fabrication des alcools aux agriculteurs, il serait impossible de distiller les mélasses, car si cela était possible on ne répondrait plus au principe de la loi proposée par M. Streel, de donner des drèches aux agriculteurs, et par conséquent les sucreries qui écoulent déjà difficilement leurs mélasses aujourd'hui

en seraient littéralement submergées. (1) » On sait combien la prospérité de l'industrie sucrière importe à la prospérité de l'agriculture.

On voit combien sont illusoires les avantages que le système Streel prétend accorder aux agriculteurs. Il serait aussi fécond en déceptions et en mécomptes pour les distillateurs que pour la culture en général. Il s'en faudrait de beaucoup, en effet, qu'il assure l'apaisement parmi les distillateurs agricoles eux-mêmes. Après la suppression des distilleries industrielles, les grosses distilleries n'en resteraient pas moins en présence des petites, dans la catégorie des agricoles, et elles écraseraient celles-ci. Les coopératives plus ou moins fictives feraient une concurrence accablante aux distillateurs individuels pour le plus grand profit des spéculateurs dont les capitaux resteraient parfaitement étrangers aux intérêts agricoles, et qui seraient leurs plus gros actionnaires, comme cela se passe déjà pour la plupart des coopératives existantes.

2° Expropriation des distilleries agricoles.

Le second système est celui préconisé par M. de Smet de Naeyer. Il consiste dans la solution absolument inverse à celle de M. Streel. Considérant que

(1) HUBIN. *Ann. parl.* 19 juillet 1900.

le pays s'impose des sacrifices exagérés au profit d'un très petit nombre de cultivateurs qui se sont fait distillateurs et que la réduction de 15 centimes par litre accordée à la distillerie agricole a rompu l'équilibre au détriment des industriels, ce système supprime toute modération d'impôt et fait ainsi rentrer la distillerie dans le droit commun. La conséquence qui en résulte est la suppression des distilleries agricoles. Les distillateurs agricoles seraient indemnisés personnellement et leur situation ne serait pas empirée. Car la concentration de la production dans quelques grandes usines permettrait au trésor d'augmenter par l'élévation de l'accise les bénéfices que lui procurerait la suppression de la modération d'impôt faite à la distillerie agricole. Les ressources supplémentaires dont il disposerait par suite, pourraient être en partie consacrées au progrès de l'agriculture. D'autre part, le monopole de la production de l'alcool donné aux distilleries industrielles n'empêcherait pas que les drèches ne restent à la disposition de l'agriculture. Les résidus seraient en effet produits dans des usines parfaitement outillées. L'exportation en serait interdite. Grâce à des transports par chemin de fer à prix coûtant, ils seraient mis à la portée de tous les cultivateurs du pays, plus même, pour les régions pauvres, que sous le régime actuel. Le sacrifice que le transport à bon marché exigerait de la part de l'Etat serait certainement, infiniment moindre que celui qui lui

incombe actuellement du fait de la protection accordée par la loi de 1896 à la distillerie agricole. Il serait d'ailleurs compensé largement par le surcroît de productivité de l'accise sous le régime préconisé. Sans doute il faudrait pour que le transport des drèches fût facile que celles-ci soient desséchées. Mais la dessiccation est une opération qui ne leur enlèverait rien de leur valeur nutritive. La fonction de l'industrie de l'alcool comme de celle du sucre est d'enlever aux matières premières les hydrates de carbone. Elle laisse subsister dans les drèches, les autres éléments du grain : phosphore, azote et potasse. Après l'évaporation de l'eau, pour le desséchage, ces éléments n'en subsistent pas moins et la drèche reste comme avant un résidu précieux pour l'alimentation du bétail. « Les Belges et les Hollandais ont les premiers pratiqué le système d'engraissement du bétail par les résidus de la distillation des grains ; ils obtiennent par ce moyen des résultats très grands tant sous le rapport de la beauté du bétail que sous celui de la qualité de la viande. La race se rapproche de celle de Normandie. (1) »

Le système de M. de Smet de Naeyer contribuerait aussi bien que le monopole de la distillation aux agriculteurs, à assurer à la culture les avantages résultant de l'emploi des drèches. Il contribuerait même,

(1) J.-P. Roux. *Distillation des grains*. Masson, éd.

en rendant nécessaire la dessiccation des drèches à en vulgariser l'usage et à le rendre plus facile. Car pour rester un aliment sain, la drèche liquide doit être conservée à une température élevée jusqu'à son emploi. « On doit la donner au bétail aussi chaude que possible, car lorsqu'elle se refroidit, elle devient le siège de ferments de décomposition qui la rendent nuisible et provoquent son acidité. (1) » Cela ne serait plus à craindre avec la drèche desséchée, et l'on n'aurait pas non plus à redouter que la grande quantité d'eau absorbée avec les résidus occasionne chez le bétail les maladies qui font souvent de grands ravages dans les troupeaux soumis à l'alimentation par les drèches liquides.

Avec ce système la fabrication des levures resterait possible, la distillerie des mélasses pourrait subsister aussi.

Bref tous les intérêts agricoles seraient sauvegardés.

La consommation industrielle de l'alcool serait rendue plus facile par suite du bon marché de l'alcool. Elle pourrait prendre son essor.

Le fisc n'y trouverait pas moins son avantage puisque nous avons vu que ce système impliquait une majoration facile de l'accise outre le bénéfice qu'il

(1) D^r M. BUCHELER et E. LEGIER. *Traité de la fabrication de l'alcool*, t. II, p. 475.

retirerait de la suppression de la réduction d'impôt de 15 centimes par litre.

Le système de M. de Smet de Naeyer apparaît donc comme très supérieur à celui de M. Streel. Tous les intérêts en cause seraient saufs et les indemnités à payer aux agriculteurs distillateurs seraient moins élevées que celle qu'entraînerait l'expropriation des industriels.

Le point faible, c'est que tel qu'il est conçu, il ne constitue qu'une arme insuffisante contre l'alcoolisme.

L'élévation des droits d'accise n'est qu'un remède de peu d'effet. Nous avons déjà vu combien la légère diminution de la consommation annoncée était hors de proportion avec l'effort fait en 1896 lorsqu'on élevait l'impôt de 64 à 100 francs par hectolitre. Nous avons vu aussi que même si on attribuait le peu d'importance du résultat obtenu à ce que l'élévation du droit n'aurait pas été suffisante, on ne pourrait guère attendre beaucoup plus d'une majoration plus considérable et que cela était démontré par l'exemple des autres pays, notamment l'Angleterre qui pouvait à peine maintenir la consommation avec un impôt de 506 francs par hectolitre d'alcool pur.

C'est surtout de la préoccupation de combattre efficacement l'alcoolisme, en atteignant la production même de l'alcool, tout en conciliant les différents

intérêts en présence, que sont issus les autres systèmes qu'il nous reste à exposer.

3° *Monopole de l'Etat.*

Le monopole est sans contredit la solution *la plus radicale*. Il est susceptible de revêtir des aspects divers et peut se prêter à des combinaisons variées. Il est préconisé en Belgique sous deux formes. Le Parlement est saisi de l'une d'elles.

Système de M. Carton de Wiart. — « M. Streeel veut supprimer les industriels. Supprimons-les! M. de Smet de Naeyer veut supprimer les agriculteurs. Supprimons-les aussi! Voilà tout le monde d'accord », dit M. Carton de Wiart, et il expose sa proposition de loi sur la restriction progressive de la fabrication et de la consommation des boissons alcooliques distillées, présentée à la Chambre des représentants le 25 février 1899.

C'est d'un projet de monopole de fabrication aux mains de l'Etat, mais d'un monopole à production décroissante, que M. Carton de Wiart a saisi le Parlement. Il prétend restreindre la consommation tout en sauvegardant les intérêts du Trésor.

En voici les dispositions principales :

Le droit de fabriquer et d'importer les boissons alcooliques distillées appartient exclusivement à l'Etat. Toutefois les particuliers pourront importer

des liqueurs en bouteilles fabriquées à l'étranger, à charge de payer un droit d'entrée de 5 francs par litre. La fabrication, l'importation et la vente de la liqueur d'absinthe sont absolument interdites. Afin de prévenir la fraude, défense est faite aux particuliers de détenir des appareils pouvant servir à la fabrication des boissons alcooliques distillées, sans autorisation du gouvernement. Cette autorisation qui doit être renouvelée chaque année ne peut être accordée que pour des besoins d'ordre scientifique. L'Etat allouera aux propriétaires des distilleries supprimées à la promulgation de la loi une indemnité pour l'expropriation de leurs bâtiments et de leur matériel industriel ainsi qu'une indemnité pour la suppression de leur industrie, qui sera calculée à raison de 7 centimes par litre d'alcool à 50° fabriqué depuis les trois dernières années, ou depuis la création de ces distilleries, si cette création ne remonte pas à trois ans.

Le ministre des finances est en conséquence autorisé à émettre des titres de rente amortissable en 50 ans pour solder ces indemnités.

Un arrêté royal déterminera chaque année la quantité d'alcool qui sera livrée à la consommation humaine. Cette quantité ne pourra dépasser 50 millions de litres pour la première année et sera tous les ans réduite de 2 millions de litres jusqu'à ce qu'elle ait atteint un chiffre à fixer ultérieurement par le pouvoir législatif. Le même arrêté déterminera le prix de vente

qui sera de 200 francs par hectolitre d'alcool rectifié, la première année. Ce prix sera élevé progressivement d'année en année de telle manière que le produit de la vente reste constant, nonobstant la réduction de la quantité livrée à la consommation.

L'Etat vendra les boissons alcooliques distillées pour la consommation par quantité de 150 litres au moins, contre paiement au comptant.

La moitié au moins des matières premières nécessaires à la distillation sera demandée par l'Etat à la production indigène. Les résidus de distillation seront livrés par l'Etat à l'intérieur du pays et au prix de revient.

L'alcool dénaturé sera livré par l'Etat par quantités de 100 litres au moins. Son prix de vente sera fixé chaque année par arrêté royal et ne dépassera pas le prix de revient, net de tous frais, amortissement, etc., et augmenté de 10 %, à titre de bénéfice de l'Etat.

Telles sont les grandes lignes de ce projet qui réunit les signatures de MM. Denis, Lorand, Renkin, Stouffs et auquel prête son appui la Ligue patriotique contre l'alcoolisme.

Ce n'est qu'un monopole partiel. « Il s'applique à la distillation, à la rectification et à l'importation sans toucher au débit. »

Il y a en Belgique 200.000 cabaretiers. Eux et leurs familles disposent d'une influence considérable,

à laquelle on a craint que les membres du Parlement ne puissent se soustraire. Aussi n'a-t-on pas voulu les attaquer de front. Sans compter que de la sorte on limite les expropriations à faire et qu'on évite la création d'une multitude de fonctionnaires.

L'obligation pour l'Etat d'acheter aux producteurs indigènes la moitié au moins des matières premières, disposition analogue à celle qui se trouve dans la législation suisse, et de livrer à l'intérieur, au prix de revient, les résidus de la distillation, marque le souci de donner satisfaction aux revendications des agrariens.

M. Carton de Wiart évalue à 40 millions le capital nécessaire au rachat et aux autres dépenses d'établissement du monopole.

Il prétend par son système arriver tout à la fois à combattre l'alcoolisme, en restreignant progressivement la production, et à sauvegarder les intérêts du Trésor par le fait de l'élévation également progressive du prix de vente. Au taux du prix de vente du début, fixé à 200 francs l'hectolitre, pour une production limitée à 500.000 hectolitres, le monopole rapporterait 100 millions ; c'est assurément plus que ne produit actuellement l'impôt sur l'alcool, même en déduisant de ces 100 millions les sommes nécessaires au service de l'emprunt à contracter pour l'établissement du monopole. Mais combien cela durera-t-il ? « Raisonnons dans l'hypothèse des

auteurs de la proposition. La régie livrera à la consommation, la première année où elle fonctionnera, 500.000 hectolitres d'alcool à 50°, qui produiront à 200 francs l'hectolitre, 100 millions de francs. Les deux années suivantes on ne vendra plus que 480 et 460.000 hectolitres, qui produiront encore leurs 100 millions annuels, moyennant une augmentation de prix à l'hectolitre qui sera sensible déjà la troisième année, mais assez aisément supportable, le prix initial admis.

En sera-t-il encore de même la cinquième, la sixième, la dixième année, quand il faudra payer 238, 250, 312 francs l'hectolitre à 50° ?

Les auteurs de la proposition, par l'organe de M. Carton de Wiart, signalent comme un fait à considérer, les droits élevés que les consommateurs payent en d'autres pays. Ils notent que les Anglais payent 506 francs par hectolitre d'alcool pur.

Or, selon leur proposition de loi, comme d'ailleurs selon la législation existant en Belgique, l'hectolitre d'alcool est l'hectolitre à 50° de l'alcoomètre de Gay-Lussac.

Consentira-t-on chez nous à payer l'hectolitre à 50° plus de 450 francs lorsque le monopole sera entré dans sa quinzième année de fonctionnement ?

Il n'y faut pas compter, et si vraiment le monopole améliore les habitants de la population, refoule ses penchants alcooliques, comme on doit le vouloir à

tout prix, nous pouvons dire du monopole, au point de vue des rendements, que ses beaux jours sont ceux de ses débuts. » (1).

Ce n'est donc que pendant les premières années que le monopole sera le pourvoyeur du budget. Grever les finances publiques pour l'installation du monopole d'un emprunt amortissable dans 50 ans, c'est les grever d'une charge que celui-ci ne pourra pas suffire à acquitter.

Il resterait toujours à craindre qu'une fois en possession du monopole de la fabrication de l'alcool, l'Etat ne fût parfois amené à en favoriser la vente dans le but de se créer des ressources financières extraordinaires et immédiates. « Les caisses de l'Etat sont forcément avides, à raison de l'accroissement constant des dépenses et il y aura toujours des motifs parfaitement plausibles pour y laisser couler en leur conservant toute leur amplitude, les dividendes merveilleux qu'on lui promet (2). »

Le monopole, tel que le conçoivent M. Carton de Wiart et ses collègues, comprend seulement la fabrication, et la rectification par voie de conséquence. Il s'arrête là et ne touche pas au débit.

Non seulement il laisse subsister les cabaretiers,

(1) Ed. VAN DER SMISSEN. *Moniteur des intérêts matériels*, 22 octobre 1899.

(2) Rapport sur les travaux de la Commission d'études relatives à la question de l'alcoolisme, p. 26.

que l'on s'accorde à reconnaître trop puissants pour être attaqués de front, mais il laisse subsister aussi les entrepôts privés. Que si, réglementant le débit de l'alcool au cabaret, on arrive suivant la proposition Le Jeune, à y interdire, après que l'autorisation de la députation permanente aura été obtenue, la vente de l'alcool autrement qu'à consommer sur place, sans doute la vente au détail, en quantité inférieure à 5 litres, sera prohibée partout ailleurs que dans les débits tolérés. Mais pourvu qu'on achète plus de 5 litres, chacun reste libre de s'approvisionner où il veut, dans les entrepôts privés. L'alcool reste dans le commerce. Il n'y aura rien d'illégal à cela pourvu que l'alcool ait été fourni par la régie.

Système de M. Paul Berryer. — Ce manque de logique dans la proposition de M. Carton de Wiart a frappé M. Berryer qui préconise un monopole intégral au profit de l'Etat. Le système ainsi proposé ne diffère donc du précédent qu'en degré et non en nature.

La qualification d'intégral toutefois ne s'applique qu'à moitié, car si le monopole de M. Berryer, plus complet que celui de M. Carton de Wiart, ne s'applique pas seulement à la fabrication et à la rectification de l'alcool, mais s'étend jusqu'à la vente, encore faut-il remarquer qu'il ne comprend que la vente en gros et s'arrête à la vente au détail ; il laisse subsister les

cabaretiers Personne n'ose s'y attaquer directement. M. Berryer reconnaît que la réduction du nombre des cabarets doit suivre celle de la consommation. Mais comme il pense qu'il serait excessif de vouloir les supprimer tous, surtout en Belgique où ils sont pour ainsi dire une institution nationale, il se contente de les transformer afin d'essayer d'atténuer « la pression fatale du débitant sur la consommation ».

Le but à atteindre reste le même avec le monopole de M. Berryer qu'avec celui de M. Carton de Wiart. C'est toujours la réduction progressive et la suppression finale de la consommation de toutes les boissons distillées. Les moyens sont aussi les mêmes : « Pour atteindre ce but, nous employons le fisc sous la forme du monopole, en lui donnant mission de diminuer chaque année la production, d'augmenter chaque année le prix de vente et de s'acheminer ainsi sûrement vers la prohibition totale.

L'Etat exproprie tous les distillateurs actuels et fabrique lui-même toutes les quantités tolérées pour les besoins du pays. Quant à l'importation, il l'interdit absolument. » Voici seulement où l'on diffère.

« L'Etat se chargerait directement de la vente en gros. La régie préparerait elle-même l'alcool en boisson ; elle vendrait l'eau-de-vie et non l'alcool pur.

L'Etat déléguerait immédiatement le monopole de débit (qui lui serait donné avec les autres) aux débitants actuels pour la durée du monopole intégral,

ou pour un nombre d'années à déterminer. Cette faveur serait strictement personnelle, mais elle ne serait accordée et conservée qu'à des conditions très rigoureuses (1). » On profiterait de l'organisation de cette délégation de l'Etat aux débitants pour leur imposer une réglementation sévère, graduer les licences selon la valeur locative de l'immeuble occupé et l'importance du débit.

Adoptant les évaluations de M. Cauderlier, M. Berryer pense qu'il en coûterait 70 millions à l'Etat pour établir le monopole intégral. C'est plus cher que le monopole de M. Carton de Wiart.

Dans les deux systèmes, l'Etat investi du monopole achèterait-il moins cher que l'industrie privée les matières premières nécessaires à la distillation ? Donnera-t-il de moindres salaires à ses ouvriers ? Il est probable au contraire qu' dans la fabrication de l'alcool, comme chaque fois qu'il entreprend l'exploitation d'une industrie, l'Etat produira avec plus de frais et de gaspillage que l'industrie privée.

Il aura à supporter tous les frais d'administration, et avec le système Berryer à indemniser tous ceux qui vivaient du commerce en gros de l'alcool.

Il aura à se défendre contre la fraude et à supporter les diminutions de recettes qu'elle lui infligera. Sans doute la Belgique n'a pas de bouilleurs de cru.

(1) Paul BERRYER. *Le monopole de l'alcool*.

La nature n'y permet pas de fabriquer des alcools de fruits. Mais cependant on ne peut se flatter d'empêcher toute fabrication clandestine. Pour garantir de la fraude, le monopole du tabac, l'Etat en France a pu mettre la main sur le produit à son origine, dans la matière dont il est tiré. Il a interdit la culture de la plante. Mais on ne peut faire cela pour l'alcool. L'alcool existe dans toutes espèces de matières qui sont à la portée de tous : il existe dans la bière, dans le riz, le jus de betterave, les mélasses, les pommes de terre, les grains. Avec les progrès de la science et l'ingéniosité des constructeurs, on imagine et on fabrique des appareils à distillation continue, aussi réduits que possible, pas encombrants et surtout sans odeur. Si le prix de revient est plus élevé dans ces conditions, le taux énorme auquel le monopole permet de vendre le produit compense encore largement les fraudeurs et leur assure d'alléchants bénéfices. L'infiltration de l'alcool aux frontières, quand la contrebande peut être si fructueuse, est aussi presque impossible à réprimer complètement.

On argue souvent de l'exemple de la Suisse. Mais le monopole suisse vend l'alcool à un prix modéré qui ne met pas la fraude en éveil. De plus il se préoccupe si peu d'éviter la fabrication clandestine qu'il a seulement interdit la distillation des matières féculentes et laissé toute liberté aux « eaux-de-vie naturelles ». On ne peut guère savoir de la sorte si même

la diminution de la consommation dont se prévaut l'administration du monopole est réelle et si elle ne correspond pas à la substitution des eaux-de-vie naturelles, aux quantités en moins d'eaux-de-vie de la régie.

Le monopole tel que le préconise M. Berryer laisse subsister la crainte de voir l'Etat se laisser entraîner à développer la vente dans le but de se créer des ressources. La loi originelle a beau poser le principe de la production décroissante. Un parlement défait ce qu'un autre a pu faire avant lui, et c'est toujours un instrument dangereux aux mains de l'Etat qu'un monopole qui lui permet d'assurer l'équilibre du budget en cessant d'entraver la consommation d'un produit dont la vente peut l'enrichir.

La conception de l'Etat distillateur et débitant offre en outre un grave danger. Elle ne se concilierait guère dans l'esprit public avec la déclaration que l'alcool est un poison. Encore que l'alcool fabriqué en Belgique ait toujours été d'une pureté remarquable, ce qui n'empêchait pas sa toxicité, lorsque l'Etat serait le producteur et le rectificateur, l'idée se propagerait vite et s'enracinerait profondément que les boissons, dont l'Etat est le pourvoyeur, sont pures et exemptes de tout danger.

Il ne semble donc pas que le monopole sous quelque forme qu'il se présente soit le remède que nécessite la situation présente en Belgique, tant au point

de vue des intérêts financiers que de l'anti-alcoolisme. On a trop tendance depuis plusieurs années, et en tous pays, on a trop tendance à se tourner toujours vers l'Etat, à le regarder comme seul capable de remédier à tout. Sans doute son appui est indispensable, mais son intervention exclusive lui est aussi peu profitable qu'aux véritables intérêts du pays. Un monopole aux mains de l'Etat ne doit être accepté que quand on ne peut faire autrement. Comme le dit excellemment M. Raphaël-Georges Lévy, une nation n'est pas seule au monde ; si elle veut y garder son rang, ce n'est pas avec des industries et des commerces d'Etat qu'elle y peut réussir. « Le monopole est, de sa nature, destructeur de toute initiative, ennemi de tout progrès ; il porte en lui des germes de mort... Nous invoquons sans cesse le progrès et la liberté, ne travaillons pas à retarder l'un en détruisant l'autre (1). »

Le remède véritablement pratique et nécessaire, la solution adéquate à la situation, en Belgique, consiste nous le répétons encore une fois, dans le retour au droit commun : une seule catégorie de distilleries. M. de Smet de Naeyer est dans le vrai en préconisant : la concentration de la fabrication dans les distilleries industrielles après avoir indemnisé les distilleries agricoles.

(1) R.-G. LÉVY. *Rev. des Deux-Mondes*, 15 juin 1897.

Nous avons montré tous les avantages incontestables de son système : pour le fisc, pour l'agriculture. Seul le point de vue anti-alcoolique nous semblait un peu négligé. La prophylaxie n'était pas suffisamment assurée, le fléau pas assez contenu et forcé à rétrograder. Il nous semble que sous ce rapport il serait facile de compléter le système de M. de Smet de Naeyer : l'étude de la législation allemande fournit la solution. C'est ce qu'il nous reste à montrer.

Le nombre des distilleries industrielles actuellement existantes en Belgique est très restreint. Pas une seule ne s'est créée depuis l'application de la loi de 1896 et la crise qu'elle a déchaîné sur elles. Une, même a dû cesser de fonctionner. C'est donc trente usines qui auraient à se partager la production de l'alcool dans tout le royaume. Le changement de régime fiscal les a obligées à transformer leur outillage et à adopter les installations les plus perfectionnées, les mieux combinées. Cette transformation a certes été coûteuse, mais a contribué à faire des distilleries industrielles des usines véritablement modèles aussi bien par la perfection des machines que par le choix judicieux et savant des méthodes et des procédés. La législation actuelle a en outre habitué les distillateurs industriels à travailler sous le contrôle incessant et extrêmement rigoureux de la régie intéressée à prendre en charge tout le rendement sans qu'aucune fuite soit possible.

Il serait donc possible dans ces conditions d'arriver à limiter la production lorsqu'elle est concentrée dans un nombre aussi limité d'usines, qu'on peut pour ainsi dire la tenir en main et la surveiller de façon à assurer la stricte exécution des dispositions législatives ou réglementaires.

Pour cela, la consommation moyenne par tête d'habitant étant évaluée et fixée à la quotité que l'on serait décidé à tolérer, le contingent nécessaire à la consommation serait déterminé pour tout le royaume. On l'augmenterait des quantités nécessaires aux emplois industriels de l'alcool. Le contingent ainsi établi serait, comme en Allemagne, réparti entre les trente distilleries industrielles existant avant la mise en vigueur du régime instauré en 1896 et qui subsistent. Aucune autre ne pourrait être admise à la répartition du contingent et ne pourrait par suite se fonder.

La répartition se ferait d'autorité, sans recours possible, mathématiquement, proportionnellement à ce qu'était avant l'application du système la production respective de chaque usine (1).

(1) La formule d'après laquelle se ferait la répartition du contingent s'établit ainsi :

Soient : C. le *contingent à répartir*,

T. le total de la *production sous le régime antérieur*,
pour l'année où les choses auront paru se passer de
façon la plus normale, avant l'adoption du système
du contingent.

Ce contingent serait établi pour une période de 3 ans après laquelle il serait fixé à nouveau, mais suivant une progression décroissante.

L'accise serait progressivement relevée. L'impôt continuerait à être perçu au rendement réel. La fabrication se ferait en vases clos, sans solution de continuité; toutes les soudures et raccords plombés et scellés. Elle serait contrôlée et surveillée de façon

Soient encore :

$a, b, c, d, e, \dots$ les productions annuelles, *anciennes* de chaque usinier, toujours pour l'année choisie comme type; et $x, y, z, \dots$ les productions *nouvelles*, à déterminer.

On a évidemment :

$$a + b + c + d + e + \dots = T \quad (1).$$

$$x + y + z + \dots = C \quad (2).$$

avec la condition projetée que :

$\frac{x}{a} = \frac{y}{b} = \frac{z}{c} = \dots$ (3), laquelle exprime que les productions nouvelles $x, y, z, \dots$ sont proportionnelles aux productions anciennes, $a, b, c, \dots$.

De (3), on tire :

$$\frac{x}{a} = \frac{x + y + z + \dots}{a + b + c + \dots}$$

c'est-à-dire, en tenant compte des relations (1) et (2)

$$\frac{x}{a} = \frac{C}{T}$$

$$\text{d'où } x = a \frac{C}{T}$$

On aurait de même :

$$y = b \frac{C}{T}, \quad z = c \frac{C}{T}, \text{ etc...}$$

On obtiendra quelle doit être la production nouvelle, par la répartition du contingent, en multipliant, pour chaque usine, la production ancienne, a , par exemple, par la constante $\frac{C}{T}$.

permanente, de jour et de nuit, par la régie dont les employés inscriraient les quantités de matières premières à l'entrée, suivraient la fermentation et constateraient au moyen de compteurs et de bacs cadennassés la fabrication effective.

Au début de l'application du système, on tolérerait que le rendement réel dépassât d'une quotité à déterminer le montant de la production, fixé pour chaque usine dans les limites du contingent. Cette quotité serait diminuée, dès la seconde période triennale, et les quantités produites en sus du contingent attribué à chaque distillerie seraient soumises au double droit. L'importation serait interdite.

Il est à noter que cette réglementation si sévère qu'elle soit peut être appliquée sans trop de difficultés quand on n'a affaire qu'à un nombre d'usines très limité. Elle n'est pas, dans ses procédés, plus rigoureuse ni plus tyrannique que celle actuellement existante en Belgique. Elle ne fait guère que la reproduire, empruntée en grande partie au régime sous lequel sont placées les distilleries dans le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, qui se trouvait dans des conditions à peu près analogues à celles où l'adoption de la concentration de la fabrication dans les distilleries industrielles placerait la Belgique, 127 usines, en effet, travaillent en Ecosse, 27 en Irlande et 11 seulement en Angleterre.

Ce régime aurait pour effet de limiter la consommation humaine en limitant la production de l'alcool. Il n'entraverait pas toutefois l'usage industriel de l'alcool, puisque le contingent serait augmenté des quantités nécessaires. Il y aura même là, au fur et à mesure que se développera l'emploi de l'alcool dans l'industrie, la source de bénéfices qui compenseront pour les distillateurs la charge à eux imposée par une élévation de l'accise suivant une progression correspondant à la réduction progressive de la production. L'alcool destiné à l'industrie jouirait de l'exemption de droits.

Conforme à l'évolution générale de l'activité économique, la concentration de la fabrication de l'alcool dans les distilleries industrielles telle que le préconise M. de Smet de Naeyer conserverait au point de vue financier comme au point de vue agraire tous les avantages qu'elle présente, et complétée par l'adoption du contingent destiné à limiter la production, elle deviendrait une arme excellente contre l'alcoolisme. Elle serait de nature à se combiner avec les dispositions relatives à la police de la vente et du débit des boissons alcooliques qui font l'objet de la proposition de M. Le Jeune.

Il est permis de croire que ce serait là le meilleur moyen de sortir de la situation présente et de toutes les difficultés qu'elle a fait naître, sans que l'agricul-

ture puisse être fondée à se plaindre d'être sacrifiée. On ouvrirait ainsi une ère nouvelle au cours de laquelle la lutte contre l'alcoolisme acquerrait enfin au ^{xx}e siècle, l'efficacité nécessaire, qui lui a fait défaut pendant toutes les dernières années du siècle qui s'achève.

VI

Conclusions.

En résumé, de l'étude que nous avons faite de la question de l'alcool en Belgique, en essayant de l'aborder sous les aspects divers qu'elle est susceptible de revêtir, il ressort :

I. Que l'ancien régime fiscal (sous lequel l'impôt était assis sur la capacité des cuves et le rendement présumé), condamné par l'expérience générale comme tout impôt basé sur les éléments primitifs de la production, avait abouti :

1° Au point de vue fiscal, à une improductivité manifeste de l'accise ;

2° Au point de vue hygiénique, à laisser se développer la consommation sans que le Trésor en tirât profit ;

3° Au point de vue économique, à la prospérité exagérée des distilleries industrielles, échaffaudée à la fois sur le détriment causé au fisc par la produc-

tion de quantités indemnes de droit, sur l'alcoolisation du pays et sur la ruine de la distillerie agricole.

II. Que le régime fiscal actuellement en vigueur et instauré en 1896 a eu le mérite :

Au point de vue fiscal : 1° D'établir la perception de l'impôt sur la base simple et rationnelle du rendement effectif ;

2° De permettre par cela même une majoration de l'accise, à laquelle on pourrait recourir encore et qui a été de nature à faire bénéficier le Trésor d'un surcroît de productivité du rendement de l'impôt ;

Au point de vue économique : 3° De faciliter la distillation des mélasses ;

4° De rendre possible la fabrication en distillerie de la levure ;

5° De permettre la dénaturation de l'alcool et de contribuer à développer l'emploi de l'alcool dans l'industrie.

Malheureusement il a le tort :

Au point de vue économique : 1° D'accorder à l'agriculture une protection dont les frais à la charge de l'Etat sont hors de proportion avec les avantages qu'elle en peut retirer ;

2° D'avoir, en favorisant outre mesure les intérêts agricoles, consacré la rupture de l'équilibre entre la

distillerie industrielle et la distillerie agricole, au détriment de la première;

3° En facilitant la constitution de sociétés coopératives de distillerie entre agriculteurs, d'avoir favorisé l'éclosion de coopératives fictives, absolument étrangères aux intérêts agricoles, qui sont en partie cause de la surproduction dont souffre l'industrie de la distillerie et qui font le plus grand tort aux distillateurs individuels, tant agricoles qu'industriels.

Au point de vue hygiénique : 4° De ne pas contribuer assez efficacement à réprimer les ravages de l'alcoolisme et à enrayer le fléau, sans que les autres mesures prises législativement ou administrativement, dans ce but, soient non plus suffisantes pour diminuer la consommation et préserver la Belgique de la ruine dont l'alcoolisme la menace, quelque remarquable que soit la pureté des alcools produits et consommés.

III. Qu'une réforme de la législation s'impose; que la crise des distilleries appelle une prompt solution et que le fléau de l'alcoolisme exige un remède qui ne peut être efficace que par la limitation de la production pour arriver à la limitation et à la diminution de la consommation.

IV. Que le système consistant en l'expropriation des distilleries industrielles, pour donner le monopole

de la fabrication aux distilleries agricoles est de beaucoup le plus défectueux, à tous égards.

V. Que le monopole de la fabrication et de la rectification aux mains de l'Etat présente plus de dangers et d'inconvénients qu'il ne serait de nature à procurer d'avantages et de profits; que fût-il complété par le monopole de la vente en gros, il en serait encore de même; qu'il est au moins, en tout cas, inutile d'y recourir puisqu'il ne s'impose pas comme d'absolue nécessité.

VI. Que la solution la meilleure est celle qui consiste à concentrer la production de l'alcool dans les distilleries industrielles, après avoir indemnisé les distilleries agricoles;

Que ce système a l'avantage :

Au point de vue fiscal : 1° De ménager les finances publiques, puisqu'il est celui dans lequel les indemnités à payer seront assurément les moins élevées ;

2° D'être susceptible de procurer au fisc les fortes recettes qu'on peut attendre d'un impôt basé sur le rendement réel, puisqu'il comporte une élévation des droits, facile à réaliser sans changer en rien l'assiette ni le mode de perception de l'impôt, élévation qui doit suivre la même marche progressive que doit suivre la production dans le sens inverse de la réduction;

Au point de vue hygiénique : 3° D'assurer par cela même la réduction de la consommation des boissons

alcooliques et de se prêter efficacement à la lutte contre l'alcoolisme d'abord de cette façon, puis en se combinant à toutes les mesures d'autre nature susceptibles d'être prises dans ce but, et avec tous les efforts de l'initiative privée.

Au point de vue économique : 4° D'accorder à l'agriculture plutôt plus d'avantages que les autres systèmes puisqu'il donne aux distillateurs agricoles une juste indemnité, qu'il assure à la culture la mise à sa disposition de toutes les drèches produites, dont il interdit l'exportation ; qu'il les transporte et les livre à prix coûtant ; qu'en nécessitant leur dessiccation, il n'enlève pas aux drèches leur valeur nutritive mais rend au contraire leur conservation plus facile, et fait d'elles un aliment ne présentant plus le danger d'incommoder le bétail ; qu'il pourrait comporter l'obligation imposée aux distillateurs d'acheter à la production indigène une partie des matières premières ;

5° De continuer à permettre la distillation des mélasses, la fabrication de la levure et l'emploi de l'alcool dans l'industrie ;

6° D'assurer à la distillerie industrielle une situation lui permettant de réaliser des bénéfices suffisamment rémunérateurs puisqu'il lui procure des débouchés importants en favorisant la consommation industrielle de l'alcool, outre le profit qu'elle peut retirer de la production de l'alcool pour la consommation humaine et de la fabrication de la levure.

Telle est, croyons-nous, la solution la plus recommandable, celle qui est susceptible de donner le mieux satisfaction aux divers intérêts en présence, dans la mesure du possible et dans l'ordre où ils méritent d'être pris en considération. C'est aussi celle qui nous semble de nature à passer le plus facilement dans la pratique. Sa réalisation peut se faire sans secousses trop violentes ; elle tire autant que possible parti de la situation présente et de la législation actuellement en vigueur.

Elle se recommande à ceux qui savent que l'alcooolisme est un mal tellement complexe dans ses origines que la multiplicité de ses causes exige de multiples remèdes, en ce que, loin de se présenter comme une panacée universelle, comme le remède radical et unique, elle se présente comme un moyen d'une efficacité certaine assurément, mais qui a besoin, pour être utilement employé, du concours de toutes les forces sociales, de toutes les bonnes volontés, de ces bonnes volontés desquelles Kant a pu dire qu'elles étaient les seules choses au monde véritablement bonnes sans restriction. Ce n'est pas trop de faire un faisceau de toutes les initiatives, de l'action commune des pouvoirs publics et des individus pour lutter contre le fléau, pour réformer les mœurs et les habitudes, éclairer le peuple et l'instruire sur ses vrais intérêts. Car il ne faut pas oublier qu'on ne peut légiférer ni réglementer contre les mœurs.

Mais en tout cas il faut agir promptement, il importe de se hâter, car chaque jour le vice pousse des racines plus profondes, « chaque heure de retard vient ajouter de nouvelles victimes, par milliers, à la multitude des victimes du fléau, familles déshonorées et ruinées, femmes dont la vie est un martyre, enfants maltraités, enfants que la contagion du vice dégrade, enfants que la tare alcoolique destine à la débauche, au crime, à la démence (1). »

(1) LE JEUNE. — Discours à la Société des Prisons. Paris.

VII

Le régime des spiritueux en Afrique et particulièrement au Congo.

La situation de l'Etat indépendant du Congo, par rapport à la Belgique, est telle qu'une étude sur la législation de l'alcool et l'alcoolisme dans ce pays resterait incomplète si elle ne comprenait pas l'examen de la question dans le vaste empire africain qui doit cesser un jour d'être la propriété personnelle du roi des Belges pour devenir la propriété de la Belgique. La Conférence de Berlin de 1885 fit de l'œuvre créée en Afrique par l'Association amicale du Congo, un Etat indépendant dont, avec l'assentiment des Chambres belges, le roi Léopold II devint le souverain. L'assistance financière directe de la Belgique devint par la suite plusieurs fois nécessaire à l'extension du nouvel Etat. Le 2 août 1889 le roi avait signé un testament aux termes duquel il léguait le Congo à la Belgique. En portant cet acte à la connaissance de la législature, le gouvernement lui demandait de rati-

fier la convention conclue le 3 août 1890 avec l'Etat du Congo. Par cette convention, l'Etat belge avançait à l'Etat du Congo, à titre de prêt, à diverses échéances échelonnées dans l'espace de dix ans, la somme de 25 millions, sans que pendant ces dix années, les sommes ainsi prêtées fussent productives d'intérêt. « Six mois après l'expiration du prédit terme de dix ans, l'Etat belge pourra, s'il le juge bon, s'annexer l'Etat indépendant du Congo... » « Si au terme prédit, la Belgique décidait de ne pas accepter l'annexion de l'Etat du Congo, la somme de 25 millions prêtée ne deviendrait exigible qu'après un nouveau terme de dix ans, mais elle serait entre temps productive d'un intérêt annuel de 3 1/2 %. l'an, payable par semestre... »

En 1895, en présence des nouvelles difficultés financières auxquelles avait à faire face l'Etat du Congo et qui le forçaient à recourir à la Belgique, le gouvernement belge était décidé à avancer l'échéance de la Convention de 1890, en annexant le Congo. Mais les Chambres hésitèrent, puis reculèrent, et on se contenta de voter un subside provisionnel de 5.600.000 francs. La question de l'annexion immédiate fut ainsi ajournée.

« La convention du 3 juillet 1890 demeure donc entière quant à ses stipulations politiques et la discussion de la question est renvoyée à l'époque primitivement fixée : du mois d'août 1900 au mois de jan-

vier 1901. Le Parlement aura alors à examiner et à décider si la Belgique entend entrer sans nouveau retard en possession de la colonie congolaise, que ses fils ont fondée et qu'elle doit à l'initiative royale, ou si elle préfère s'abstenir pour l'instant et renvoyer la décision à prendre à la date irrévocablement fixée par le testament royal (la mort du roi), à moins qu'il ne se réserve, grâce à un *modus vivendi* à trouver et pour un nouveau terme, le privilège de reprise que lui confère la convention de 1890 (1). »

Quoiqu'il en soit l'annexion du Congo à la Belgique paraît certaine à plus ou moins brève échéance.

L'alcoolisme exerce assez de ravages en Europe, pour qu'un Etat prenne soin d'épargner à ses colonies l'horreur du fléau dont il est atteint.

Malheureusement il ne semble pas que les nations européennes aient fait des efforts suffisants pour arriver à ce résultat.

L'alcool ne civilise pas et cependant il est un des principaux articles de la fabrication du monde civilisé. Quelques débouchés que lui offre la consommation de la métropole, il ne s'en contente pas encore et devient dans les colonies l'objet d'un trafic important ; souvent il est le seul objet qui trouve à s'échanger contre les produits de l'Afrique occidentale.

Les nations qui affichent le désir de répandre par-

(1) A. J. WAUTERS. — *L'Etat indépendant du Congo*, p. 105.

tout les bienfaits de la civilisation, s'en vont ainsi répandre l'alcoolisme chez des populations qui l'ignoraient encore. « L'introduction de l'alcool est la ruine complète de l'Afrique. L'alcool y constitue la véritable monnaie courante. C'est au moyen d'alcool qu'on paye les ouvriers, et quand ils n'ont pas bu ils refusent de travailler. Dans le Cameroun on a institué le culte de l'eau-de-vie (1). » C'est là en effet que les distillateurs allemands écoulent avantageusement le trop plein de la production stimulée en Allemagne par le régime fiscal. L'importation de l'alcool en Afrique y est d'autant plus désastreuse, que par suite du défaut des voies de communication, tout est consommé sur les côtes où le produit est débarqué.

Cela a cet avantage que le fléau ne s'étend pas plus loin. Mais par contre, le nombre des consommateurs étant moindre, la quantité ingérée par chacun n'en est que plus grande.

A Lagos on introduit par année 2 millions de gallons (9.090.000 litres) pour 3 millions d'habitants. L'exportation d'huile de palme ne se fait plus que dans des fûts ayant contenu de l'alcool ; dans la plupart des habitations les chaises n'existent pas et sont remplacées par des caisses à gin.

S'il y avait des chemins de fer pour répandre l'al-

(1) VI^e Congrès anti-alcooliques Bruxelles, 1897, II^e partie, p. 84.

cool dans l'intérieur, du pays il n'y aurait plus de frein à son introduction et le fléau se répandrait partout.

En 1890, la Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles vota quelques mesures relatives au régime des spiritueux en Afrique afin de prévenir les funestes conséquences morales et matérielles qu'en entraîne l'abus, pour les populations indigènes. Les dispositions prises s'appliquent dans une zone comprise entre le 20^e degré de latitude Nord et le 22^e degré de latitude Sud, aboutissant vers l'Ouest à l'Atlantique et vers l'Est à l'Océan Indien.

Cela fait un immense territoire s'étendant depuis le Sénégal jusqu'à la Colonie du Cap et comprenant ainsi presque toute la partie de l'Afrique située au-dessous du Sahara, moins le Cap, l'Etat d'Orange et le Transvaal.

L'article 91 et suivants de cet acte du 2 juillet 1890 stipule que « dans les régions de cette zone où il sera constaté que soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, les Puissances en prohiberont l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite. »

Dans les régions qui n'étaient pas placées sous le régime de la prohibition, les spiritueux devaient être soumis à un droit d'entrée qui ne pouvait être inférieur à 15 francs par hectolitre à 50^e centésimaux,

pendant les trois premières années ; un droit d'accise correspondant atteignait la fabrication indigène. A l'expiration de cette période de trois ans, le droit pouvait être porté à 25 francs, pendant une nouvelle période de trois ans. Il devait à la fin de la sixième année être soumis à revision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par ces tarifications.

Il pouvait être dérogé à la prohibition d'importation et de fabrication, seulement pour des quantités limitées, destinées à la consommation des populations non indigènes et introduites sous le régime et dans les conditions déterminés par chaque gouvernement.

Le gouvernement de l'Etat indépendant du Congo n'avait pas attendu l'acte de la conférence de Bruxelles, acte entré en vigueur le 1^{er} avril 1892, pour se préoccuper de la question du trafic des spiritueux sur son territoire. Cela était d'autant plus nécessaire que les populations barbares ont un penchant très vif à abuser des boissons enivrantes et que sous un climat torride l'alcoolisme est spécialement une cause d'abâtardissement et de destruction de la race. Il importait donc d'agir pour essayer que les indigènes s'en tinssent à leurs boissons nationales. « La plupart des nègres se contentent, en prenant leur repas, de boire de l'eau. Cependant ils ont imaginé, plutôt pour satisfaire leur goût que pour calmer leur soif, plusieurs boissons, parmi lesquelles il en est d'excellentes. Quoiqu'elles

soient généralement peu alcoolisées, ils en absorbent de si grandes quantités qu'ils parviennent à se griser. Les unes sont comparables à nos cidres ; on les appelle pombe, masanga, etc. On les prépare, soit en laissant fermenter dans l'eau des tranches de bananes mûres, soit en pilant des morceaux de cannes à sucre dans une auge, puis en recueillant et en laissant fermenter le jus qui s'écoule. Dans certaines régions, on connaît l'hydromel, mélange de miel et d'eau, aromatisé au moyen de quelques herbes. D'autres boissons rappelant nos bières, sont extraites du sorgho, du maïs, de l'éleusine ; on les fabrique dans toutes les régions où ces céréales sont cultivées, c'est-à-dire à l'est et au nord-est du bassin. Mais de toutes ces boissons, la plus appréciée est le malafa, extrait des palmiers raphia et élaïs. Le vin de palme, lorsqu'on vient de l'extraire, a un aspect laiteux et un goût sucré d'amandes. Mais à mesure qu'il vieillit, il devient plus acide, et il suffit d'un jour, de quelques heures même pour le faire passer à l'aigreur accentuée (1) »

Assez de boissons étaient d'une consommation répandue pour qu'il ne fût pas encore opportun d'habituer les populations congolaises à l'usage de l'eau-de-vie ou du genièvre.

Un décret du 17 décembre 1887 obligeait les commerçants faisant le trafic des alcools au-delà de la

(1) A.-J. WAUTERS. — *L'Etat indépendant du Congo*, p. 308.

rivière Inkisi (1) à se munir d'une licence annuelle de 2.000 francs par établissement et de 5.000 francs par bateau ou embarcation débitant des boissons alcooliques en dehors des installations permanentes.

Le 17 juin 1890, un arrêté du gouverneur général interdisait la distribution ou la vente des spiritueux à bord des bâtiments mouillant dans les ports de Banana, Boma et Matadi.

Dès le 16 juillet 1890, devant la mise en vigueur de l'acte de Bruxelles, le gouvernement prohiba d'une manière absolue l'importation, le débit et la fabrication de l'alcool dans cette partie du territoire située au delà de l'Inkisi.

« Un coup d'œil sur la carte de l'Etat indépendant du Congo fait saisir la portée de cette prohibition qui englobait la presque totalité des territoires de l'Etat.

« La libre importation ne se trouva plus ainsi autorisée que dans une région côtière très circonscrite, où les nécessités du commerce n'en permettaient pas la suppression radicale ; et dans cette région même, on tenta d'enrayer le débit des spiritueux, en taxant les commerçants vendant ou débitant des boissons alcooliques, d'un droit de licence annuel fixé progres-

(1) L'Inkisi est un affluent du Congo, situé au delà de la chaîne côtière de montagnes, sur la limite qui sépare les quatre premiers districts, ceux dont le territoire est le moins étendu, des onze autres extrêmement vastes, que comprend encore l'Etat du Congo.

sivement d'après le débit présumé (1). » Le taux de la licence variait entre 1000 et 20.000 francs selon l'importance de l'établissement. Cette taxe fut, le 19 février 1891, réduite au tiers et supprimée le 4 août de la même année.

Après que les négociations avec la France et le Portugal, relativement à l'établissement d'un tarif commun pour les droits d'entrée, eurent abouti au protocole de Lisbonne, du 8 avril 1891, un décret du 9 du même mois vint, conformément aux dispositions de l'acte général de Bruxelles de 1890, fixer à 15 francs par hectolitre à 50° le droit d'entrée sur les spiritueux.

La nécessité d'établir une voie de communication entre Matadi et le Pool, amena la construction d'un chemin de fer, le Congo dans cette région où se trouve 32 cataractes étant inutilisable, alors qu'à partir du Pool il est navigable sur un très long parcours. En vue de protéger contre l'alcoolisme la région traversée par le chemin de fer qui se construisait, pour empêcher le commerce des spiritueux de s'y infiltrer en profitant de cette voie de pénétration, un décret du 4 mars 1896 étendit la zone de prohibition et ramena la limite de l'Inkisi au Kwilu. Toujours dans le même but, le 15 avril 1898, elle fut reportée du Kwilu

(1) M. le Chevalier de CUVELIER. Notes sur les mesures prises par l'Etat indépendant du Congo, prohibitives ou restrictives du commerce des spiritueux.

à la rivière Mpozo, se rapprochant toujours ainsi progressivement de la côte.

En outre, par décret du mois d'octobre 1898, l'Etat a prohibé dans toute l'étendue de son territoire l'entrée des liqueurs à base d'absinthe

Pour compléter ces dispositions, des amendes élevées, des condamnations à la servitude pénale, la confiscation, sont édictées en cas de contraventions.

L'Etat a établi des peines répressives de l'ivresse publique. Par les arrêtés du Gouverneur général, des 10 avril 1890 et 8 mars 1897, des peines d'amende et même d'emprisonnement sont comminuées contre quiconque est trouvé en état d'ivresse sur la voie publique et contre celui qui aura occasionné directement la dite ivresse.

Ces mesures ont produit d'heureux résultats ; les importations d'alcool sont en décroissance au Congo.

En 1894 on importa 1.747.732 litres d'alcool,

en 1895 on importa 1.465.590 litres d'alcool,

en 1896 on importa 1.215.726 litres d'alcool,

représentant une valeur de 378.580 francs. La valeur de l'importation est descendue à 351.551 francs pour l'année 1897.

Le Gouverneur général peut autoriser les non-indigènes résidant ou voyageant dans la région de prohibition à recevoir des boissons alcooliques pour leur usage personnel. L'acte de Bruxelles consacrait cette exception et l'ordonnance du 9 mars 1897 prescrit

les précautions nécessaires à ce que les boissons ainsi exceptionnellement introduites soient exclusivement destinées à la consommation des personnes d'origine non africaine et ne soient pas employées à des échanges avec les indigènes. La valeur totale des marchandises à l'usage des blancs, importées en 1867, s'est élevée à 6.893.998 francs. Les boissons y entraient pour 972.217 francs.

Les bières y entraient pour.	231.005 fr.
les liqueurs pour.	163.414 fr.
et les vins pour.	577.798 fr.

Tel est l'ensemble des dispositions prises par l'État du Congo pour restreindre l'importation des boissons alcooliques. Il suffit à démontrer que « les plus louables efforts sont faits pour mettre les indigènes à l'abri des ravages de l'alcool et que lorsque sir Charles Dilke, à la Chambre des communes, accusait un jour le gouvernement congolais de ruiner les nègres par le débit de boissons enivrantes, il formulait une imputation calomnieuse » (1).

Selon M. Hubert Brunard, « l'intention de l'État indépendant est de supprimer l'alcoolisme dans toute l'étendue du territoire, en étendant successivement jusqu'à la côte la zone de prohibition absolue » (2).

(1) WAUTERS, *op. cit.* p. 412.

(2) Rapport au VI^e Congrès contre l'abus des boissons alcooliques, tenu à Bruxelles. p. 101.

On se prend à regretter vivement que la santé publique ne soit pas si bien protégée en Belgique qu'au Congo.

L'importation de l'alcool au Congo sera sans doute encore réduite, par suite de l'élévation du droit d'entrée. Cette élévation va être la conséquence de la Convention internationale du 8 juin 1899, arrêtée par les puissances signataires de l'acte général de 1890 et réunies à Bruxelles pour la revision du régime des spiritueux en Afrique. Aux termes de cette Convention, en effet, dans toute la zone où n'existe pas le régime de la prohibition absolue, le droit d'entrée sera porté au taux de 70 francs par hectolitre à 50° pendant une période de six ans.

Exceptionnellement il pourra n'être que de 60 francs dans la colonie du Tago et dans celle du Dahomey.

Le droit d'accise est mis en concordance avec le droit d'entrée. Le droit sera augmenté ou diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessus ou au-dessous de 50°.

Les Chambres belges ont immédiatement donné leur approbation à la Convention du 8 juin 1899.

« Malheureusement, écrivait M. Van Ockerhout(1), le rapporteur au Sénat, la Convention ne pourra entrer immédiatement en vigueur. Il s'écoulera peut-être un an avant que le protocole de dépôt en soit

(1) *Documents parlementaires*. Sénat, session 1898-99, n° 148.

dressé et 30 jours seulement après ce dépôt, la Convention entrera en vigueur. Entre temps, tous les spiritueux introduits le seront sous le régime de l'ancien impôt de 15 francs; de même pour l'accise. Le commerce en profitera au détriment des grands intérêts de la civilisation et de l'humanité. »

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
MARC SAUZET.

Vu : L'ASSESEUR,
GÉRARDIN.

Vu et permis d'imprimer,
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- ALGLAVE (Emile). — Le monopole facultatif de l'alcool. Paris, Alcan, 1886.
- Le monopole de l'alcool (*Revue sociale et politique*, t. iv, n° 3, Bruxelles, 1894.)
- ALGLAVE (Emile). — In Rapport Guillemet, sur le monopole de l'alcool, n° 1163, p. 159.
- ALGLAVE (Emile). — In journal *le Temps*, juin-juillet 1895, août et septembre 1896. In *Revue générale internationale*, n° 1 (1896).
- ANDRÉ (J.-B). — Rapport au ministre de l'Agriculture sur les travaux de la Commission d'études relatives à la question de l'alcoolisme, Bruxelles, 1896.
- D'ANETHAN (baron Jules). — La régie des alcools (*Réforme sociale*, 16 juillet, 1^{er} août 1894.)
- D'ANETHAN (baron Jules). — Note sur la Convention internationale concernant la répression des abus qu'engendre, parmi les pêcheurs de la mer du Nord, le trafic des spiritueux (*Bulletin de la Société de législation comparée*, 1896, p. 155).
- Docteur A. ANTHEAUME. — De la toxicité des alcools. Paris, Alcan, 1897.
- AVENEL (d'). — Le mécanisme de la vie moderne ; l'alcool (*Revue des Deux-Mondes*, 1899).
- Docteur BAIVY. — Les effets de l'alcool. Namur, 1880.
- Docteur BARELLA. — Les alcools et l'alcoolisme, Bruxelles, 1880.

- BEAUREGARD. — Le monopole de l'alcool (*Monde économique*, janvier 1897).
- BELVAL (Th.). — La lutte contre l'alcoolisme, Bruxelles, 1897.
— In *Mouvement hygiénique* (mai 1892).
- BERGERON. — La lutte contre les progrès de l'alcoolisme en Europe. *Revue scientifique*, 9 sept. 1893.
- BERRYER (Paul). — Le monopole de l'alcool, Liège, Demarteau, 1898.
- BOULANGER (E.). — La réforme des boissons : étude financière (*Revue politique et parlementaire*, 10 janvier, 10 février 1897.)
- BOURCART (G.). — Le péril de l'alcoolisme et les remèdes (*Rev. pol. et parl.*, 10 janvier, 10 février 1896).
- BRUNARD (Hubert). — Rapport présenté au VI^e Congrès contre l'abus des boissons alcooliques. *Législation étrangère*, Bruxelles.
- Docteur Max BUCHELER et Emile LEGIER. — Traité de la fabrication de l'alcool. Paris, 1899.
- BULLETIN RUSSE DE STATISTIQUE FINANCIÈRE ET DE LÉGISLATION, 1899. La question de l'alcool en Russie.
- BULLETIN STATISTIQUE DU MINISTÈRE DES FINANCES (France) années 1889-96-97-98).
- BULLETIN USUEL DES LOIS ET ARRÊTÉS CONCERNANT L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE. Bruxelles, à consulter pour les textes.
- CAILLAUX (J.) et PRIVAT-DESCHANEL. — Les impôts en France.
- CAILLAUX (J.). — Discours à la Chambre des députés (*Journal officiel de la République Française*, 21 novembre 1899).
- CARTON DE WIART. — Développement relatifs à une proposition de loi sur la restriction progressive de la fabrication et de la consommation des boissons alcooliques distillées (*Documents parlementaires*. Chambre des représentants, 25 juillet 1899).
- CARTON DE WIART. — L'état de la question de l'alcoolisme en Belgique, au point de vue législatif. Louvain, 1899.

- CAUDERLIER (Emile). — Les boissons alcooliques et leurs effets sociaux. Bruxelles, Manceaux, 1883.
- CAUDERLIER (Emile). — Le monopole de l'alcool en Belgique. Bruxelles, Muquardt, 1887.
- CAUDERLIER (Emile). — L'alcoolisme en Belgique. Bruxelles, Lebègue 1893.
- CILLEULS (des). — La réforme de l'impôt des boissons (*Réforme sociale*, 1897).
- CLAUDE (des Vosges). — Rapport au nom de la Commission (du Sénat) d'enquête sur la consommation de l'alcool en France.
- COCHERY. — Discussion sur le régime des boissons. Sénat. Juin et novembre 1896.
- COLLEVILLE. — A travers le VI^e Congrès international de Bruxelles, contre l'abus des boissons alcooliques. Reims, 1898.
- CORNIL. — Discussion sur le régime des boissons. Sénat, 1896.
- CUVELIER (le chevalier de). — Note sur les mesures prises par l'Etat du Congo, relativement au commerce des spiritueux (Congrès de Bruxelles, 1897).
- COSTE. — Alcoolisme ou Epargne. Paris, Alcan (Bibliothèque utile).
- DECHESNE (Laurent). — L'expansion économique de la Belgique. Bruxelles, Weissenbruch, 1900.
- DELAMOTTE, inspecteur des finances. — Rapport sur le monopole de l'alcool en Suisse.
- DESBATS (Gabriel). — La réforme de l'impôt des boissons (*Revue politique et parlementaire*, 10 juin 1897).
- DESJARDINS. — Rapport sur la loi française de 1873, sur l'ivresse publique.
- DENIS (Hector). — L'impôt. Bruxelles, 1889.
- Nombreux discours à la Chambre des représentants; notamment en décembre 1895, janvier à juin 1896, juillet 1899.

- DENIS (Jules). — Manuel de la tempérance.
— La propagation de la tempérance par l'école dans les différents pays. Congrès de Bruxelles de 1897).
- DEMARTEAU. — Histoire de la dette publique en Belgique. Hayez, Bruxelles, 1885.
- DICTIONNAIRE DES FINANCES (Léon Say). — Au mot Alcool.
— Impôt.
- DUJARDIN-BEAUMETZ et AUDIGÉ. — Recherches sur la puissance toxique des alcools. Paris, 1879.
- DUCLAUX. — Le microbe et la maladie.
- DUPUY (Charles). — L'alcool et l'alcoolisme (*Revue politique et parlementaire*, novembre 1896).
- DURIN. — Le monopole de l'alcool (Bruxelles, *Moniteur industriel*, 26 septembre, 3, 10 et 17 octobre 1896).
- DROZ (Numa). — Le monopole de l'alcool en Suisse (*Rev. pol. et parl.*, septembre 1895).
- EXPOSÉ à la Chambre des Communes, du chancelier de l'Echiquier, sir Michaël Hicks Beach, avril 1900.
- DR FRANCOTTE (Xavier). — L'alcoolisme; un fléau social. Liège, 1898.
- FRANCK (Louis). — La femme contre l'alcool. Bruxelles, 1896.
- FRÈRE-ORBAN. — De l'abus des boissons enivrantes. Bruxelles, 1879.
- FOCHIER (Emmanuel). — L'alcoolisme devant la loi pénale. (*Thèse*, 1900), Paris.
- GUILLEMET. — Rapport sur le monopole de rectification de l'alcool. Chambre des députés, n° 1169, session extraordinaire 1899.
- GUILLEMET. — La question du monopole de l'alcool (*Le Globe*, 12 novembre 1892).
- GIDE (Ch.). — Principes d'économie politique. Paris. Larose, 1898.
- HANUS (J.). — Conférences sur l'alcoolisme. Malines. Byckmaus, 1895.

- HARTMANN (Georges). — L'alcool et l'impôt des boissons. Paris, Guillaumin, 1886.
- JACQUET. — L'alcoolisme. *Presse médicale*, 9 décembre 1899.
- JACQUÈME. — Rapport sur le régime de l'alcool en Angleterre. (Inspection des finances).
- JOFFROY et SERVEAUX. — Mensuration de la toxicité des alcools (*Archives de médecine expérimentale*, 1895-96-97).
- JOURNAL DE LA DISTILLERIE FRANÇAISE, 1896 et 1898.
- KEBERS et DE SMET. — Exposé des législations concernant :
1° la fabrication des eaux-de-vie en Allemagne, en Angleterre et dans les Pays-Bas ; 2° le monopole des alcools en Suisse. Bruxelles, Lesigne, 1893.
- LABRÉ (Léon). — Discussion sur le régime des boissons (Sénat, juin 1896).
- Docteur LANNELONGUE. — Discours à la Chambre des députés sur l'alcoolisme (1896).
- LARBALÉTRIER. — L'alcool au point de vue chimique, agricole, industriel, hygiénique et fiscal.
- Docteur LEGRAIN. — Un fléau social : l'alcoolisme. Paris, 1896.
— Sur le monopole de l'alcool (journal *l'Alcool*, 1896 et 1897.)
- LE JEUNE. — Discours à la Société des prisons. Annexe VII du rapport Guillemet.
- LE JEUNE. — Nombreux discours au Sénat de Belgique, juin 1895, mars 1896, décembre 1898.
- LE JEUNE. — Développements relatifs à une proposition de loi sur la police de la vente et du débit des boissons alcooliques distillées. Sénat de Belgique, 21 décembre 1898.
- LEROY-BEAULIEU (P.). — Traité de la Science des Finances, Paris, 1899.
- LEROY BEAULIEU P. — Le monopole de l'alcool (*Economiste français*, années 1894-95-96-97).
- LÉVY (Raphaël-Georges). — Le monopole de l'alcool. *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1897).

- LÉVY (Raphaël-Georges). — Le budget de 1900 (*Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1899).
- LORAND. — Le régime de l'alcool en Belgique (*Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1897).
- LORAND. — Discours à la Chambre des représentants, décembre-1895, janvier 1896, 15 décembre 1898.
- LOUIS (Paul). — Le monopole et l'impôt progressif, (*Revue socialiste*, 1896).
- H. MARTEL. — Genièvre et C^{ie}. Bruxelles.
- MARTIN (Etienne). Le monopole de l'alcool et les réformes fiscales, Paris, Guillaumin, 1888.
- MAREMBAT. — L'alcoolisme et la criminalité. Paris, 1887.
- MASCART (Jean). — Le monopole de l'alcool (*Revue encyclopédique*, 10 octobre 1896).
- MASOIN (docteur). — Alcoolisme et criminalité. Bruxelles, Hayez 1896.
- MEAUX (de) inspecteur des finances. — Rapport sur le monopole de l'alcool en Russie.
- METMANN. — Etude sur les législations européennes relativement aux délits de boissons alcooliques.
- MERZBACH (Henri). — Mesures législatives et alcoolisme (Bruxelles, Schepens, 1894).
- MERZBACH (Henri). — La ligue patriotique contre l'alcoolisme (Bruxelles, 1899).
- MERZBACH (Henri). — La question alcoolique (Bruxelles, 1899.)
- MILLIET (W.) — Rapports au Conseil fédéral sur l'administration de la régie des alcools en Suisse, 1895-96-97-98-99.
- Docteur MÖLLER. — L'Etat distillateur. (*Revue générale*, avril 1888).
- NOTES sommaires de l'Inspection des finances sur les législations étrangères relatives à l'alcool. Paris 1898.
- NOTES sur les travaux de la Commission d'enquête relative à la question de l'alcoolisme, présentée par MM. Le Jeune, Mesdach de Ver Kiele, Van den Corput, Möller, de Vaucleroy et Em. Cauderlier. Bruxelles, Weissenbruch, 1897.

PANDECTES BELGES au mot Cabaret.

- | | | |
|---|---|-----------------------------|
| — | — | Débitants. |
| — | — | Eaux-de-vie. |
| — | — | Ivresse-Ivrogne-Ivrognerie. |
| — | — | Licence (Droit de). |
| — | — | Liquides alcooliques. |

PAASCHE. — Le régime de l'alcool en Allemagne (*Revue politique et parlementaire*, mars 1897).

PASINOMIE. — Recueil de toutes les lois et de tous les arrêtés concernant l'administration du royaume de Belgique, à consulter pour les textes.

Docteur PETEERS. — L'alcool. Bruxelles, Manceaux, 1885.

POINSARD (Léon). — Vers la ruine, Paris 1900.

RAFFALOVITCH. — L'impôt sur les alcools et le monopole en Allemagne. (Paris, 1886).

RAU (M.). — L'initiative privée et la loi en face de l'alcoolisme (Discours de rentrée à la Cour de cassation, octobre 1895, Paris).

RÉFORME SOCIALE. — Nombreux articles sur l'alcoolisme, le monopole, en 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900.

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE : Novembre-décembre 1896, janvier, mars, avril 1897, régime de l'alcool en Suisse, Allemagne, Norwège, Angleterre, Danemark, Hollande, Russie, Espagne, Italie, Belgique, Turquie ; juin 1898 : Etats-Unis 10 janvier 1900. La coopération en Belgique : (les distilleries agricoles coopératives).

RICHALD (L.). — Histoire des finances publiques de la Belgique. Bruxelles, Hayez, 1884.

— Les finances communales en Belgique. Bruxelles, Rozes, 1892.

ROCHARD. — L'alcool, son rôle dans les sociétés modernes (*Revue des Deux-Mondes*, 15 avril, 1896).

ROSTAND. — La défense contre l'alcoolisme par l'action locale (*Réforme sociale*, 1896).

- ROSTAND. — L'étatisme en fait d'alcool (*Réforme sociale*, 1^{er} et 16 décembre 1896, 1^{er} janvier 1897).
- ROUX (J.-P.). — Distillation des grains, Masson, Paris.
- SACHS (Isidore). — Vérités sur le monopole de l'alcool.
- SAY (Léon). — Rapport au nom de la Commission extra-parlementaire de l'alcool (Paris-Chair, 1890).
- *Dictionnaire des finances.*
- SÉRIEUX et MATHIEU. — L'alcool. Paris, Alcan (Bibliothèque utile.)
- SIEGFRIED. — L'alcoolisme.
- SMISS*EN (Ed. van der). — La dette publique de la Belgique (*Moniteur des intérêts matériels*, 11, 25 septembre, 2, 23, 30 octobre, 6 novembre 1898).
- La question de l'alcool en Belgique (*Moniteur des intérêts matériels*, 1^{er}, 8, 15, 22, 29 octobre, 5, 12, 19 novembre 1899, 28 janvier 1900, 4 février 1900).
- STRAUSS (Louis). — Le monopole de l'alcool en Suisse (*La Réforme économique*. Anvers, 5 octobre 1895).
- STRAUSS (Louis). — La distillerie belge (*Le Siècle*, n° du 8 décembre 1899).
- STREEL (G.). — La question des distilleries. Une solution. Liège, Demarteau, 1899.
- STREEL (G.). — Nombreux discours à la Chambre des représentants, notamment en décembre 1895, janvier 1896, juillet 1899.
- STOURM (René). — L'impôt sur l'alcool dans les principaux pays. Paris, 1886.
- Monopole des alcools en Suisse et en France.
- Impôt sur l'alcool (Dictionnaire des Finances).
- Le budget. Paris, Guillaumin, 1898.
- Le système français d'impôts.
- Systèmes généraux d'impôts. Paris. Guillaumin. 1893.

- THIRY, professeur à l'Université de Liège. — L'influence de l'alcool sur la criminalité. L'alcool à la prison de Liège. (Liège, 1897.)
- H. TRIBOULET et F. MATHIEU. — L'alcool et l'alcoolisme. Paris, 1900.
- VAILLANT (Ed.). — Discours Ch. des députés. Séance 19 novembre 1900.
- VAN COILLIE. — Alcoolisme et habitations ouvrières. — Alcool et débauche. — La mortalité par l'alcoolisme. Bruxelles, 1892.
- VAN COILLIE et VASLET. — *Le bien social* : journal mensuel, Bruxelles.
- VAN DEN HEUVEL, professeur à l'Université de Louvain. — La lutte contre l'alcoolisme aux Etats-Unis (*Réforme sociale*, 16 mai 1895).
- VANDERVELDE (Em.). — Le parti ouvrier et l'alcool. Bruxelles, 1898.
- L'alcoolisme et les conditions du travail en Belgique (*L'humanité nouvelle*, 1^{er} mai et 1^{er} juin 1899).
- VANDOREN (V.). — Les laiteries et distilleries agricoles de Belgique ; annuaire pour l'année 1900.
- VANLAER (M.). — L'alcoolisme et ses remèdes. Paris, 1898.
- D^r VERHAEGHE. — De l'alcoolisation. (Causes, effets, remèdes.) (Lille, 1900.)
- VAUCLEROY (D^r de). — L'hérédité alcoolique (Conférence à Mons, 1892).
- VAUCLEROY (D^r de). — Le nouveau régime des alcools et la distillerie agricole, au point de vue de l'alcoolisme. (Note à la Commission d'études relatives à la question de l'alcoolisme. 1896.)
- WAUTERS (A.-J.). — L'Etat indépendant du Congo. Bruxelles, Folk, 1899.
- WILLEMS (G.). — L'alcoolisme et la loi du 19 août 1889. (*Journal des Tribunaux*. Bruxelles, 17 mars 1895.)

CONGRÈS INTERNATIONAUX

Contre l'abus des boissons alcooliques.

COMPTES RENDUS :

Paris : 1878.

Bruxelles : 1889.

Christiania : 1891.

La Haye : 1893.

Bâle : 1895.

Bruxelles : 1897.

Paris : 1899.

PUBLICATIONS

*des Sociétés de tempérance.**Journal de la Ligue patriotique contre l'alcoolisme.**Le Bien social* (en français et en flamand).*L'Etoile du matin*, organe de la Ligue scolaire belge contre l'alcoolisme.

DOCUMENTS OFFICIELS :

I. Annuaire statistique de la Belgique.

II. Débats parlementaires :

A.) Chambre des représentants :

Annales parlementaires. — Discussion de la loi du 19 août 1889 sur le droit de licence, session ordinaire 1888-1889.

Discussion de la loi du 15 avril 1896, session ordinaire 1895-1896 : Séances des 5 décembre 1895 page, 153-167 ; 6 décembre, p. 170-183 ; 10 décembre 1895, p. 187-195 ; 223-226 ; 11 décembre, p. 197-210 ; 13 décembre, p. 227-238 ; 20 décembre, p. 283-296 ; 21 décembre, p. 298-316 ; 14 janvier 1896, p. 325-337 ; 15 janvier, p. 336-399 ; 16 janvier, p. 352-362 ; 23 janvier, p. 407-418 ; 24 janvier, p. 429-443 ; 28 janvier, p. 445-460 ; 29 janvier, 461-472. Adoption : Séance du 29 janvier, p. 472-473.

Discussion de la loi du 17 juin 1896, session de 1895-1896.

Discussion de la loi du 29 mars 1900, session de 1899-1900.

Séance du 1^{er} mars 1900, p. 651-664 ; 9 mars 1900, p. 665-670.
Adoption : séance du 9 mars 1900, p. 670.

Documents parlementaires. — Loi du 19 août 1889, exposé des motifs et texte du projet de loi, présenté par M. Bernaert, ministre des finances. Rapport, session 1888-1889.

Loi du 15 avril 1896. — Exposé des motifs et textes du projet de loi présenté par M. de Smet de Naeyer, ministre des finances : Séance du 15 février 1895, p. 200 à 213. Rapport présenté par M. Tack, rapporteur : Séance du 4 juillet 1895, p. 390 à 407.

Loi du 17 juin 1896. — Exposé des motifs et texte du projet présenté par M. de Smet de Naeyer. Rapport. Session 1896.

Loi du 29 mars 1900. Développement et texte du projet de loi présenté par M. de Smet de Naeyer et ses collègues : séance du 1^{er} août 1899, p. 481. Rapport présenté par M. Ligy, rapporteur : séance du 15 février 1900.

B.) Sénat :

Annales parlementaires. — Discussion de la loi du 19 août 1889 sur le droit de licence. Session ordinaire 1888-1889.

Discussion de la loi du 15 avril 1896. Séances des : 10 mars, p. 84-91 ; 11 mars, p. 93-100, 131-136 ; 12 mars, p. 103-111, 111-114 ; 13 mars p. 114-130 ; 17 mars, p. 142-149 ; 18 mars, p. 151-164 ; 19 mars, p. 165-173 ; 20 mars, 185-196 ; 24 mars, 197-206 ; 25 mars, p. 207-220 ; 26 mars, p. 221-235. Adoption : séance du 26 mars, 235-236.

Discussion de la loi du 17 juin 1896, session 1895-1896.

Discussion de la loi du 29 mars 1900 : séance du 28 mars 1900. Adoption même séance.

Documents parlementaires. — Loi du 19 août 1889. Projet de loi adopté par la Chambre des représentants. Rapport. Session 1888-1889.

Loi du 15 avril 1896. Projet de loi, adopté par la Chambre des représentants, n° 17. Rapport : séance du 10 mars 1896.

Loi du 17 juin 1896. Projet de loi adopté par la Chambre des représentants. Rapport. Session 1895-1896.

Loi du 29 mars 1900. Projet de loi adopté par la Chambre des représentants, n° 36. Rapport: séance du 21 mars 1900, n° 41.

Voir en outre, d'une part:

Aux *Annales parlementaires*. Chambre des Représentants, les discussions du budget des voies et des moyens pour 1898-1899; sessions de 1897-1898 et 1898-1899.

La discussion de l'interpellation de M. Journez sur la situation des distilleries: séance des 18 juillet 1889, p. 2029-2047; 19 juillet, p. 2057-2070; 20 juillet, p. 2083-2088, 2090-2095; 25 juillet, p. 2105-2106; 27 juillet, p. 2124-2126.

D'autre part:

Aux *Documents parlementaires*. — Chambre des Représentants; les développements et le texte de la proposition de loi de M. Carton de Wiart sur la situation progressive de la fabrication et de la consommation des boissons alcooliques distillées: séance du 15 juillet 1899.

Les développements et le texte de la proposition de loi de MM. Pastur et autres, tendant à exclure l'alcool et les boissons distillées des fournitures que les patrons peuvent faire à leurs ouvriers à charge d'imputation sur leurs salaires (loi du 16 août 1897): séance du 30 mars 1900, p. 151; session 1899-1900.

Le rapport présenté par M. Tack sur: 1° la proposition de loi relative à l'abolition du droit de licence (n° 38, session de 1894-95); 2° la proposition relative à la revision de la loi du 19 août 1889 établissant une taxe sur certains débits de boissons (n° 140, session de 1897-1898); 3° la proposition de loi portant modification de la loi établissant un droit de licence sur les nouveaux débits de boissons alcooliques, (n° 232, session de 1898-1899; séance du 11 avril 1900, n° 143, session de 1899-1900.

Aux *Documents parlementaires*. — Sénat; les développements et le texte de la proposition de loi sur la police de la vente et du débit des boissons alcooliques distillées, présentée par M. Le Jeune, ministre d'Etat, séance du 21 décembre 1898, session de 1898-1899,

ANNEXES

Loi du 19 août 1889. — Portant création d'un fonds communal spécial et d'une taxe sur les débits de boissons alcooliques.

CHAPITRE I^{er}. — SUBSIDES AUX COMMUNES.

ART. 1^{er}. — Il est créé un fonds spécial destiné à augmenter les ressources des communes et qui sera réparti d'après le chiffre de leur population.

ART. 2. — Sont attribués au fonds prédit :

1^o Le produit du droit de licence créé par la présente loi.

2^o Le produit du droit de licence sur le bétail et sur les viandes.

Tant que le produit de ces impôts n'atteindra pas un chiffre suffisant pour allouer aux communes une quote-part calculée à raison de 1 franc par habitant, la somme nécessaire pour parfaire ce chiffre, sera prélevée sur le produit des droits d'entrée.

ART. 3. — La quote-part revenant à chaque commune est liquidée semestriellement d'après le mode suivi dans la répartition du fonds communal institué dans la loi du 18 juillet 1860.

CHAPITRE II. — DROIT DE LICENCE SUR LES NOUVEAUX DÉBITS DE BOISSONS ALCOOLQUES.

ART. 4. — Indépendamment des impôts actuellement en vigueur, toute personne qui, à partir du 17 juillet 1889, établit un débit au détail de boissons alcooliques est soumise au droit de licence ci-après indiqué ; ce droit est payable annuellement et d'avance par le débitant, sur la déclaration par lui faite au bureau des contributions du ressort.

La licence ne peut être accordée à celui qui aurait subi une condamnation par appli-

cation des articles 368 à 391 du code pénal.

ART. 5. — Le montant du droit de licence est fixé comme il suit :

Dans les communes de :	
60,000 habit. et plus	200 fr.
30 000 à 60,000 habit., exclusivement	150 fr.
15 000 à 30,000 — — — — —	100 fr.
5,000 à 15,000 — — — — —	80 fr.
De moins de 5,000 habit.	60 fr.

ART. 6. — Le droit de licence est dû dans l'année entière quelque soit la date de l'ouverture du débit.

ART. 7. — Est considéré comme nouvellement ouvert tout débit de boissons alcooliques dans lequel le droit de patente, établi en conformité de la loi du 21 mai 1819 n'a pas été acquitté avant le 1^{er} janvier de chaque année, pour l'année précédente ainsi que tout débit qui, après avoir été fermé sera rétabli ultérieurement.

Il en est de même de tout débit transporté dans une commune autre que celle dans laquelle le débitant est imposé.

ART. 8. — Le droit de licence n'est pas dû pour le débit, qui, ne tombant pas sous l'application de l'art. 7, sera continué par l'époux survivant.

ART. 9. — Le droit de licence n'est pas compris dans le cens électoral.

ART. 10. — Est réputé débitant en détail quiconque donne à boire, vend ou livre des boissons spiritueuses par quantités de deux litres ou moins, dans tout lieu accessible au public, alors même que ces boissons seraient offertes gratuitement.

Les débitants devront y laisser pénétrer sans aucune résistance les agents mentionnés à l'article 13, et représenter à toute réquisition de ceux-ci la quittance de leur licence.

ART. 11. — Aucun dégrèvement n'est accordé ni pour abandon de la profession ni pour aucune autre cause quelconque.

Lorsqu'un redevable se croit lésé pour avoir été rangé dans une catégorie autre que celle à laquelle il appartient, il doit

à peine de déchéance, dans les quinze jours qui suivent l'acquiescement du droit de licence, adresser une réclamation au directeur des contributions directes, douanes et accises de la province; celui-ci, après avoir pris connaissance de l'avis du bourgmestre, statue définitivement sur la réclamation.

ART. 12. — Dans le cas de décès d'un débitant, la quittance du droit de licence peut servir à l'époux survivant ou aux héritiers en ligne directe qui continueraient le débit.

ART. 13. — Les dispositions générales de la loi du 26 avril 1822, modifiées par la loi du 6 avril 1843, relatives à la rédaction, l'affirmation, l'enregistrement aux procès-verbaux, la foi due à ces actes, le mode de poursuite, la responsabilité, le droit de transiger et la répartition des amendes sont rendues applicables aux contraventions prévues par la présente loi :

Par modification aux articles 194 233 de la loi générale précitée, tous les fonctionnaires et employés publics y désignés, les bourgmestres, échevins, commissaires et commissaires adjoints de police sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater seuls toutes les condamnations.

ART. 14. — Les contraventions aux articles 4 et 10 sont possibles, indépendamment du droit fraudé, d'une amende égale au quintuple du montant du droit ou en cas d'insolvabilité, d'un emprisonnement de huit jours à un mois.

En cas de récidive dans le courant de trois années consécutives, les peines d'amende et d'emprisonnement sont doubles.

Si dans la même période de temps une seconde récidive est constatée, le contrevenant encourra, indépendamment, un emprisonnement de deux à trois mois.

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS

DIVERSES.

ART. 15. — La population mentionnée aux articles 1 et 5 s'entend de la population de droit, telle qu'elle est constatée par le recensement décennal publié avant le 1^{er} janvier.

ART. 16. — La présente loi est obligatoire à partir du 1^{er} janvier.

Loi du 15 avril 1896. — Relative à la fabrication et à l'importation des alcools (1). (Monit., 3 juin 1896).

Léopold II, etc. Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — EAUX-DE-VIE ÉTRANGÈRES.

ART. 1^{er}, § 1^{er}. Les liquides alcooliques distillés à l'étranger sont soumis, en raison des quantités importées, aux droits d'entrée suivants :

	Par hectolitre.
Eaux-de-vie de toute espèce	En cercles, à 50 degrés ou moins de l'alcomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade. fr. 100 »
	En cercles, pour chaque degré au dessus de 50°. fr. 2 »
	En bouteilles, sans distinction de degré. . fr. 200 »
	Liqueurs, sans distinction de degré fr. 200 »
	Autres liquides alcooliques. . . fr. 134 »

(1) Session de 1894-1895.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi. Séance du 15 février 1895, p. 200 à 213. — Rapport. Séance du 4 juillet 1895, p. 390 à 407.

Session de 1895-1896.

Amendements présentés par le gouvernement. Séance du 29 novembre 1895. — Amendement présenté par M. De Sadeleir. Séance du 5 décembre 1895. — Amendement présenté par M. Daens. Séance du 5 décembre 1895. — Amendements présentés par M. Denis. Séance du 10 décembre 1895. — Amendement présenté par M. Heuse. Séance du 10 décembre 1895. — Amendement présenté par M. Tack. Séance du 20 décembre 1895. — Amendement présenté par M. Gilliaux. Séance du 20 décembre 1895. — Amendement présenté par M. De Lantsheere. Séance du 20 décembre 1895. — Amendements présentés par le gouvernement. Séance du 21 décembre 1895. — Texte adopté par la Chambre au premier vote. Séance du 16 janvier 1896. — Amendements présentés par le gouvernement. Séance du 23 janvier 1896. — Amendements présentés par M. Meus. Séance du 23 janvier 1896. — Amendement présenté par M. de Lantsheere. Séance du 24 janvier 1896.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 5 décembre 1895, p. 153-167; 6 décembre, p. 170-183; 10 décembre, p. 187-195, 223-236; 11 décembre, p. 197-210; 13 décembre, p. 227-238; 20 décembre, p. 283-296; 21 décembre, p. 297-316; 14 janvier 1896, p. 325-334; 15 janvier, p. 336-349; 16 janvier, p. 352-362; 23 janvier, p. 407-418; 24 janvier, p. 429-443; 28 janvier, p. 445-460; 29 janvier, p. 461-472. — Adoption. Séance du 29 janvier, p. 472-473.

§ 2. Sont considérées comme « liqueurs », toutes les eaux-de-vie ayant subi une préparation quelconque. Toutefois les eaux-de-vie préparées — autres que les préparations à l'absinthe — importées autrement qu'en bouteilles, dont la force alcoolique réelle n'est pas supérieure de plus de 2 degrés à la force alcoolique apparente, peuvent être admises au régime des « eaux-de-vie de toute espèce en cercles », à la condition que l'importateur en déclare, outre le degré apparent, le degré réel qui servira de base au calcul des droits.

§ 3. Le méthylène et l'alcool méthylique, l'alcool amylique, ainsi que les alcools homologues, sont assimilés aux « autres liqueurs alcooliques ».

§ 4. Les droits sur les « eaux-de-vie de toute espèce en cercles » sont calculés par degré et par dixième de degré; les fractions inférieures à un dixième de degré sont négligées.

ART. 2. Les liquides désignés au § 3 de l'article 1^{er} peuvent être admis en exemption totale ou partielle des droits d'entrée, aux conditions à déterminer par le ministre des finances, lorsqu'ils sont destinés exclusivement à des usages industriels.

CHAPITRE II. — EAUX-DE-VIE

INDIGÈNES.

Section 1^{re}. — Base et quotité de l'accise. — Déduction, réductions, décharge et exemptions.

Base et quotité de l'accise.

ART. 3, § 1^{er}. Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriqué dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools, à raison de 64 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

§ 2. Lorsque les eaux-de-vie sont inférieures ou supérieures en force à la température, les quantités constatées sont ra-

menées pour le calcul du droit, au volume correspondant à la force de 50 degrés, à la température de 15 degrés, et ce au moyen de tables de réduction approuvées par le ministre des finances.

§ 3. Pour la constatation de la force et de la température, les fractions inférieures à un dixième de degré sont négligées. Il en est de même des fractions inférieures à un dixième de litre, en ce qui concerne le calcul du droit.

ART. 4. La force et la température des eaux-de-vie produites sont déterminées au moyen d'instruments dont le modèle est arrêté par le ministre des finances.

Déduction pour perte à la rectification.

ART. 5, § 1^{er}. Il peut être accordé une déduction pour compenser le déchet résultant de la rectification des flegmes ou des alcools bruts.

§ 2. Le montant de cette déduction, qui ne peut dépasser 4 p. c. des quantités constatées, ainsi que les conditions auxquelles elle est subordonnée, sont déterminés par le gouvernement.

Réductions d'impôt accordées aux distillateurs agricoles.

ART. 6, §^{er}. On entend par distillateurs agricoles :

A. Ceux qui cultivent pour leur propre compte, dans un rayon de 5 kilomètres de l'usine, des terres labourables dans la proportion de 10 hectares par chaque hectolitre d'eau-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par période de vingt-quatre heures.

Dans les rayons de culture herbagère, l'exploitation agricole pourra, aux conditions fixées par le gouvernement, consister en tout ou en partie en prairies dont l'étendue devra être double de celle des terres labourables dont elles tiendront lieu.

B. Les sociétés coopératives ayant pour objet l'exploitation d'une distillerie.

Les cultivateurs seuls pourront en faire partie.

Le gouvernement détermine les conditions que doivent remplir ces sociétés ainsi que les sociétaires.

§ 2. Il est accordé aux distillateurs agricoles une réduction d'impôt de 15 centimes par litre de flegmes à 50 degrés, à la température de 15 degrés.

En cas de production de levure pour la vente, la réduction est de 10 centimes et l'étendue de culture imposée par les

SÉNAT.
Documents parlementaires. — Projet de loi adopté par la Chambre des représentants n° 17. — Rapport. Séance du 10 mars 1896 — Amendements. Séances des 12 et 13 mars.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 10 mars 1896, p. 84-88; 11 mars, p. 93-100, 131-136; 12 mars, p. 103-108, 110-114; 13 mars, p. 114-130; 17 mars, p. 142-148; 18 mars, p. 151-164; 19 mars, p. 165-171; 20 mars, p. 185-186; 24 mars, p. 187-206; 25 mars, p. 207-210; 26 mars, p. 221-235. — Adoption. Séance du 26 mars, p. 235-236.

dispositions du § 1^{er} est augmentée de moitié.

§ 3. Pour jouir de la réduction, les distillateurs agricoles ne peuvent produire que des flegmes (produits de premier jet) ; ils sont tenus de livrer en totalité et exclusivement à des rectificateurs ou à des distillateurs industriels, les flegmes qui ne seraient pas exportés ou dénaturés pour les usages industriels.

§ 4. Le gouvernement détermine les conditions que les flegmes doivent réunir pour que la réduction soit applicable.

§ 5. Ne peuvent en aucun cas être considérés comme distillateurs agricoles :

A. Ceux qui emploient des sirops, mélasses, glucoses, vins ou mares, ou qui distillent des fruits importés de l'étranger ;

B. Ceux qui font le commerce en gros ou en détail de boissons distillées ou fermentées.

ART. 7, § 1^{er}. Les distillateurs agricoles visés au lit. A, § 1^{er}, de l'article 6, dont l'usine a été en activité pendant tout ou partie de la période comprise entre le 1^{er} janvier 1894 et le 15 décembre 1895, sont autorisés à rectifier les flegmes de leur fabrication, s'ils en font demande dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi.

En cas de décès, l'autorisation peut servir soit à l'époux survivant, soit à l'un des héritiers en ligne directe.

Sont admis au bénéfice de la disposition du présent paragraphe, les distillateurs exploitant une distillerie nouvellement établie, pour autant que la déclaration de possession ait été régulièrement faite avant le 15 décembre 1895.

§ 2. En ce qui concerne les distillateurs dont il s'agit au § 1^{er}, la réduction d'impôt est uniformément fixée à 10 centimes par litre et la proportion des terres labourables qu'ils sont tenus de cultiver est réduite à 3 hectares par hectolitre d'eau-de-vie produit.

§ 3. Il leur est loisible de renoncer en tout temps au régime du présent article ; cette renonciation est définitive.

ART. 8, § 1^{er}. Les réductions d'impôt ne sont accordées que pour autant que la prise en charge, par période de vingt-quatre heures, ne dépasse pas en moyenne, pour chaque déclaration de travail, 4 ou 5 hectolitres d'eau-de-vie à 60 degrés, à la température de 15 degrés, suivant qu'il s'agit des réductions prévues à l'article 6 ou de la réduction prévue à l'article 7.

§ 2. Si le distillateur agricole produit de

la levure destinée à la vente, la prise en charge ne peut dépasser 3 hectolitres.

§ 3. Les maxima de prise en charge déterminés ci-dessus ne sont pas applicables aux sociétés coopératives exploitant une distillerie agricole. En ce qui les concerne, le gouvernement détermine le maximum de la prise en charge qui ne pourra, en aucun cas, dépasser ni 1 hectolitre par associé, ni 1 hectolitre pour l'étendue de culture spécifiée à l'article 6.

ART. 9. Aucune réduction d'impôt n'est accordée :

1^o Aux distillateurs intéressés soit directement, soit indirectement :

A. Dans l'exploitation ou dans la possession de plusieurs distilleries, si ces établissements sont distants de moins de 10 kilomètres l'un de l'autre ;

B. Dans la vente des produits de ces usines ou dans l'achat ou la préparation des matières premières qu'elles utilisent :

2^o Aux distillateurs dont les usines sont dirigées par un même directeur ou dans les usines desquels les mêmes ouvriers effectuent alternativement les travaux.

ART. 10, § 1^{er}. Le distillateur qui remplit les conditions exigées pour l'obtention d'une des réductions prévues aux articles 6 et 7, est tenu d'en faire la déclaration au receveur des accises du ressort avant de commencer les travaux de l'année.

§ 2. Cette déclaration est accompagnée d'un état, certifié exact par l'autorité communale, indiquant le nombre d'hectares cultivés ainsi que la nature et la situation des terres.

ART. 11. S'il est constaté qu'un distillateur ne s'est pas conformé pendant l'année entière aux diverses conditions dont dépend l'octroi des réductions prévues aux articles 6 et 7, tous les travaux effectués par lui dans le courant de l'année de l'infraction sont soumis au droit intégral et sans préjudice des pénalités encourues.

ART. 12. Lorsqu'un fait de fraude, entraînant suppression de la réduction, a été relevé dans une distillerie agricole, la modération d'impôt ne peut plus, dans le cours de l'année, être appliquée à cette usine, quel qu'en soit l'exploitant, ni au distillateur constitué en contravention, quelle que soit la distillerie qu'il exploite.

Décharge totale ou partielle de l'accise sur l'alcool destiné à des usages industriels.

ART. 13. Décharge totale ou partielle des droits peut être accordée, moyennant déna-

turation préalable, pour les alcools destinés exclusivement à des usages industriels, y compris le chauffage et l'éclairage.

ART. 14, § 1^{er}. Le gouvernement détermine le montant de la décharge d'après la nature de l'industrie.

§ 2. Il est autorisé à établir une taxe spéciale, au profit de l'Etat, en compensation des frais éventuels de dénaturation et de surveillance.

ART. 15. Le ministre des finances détermine :

1° Les procédés de dénaturation ;

2° La nature et la proportion des matières destinées à rendre l'alcool impropre à la consommation humaine ;

3° Les conditions et formalités auxquelles est subordonné l'octroi de la décharge.

ART. 16. Le ministre statue sur chaque demande en autorisation ; les autorisations accordées sont retirées en cas d'abus, sans préjudice des pénalités encourues.

Exemption de l'accise.

ART. 17. La rectification des flegmes ou des alcools n'est passible d'aucun droit d'accise.

ART. 18. A partir de la promulgation de la présente loi, aucune usine de rectification ne pourra être établie que dans les chefs-lieux d'arrondissement, dans les agglomérations de communes comprenant un chef-lieu d'arrondissement ou dans les localités agréées par le gouvernement.

ART. 19, § 1^{er}. Il n'est perçu aucun droit d'accise sur la production des liqueurs, lorsqu'elles sont préparées exclusivement au moyen d'alcools et de sucres ou de parfums extraits de substances ne pouvant produire d'alcool.

§ 2. Ne sont pas non plus soumis à l'accise les industriels qui se bornent à extraire, par distillation, les parfums soit des plantes, soit des fraises, des framboises ou des groseilles.

Le ministre des finances règle les conditions auxquelles les travaux de ces industriels sont soumis.

Section II. — Dispositions applicables aux distillateurs en général.

I. — ÉTABLISSEMENT DES DISTILLERIES.

Déclaration de possession.

ART. 20, § 1^{er}. Nul ne peut établir une distillerie ni remettre une distillerie en activité, sans en avoir fait la déclaration par écrit au receveur des accises du ressort,

quinze jours au moins avant le commencement des travaux.

§ 2. Cette déclaration de possession doit être conforme aux indications du modèle arrêté par le ministre des finances.

ART. 21, § 1^{er}. A l'appui de la déclaration de possession, l'intéressé remet au receveur un plan de ses installations.

§ 2. Ce plan, dressé en triple expédition, indique les divers locaux et dépendances, leur destination et l'emplacement de tous les ustensiles, tuyaux, pompes, nochères, monte-jus, etc.

§ 3. Les tuyaux ou nochères servant respectivement à conduire les matières premières, les flegmes et alcools, les résidus, la vapeur, l'eau, sont teintés au plan en couleurs différentes.

§ 4. Le plan est soumis à l'approbation du ministre des finances.

§ 5. Après approbation du plan, il est délivré au distillateur une ampliation de sa déclaration de possession.

ART. 22. L'acquéreur, le locataire, le cessionnaire d'une distillerie en activité ne peuvent se mettre en possession de celle-ci sans avoir, au préalable, fait la déclaration et fourni le plan exigés par les articles 20 et 21.

Sonnette et écriteau.

ART. 23. Le distillateur est tenu de placer une sonnette à l'entrée principale de l'établissement, et de faire apposer, au-dessus de chaque issue de l'usine donnant accès à la voie publique, un écriteau portant, en caractères apparents et peints à l'huile, le mot : DISTILLERIE.

Ustensiles, tuyaux, pompes, etc.

ART. 24. Les vaisseaux servant à la préparation, à la macération, à la fermentation ou à la distillation des matières, ainsi que ceux servant à la rectification des flegmes et des alcools, sont installés à demeure à l'intérieur de l'usine. Ils ne peuvent être déplacés sans l'autorisation de l'administration.

ART. 25, § 1^{er}. Les cuves à fermentation sont disposées de telle manière qu'il soit toujours possible de s'en approcher sans aucune entrave pour examiner l'intérieur des cuves ainsi que les tubes et tuyaux qui y aboutissent.

§ 2. Il en est de même des macérateurs, cuiseurs, broyeurs, refroidisseurs, cuves à levure et à levain et généralement de tous les ustensiles servant à la préparation des matières en vue de la distillation.

§ 3. Dans les distilleries où existent

plusieurs cuves à fermentation, le robinet de vidange de chacune de ces cuves est placé dans un endroit convenablement éclairé et facilement abordable; il est disposé de telle façon qu'il puisse recevoir un plomb, et qu'il soit impossible de décharger les matières contenues dans la cuve sans enlever ou sans altérer ce plomb.

Les installations faites en vertu du présent paragraphe sont soumises à l'approbation de l'administration.

§ 4. Pour les cuves à fermentation comprises dans la déclaration de travail, le plomb dont il est question au § 3 est apposé avant l'inscription d'une mise en macération au registre dont parle l'article 43; il ne peut, sous aucun prétexte, être enlevé avant le moment où les matières sont mises en distillation.

Quant aux cuves non utilisées, le robinet de décharge reste plombé pendant tout le temps où ces vaisseaux ne sont pas employés.

§ 5. Le distillateur ou son fondé de pouvoirs applique, au moyen de la pince mentionnée au § 6, une empreinte nette et visible sur la partie du plomb traversée par la ficelle d'attache.

Lors de leur visite, les agents des accises appliquent une empreinte particulière sur la partie du plomb qui leur est réservée. Le distillateur est responsable de la bonne conservation des plombs.

ART. 26, § 1^{er}. Tous les tubes, tuyaux, nochères et pompes de l'usine, ainsi que les conduits servant à l'écoulement des résidus venant des appareils distillatoires, doivent être placés en évidence, isolés et disposés de manière à pouvoir être facilement surveillés.

§ 2. Les conduits sont peints en couleurs différentes suivant leur destination, savoir : en rouge pour les flegmes ou alcools, en noir pour la vapeur, en blanc pour l'eau et les résidus.

ART. 27, § 1^{er}. Il ne peut exister, dans les celliers à fermentation des distilleries, ni nochères ouvertes, fixes ou mobiles, ni tubes, tuyaux ou conduits transportables.

§ 2. Sont seuls admis dans ces locaux, les conduits solidement fixés servant à conduire l'eau et les matières premières; ces conduits doivent être installés de manière à rendre impossible l'enlèvement des liquides contenus dans les cuves à fermentation.

§ 3. Les installations faites en vertu du paragraphe précédent sont soumises à l'approbation du ministre des finances.

ART. 28, § 1^{er}. Il ne peut exister dans les celliers, ni sur les tubes, tuyaux, nochères, pompes, ni sur aucun vaisseau ou ustensile quelconque, des ajutages ou appareils pouvant servir à enlever, avant la distillation, tout ou partie des matières ou de l'alcool contenus dans les cuves à fermentation.

Les vapeurs alcooliques en suspension dans les celliers de fermentation ne peuvent être recueillies d'aucune manière.

§ 2. Le ministre des finances peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser des dérogations aux dispositions du § 1^{er}, en vue de permettre aux distillateurs de recueillir l'acide carbonique dégagé pendant la fermentation.

ART. 29, § 1^{er}. Les alambics, colonnes et généralement tous les appareils distillatoires, y compris les réfrigérants, sont établis de manière à pouvoir être facilement surveillés.

Si ces appareils reposent sur des maçonneries ou sur d'autres supports, ces maçonneries ou supports doivent être pourvus d'ouvertures suffisantes pour permettre de s'assurer qu'ils ne sont traversés par aucun conduit ou tuyau.

§ 2. L'éprouvette — munie d'un alcoomètre et d'un thermomètre — qui reçoit les flegmes ou alcools sortant des appareils à distiller, doit être surmontée d'un globe en verre fixé de telle manière qu'aucun prélèvement de liquide ne puisse y être effectué.

Un robinet peut toutefois être installé sur les appareils distillatoires pour servir à la prise d'échantillons.

§ 3. Le modèle de ce robinet, de même que les installations faites en vertu du § 1^{er}, sont soumis à l'approbation du ministre des finances.

ART. 30, § 1^{er}. Les alambics, colonnes et généralement tous les appareils à distiller sont reliés à un ou plusieurs vaisseaux-mesureurs installés dans un local spécial.

§ 2. Le ministre des finances arrête le modèle et règle le mode d'installation et de fermeture des vaisseaux-mesureurs et du local spécial.

§ 5. Il peut en outre exiger le placement, entre les réfrigérants des appareils à distiller et les vaisseaux-mesureurs, de compteurs dont il arrête également le modèle et dont il règle l'installation et le mode d'emploi.

ART. 31, § 1^{er}. Le tuyautage aboutissant à l'appareil distillatoire ainsi que celui qui aboutit au vaisseau-mesureur sont disposés de façon à rendre impossible toute

fraude par soustraction de matières, de vapeurs alcooliques ou de liquides.

§ 2. Ces installations sont soumises à l'approbation du ministre des finances qui peut prescrire le placement, sur les tuyautages, des plombs, des cadenas ou doubles enveloppes jugés nécessaires.

§ 3. Si l'appareil distillatoire comporte des tuyaux servant à la décharge de la vapeur, ces tuyaux aboutissent à l'air libre et sont disposés de telle manière que les eaux de condensation se perdent en s'écoulant.

Jaugeage et numérotage des vaisseaux.

ART. 32, § 1^{er}. La capacité des cuves à fermentation, des vaisseaux-mesureurs et des compteurs est constatée par empotement d'après les règles fixées par le ministre des finances et à l'aide d'instruments et de mesures agréés par lui.

§ 2. La contenance des autres vaisseaux et ustensiles est constatée par jaugeage métrique.

§ 3. Le distillateur est invité à être présent à toute opération d'empotement et de jaugeage.

§ 4. Les employés dressent un procès-verbal de jaugeage en trois expéditions, dont une est remise au distillateur ; ils y mentionnent, le cas échéant, l'absence de celui-ci ou son refus de signer cet acte.

ART. 33. Le distillateur qui se croit lésé peut, dans les trois jours qui suivent le jaugeage des vaisseaux de son usine, demander la contre-vérification.

ART. 34. Les employés peuvent, en vertu d'une autorisation du contrôleur ou d'un fonctionnaire de rang supérieur, procéder en tout temps à la contre-vérification de la capacité des cuves à fermentation, des vaisseaux-mesureurs et des compteurs.

ART. 35. Lorsque les employés ont prévenu un distillateur qu'ils se proposent de procéder à la contre-vérification par empotement d'un ou de plusieurs vaisseaux, aucune déclaration de changement n'est admise pour les dits vaisseaux aussi longtemps que l'opération de jaugeage n'est pas terminée.

ART. 36. Le distillateur doit, à toute réquisition des employés, représenter les vaisseaux compris dans le procès-verbal de jaugeage. Ces vaisseaux sont numérotés et portent une inscription apparente, en couleur à l'huile, indiquant leur numéro, leur capacité et leur destination.

Changement ou réparation des ustensiles.

ART. 37, § 1^{er}. Toutes modifications aux locaux ou à l'outillage de l'usine, tous changements, réparations ou remplacements d'un ou plusieurs vaisseaux repris au procès-verbal de jaugeage, doivent être déclarés, au préalable, au receveur des accises du ressort.

La déclaration est accompagnée, s'il y a lieu, d'un plan rectifié en triple expédition.

§ 2. Le distillateur ne peut faire usage des vaisseaux nouveaux ou modifiés qu'après qu'ils auront été jaugés par les employés et que le plan rectifié aura été approuvé par le ministre des finances.

Distillerie en non-activité. — Vente, cession, prêt, etc., d'ustensiles ou d'appareils.

ART. 38, § 1^{er}. Tout possesseur d'une distillerie en non-activité, d'appareils de distillation, de chapiteaux, alambics ou serpentins, est tenu d'en faire la déclaration au receveur des accises du ressort.

§ 2. Sont dispensés de cette obligation :

A. Les directeurs de ventes à l'encan, les constructeurs-mécaniciens, les chaudronniers et autres artisans qui, par état, vendent, fabriquent ou réparent ces ustensiles, pourvu que ceux-ci ne soient pas maçonnés ou autrement fixés à demeure ;

B. Les pharmaciens et les chimistes, pourvu que la capacité des vaisseaux ne dépasse pas 50 litres, et qu'ils ne s'en servent pas pour fabriquer des eaux-de-vie.

§ 3. Les distillateurs, constructeurs ou détenteurs ne peuvent vendre, louer, prêter, ou autrement céder à des tiers les ustensiles désignés au § 1^{er}, sans en faire, dans les vingt-quatre heures la déclaration au receveur des accises.

§ 4. Les importateurs de pareils ustensiles sont tenus d'en faire connaître le destinataire au receveur du bureau d'entrée.

§ 5. Les personnes désignées aux §§ 1^{er} à 3 tiennent un registre dans lequel elles inscrivent immédiatement la vente, la location, le prêt ou la cession des appareils et ustensiles, avec indication du nom et du domicile de la personne à laquelle ils sont vendus, loués, prêtés ou cédés. Elles doivent exhiber ce registre, à toute réquisition, aux fonctionnaires et employés des accises.

ART. 39, § 1^{er}. Tous les appareils d'une distillerie en non-activité sont mis sous scellés aux frais de l'administration. Les

employés procèdent à cette opération de la manière prescrite par l'article 32, §§ 3 et 4. Ils mentionnent au procès-verbal le nombre de seaux ou cachets apposés sur chaque ustensile.

§ 2. Le dépositaire est tenu de reproduire, à toute réquisition, les ustensiles mis sous scellés.

II. — TRAVAUX DE FABRICATION.

Déclaration de travail.

ART. 40, § 1^{er}. Le distillateur est tenu de remettre au receveur des accises du ressort, au plus tard la veille de la première mise en trempe ou en macération des matières, une déclaration de travail conforme aux indications du modèle arrêté par le ministre des finances et se rapportant à une série non interrompue de cinq jours au moins et de trente jours au plus.

§ 2. Il ne peut commencer les travaux avant d'avoir reçu une ampliation de sa déclaration, délivrée par le receveur. Il est tenu de conserver cette ampliation dans l'usine pendant la durée du travail faisant l'objet de la déclaration.

§ 3. La déclaration de travail mentionne ceux des vaisseaux repris au procès-verbal de jaugeage que le distillateur entend utiliser soit pour la préparation, la fermentation et la distillation des matières premières, soit pour la rectification des flegmes ou alcools.

§ 4. Lorsque, au cours du travail qui fait l'objet de la déclaration, le distillateur veut augmenter soit le nombre des vaisseaux employés, soit la quantité d'eau-de-vie qu'il a déclaré vouloir produire, il fait, de la manière prescrite ci-dessus, une déclaration supplémentaire pour le nombre de jours restant à courir.

ART. 41. La déclaration de travail mentionne notamment :

1^o La nature des matières premières employées ;

2^o La durée des périodes de fermentation, dans les limites indiquées à l'article 50 ;

3^o Si le distillateur entend ou non effectuer des travaux de trempe, de macération ou de distillation les dimanches et jours de fête légale ; dans la négative, les dimanches et jours de fête ne sont pas comptés dans la supputation des périodes de fermentation ;

4^o Le rendement présumé en eaux-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés, par période de fermentation et par hectolitre de contenance des cuves ; la

quantité totale résultant du rendement déclaré ne peut être inférieure à 40 litres par période de vingt-quatre heures ;

5^o L'heure du commencement de la première distillation de chaque journée, ainsi que la date et l'heure du commencement de la période pendant laquelle le produit de la distillation sera tenu à la disposition des agents de l'administration conformément à l'article 56 ;

6^o Si le distillateur entend profiter d'une des réductions de 15 ou de 10 centimes prévues aux articles 6 et 7, et, dans l'affirmative, s'il satisfait à toutes les conditions imposées par la loi pour l'obtention de cette modération d'impôt ;

7^o S'il entend ou non produire de la levure destinée à la vente.

ART. 42. Les jours de fête légale visés au 3^o de l'article précédent sont : le premier de l'An, le lundi de Pâques, l'Ascension, le lundi de la Pentecôte, le 21 juillet l'Assomption, la Toussaint et la Noël.

Registre du travail journalier et livret de la situation des travaux.

ART. 43. Le distillateur tient dans son usine un registre, conforme au modèle arrêté par le ministre des finances, dans lequel il inscrit au fur et à mesure des opérations, pour chaque cuve à fermentation :

A. La nature et la quantité des matières premières employées ;

B. Les dates et heures des mises en macération. Cette inscription mentionne le numéro de la cuve et, le cas échéant, celui des vaisseaux auxiliaires, tels que broyeurs, cuiseurs, macérateurs ou refroidisseurs ;

C. Le rendement des matières contenues dans la cuve, en eau-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés. Ce rendement est inscrit en toutes lettres au registre, quinze minutes au moins avant la mise en distillation de la cuve ;

D. La date et l'heure de la mise en distillation, avant de commencer le transvasement des matières dans l'appareil distillatoire.

ART. 44. Le distillateur, qui, d'après sa déclaration, laisse fermenter ses cuves pendant une période de plus de vingt-quatre heures, tient en outre un registre, conforme au modèle arrêté par le ministre des finances, dans lequel il inscrit la densité et la température des matières :

1^o Immédiatement après la mise en fermentation ;

2° Vingt-six heures après l'heure indiquée pour la mise en macération ;

3° Au moment de l'inscription du rendement exigée par le lit. C de l'article précédent.

ART. 45. Des mesures spéciales concernant la déclaration de travail et le registre du travail journalier peuvent être prescrites par le ministre des finances à l'égard des distillateurs qui travaillent avec plus d'une série de cuves dans un ou plusieurs celliers de fermentation.

ART. 46. Les employés des accises, à l'occasion de leurs visites, annotent la situation des travaux sur un livret que le distillateur est tenu de conserver dans l'usine.

ART. 47. Les registres et le livret prescrits par les articles 43, 44 et 46 sont fournis par l'administration.

ART. 48. Le ministre des finances peut autoriser des dérogations aux prescriptions des articles 43 et 44, en faveur de distillateurs dont la moyenne des prises en charge, par période de vingt-quatre heures, est inférieure à 2 hectolitres d'eau-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés, s'ils ne produisent pas de levure destinée à la vente et ne rectifient pas leurs flegmes.

Travaux de trempage, de macération et de fermentation.

ART. 49. § 1^{er}. La préparation des matières destinées à la distillation se fait dans les locaux de la distillerie.

Cette disposition ne s'applique pas au maltage et à la mouture des grains.

§ 2. Aucune matière trempée, macérée, fermentée ou en fermentation ne peut être introduite du dehors.

Le ministre des finances peut lever cette interdiction, notamment en ce qui concerne les fruits, le vin et le cidre.

ART. 50. Les trempes, macérations et fermentations ne peuvent s'effectuer dans des vaisseaux autres que ceux déclarés respectivement pour ces usages. Ces opérations ont lieu par périodes de vingt-quatre, quarante-huit, septante-deux ou nonante-six heures, comptées à partir de minuit.

ART. 51, § 1^{er}. Les macérations s'effectuent suivant l'ordre des numéros attribués par le procès-verbal de jaugeage aux cuves mentionnées dans la déclaration de travail. Toutefois les cuves employées supplémentairement peuvent être mises en macération avant ou après toutes les autres, mais seulement jusqu'à la première interruption des travaux.

§ 2. L'administration peut permettre de

déroger à la disposition qui précède, dans des circonstances exceptionnelles.

ART. 52, § 1^{er}. Les matières fermentées ne peuvent être transvasées que dans le condensateur, l'alambic ou l'appareil distillatoire.

§ 2. Il peut être dérogé à cette disposition en cas de production de levure ou de levain.

§ 3. Il est défendu d'accroître, après le rafraîchissement ou la dilution, la densité des matières contenues dans les cuves à fermentation.

Production de levure ou de levain.

ART. 53, § 1^{er}. Tout distillateur, est admis à produire de la levure ou du levain pour les besoins de sa fabrication.

§ 2. Le distillateur qui travaille des céréales est autorisé à fabriquer de la levure destinée à la vente ; le gouvernement peut autoriser la production de levure dans les distilleries où l'on fait usage de matières premières autres que les céréales.

§ 3. Le ministre des finances détermine les mesures de surveillance auxquelles les distillateurs producteurs de levure ou de levain sont tenus de se soumettre.

Travaux de distillation.

ART. 54, § 1^{er}. Les dispositions de l'article 51 concernant l'ordre des mises en macération sont applicables aux mises en distillation.

§ 2. Le distillateur peut retarder de deux heures la mise en distillation de la première cuve moyennant d'en faire mention, par une déclaration écrite à l'encre, au verso de l'ampliation de la déclaration de travail, deux heures au moins avant l'heure indiquée à ce document pour le commencement de l'opération.

ART. 55, § 1^{er}. Les travaux de distillation ne peuvent se faire entre 8 heures du soir et 6 heures du matin.

§ 2. Le gouvernement peut autoriser, aux conditions qu'il déterminera, des dérogations à la disposition du § 1^{er}.

Constatacion du volume et de la force des flegmes et des alcools.

ART. 56. Les produits de la distillation d'une journée ou d'une période de travail sont recueillis et réunis soit directement, soit en passant par le compteur, dans les vaisseaux-mesureurs mentionnés à l'article 30. Ils y sont tenus à la disposition des agents chargés de constater le rendement,

pendant une période dont le commencement et la fin sont fixés par le ministre des finances.

ART. 57. La température des flegmes ou alcools, au moment où ils sont présentés au contrôle, ne peut être inférieure à 5 degrés ni supérieure à 30 degrés ; leur force ne peut être inférieure à 25 degrés, à la température de 15 degrés.

ART. 58. § 1^{er}. Aucune matière susceptible d'abaisser le degré de force des flegmes ou des alcools ne peut être introduite ni directement, ni indirectement dans les matières fermentées, dans les appareils distillatoires ou dans les compteurs et vaisseaux-mesureurs.

§ 2. La vidange des vaisseaux-mesureurs n'est autorisée qu'après la constatation du rendement par les agents de l'administration. Elle ne peut s'effectuer qu'après l'expiration de la période visée à l'article 56, même quand la constatation du rendement a eu lieu avant l'expiration de cette période.

ART. 59, § 1^{er}. Les agents chargés de la surveillance dressent un relevé, conforme au modèle arrêté par le ministre des finances, dans lequel ils inscrivent :

A. Le rendement présumé mentionné dans la déclaration de travail ;

B. Les rendements inscrits par le distillateur au registre du travail journalier ;

C. Les résultats des vérifications de rendement, dans le cas prévu par l'article 78 ;

D. Eventuellement, les indications du compteur ;

E. Les résultats des constatations du contenu des vaisseaux-mesureurs, ramenés à 50 degrés, à la température de 15 degrés.

§ 2. Le produit le plus élevé résultant des inscriptions au relevé sert de base à la prise en charge définitive. Il est notifié au receveur, à l'expiration de chaque déclaration de travail, par les agents précités qui dressent, à cet effet, le décompte nécessaire.

§ 3. L'acte de décompte établit la prise en charge totale, la déduction éventuelle pour déchet de rectification et la prise en charge nette.

Interruption des travaux.

ART. 60, § 1^{er}. Si, par cas fortuit ou de force majeure, le distillateur doit interrompre le cours de ses travaux, il lui est accordé décharge du droit pour la quantité d'eau-de-vie prise en charge en vertu de la déclaration de travail et qui n'a pas été produite.

Les travaux ne peuvent être repris que moyennant une nouvelle déclaration.

§ 2. Le distillateur peut également obtenir décharge du droit pour les quantités d'eau-de-vie correspondant, d'après la déclaration de travail, à des matières fermentées dont la perte est régulièrement constatée par les employés.

La décharge n'est accordée que lorsque la perte résulte d'un cas fortuit ou de force majeure.

§ 3. Le distillateur n'obtient la décharge que s'il a fait immédiatement, au receveur des accises du ressort, la déclaration écrite de l'interruption des travaux ou de la perte des matières fermentées.

Le cas fortuit ou de force majeure est constaté par les employés.

Suspension ou cessation des travaux.

ART. 61. Le distillateur qui veut suspendre ou cesser les travaux est tenu d'en informer le receveur des accises trois jours avant l'expiration de la déclaration en cours.

ART. 62, § 1^{er}. Malgré la suspension ou la cessation des travaux, le distillateur-rectificateur est admis à rectifier les flegmes obtenus au cours de sa dernière déclaration de travail.

Il fait, à cet effet, la déclaration prescrite par l'article 84.

§ 2. Cette déclaration n'est définitivement admise qu'après que les employés en ont constaté l'exactitude.

III. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Procédés et appareils nouveaux.

ART. 63. L'emploi de vaisseaux ou d'ustensiles d'un système nouveau ou de procédés nouveaux de fabrication est subordonné aux conditions déterminées par le ministre des finances.

Exploitation de distilleries et d'autres industries dans le même bâtiment ou enclos.

ART. 64. Il est interdit d'établir ou de mettre en activité dans un même bâtiment une distillerie et une ou plusieurs autres usines dont les produits sont soumis à l'accise, à moins que les usines ne soient séparées par un mur interceptant toute communication entre elles.

ART. 65, § 1^{er}. Dans tout enclos où existe une distillerie, il est interdit de mettre en fermentation, pour l'exercice d'une autre industrie, des matières propres à produire de l'alcool.

§ 2. Cette défense ne s'applique pas à la fermentation ordinaire de la bière potable dans les brasseries établies sous le régime de l'article 61.

Communications entre les distilleries et d'autres établissements.

ART. 66. Il ne peut exister de tubes, tuyaux ou conduits quelconques, ni de communication autre qu'à ciel ouvert, entre une distillerie et un bâtiment qui n'en fait pas partie.

Devoirs des distillateurs.

ART. 67 § 1^{er}. Le distillateur est tenu de faciliter la surveillance de ses établissements.

§ 2. La porte d'entrée principale du bâtiment de toute distillerie nouvellement établie ne peut être située à plus de 100 mètres de la voie publique.

Des communications directes doivent exister entre cette porte d'entrée et les divers locaux de l'usine.

§ 3. Les escaliers servant à ces communications doivent être d'un usage commun et être munis d'une rampe.

§ 4. Il ne peut exister, dans les passages conduisant aux différents ateliers de l'usine, aucun objet ou dépôt de matières qui les obstrueraient ou les rendraient difficiles ou dangereux.

ART. 68, § 1^{er}. Le distillateur est tenu de fournir et de faciliter en tout temps aux employés de l'administration le moyen de vérifier : 1^o les matières premières destinées au travail (nature, quantité, poids) ; 2^o les liquides et les matières contenus dans les cuves, chaudières, alambics, colonnes, générateurs ou dans tout autre vaisseau, récipient ou appareil de son usine.

§ 2. A cet effet, il est tenu : 1^o de fournir les balances et poids nécessaires ; 2^o d'ouvrir le robinet de décharge des appareils à toute réquisition des employés.

ART. 69, § 1^{er}. En cas de contestation sur la nature des matières contenues dans un vaisseau ou qui existeraient illicitement dans l'usine, ou en cas de doute sur la nature des résidus rejetés par les appareils distillatoires, le distillateur est tenu de fournir aux employés, à leur demande, deux bouteilles d'échantillons, d'un demi-litre au moins, des matières qu'ils lui désigneront.

§ 2. Il en est de même lorsqu'il y a contestation, au moment de la constatation du rendement, sur la nature ou sur la force des flegmes ou des alcools. Dans ce

cas, la prise en charge n'est définitive qu'après décision de l'administration.

Droit de visite et de surveillance des agents de l'administration.

ART. 70, § 1^{er}. Pendant la durée du travail, la distillerie doit toujours être accessible aux employés, et le distillateur doit y être présent ou représenté par quelqu'un qui soit à même de donner aux employés les indications nécessaires lors de la visite.

§ 2. Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables :

A. Pendant la préparation des matières en vue de la fermentation, à partir du chargement des cuves ou des vaisseaux auxiliaires (macérateurs, cuiseurs, broyeurs, etc.) ;

B. Pendant l'heure qui précède la distillation ;

C. Pendant les travaux de distillation et de rectification ;

D. Pendant la période fixée pour la constatation du rendement.

§ 3. En d'autres temps d'activité, le distillateur est tenu de donner aux employés libre accès dans son usine au plus tard deux minutes après qu'ils ont sonné ou, à défaut d'une sonnette, frappé à trois reprises, chaque fois avec un intervalle de deux minutes.

ART. 71. La disposition du § 1^{er} de l'article précédent est applicable en tout temps d'activité aux distilleries où un fait de fraude a été constaté par une condamnation judiciaire ainsi qu'à celles exploitées par un assujetti condamné pour fraude.

ART. 72, § 1^{er}. Le ministre des finances peut, lorsque les circonstances l'exigent, établir un poste d'employés en permanence dans la distillerie.

§ 2. Dans ce cas, le distillateur est tenu de mettre à la disposition des employés un bureau d'une superficie de 12 mètres carrés au moins.

Ce bureau, convenablement entretenu, éclairé et chauffé aux frais du distillateur, est garni d'une table, de trois chaises et d'une armoire fermant à clef. Les employés ont l'usage exclusif de ce bureau et en gardent la clef.

ART. 73. Dans toute distillerie, il doit se trouver, à un endroit facilement accessible et convenablement éclairé, à proximité des appareils distillatoires, un pupitre à l'usage exclusif des agents chargés de la surveillance.

Ce pupitre est installé dans les conditions déterminées par l'administration.

Deux chaises doivent être mises à la disposition des employés.

ART. 74, § 1^{er}. Une expédition du plan de l'usine, les copies des procès-verbaux de jaugeage, les ampliations des déclarations de travail et le relevé dont parle l'article 59 sont conservés dans le pupitre mentionné à l'article précédent.

§ 2. Le distillateur doit veiller à la bonne conservation des objets déposés dans ce pupitre.

§ 3. Il ne peut, en aucun cas, altérer les inscriptions faites aux registres et aux livrets prescrits par la présente loi.

ART. 75. Une tablette doit être installée, conformément aux instructions de l'administration, dans le local des vaisseaux-mesureurs, à un endroit parfaitement éclairé, pour faciliter la constatation de la force des flegmes ou alcools.

Constatation de la densité et de la température des matières ainsi que de leur rendement en eau-de-vie.

ART. 76. Le distillateur est tenu de faciliter aux agents de l'administration la constatation de la densité et de la température des matières contenues dans les divers vaisseaux de son usine, ainsi que du rendement en eau-de-vie. Il met, à cet effet, les ouvriers nécessaires à la disposition des employés.

ART. 77. Lorsqu'il est procédé à la constatation de la densité des matières, le distillateur fournit les ustensiles nécessaires, à l'exclusion des densimètre et thermomètre.

ART. 78. § 1^{er}. Les agents de l'administration peuvent constater le rendement en eau-de-vie d'une ou de plusieurs cuves à fermentation, à l'aide d'un appareil spécial dont le modèle est arrêté par le ministre des finances. Ils vérifient de cette manière les inscriptions faites par le distillateur, en vertu de l'article 43, litt. C, au registre du travail journalier.

§ 2. Le distillateur est tenu de munir ses cuves à fermentation d'une échelle métrique pour permettre aux agents de l'administration de constater le vide que présentent ces vaisseaux au moment de la vérification dont parle le § 1^{er}.

Dans le cas où la construction des cuves ne permettrait pas d'y adapter une échelle métrique, le vide pourra être constaté à l'aide de bâtons de jauge conformes au modèle officiel ou de tout autre moyen agréé par le ministre des finances.

§ 3. Le résultat des constatations dont

parle le § 1^{er}, déduction faite de 4 p. c., est inscrit par les employés au relevé dont il s'agit à l'article 59.

Section III. — Dispositions spécialement applicables à certaines catégories d'industriels.

Distillation de mélasses.

ART. 79. Les mélasses contenues dans les réservoirs, tonneaux, citernes, bacs, etc., doivent accuser une densité supérieure à 20 degrés Baumé, à la température de 15 degrés. Il ne peut y être ajouté ni farine, ni levure.

ART. 80. Le distillateur est tenu d'inscrire au registre du travail journalier le poids et le degré des mélasses ou sirops qu'il charge dans ses cuves à fermentation.

Distillation de fruits à pépins ou à noyau.

ART. 81. Le distillateur de fruits à pépins ou à noyau fait sa déclaration de travail en deux parties, de chacune desquelles il est délivré une ampliation.

ART. 82, § 1^{er}. La première partie de la déclaration contient les indications relatives à la fermentation des matières; la seconde, celles qui concernent la distillation.

§ 2. Chacune de ces déclarations partielles est faite au bureau du receveur des accises du travail auquel elle se rapporte.

§ 3. La disposition de l'article 40, § 1^{er}, relative à la durée des travaux et celle de l'article 41, 4^e, relative au minimum de production d'eau-de-vie, ne sont applicables qu'à la partie de la déclaration, qui concerne la distillation.

Rectificateurs, liquoristes et fabricants de liqueurs fines ou d'eaux de senteur.

ART. 83. Les articles 20 à 24, 26, 29, § 1^{er}, l'article 32, §§ 2 à 4, les articles 33, 36, 37, l'article 38, § 1^{er}, les articles 63, à 67, l'article 68, § 1^{er}, et le 2^e du § 2 du même article, l'article 69, l'article 70, § 1^{er}, et les articles 72 à 75, sont applicables aux rectificateurs.

ART. 84. La déclaration de travail prescrite par le § 1^{er} de l'article 40 est remise par le rectificateur au receveur des accises du ressort, au plus tard la veille de la première opération de rectification.

ART. 85. Le rectificateur doit tenir :

1° Un registre de magasin conforme au

modèle arrêté par le ministre des finances et indiquant notamment :

A. La date de l'entrée des flegmes ou alcools dans l'établissement, l'usine d'où ils proviennent, leur volume et leur force ;

B. Les numéros des vaisseaux qui contiennent ces flegmes ou alcools ;

C. La date et l'heure de la mise en rectification.

4° Un registre de fabrication conforme au modèle arrêté par le ministre des finances et indiquant notamment :

A. La date et l'heure du commencement et de la fin des opérations, ainsi que les quantités et la force des flegmes ou alcools mis en travail et des produits obtenus ;

B. Les numéros des vaisseaux dans lesquels les produits rectifiés sont recueillis ;

C. La date de l'expédition de ces produits, avec indication du volume et de la force des quantités expédiées.

ART. 86, § 1^{er}. Les agents de l'administration ont le droit de prélever des échantillons des flegmes ou alcools et des produits rectifiés.

A cet effet, le rectificateur est tenu de leur fournir deux bouteilles, d'un quart de litre au moins, de la matière qu'ils lui désigneront. Il est tenu également de faire connaître la provenance des flegmes ou alcools dont on prélève des échantillons.

§ 2 Les employés ont aussi le droit de procéder à des recensements dans les locaux et dépendances des usines de rectification.

A cet effet, les citernes, réservoirs, tonneaux et autres récipients destinés à recevoir les flegmes et les alcools sont disposés de façon à pouvoir être facilement surveillés.

ART. 87, § 1^{er}. Les obligations imposées aux rectificateurs sont applicables aux liquoristes, ainsi qu'aux rectificateurs industriels qui rectifient des flegmes ou des alcools ne provenant pas de leur fabrication.

§ 2. Toutefois les déclarations de travail des liquoristes peuvent être faites pour une période de six mois au maximum.

ART. 88. L'existence d'alcool dénaturé ou de l'un des produits dénommés à l'article 1^{er}, § 3, est interdite dans les fabriques de liqueurs, de liqueurs fines ou d'eaux de senteur.

ART. 89. Les articles 20, 68, § 1^{er}, 68, § 2, 2^o, et 70, § 1^{er}, de la présente loi, sont applicables aux fabriques de liqueurs fines ou d'eaux de senteur.

CHAPITRE III. -- MINIMUM DE LA QUOTE-PART DE L'ÉTAT DANS LE PRODUIT DE L'IMPOT.

ART. 90. Dans la répartition entre l'Etat et le fonds communal du produit annuel des droits d'accise sur la fabrication des eaux-de-vie indigènes et des droits d'entrée sur les eaux-de-vie étrangères, la quote-part de l'Etat est fixée à 25,175,000 francs au minimum, sauf à déduire de cette somme la part de l'Etat dans le produit des droits d'entrée sur le vinaigre et l'acide acétique et de l'accise sur les vinaigres de bière.

CHAPITRE IV. -- COMPTES DE CRÉDIT POUR LE PAYEMENT DE L'ACCISE.

Redevabilité. -- Caution. -- Termes de Crédit.

ART. 91. La déclaration de travail donne ouverture au droit.

ART. 92. Le distillateur obtient, moyennant caution suffisante, un crédit de quatre mois pour le paiement des droits résultant des déclarations de chaque mois.

Le terme de crédit court du dernier jour du mois pendant lequel expire la déclaration du travail.

ART. 93. Le distillateur industriel, le rectificateur, le négociant en gros, le liquoriste ainsi que le fabricant de liqueurs fines ou d'eaux de senteur obtiennent, moyennant caution suffisante, crédit pour les droits dont ils ont accepté la transcription, à charge de remplir les obligations qui pesaient sur le précédent débiteur.

ART. 94. La caution n'est pas exigée du distillateur agricole jouissant de la réduction prévue par le § 2 de l'article 6 qui, en déposant chez le receveur sa déclaration de travail, produit une déclaration d'un distillateur industriel ou d'un rectificateur par laquelle ceux-ci se portent caution envers le trésor et s'engagent à rectifier dans leur usine les flegmes auxquels se rapporte la déclaration de travail ainsi qu'à prendre les droits en charge à leur compte.

Prises en charge aux comptes de crédit.

ART. 95, § 1^{er}. Le compte de crédit à terme du distillateur est débité des droits résultant :

1° Des quantités mentionnées aux déclarations de travail ;

2° Des différences en plus existant entre

ces quantités et celles mentionnées au décompte ;

3^o Du redressement des erreurs reconnues.

§ 2. Le compte de crédit du distillateur industriel peut être débité en outre des droits résultant :

1^o Des quantités afférentes aux déclarations des distillateurs agricoles dans le cas prévu par l'article 94 ;

2^o Des quantités transcrites en vertu du § 2, litt. B, de l'article 96 ou du § 1^{er}, litt. B, de l'article 107.

§ 3. Les dispositions du § 2 sont applicables au compte du crédit du rectificateur.

§ 4. Les prises en charge dont il est question aux §§ 2 et 3 ne sont définitives qu'après l'accomplissement des formalités indiquées à l'article 99 et que s'il a été reconnu que les flegmes réunissent les conditions déterminées en exécution de l'article 6, § 4.

§ 5. Le compte de crédit du négociant en gros, du liquoriste ou du fabricant de liqueurs fines ou d'eaux de senteur est débité des droits transcrits en vertu des §§ 1^{er}, litt. B et 4, litt. B de l'article 96.

Le compte de crédit du liquoriste ou du fabricant de liqueurs fines ou d'eaux de senteur peut être débité en outre des droits transcrits en vertu du § 5, 1^o, litt. B, du même article.

Apurement des comptes de crédit.

ART. 96, § 1^{er}. L'apurement du compte de crédit du distillateur industriel a lieu :

A. Par paiement des termes à leur échéance ;

B. Par transcription des droits, avec livraison des eaux-de-vie, au compte d'un négociant en gros, d'un liquoriste ou d'un fabricant de liqueurs fines ou d'eaux de senteur ;

C. Par exportation avec décharge de l'accise ;

D. Par dépôt des eaux-de-vie en entrepôt public ;

E. Par décharge totale ou partielle, pour les flegmes ou alcools destinés à des usages industriels.

F. Par décharge pour interruption des travaux ;

G. Par décharge pour redressement d'erreurs reconnues.

§ 2. L'apurement du compte de crédit du distillateur agricole jouissant de l'une des réductions prévues à l'article 6, a lieu :

A. Par paiement des termes à leur échéance ;

B. Par transcription des droits, avec livraison des flegmes, au compte d'un distillateur industriel ou d'un rectificateur ;

C. Par exportation avec décharge de l'accise ;

D. Par dépôt des flegmes en entrepôt public, régime fictif ;

E. Par décharge totale ou partielle, pour les flegmes destinés à des usages industriels ;

F. Par décharge pour interruption des travaux ;

G. Par décharge pour redressement d'erreurs reconnues.

§ 3. L'apurement du compte de crédit du distillateur agricole jouissant de la réduction prévue à l'article 7, ne peut avoir lieu que par les modes établis aux litt. A, F et G du § 2.

§ 4. L'apurement du compte de crédit du rectificateur a lieu :

A. Par paiement des termes à leur échéance ;

B. Par transcription des droits, avec livraison des eaux-de-vie, au compte d'un négociant en gros, d'un liquoriste ou d'un fabricant de liqueurs fines ou d'eaux de senteur ;

C. Par exportation des eaux-de-vie avec décharge de l'accise ;

D. Par dépôt des eaux-de-vie en entrepôt public ;

E. Par décharge totale ou partielle, pour les flegmes, ou alcools destinés à des usages industriels.

§ 5. L'apurement du compte de crédit du négociant en gros, du liquoriste ou du fabricant de liqueurs fines ou d'eaux de senteur a lieu :

1^o En ce qui concerne les négociants en gros :

A. Par paiement des termes à leur échéance ;

B. Par transcription des droits, avec livraison des eaux-de-vie, au compte d'un liquoriste ou d'un fabricant de liqueurs fines ou d'eaux de senteur ;

2^o En ce qui concerne les liquoristes et les fabricants de liqueurs fines ou d'eaux de senteur ;

A. Par paiement des termes à leur échéance ;

B. Par exportation, avec décharge de l'accise, des liqueurs ainsi que des liqueurs fines ou des eaux de senteur.

ART. 97, § 1^{er}. Pour l'apurement des comptes de crédit par exportation, par dé-

pôt en entrepôt public ou par dépôt en entrepôt public, régime fictif, la décharge de l'accise est calculée d'après le taux et les bases qui ont servi à établir la prise en charge.

§ 2. La décharge est imputée sur les termes dont l'échéance est la plus prochaine.

ART. 98, § 1^{er}. L'apurement des comptes de crédit par transcription, exportation, dépôt en entrepôt public, ou dépôt en entrepôt public, régime fictif, ne peut avoir lieu que par quantité d'au moins 2 hectolitres, marquant 50 degrés, à la température de 15 degrés. Si les eaux-de-vie marquent un degré de concentration inférieur ou supérieur, la quantité est augmentée ou diminuée en raison de la différence.

§ 2. Le minimum de 2 hectolitres n'est pas applicable si les eaux-de-vie forment le restant des prises en charge ou si elles sont exportées comme provisions de bord.

CHAPITRE V. — TRANSPORT DES FLEGMES SOUMIS AU RÉGIME DE L'ARTICLE 6, § 3.

ART. 99, § 1^{er}. Tout transport de flegmes visés au § 3 de l'article 6 doit être couvert par un passavant ou par un passavant à caution. Sous peine de nullité, ses documents sont soumis à la vérification des employés aux lieux du départ et de la destination.

§ 2. Au lieu du départ ainsi qu'à l'arrivée à destination, les employés prélèvent deux échantillons des flegmes, chacun d'un quart de litre au moins. Ces échantillons sont revêtus du cachet de l'administration. Le distillateur ou le destinataire à le droit d'apposer également son cachet sur les échantillons. Un troisième échantillon, revêtu des mêmes formalités, peut être prélevé à la demande de l'intéressé.

§ 3. Le distillateur et le destinataire sont tenus de fournir des bouteilles nécessaires.

§ 4. Le chef de service du lieu de départ et celui du lieu de l'arrivée transmettent l'un des échantillons à l'administration aux fins d'analyse. Ils conservent l'autre, qui est remis à l'intéressé dès que le résultat définitif de l'analyse a été porté à leur connaissance.

CHAPITRE VI. — EXPORTATION.

Exportation d'eaux-de-vie avec décharge de l'accise.

ART. 100, § 1^{er}. L'exportation, avec décharge de l'accise, des eaux-de-vie et des liqueurs qui leur sont assimilées a lieu dans la limite de quantité fixée par le § 1^{er} de l'article, à moins qu'il ne s'agisse de provisions de bord; elle s'effectue par les bureaux à désigner par le gouvernement et sous les conditions établies pour les marchandises d'accise en général.

§ 2. Le ministre des finances spécifie les liqueurs qui sont assimilées aux eaux-de-vie; il détermine les conditions qu'elles doivent réunir.

ART. 101. Le ministre des finances peut subordonner la liquidation définitive de la décharge des droits sur l'eau-de-vie exportée, à la production d'un document officiel délivrée à l'entrée du pays limitrophe et établissant la conformité, quant à la quantité et à la force de l'eau-de-vie, des déclarations faites dans les deux pays.

Exportation de liqueurs fines ou d'eaux de senteur, avec décharge de l'accise.

ART. 102, § 1^{er}. Décharge de l'accise peut être accordée, en cas d'exportation, sur l'alcool contenu dans les liqueurs fines et dans les eaux de senteur.

§ 2. Le ministre des finances règle les conditions auxquelles les industriels sont tenus de se soumettre pour obtenir la décharge dont il est question au § 1^{er}.

CHAPITRE VII. — ENTREPOT PUBLIC.

ART. 103, § 1^{er}. Le dépôt des eaux-de-vie indigènes en entrepôt public a lieu dans la limite de quantité fixée par le § 1^{er} de l'article 98. Il peut être fait soit au nom du distillateur, soit au nom du négociant qui accepte la cession des eaux-de-vie.

§ 2. La durée du dépôt est illimitée.

§ 3. L'enlèvement des eaux-de-vie a lieu dans la limite de quantité fixée à l'article 98.

ART. 104. Le compte d'entrepôt est apuré:

A. Par enlèvement des eaux-de-vie pour la consommation, sous paiement de l'accise au comptant d'après le taux en vigueur au moment de l'enlèvement;

B. Par exportation, sous caution pour les droits ;

C. Par cession des eaux-de-vie en entrepôt à un autre négociant.

ART. 105. Lorsque, pendant leur séjour en entrepôt, les eaux-de-vie se sont détériorées ou affaiblies au-dessous de 45 degrés, à la température de 15 degrés, elles peuvent être enlevées pour être rectifiées. Cet enlèvement ne peut avoir lieu que moyennant caution pour les droits, lesquels deviennent exigibles pour la partie du liquide non réintégrée dans le délai fixé par le permis.

ART. 106, § 1^{er}. Le dépôt en entrepôt public, régime fictif, des flegmes produits par les distillateurs agricoles visés à l'article 6 a lieu dans la limite de quantité fixée par le § 1^{er} de l'article 98.

§ 2. Le dépôt, dont la durée est illimitée, doit être fait au nom du distillateur.

§ 3. L'enlèvement des flegmes a lieu dans la limite de quantité fixée au § 1^{er} de l'article 98, à moins qu'il ne s'agisse du restant des prises en charge.

ART. 107, § 1^{er}. Le compte d'entrepôt public, régime fictif, est apuré :

A. Par exportation, sous caution pour les droits ;

B. Par transfert au compte de crédit à terme d'un distillateur industriel ou d'un rectificateur, avec prise en charge des droits au taux en vigueur au moment du transfert.

§ 2. Il est accordé un crédit d'un mois, à partir de la date de la délivrance du passavant à caution, pour le paiement des droits dont il est question au § 1^{er}, litt. B.

ART. 108, § 1^{er}. Les eaux-de-vie et les flegmes déposés en entrepôt public ou en entrepôt public, régime fictif, en vertu des articles 103 et 106, sont soumis aux recensements prévus par l'article 48 de la loi du 4 mars 1846.

§ 2. Les comptes sont débités des excédents constatés.

§ 3. Les manquants qui n'excèdent pas 1 p. c. de la prise en charge sont portés en décharge du compte. S'ils sont supérieurs à 1 p. c., le droit est dû sur la quotité du manquant qui dépasse 1 p. c., à moins qu'il ne soit établi que le manquant ne provient pas d'un enlèvement frauduleux.

CHAPITRE VIII. — CIRCULATION ET DÉPÔT DANS LE RAYON RÉSERVÉ DE LA DOUANE.

ART. 109. Le transport dans le rayon réservé de la douane, par quantité d'un demi-litre ou plus, des liquides alcooliques désignés aux §§ 1^{er} et 3 de l'article 1^{er}, doit être couvert par un document de douane ou d'accise.

ART. 110. Le document délivré pour des liquides imposés d'après leur force alcoolique sert à couvrir le dépôt de liqueurs, s'il est revêtu d'un certificat du receveur constatant que le détenteur a déclaré vouloir convertir en liqueurs les quantités mentionnées au document.

ART. 111, § 1^{er}. Le dépôt des eaux-de-vie n'est pas valablement justifié par des documents indiquant une force alcoolique inférieure à celle des quantités emmagasinées.

§ 2. Lorsque le détenteur veut augmenter le degré de force des liquides en magasin par le mélange d'autres spiritueux, il en fait au préalable la déclaration au receveur et procède à l'opération en présence des agents de l'administration, qui en constatent le résultat au dos des documents. Le receveur retire les documents primitifs et en délivre un nouveau mentionnant les quantités et le degré obtenus au moyen du mélange.

CHAPITRE IX. — PÉNALITÉS.

ART. 112. Il est encouru une amende de 25 fr. :

1^o Pour le défaut soit de l'écriteau mentionné à l'article 23, soit d'une sonnette à l'entrée principale de l'établissement, si l'écriteau ou la sonnette ne sont pas placés dans les quarante-huit heures du premier avertissement écrit, donné par le receveur des accises du ressort ;

2^o Pour la non-reproduction ou le déplacement d'un vaisseau ou ustensile ;

3^o Pour l'emploi d'un vaisseau ne portant pas les indications prescrites par l'article 36 ;

4^o Pour la non-reproduction de l'amplication de la déclaration de travail ;

5^o Pour le défaut d'avis ou l'avis tardif de la suspension ou de la cessation des travaux.

ART. 113. Il est encouru une amende de 100 fr. :

1^o Pour toute macération anticipée ou retardée de plus d'une heure sur l'heure

mentionnée pour l'opération au registre du travail journalier :

2° Pour l'altération ou la non-représentation immédiate du registre des densités prescrit par l'article 44 ;

3° Pour toute déclaration inexacte de la densité des matières, ainsi que pour défaut de déclaration de cette densité aux heures fixées.

ART. 114. Il est encouru une amende de 200 fr. :

1° Pour le bris ou l'altération des scellés apposés sur des ustensiles ou tuyaux autres que ceux mentionnés aux articles 30 et 31 ;

2° Pour la non-reproduction d'une des pièces scellées, visées au 1° du présent article.

ART. 115. Il est encouru une amende de 500 fr. :

1° Pour augmentation de la capacité des cuves à fermentation, si la contre-vérification prévue par l'article 34 fait reconnaître une capacité supérieure de 2 p. c. ou plus à celle qui est mentionnée dans le dernier procès-verbal de jaugeage ;

2° Pour avoir, sans déclaration préalable, démonté, réparé ou autrement changé la capacité des vaisseaux, autres que les compteurs et les vaisseaux-mesureurs, repris au procès-verbal de jaugeage ;

3° Pour avoir substitué aux cuves jaugées d'autres cuves ou vaisseaux de plus grandes dimensions ;

4° Pour toute vente, cession ou prêt d'ustensiles sans déclaration ;

5° Pour anticipation ou retard d'une à douze heures sur l'heure indiquée à la déclaration de travail pour le commencement et à la fin des travaux. Toute anticipation ou tout retard excédant ce nombre d'heures est assimilé au travail de macération ou de distillation sans déclaration prévu par l'article 124, n° 1 ;

6° Pour toute contravention aux prescriptions du § 5 de l'article 38 concernant la tenue du registre des déclarations de vente, cession, etc., d'appareils et ustensiles de distillerie ;

7° Pour l'altération ou la non-reproduction immédiate du registre du travail journalier prescrit par l'article 43 ou du livret prescrit par l'article 46 ;

8° Pour ne pas avoir effectué la mise en distillation à l'heure inscrite au registre du travail journalier ;

9° Pour toute macération opérée en contravention à l'article 51 ;

10° Pour infraction aux dispositions de l'article 64. Dans ce cas, toute déclaration

de travail est refusée jusqu'à ce que la communication existant entre les usines soit interceptée ;

11° Pour l'altération ou la non-reproduction immédiate des registres dont la tenue est imposée aux rectifications par l'article 85 ;

12° Pour toute inscription erronée ou irrégulière effectuée aux dits registres

ART. 116. Il est encouru une amende de 1,600 fr. :

1° Pour toute infraction aux conditions dont dépend l'octroi des réductions prévues aux articles 6 et 7, ou pour l'usage d'un état inexact aux fins prévues à l'article 10 ;

2° Pour toute contravention à l'article 26, sans préjudice des pénalités qui pourraient être encourues pour emploi de vaisseaux clandestins. Le distillateur encourt de plus une amende de 200 francs par jour de retard apporté à se conformer aux prescriptions du dit article 26 ;

3° Pour le fait d'avoir faussé ou tenté de fausser le résultat d'un jaugeage ;

4° Pour tout transvasement opéré en contravention à l'article 52 ;

5° Pour toute mise en distillation opérée en contravention aux articles 54 et 55, § 1^{er} ;

6° Pour toute contravention aux dispositions de l'article 6, § 3, et de l'article 99. De plus, tous les travaux effectués par le distillateur, depuis le commencement de l'année, sont soumis au droit intégral.

ART. 117. Il est encouru une amende de 2,000 fr. :

1° Pour tout dépôt clandestin, en quelque lieu que ce soit, d'un chapiteau, d'un serpent, d'une colonne, d'un alambic ou d'autres ustensiles pouvant servir à distiller, ou d'un ensemble d'appareils de distillerie en non-activité ne portant pas de trace d'un travail récent. De plus les ustensiles sont confisqués ;

2° Pour refus d'ouvrir, à la réquisition des employés, le robinet de décharge des appareils de distillation ou de rectification ;

3° Pour toute contravention aux mesures prises en exécution des articles 63 et 146.

ART. 118. Toute omission d'inscription au moment voulu sur le registre du travail journalier prescrit par l'article 43 et toute inscription inexacte, même effacée ou rectifiée, si le changement n'est pas dûment approuvé, sont punies d'une amende fixée comme il suit :

1° 100 francs, s'il s'agit de la déclaration

de la quantité ou de l'espèce des matières premières ;

2° 500 francs, s'il s'agit de la mise en macération ou en distillation des matières, ou du délai pour la déclaration du rendement.

ART. 119. Tout accroissement, après le rafraîchissement ou la dilution, de la densité des matières contenues dans les cuves à fermentation, entraîne, lorsque cet accroissement dépasse un demi-degré de densité et n'excède pas un degré, une amende de 20 francs par hectolitres de contenance des cuves où se trouvent les matières.

L'amende est augmentée de 10 francs par hectolitre, pour chaque degré de densité ou fraction de degré constatés en plus.

ART. 120, § 1^{er}. Lorsque le rendement net constaté par les agents de l'administration en vertu de l'article 78 dépasse de 5 p. c. au moins le rendement déclaré au registre du travail journalier, le distillateur est puni d'une amende de 10 francs par hectolitre de contenance de la cuve à fermentation.

§ 2. L'amende est double lorsque l'excédent constaté est de 10 p. c. ou plus.

§ 3. Ces amendes sont encourues pour chaque cuve où les différences sont constatées.

ART. 121. Lorsque le produit le plus élevé dont il est parlé au § 2 de l'article 59 dépasse de 15 p. c. au moins la quantité totale d'eau-de-vie qui correspond au rendement déclaré conformément à l'article 41, 4°, le distillateur encourt une amende de 10 francs par hectolitre ou fraction d'hectolitre constatés en plus.

ART. 122. Le distillateur qui refuse d'obtempérer à l'invitation faite par les employés, conformément à l'article 34, de laisser procéder à la contre-vérification par empotement de la capacité des cuves à fermentation, des vaisseaux-mesureurs ou des compteurs, encourt une amende de 5 francs par hectolitre de contenance de l'ensemble des ustensiles existant dans l'usine.

ART. 123. Toute soustraction ou tentative de soustraction à l'accise, de l'eau-de-vie produite ou à produire, et tout fait de fraude ou tentative de fraude en matière de fabrication d'eau-de-vie, sont punis d'une amende graduée comme il suit :

5,000 francs, si la contenance totale des ustensiles existant dans l'usine est de moins de 40 hectolitres ;

10,000 francs, si cette contenance est de 40 à 100 hectolitres exclusivement ;

15,000 francs, si elle est de 100 à 200 hectolitres exclusivement ;

20,000 francs, si elle est de 2000 à 3000 hectolitres exclusivement ;

25,000 francs, si elle est de 300 hectolitres ou plus.

ART. 124. Les faits suivants tombent sous l'application de la pénalité fixée par l'article 123 :

1° Tout travail de trempage, de macération de fermentation, de distillation ou de rectification, sans déclaration, ainsi que toute extraction d'alcool des résidus ;

2° Tout dépôt, ailleurs que dans les vaisseaux désignés pour cet usage, soit de matières trempées, macérées, fermentées ou en fermentation, soit d'un liquide contenant un ou plusieurs des éléments caractéristiques des matières mûres fermentées ou en fermentation, tels que : alcool, amidon organisé, diastase active ou levure vivante ;

3° L'introduction de ces matières dans l'usine ;

4° L'enlèvement de ces matières de l'usine pour être envoyées au dehors ou pour être utilisées dans des locaux ou appareils non déclarés ;

5° L'existence clandestine, dans une distillerie ou ses dépendances, de tuyaux, cuves, chaudières ou autres vaisseaux quelconques propres à la conduite, à la préparation ou à la distillation des matières ;

6° Tout dépôt clandestin, en quelque lieu que ce soit, d'un appareil ou ustensile de distillerie qui porterait des traces d'un travail récent ;

7° Le détournement de vapeurs alcooliques, de flegmes, d'eau-de-vie ou d'alcool avant la prise en charge régulière ou avant l'expiration de la période déclarée pour la constatation du rendement ;

8° Tout fait de contravention aux articles concernant la réunion des produits de la distillation dans les vaisseaux-mesureurs ou dans les compteurs ;

9° Toute infraction aux mesures de sûreté prescrites par le ministre des finances pour assurer l'écoulement des flegmes ou alcools dans les vaisseaux-mesureurs ou dans les compteurs ;

10° Toute altération du degré alcoolique des flegmes ou des alcools par entraînement de matières, par introduction d'une substance étrangère dans les flegmes ou alcools ou par toute autre manœuvre ;

11° Tout changement apporté dans la

capacité des vaisseaux-mesureurs ou des compteurs ou dans l'indication des échelles de jauge de ces vaisseaux;

12° Toute manœuvre de nature à déranger le fonctionnement régulier du compteur;

13° Tout bris de scellés, plombs, cadenas ou autres appareils de sûreté apposés en vertu des prescriptions de la présente loi ou des instructions du ministre des finances sur le robinet de vidange des cuves à fermentation, les conduites de matières, de vapeurs, de flegmes ou d'alcools, les appareils distillatoires, les réfrigérants des appareils distillatoires, les compteurs, les vaisseaux-mesureurs ou le local spécial où se trouvent ces derniers;

14° Le refus de laisser pénétrer les employés de l'administration dans l'établissement ou dans les divers locaux ou dépendances de l'usine;

15° Le refus aux employés, munis d'une autorisation spéciale d'un fonctionnaire ayant au moins le grade de contrôleur, de faire ou de laisser démonter l'un ou l'autre des appareils, tuyaux ou ustensiles dont l'emploi ou la destination ne serait pas justifié;

16° Le refus de laisser constater le rendement des matières fermentées contenues dans les cuves ou le volume et la force des flegmes ou alcools contenus dans les vaisseaux-mesureurs ou dans les compteurs;

17° Tout autre refus d'exercice.

ART. 125. Indépendamment d'un emprisonnement d'un à deux ans, de la confiscation et de la destruction éventuelle des ustensiles ainsi que de la confiscation des matières, flegmes ou alcools formant l'objet de la fraude, l'amende édictée par l'article 123 est doublée lorsque l'un ou l'autre des faits mentionnés à l'article précédent se passe dans une fabrique clandestine, ou, quant aux usines légalement établies, ailleurs que dans les locaux où se trouvent les vaisseaux mentionnés dans la déclaration de travail.

ART. 126, § 1^{er}. Tout emploi illicite d'alcool dénaturé ou destiné à être dénaturé pour des usages industriels ainsi que toute régénération d'alcool dénaturé sont punis d'une amende égale au décuple des droits d'accise afférents aux quantités d'alcool employées illicitement ou régénérées.

§ 2. L'existence d'alcool dénaturé ou de l'un des produits dénommés au § 3 de l'article 1^{er} dans une fabrique de liqueurs, de liqueurs fine ou d'eaux de senteur est

punie d'une amende de 1,000 à 5,000 fr.

ART. 127. Est punie d'une amende de 1,000 à 5,000 francs, toute contravention :

A. Aux mesures prises soit par le gouvernement, soit par le ministre des finances, en exécution des prescriptions de la présente loi, et non spécialement visées dans les articles qui précèdent;

B. Aux articles de la loi pour lesquels aucune pénalité n'est spécialement édictée.

ART. 128. Toute soustraction de liquide alcoolique, soit dans les entrepôts, soit lors de l'exportation avec décharge des droits, est punie d'une amende du quintuple droit sur le manquant, à charge de l'entrepositaire ou de l'exportateur:

ART. 129, § 1^{er}. En cas de deuxième infraction constatée dans les trois ans, les peines d'amende et d'emprisonnement édictées par les articles 112 à 128, 141 et 145 sont doublées, alors même que le contrevenant aurait été admis à arrêter par transaction les suites du premier procès-verbal.

§ 2. Si, dans la même période de temps, une troisième infraction est constatée, les peines d'amende et d'emprisonnement sont triplées.

ART. 130. En cas de découverte d'un tuyau ou d'un appareil clandestins, les employés peuvent rechercher, même dans les bâtiments voisins, le vaisseau auquel ce tuyau ou cet appareil aboutissent. Si cette recherche n'amène aucun résultat, les dégâts qu'elle aurait occasionnés sont réparés aux frais du trésor.

ART. 131, § 1^{er}. Les distillateurs, rectificateurs, liquoristes et fabricants de liqueurs fines ou d'eaux de senteur sont responsables des contraventions commises dans leurs usines.

§ 2. Les propriétaires ou locataires sont responsables des contraventions découvertes dans les bâtiments occupés par eux, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher et dénoncer le fait.

ART. 132. Sans préjudice des dispositions des articles 59, 60 et 62 du code pénal, ceux qui sont convaincus d'avoir participé comme intéressés d'une manière quelconque à un fait de fraude en matière d'accise, sont passibles des peines établies contre les auteurs.

Les condamnations à l'amende et aux frais sont toujours prononcées solidairement contre les délinquants et les complices.

ART. 133. Le ministre des finances ne peut transiger sur les peines encourues pour contravention à la présente loi, lorsque

les faits se passent dans une fabrique clandestine, ou, quant aux usines légalement établies, ailleurs que dans les locaux où se trouvent les vaisseaux compris dans la déclaration de travail.

ART. 134. Par extension des dispositions de l'article 200 de la loi générale du 26 août 1822, la visite des bâtiments et enclos des particuliers peut, moyennant l'autorisation du juge de paix, se faire à toute heure du jour ou de la nuit en cas de soupçon de distillation clandestine.

ART. 135. Les administrations des chemins de fer, tramways, bateaux à vapeur ou autres services de transport de marchandises doivent, lorsqu'elles en sont requises par un fonctionnaire de l'administration des contributions directes, douanes et accises ayant au moins le grade de contrôleur, fournir tous les renseignements propres à faire découvrir les fraudes en matière de distillerie. Elles sont tenues notamment de donner connaissance des expéditions de flegmes, d'alcools, de mélasses, de levures ou d'autres matières utilisées en distillerie ; à cette fin, elles doivent mettre, au besoin, leurs livres d'expédition à la disposition du fonctionnaire requérant.

ART. 136. Si un distillateur travaille sans avoir payé ou cautionné les droits, ou s'il est constitué en contravention pour un fait tombant sous l'application de l'article 124, n^{os} 1 à 6, le ministre des finances peut, s'il le juge nécessaire pour la sûreté du paiement des droits dus ou des amendes encourues, saisir et faire enlever, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal, tous les ustensiles et vaisseaux de l'usine.

ART. 137, § 1^{er}. L'article 505 du code pénal est applicable à tout distillateur, rectificateur, négociant, liquoriste ou fabricant de liqueurs fines ou d'eaux de senteur qui a recélé des eaux-de-vie, des liqueurs ou d'autres liquides alcooliques ayant été importés frauduleusement ou provenant d'une fabrication clandestine.

§ 2. Sont punis des amendes et des peines d'emprisonnement visées par le même article, ceux qui sont convaincus d'avoir acheté des eaux-de-vie, des liqueurs ou d'autres liquides alcooliques provenant, à leur connaissance, d'une distillerie non déclarée, ou qui ont effectué pareil achat de liquides alcooliques indigènes ou étrangers dans des conditions telles qu'ils devaient présumer l'existence d'une fraude.

ART. 138. Le deuxième alinéa de l'ar-

ticle 20 de la loi du 6 avril 1843, relatif à l'arrestation préventive des fraudeurs en matière de douane, est rendu applicable aux auteurs des fraudes, commises dans une distillerie clandestine, qui entraînent la peine d'emprisonnement.

ART. 139, § 1^{er}. Les personnes dénommées à l'article 231 de la loi générale du 26 août 1822 qui ont corrompu ou tenté de corrompre un employé de l'administration soit directement, soit par l'intermédiaire d'un de leurs agents ou d'un tiers, sont passibles, outre les pénalités édictées par l'article 252 du code pénal, d'une amende de 10,000 francs au profit du trésor.

§ 2. Cette amende est doublée en cas de deuxième infraction constatée dans les trois ans, alors même que le contrevenant aurait été admis à arrêter par transaction les suites du premier procès-verbal.

§ 3. Les dispositions des articles 229 et 231 de la loi générale précitée sont applicables, le cas échéant, aux amendes édictées par le présent article.

ART. 140. Les pénalités prévues aux articles 112, 114, 115, n^{os} 4, 5, 6, 7, 10 à 12, 112, 116, n^{os} 2, 3 et 6, 117, n^o 2, 123 à 127, 129, 130, 133 et 136 de la présente loi, sont applicables, le cas échéant, aux infractions commises par les rectificateurs ou les liquoristes.

ART. 141. Les différences en plus ou en moins excédant 5 p. c. constatées chez les rectificateurs par les recensements effectués en vertu du § 2 de l'article 86, sont passibles d'une amende égale au quintuple de l'accise afférente aux quantités d'alcool trouvées en plus ou en moins.

ART. 142. Indépendamment des pénalités édictées par les articles 112 à 129 et par l'article 141, le paiement des droits fraudés est toujours exigible.

ART. 143. Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

CHAPITRE X. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 144. Les dispositions de la loi générale du 26 août 1822, celles de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude, celles de la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts, et celles de la loi du 6 août 1849 sur le transit modifiée par les lois du 3 mars 1851 et du 1^{er} mai 1858, sont applicables aux distillateurs, aux rectificateurs, aux négociants en gros, aux liquoristes et aux

fabricants de liqueurs fines ou d'eaux de senteur, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par la présente loi.

ART. 145. Les rectificateurs, les négociants en gros, les liquoristes et les fabricants de liqueurs fines ou d'eaux de senteur sont tenus de faciliter aux employés de l'administration l'exercice de leurs fonctions. A cet effet, ils doivent fournir, chacun en ce qui le concerne, les moyens d'opérer les visites, les vérifications et les jaugeages, à défaut de quoi il est dû une amende de 2,000 à 5,000 francs pour refus d'exercice.

ART. 146, § 1^{er}. Le gouvernement est autorisé à prendre des mesures de surveillance spéciales en vue d'assurer la perception des droits sur la fabrication des eaux-de-vie.

§ 2. Le ministre des finances peut accorder des facilités spéciales de travail aux établissements d'instruction où l'on enseigne à distiller.

ART. 147. Le gouvernement est autorisé à réglementer, dans l'intérêt de la santé publique, la fabrication ou la préparation des eaux-de-vie, liqueurs ou autres liquides alcooliques.

ART. 148. Tout producteur ou vendeur de glucoses, sirops ou mélasses est tenu d'inscrire dans un registre, jour par jour, les quantités vendues, le nom et l'adresse des acheteurs ainsi que des destinataires des marchandises.

Tout transport des produits dont il s'agit est couvert par une lettre de voiture datée, signée et déclarée exacte par l'expéditeur. Cette lettre de voiture indique les nom et demeure du destinataire, la nature de la marchandise, le nombre, les marques et les numéros des colis. Elle doit être représentée à toute réquisition aux agents de l'administration.

ART. 149, § 1^{er}. Le gouvernement peut soumettre à un droit d'accise la production indigène des alcools dont il est question au § 3 de l'article 1^{er}. Il devra exister, entre ce droit d'accise et les droits d'entrée sur ces mêmes alcools, une proportion égale à celle existant entre le droit d'accise sur les eaux-de-vie indigènes et les droits d'entrée sur les « eaux-de-vie de toute espèce en cerceles », à 50 degrés, à la température de 15 degrés.

§ 2. Le gouvernement arrêtera, le cas échéant, les mesures de surveillance et pourra appliquer à ces alcools les dispositions des articles 13 à 16.

§ 3. Les contraventions aux arrêtés pris

en exécution du § 3 donneront lieu aux pénalités édictées par la présente loi.

ART. 150. Il sera fait rapport annuellement aux Chambres sur l'exécution de la présente loi.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 151. Les distillateurs dont l'usine a été régulièrement déclarée avant le 15 décembre 1895, ont jusqu'au 31 décembre 1897, le choix de travailler soit d'après le système de l'impôt au rendement réglé par la présente loi, soit d'après les prescriptions de la loi du 18 juillet 1887 complétée ou modifiée par les dispositions des articles 152 à 157 du présent chapitre. Ces derniers articles cesseront d'être en vigueur le 1^{er} janvier 1898.

ART. 152. Il est interdit de travailler simultanément, dans un même enclos de distillerie, sous le régime de l'impôt à la contenance et sous le régime de l'impôt au rendement.

ART. 153. La réduction de 15 p. c. accordée par le § 1^{er} de l'article 19 de la loi du 18 juillet 1887 ne peut dépasser 10 centimes par litre de flegmes à 50 degrés, à la température de 15 degrés, soumis à l'impôt.

ART. 154. La 11^e catégorie de la cinquième espèce de matières premières, dont parle l'article 7 de la loi du 18 juillet 1887, est modifiée comme il suit :

DROITS.
Travail en
24 heures.

11^e catégorie. Fruits secs, sirops ou sucres; jus sucrés avec une ou plusieurs substances féculentes ou saccharines. fr. 15 10
11^e catégorie bis. Mélasses. 12 58

ART. 155, § 1^{er}. S'il est constaté que le rendement moyen obtenu dans les distilleries de mélasses dépasse le rendement légal de plus de 3 p. c., le gouvernement peut, au cours d'une campagne, augmenter le taux du droit en raison de l'excédent de rendement reconnu.

§ 2. Il en est de même en cas d'emploi de matières qui n'ont pas été travaillées en distillerie pendant au moins nonante jours de la campagne précédente.

§ 3. Toutefois par application de l'article 9 de la loi du 18 juillet 1887, le taux du droit est fixé à nouveau, à la fin de la campagne, d'après la moyenne des rendements constatés pendant celle-ci.

ART. 156, § 1^{er}. Le n° 31, litt. B, de l'article 161 § 1^{er}, de la loi du 18 juillet 1887 est supprimé et remplacé par le n° 2 de l'article 124 de la présente loi.

§ 2. Les contraventions au n° 2 de l'article 124 précité sont punies, en ce qui concerne les distillateurs travaillant sous le régime de la loi du 18 juillet 1887, des peines prévues aux trois derniers alinéas du n° 31 de l'article 191, § 1^{er}, de cette dernière loi.

ART. 157. Les dispositions de la présente loi qui ne sont pas contraires à celles de la loi du 18 juillet 1887 maintenues par l'article 160 ci-après, sont rendues applicables aux distillateurs qui travaillent sous le régime de l'impôt à la contenance.

ART. 158. A la date qui sera fixée par le gouvernement pour la mise à exécution de la présente loi, les rectificateurs formeront un inventaire en double expédition, certifié exact, des quantités de flegmes et d'alcools se trouvant dans leurs magasins.

Cet inventaire indiquera le volume et la force des liquides alcooliques et mentionnera les récipients qui les contiennent.

La quantité totale sera inscrite aux registres mentionnés à l'article 85.

ART. 159, § 1^{er}. Il est accordé aux distillateurs agricoles travaillant sous le régime de l'article 7 un délai jusqu'au 30 juin 1897 pour se pourvoir des terres labourables dont la culture leur est imposée.

§ 2. Il est accordé aux distillateurs agricoles qui renoncent au régime de l'article 7 un délai jusqu'au 31 décembre 1901 pour se pourvoir de l'étendue de culture spécifiée à l'article 6. Jusqu'à l'expiration de ce délai, ils sont tenus de justifier de l'étendue de terres labourables spécifiée au § 2 de l'article 7.

CHAPITRE XII.

ABROGATION DE DISPOSITIONS ANTÉRIEURES. MISE A EXÉCUTION DE LA LOI.

ART. 160. Sont abrogés :

1° A partir de la mise à exécution de la présente loi :

A. La disposition de l'article 1^{er} de la loi du 16 avril 1887 sur les sucres et celle du tarif officiel des douanes qui permettent la libre entrée des sirops et mélasses importés pour la distillation ;

C. L'article 2 de la loi budgétaire du 30 décembre 1889 ;

C. La loi du 18 juillet 1887 sur la fabrication des eaux-de-vie, à l'exception des articles 4 à 14, 16, 19, litt. A, B et C du

§ 1^{er}, et nos 1° et 4° du § 2. des articles 26, 28, 30, 32, 35, 38 à 40, 42 à 61, 63, 67, 71 à 74, 77 à 103, 120 à 125, 132, 157 de l'article 161, § 1^{er}, nos 1°, 2°, 1°, 5°, 8° 11°, 16°, 18° à 22°, 24°, 26°, 27°, 29°, 30°, 31°, litt. A, A, C, D et F, 32° à 34°, des §§ 3 et 5 du même article et des articles 164, 172 et 173 ;

2° A partir du 1^{er} janvier 1898, les dispositions de la loi du 18 juillet 1887 énumérées au litt. C ci-dessus.

ART. 161. Le gouvernement fixera la date de la mise à exécution de la présente loi (1).

Promulguons, etc.

Loi du 17 juin 1896, apportant modification des droits d'entrée et de fabrication sur les liquides alcooliques. (*Moniteur*, 18 juin 1896.)

Léopold II, etc. Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ART. 1^{er}, § 1^{er}. Les droits d'entrée sur les liquides alcooliques distillés à l'étranger et sur les conserves alimentaires à l'eau-de-vie sont modifiés de la manière suivante :

	Par hectol.
Eaux-de-vie de toute espèce.	En cercles, à 50 degrés ou moins de l'alcomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade. fr. 150 »
	En cercles, pour chaque degré au-dessus de 50. 3 »
En bouteilles, sans distinction de degré.	300 »
Liqueurs sans distinction de degré	300 »
Autres liquides alcooliques.	200 »

	Par 100 kilogram.
Conserves alimentaires à l'eau-de-vie. fr.	120 »

§ 2. Sont considérées comme « liqueurs », toutes les eaux-de-vie ayant subi une préparation quelconque. Toutefois les eaux-de-vie préparées — autres que les préparations à l'absinthe — importées autrement qu'en bouteilles dont la force alcoolique réelle n'est pas supérieure de plus de 2 degrés à la force alcoolique apparente, peu-

(1) AVIS. — La date de la mise en vigueur de la loi sur les distilleries, insérée dans le *Moniteur* de ce jour, sera fixée ultérieurement par arrêté royal

vent-être admises au régime des « eaux-de-vie de toute espèce en cercles », à la condition que l'importateur en déclare, outre le degré apparent, le degré réel qui servira de base au calcul des droits.

§ 3. Le méthylène et l'alcool méthylique, l'alcool amylique, ainsi que les alcools homologues, sont assimilés aux « autres liquides alcooliques ». Il en est de même des préparations contenant des produits de l'espèce ou de l'alcool ordinaire et qui ne

servent pas comme boissons, les parfumeries alcooliques exceptées.

§ 4. Les droits sur les « eaux-de-vie de toute espèce en cercles » sont calculés par degré et par dixième de degré; les fractions inférieures à un dixième de degré sont négligées.

ART. 2, § 1^{er}. Les droits d'accise sur la fabrication des eaux-de-vie sont établis comme il suit pour les différentes catégories de matières :

ESPÈCES de matières premières	CATÉGORIES	DÉSIGNATION DES MATIÈRES PREMIÈRES	DROITS	
			Travail en 24 heures	Travail en 48 heures
			Fr. c.	Fr. c.
1 ^{re} espèce.	1 ^{re}	ne dépasse pas 10 hectolitres par 24 heures de travail ou 20 hectolitres par 48 heures;	17 44	19 50
	2 ^e	sans emploi de macérateur et lorsque la totalité des matières féculentes mises en macération .. est supérieure à 10 hectolitres et ne dépasse pas 20 hectolitres par 24 heures de travail, ou est supérieure à 20 et ne dépasse pas 40 hectolitres par 48 heures	19 53	21 17
	3 ^e	avec emploi de macérateur ou lorsque la totalité des matières féculentes mises en macération dépasse 20 hectolitres par 24 heures de travail ou 40 hectolitres par 48 heures	20 50	22 72
2 ^e espèce.	4 ^e	Pommes de terre	14 22	15 15
	5 ^e	Emploi, indépendamment de malt d'orge, de grains ou graines autres que le seigle, l'orge ordinaire ou l'avoine, n'ayant subi, avant la mise en macération, aucune préparation, la mouture exceptée	22 28	25 31
3 ^e espèce.	6 ^e	Farines blutées	22 28	25 86
4 ^e espèce.	7 ^e	Topinambours ou jus, de topinambour à l'état naturel	17 50	—
	8 ^e	Betteraves ou jus de betterave à l'état naturel	13 12	—
	9 ^e	Jus de topinambour à l'état concentré	21 72	—
5 ^e espèce.	10 ^e	Jus de betterave à l'état concentré	27 10	—
	11 ^e	Fruits secs, sirops ou sucres, jus sucrés avec une ou plusieurs substances féculentes ou saccharines	23 60	—
	11 ^e bis	Mélasses	19 66	—
6 ^e espèce.	12 ^e	Fruits à pépins et à noyaux	5 86	—

§ 2. Les nouveaux droits d'accise fixés par le § 1^{er} sont applicables aux travaux de fabrication effectués à partir du jour où la présente loi sera obligatoire; les déclarations de travail en cours d'exécution cesseront leurs effets la veille à minuit. Le ministre peut toutefois accorder des facilités sous ce rapport aux distillateurs de matières féculentes qui travaillent en 48 heures.

ARR. 3. Le § 1^{er} de l'article 3 de la loi du 15 avril 1896 (*Moniteur*, n° 155) est remplacé par la disposition suivante :

« Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools à raison de 100 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcomètre de Gay-Lussac, la température de 15 degrés du thermomètre centigrade. »

ART. 4. En cas de modification des rendements légaux conformément à l'article 9 de la loi du 18 juillet 1887, le taux de 100 fr. fixé à l'article 3 servira de base à l'établissement de la quotité de l'accise applicable aux différentes catégories de matières.

ART. 5. Dans la répartition, prévue par l'article 129 de la loi du 18 juillet 1887, entre l'Etat et le fonds communal, du produit annuel des droits d'accise et de douane sur les eaux-de-vie, la quote-part du fonds communal ne peut dépasser 13,750,000 fr.

ART. 6. Les articles 111 à 119 de la loi du 18 juillet 1887 et l'article 154 de la loi du 15 avril 1896 sont abrogés.

ART. 7, § 1^{er}. Tous les produits énumérés à l'article 1^{er} de la présente loi déclarés en consommation postérieurement au 15 juin 1896, sont passibles des droits fixés par cet article.

§ 2. Les eaux-de-vie indigènes existant dans les entrepôts publics et déclarées en consommation postérieurement au 15 juin 1896, sont passibles du droit de 1000 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 8. La présente loi est obligatoire à partir du lendemain de sa publication.

Promulguons, etc.

ARRÊTÉ ROYAL

du 5 novembre 1896.

ART. 1, § 1^{er}. Les sociétés qui veulent se placer sous le régime de l'article 6 de la loi du 15 avril 1896, doivent être composées de 15 membres au moins et se conformer, pour le surplus, aux dispositions des lois

sur les sociétés commerciales qui leur sont applicables.

§ 2. Chacun des associés doit cultiver au moins 25 ares de terres labourables et l'étendue de leurs cultures réunies doit être de 20 hectares au moins de terres labourables, pour chaque hectolitre de flegmes à 50° à la température de 15°, pris en charge par période de 24 heures.

§ 3. Les prairies sont admises en compte le cas échéant ainsi qu'il est réglé par l'arrêté royal du 4 novembre 1896 relatif aux exploitations situées dans les régions de culture herbagère.

§ 4. Les fonds cultivés doivent être situés dans un rayon de 10 kilomètres de la distillerie.

§ 5. Si un associé cultive plus de 10 hectares de terres labourables l'excédent n'est pas admis en compte pour la détermination de l'étendue totale de culture exigée par le § 2 du présent article.

ART. 2. Les sociétés placées sous le régime de l'art. 6 précité, sont tenues de produire à l'appui de la déclaration de possession exigée par l'art. 20 de la loi :

1° leurs statuts en double expédition.

2° un état certifié exact par l'autorité communale, indiquant les noms, prénoms, demeure des associés, ainsi que la nature, les contenance et la situation des fonds que chacun d'eux cultive.

ART. 3. La prise en charge, par période de 24 heures ne peut dépasser en moyenne, pour chaque déclaration de travail, 18 à 12 hectolitres de flegmes de 50°, à la température de 15°, selon que la distillerie est en activité pendant 7 mois ou pendant plus de 7 mois, du 1^{er} janvier au 31 décembre ;

Ce maximum est réduit d'un quart en cas de production de levure pour la vente.

ART. 4, § 1. En cas de pénurie de nourriture pour le bétail, provoquée par des circonstances climatologiques exceptionnelles, le Ministre des finances, peut accorder aux sociétés qui ont déclaré limiter leur travail à une durée de 7 mois, l'autorisation de prolonger d'un mois cette période d'activité.

§ 2. Le Ministre statue sur chaque demande d'autorisation. Les autorisations sont retirées en cas d'abus sans préjudice des pénalités qui peuvent avoir été encourues.

ART. 5. Il est interdit aux sociétés de vendre à des tiers plus du quart de leurs résidus, et aux associés de vendre à des tiers la part de résidus qui leur est attribuée.

Un inventaire du bétail appartenant aux associés est tenu à jour, au siège social, dans

la forme prescrite par le Ministre des finances.

ART. 6. Dans le délai de deux mois après la date fixée par les statuts pour la formation du bilan, les sociétés sont tenues de fournir au receveur des accises du ressort la preuve du dépôt du bilan au greffe du tribunal de commerce du siège de la société.

ART. 7. Notre Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} décembre 1896.

ARRÊTÉ ROYAL du 23 MARS 1899, déterminant de nouvelles conditions que doivent remplir, pour jouir des avantages spéciaux stipulés en leur faveur, les sociétés coopératives visées dans les articles 6 et 8 de la loi du 15 avril 1896, ainsi que les membres de ces sociétés. (*Moniteur*, 23 mars 1899.)

Léopold II, etc. Vu les articles 6 et 8 de la loi du 15 avril 1896 (*Moniteur*, n° 153), ainsi conçus :

« Voulant déterminer les conditions que doivent remplir, pour jouir des avantages spéciaux stipulés en leur faveur, les sociétés coopératives visées dans les dispositions précitées, ainsi que les membres de ces sociétés » ;

Revu notre arrêté du 5 novembre 1895 ;

Sur la proposition de notre ministre des finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. Pour pouvoir être admises à bénéficier des dispositions de l'article 6 de la loi du 15 avril 1896, les sociétés coopératives doivent remplir les conditions suivantes :

1° Etre composées de vingt-cinq membres au moins :

2° Etre administrées et surveillées par des mandataires comme il est dit à l'article 5 ci-après :

3° Etre exclusivement constituées de membres exerçant la profession de cultivateur.

Les membres ne peuvent être intéressés ni directement ni indirectement dans l'exploitation ou dans la possession d'aucune autre distillerie ;

4° Les parts sociales et la responsabilité de chaque membre, son nombre de voix dans les délibérations et sa part de bénéfi-

ces doivent être proportionnels à l'étendue de sa culture admise en compte dans les limites de l'article 2 du présent arrêté. Les parts peuvent ne pas être versées ;

5° Les statuts doivent régler le partage des résidus ainsi qu'il est dit à l'article 3 du présent arrêté ;

6° Les sociétés doivent se conformer, pour tous les points non réglés par le présent arrêté, aux dispositions des lois commerciales qui leur sont applicables.

ART. 2. § 1^{er}. Chacun des associés doit cultiver au moins 50 ares de terres labourables, et l'étendue de leurs cultures réunies doit être de 20 hectares au moins de terres labourables par chaque hectolitre de flegmes à 50 degrés, à la température de 15 degrés, pris en charge par période de vingt-quatre heures.

§ 2. Les prairies sont admises en compte. le cas échéant, ainsi qu'il est réglé par l'arrêté royal du 4 novembre 1896, relatif aux exploitations situées dans les régions de culture herbagère.

§ 3. Les fonds cultivés doivent être situés dans un rayon de 7 kilomètres de la distillerie.

§ 4. Si un associé cultive plus de 15 hectares de terres labourables, l'excédent n'est pas admis en compte pour la détermination de l'étendue totale de culture exigée par le § 1^{er} du présent article.

§ 5. Chaque associé doit posséder et nourrir dans l'enclos de son exploitation au moins une tête de gros bétail, ou trois porcs, ou six moutons, et autant pour chaque hectare admis en compte au delà du minimum de 50 ares.

ART. 3, § 1^{er}. Chaque associé est tenu de prendre une quantité de résidus proportionnelle à sa part de culture admise en compte.

§ 2. Les résidus seront livrés à un prix uniforme pour tous les coopérateurs, avec garantie de composition homogène et d'une teneur en matière nutritive par hectolitre d'au moins 18 kilogrammes de céréales mises en œuvre.

§ 3. Il est interdit aux associés de céder des résidus à des non-associés ou même de les vendre à des associés au-dessous du prix auquel ils leur sont attribués.

ART. 4. Les sociétés coopératives qui veulent bénéficier du régime de l'article 6 de la loi du 15 avril 1896 présentent à cette fin une requête au ministre des finances.

Elles joignent à leur requête :

1° Leurs statuts et leur règlement d'ordre intérieur, en double expédition ;

2^o Le tableau de la répartition des parts entre les associés ;

3^o Un état, certifié exact par les administrations communales compétentes, indiquant :

A. Les noms, prénoms et demeures des associés, ainsi que leur profession principale. Le certificat de l'autorité communale énoncera si l'indication de la profession principale est conforme à celle figurant aux registres de population ;

B. La nature, la contenance et la situation des fonds cultivés par chaque associé ;

C. Le nombre de tête de bétail de chaque espèce que possède et nourrit chacun des associés dans l'enclos de son exploitation ;

4^o L'indication, le cas échéant, du prix et des conditions de location ou de mise à leur disposition des bâtiments, machines, appareils ou matériel quelconque ;

5^o L'exposé de l'organisation et des conditions de leur service financier, ainsi que de leur service de cautionnement ;

6^o La déclaration que la distillerie sera ou ne sera pas annexée à une autre usine ;

ART. 5. L'administration des sociétés est confiée à un conseil renouvelable chaque année par tiers et composé de trois membres.

La surveillance est exercée par un commissaire unique élu pour un an ou par plusieurs dont le mandat est renouvelable alternativement chaque année.

Les administrateurs et les commissaires sortants sont rééligibles.

Ils sont nommés et peuvent être révoqués par l'assemblée générale, à la majorité des voix.

Ils ne peuvent être ni parents ni alliés entre eux jusqu'au 4^e degré exclusivement ni être au service l'un de l'autre.

ART. 6. Il est interdit aux sociétés coopératives admises au bénéfice de l'article 6 de la loi du 15 avril 1893 :

1^o D'avoir un directeur ou des ouvriers employés dans une autre distillerie, ou dans une usine de rectification ;

2^o D'avoir des ustensiles ou des moteurs communs soit avec une autre distillerie, soit avec une usine de rectification ;

3^o De travailler à façon ou de livrer les flegmes qu'elles produisent, en échange de matières premières ;

4^o De faire rectifier les flegmes dans une usine de rectification située à moins de 400 mètres de la distillerie ;

5^o De vendre leurs résidus à des tiers ;

6^o D'acheter en commun leurs matières premières ;

7^o D'acheter des matières premières à leurs membres, sauf les céréales provenant de leurs cultures.

ART. 7. Un inventaire du bétail appartenant aux associés et un tableau renseignant le partage des résidus sont tenus à jour au siège social, dans la forme prescrite par le ministre des finances.

Ces documents sont toujours à la disposition de chacun des associés ainsi que des agents de l'administration.

ART. 8. Dans le délai de deux mois après la date fixée par les statuts pour la formation du bilan, les sociétés sont tenues de transmettre au ministre des finances :

1^o Une copie du bilan à laquelle doit être annexé un relevé indiquant, pour chacun des associés, le montant de sa part sociale, sa part de bénéfices, la quantité et le prix des résidus qui lui ont été attribués, et la quantité qu'il en a cédée.

Ces documents sont fournis dans la forme prescrite et avec les éclaircissements demandés par le ministre des finances ;

2^o L'indication des sommes payées pour traitements, émoluments et commissions ;

3^o L'indication des sommes payées pour location ou usage, pour service financier et pour service de cautionnement.

La copie du bilan et les pièces y annexées sont certifiées sincères et véritables par les administrateurs, les commissaires et les directeurs ou gérants.

ART. 9. Il est institué une commission consultative des distilleries, qui sera composée de :

2 distillateurs coopérateurs ;

1 distillateur industriel ;

1 distillateur agricole individuel ;

1 délégué du département de l'agriculture ;

2 fonctionnaires du département des finances.

ART. 10. Le ministre des finances statue sur l'admission au régime de l'article 6 de la loi du 15 avril 1896, après avoir pris l'avis de la commission consultative instituée par l'article 9.

L'admission au régime de l'article 6 ne couvre pas la société bénéficiaire contre le paiement du droit d'accise intégral, ni contre les pénalités concomitantes, en cas d'inobservation des prescriptions de la loi du 15 avril 1896 ou de celles du présent arrêté.

Le bénéfice de l'admission peut être retiré, la commission consultative entendue, pour inobservation des prescriptions léga-

les ou réglementaires, qu'elle ait eu lieu ouvertement ou au moyen de contre-lettres, remboursements, indemnités ou autres combinaisons ayant pour but d'éluider les dites prescriptions.

ART. 11. Le maximum de la prise en charge par période de vingt-quatre heures ne peut dépasser, en moyenne, pour chaque déclaration de travail, 6 hectolitres de flegmes à 50 degrés, à la température de 15 degrés.

Cependant, pour les sociétés coopératives dont les statuts primitifs ont été publiés au *Moniteur* avant la circulaire du 9 juillet 1898, n° 1055, ce maximum sera de 12 hectolitres et il sera de 11 pour celles dont les statuts primitifs ont été publiés au *Moniteur* ou soumis à l'administration entre cette date et celle du 1^{er} janvier 1899 ; ces maxima seront abaissés graduellement de 1 hectolitre par an, à partir du 10 août 1900.

Dans tous les cas, le maximum est réduit d'un quart en cas de production de levure pour la vente.

ART. 12. A titre de mesure transitoire, les délais suivants sont accordés, à partir de la mise à exécution du présent arrêté, aux sociétés coopératives dont les statuts primitifs ont été publiés au *Moniteur* avant le 1^{er} janvier 1899 ou soumis à l'administration avant cette date :

1° Quatre mois pour se conformer aux dispositions de l'article 1^{er}, n° 1^{er}, 2^o, 5^o, de l'article 2, § 5, à 3^o et 5^o à 7^o, et de l'article 8 du présent arrêté, en tant que les dispositions précitées dérogent à l'arrêté royal du 5 novembre 1896.

2° Un an pour se conformer aux dispositions de l'article 1^{er}, 3^o, 2^e alinéa, du présent arrêté :

3° Trois ans pour se conformer aux §§ 1^{er}, 3^o et 4 de l'article 2 du présent arrêté ;

4° Trois ans pour se conformer au n° 4^o de l'article 1^{er} du présent arrêté, à la condition qu'à partir du 10 août prochain la rémunération directe des parts sociales soit fixée à 6 p. c. au maximum et que le surplus des bénéfices à partager soit réparti d'après l'étendue de culture admise en compte.

ART. 13. Les articles 3 et 4 de notre arrêté du 5 novembre 1896 sont abrogés.

Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur à partir du 10 avril prochain.

LOI du 29 Mars 1900. — Portant modification de la loi du 15 avril 1896 relative à la fabrication et à l'importation des alcools (1).
(*Monit.*, 2-3 avril 1900.)

Léopold II, etc. Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le § 2 de l'article 6 de la loi du 15 avril 1896, relative à la fabrication et à l'importation des alcools, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Il est accordé aux distillateurs agricoles une réduction d'impôt de 9 centimes par litre de flegmes à 50 degrés, à la température de 15 degrés.

« Toutefois, les distillateurs exploitant une usine régulièrement déclarée avant le 1^{er} février 1900 jouiront à titre personnel, jusqu'au 31 décembre 1910, d'une réduction de 12 ou de 14 centimes, selon que la prise en charge par période de vingt-quatre heures dépassera ou ne dépassera pas, en moyenne, pour chaque déclaration de travail, 2 hectolitres d'eau-de-vie à 50 degrés, à la température de 15 degrés. En cas de décès, le bénéfice de cette disposition est acquis à l'époux survivant ou à l'héritier en ligne directe qui aura repris l'usine. Seront assimilés aux distillateurs visés dans le présent alinéa, ceux qui établiront, à la satisfaction du ministre des finances et des travaux publics : 1^o que les bâtiments de leur distillerie étaient ou appropriés à leur destination, ou en voie d'appropriation, avant le 1^{er} février 1900 ; et 2^o que notification de leur intention d'établir une distillerie a été

(1) *Session de 1898-1899.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Développement et texte de la proposition de loi. Séance du 1^{er} août 1899, p. 481. Rapport. Séance du 15 février 1900.

Session de 1899-1900.

Rapport et amendement présenté par le gouvernement. Séance du 15 février 1900, p. 90 et 91. — Amendement présenté par M. Tibbaut. Séance du 6 mars 1900, n° 87. — Amendement présenté par le gouvernement. Séance du 7 mars 1900, n° 90. — Amendement présenté par M. Tack. Séance du 7 mars 1900, n° 90.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances du 8 mars 1900 : p. 651-664 ; 9 mars 1900 : p. 665-670. — Adoption. Séance du 9 mars 1900 : p. 670.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet de loi adopté par la Chambre des représentants, n° 36. — Rapport. Séance du 21 mars 1900, 41.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 28 mars 1900.

aite par eux à un agent de l'administration avant la date précitée.

« La réduction de 14 centimes prévue à l'alinéa précédent n'est accordée que moyennant une déclaration préalable contenant l'engagement de ne pas dépasser, pendant l'année entière, la prise en charge moyenne de deux hectolitres. En cas d'inobservation de cet engagement, la réduction sera ramenée à 12 centimes pour tous les travaux

effectués dans le courant de l'année, pour autant que la prise en charge moyenne n'ait pas dépassé quatre hectolitres.

« Si le distillateur produit de la levure pour la vente, la réduction est diminuée d'un tiers et l'étendue de culture imposée par les dispositions du § 1^{er} est augmentée de moitié. »

Promulguons, etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I

CHAPITRE PREMIER

1° Nécessité des impôts indirects. Légimité de l'impôt sur l'alcool.....	1
2° Différents systèmes de taxation de l'alcool	7
3° De quelles substances on extrait l'alcool	10

CHAPITRE II

LE RÉGIME FISCAL DE L'ALCOOL EN BELGIQUE DE 1838 A 1896

1° La Loi du 18 Juillet 1833 établissant l'impôt au rendement présumé. Exposé de ce système. Loi du 17 Juillet 1887, portant codification de la législation des eaux-de-vie	27
2° Critique du système dans lequel l'impôt est perçu au rendement présumé. Ses inconvénients	36
3° Production et consommation de l'alcool sous ce régime. Situation respective des distilleries industrielles et agricoles.....	53

CHAPITRE III

LE RÉGIME ACTUEL DE L'ALCOOL EN BELGIQUE

1° La loi du 15 avril 1896. Établissement de l'impôt au rendement réel. Economie générale du système nouveau	58
2° Taux du tarif. La loi du 17 juin 1896. Perception des droits. Délai pour le payement	62
3° Déduction pour perte à la rectification. Exportation. Importation	64
4° Décharges accordées à l'alcool destiné à certains usages industriels. Dénaturation	71
5° Conditions imposées par la loi du 15 avril 1896 et sous le régime qu'elle a inauguré aux distilleries agricoles. Sociétés coopératives	78
6° Situation de la distillerie belge sous le régime instauré en 1896. La loi du 29 mars 1900	92
7° L'impôt au rendement réel et le fisc. Productivité de l'accise	112

CHAPITRE IV

L'ALCOOLISME EN BELGIQUE

1° La question alcoolique. Intensité des ravages de l'alcoolisme	119
2° Pureté des alcools consommés en Belgique. Du rôle relativement très peu important des impuretés dans la toxicité des alcools	129
3° La lutte contre l'alcoolisme ..	134
I. Loi portant répression de l'ivresse publique	135
II. Loi du 19 août 1889 sur le droit de licence	140
III. Loi portant augmentation du taux de l'accise ...	159
IV. Autres mesures adoptées en Belgique contre l'alcoolisme	167
V. L'initiative privée et l'anti-alcoolisme en Belgique.	178

CHAPITRE V

Pages

Les réformes proposées relativement au régime de l'alcool et des distilleries.....	185
1 ^o Expropriation des distilleries industrielles : Système de M. G. Streel.....	193
2 ^o Expropriation des distilleries agricoles : Système de M. de Smet de Naeyer.....	198
3 ^o Monopole de l'Etat :	
Système de M. Carton de Wiart.....	203
Système de M. Paul Berryer.....	209

CHAPITRE VI

CONCLUSIONS.....	221
------------------	-----

CHAPITRE VII (APPENDICE)

Le régime des spiritueux en Afrique et particulièrement au Congo belge.....	228
---	-----

BIBLIOGRAPHIE.....	241
--------------------	-----

ANNEXES. — 1 ^o Loi du 19 août 1889, portant création d'une taxe sur les débits de boissons alcooliques.....	253
2 ^o Loi du 15 avril 1896 relative à l'importation et à la fabrication des alcools.....	254
3 ^o Loi du 17 juin 1896 apportant modification des droits d'entrée et de fabrication sur les liquides alcooliques...	274
4 ^o Arrêté royal du 5 novembre 1896, sur la constitution des sociétés coopératives de distillation, conformément aux articles 6 et 8 de la loi du 15 avril 1896.....	276

	Pages
5 ^o Arrêté royal du 23 mars 1899, déterminant de nouvelles conditions que doivent remplir, pour jouir des avantages spéciaux stipulés en leur faveur, les sociétés coopératives, visées dans les articles 6 et 8 de la loi du 15 avril 1896, ainsi que les membres de ces sociétés...	277
6 ^o Loi du 29 mars 1900 portant modification de la loi du 15 avril 1896 relative à l'importation et à la fabrication des alcools (réduction de la modération d'impôt accordée aux distilleries agricoles)...	279



BUZANÇAIS (INDRE), IMPRIMERIE F. DEVERDUN.
